



FORCES
JUMELÉES

**AVENIR
PROMETTEUR**



04

FAITS SAILLANTS
FINANCIERS

06

COMBINER
NOS FUTURS

18

COMBINER
NOS TALENTS

32

COMBINER
NOS SAVOIR-FAIRE

71

RAPPORT
DE GESTION

117

ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS

184

CONSEIL
D'ADMINISTRATION

ÉQUIPE
DE DIRECTION

185

RENSEIGNEMENTS
SUR LA SOCIÉTÉ



ENSEMBLE, WSP ET GENIVAR
SONT DEVENUES UN CHEF DE FILE
MONDIAL PARMIS LES FIRMES DE
SERVICES PROFESSIONNELS.

NOUS PARTAGEONS LA MÊME
STRATÉGIE DE CROISSANCE FONDÉE
SUR UNE VISION MONDIALE ET DES
VALEURS SIMILAIRES.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS ET OPÉRATIONNELS

04
05

EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION	2012	2012	2011
	sans les Éléments inhabituels*		
	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE
FAITS SAILLANTS FINANCIERS			
Produits	1 257,5 \$	1 257,5 \$	651,9 \$
Produits nets**	1 020,1 \$	1 020,1 \$	529,0 \$
BAIIA**	125,4 \$	108,6 \$	89,7 \$
BAIIA par action**	3,11 \$	2,69 \$	3,42 \$
Résultat net		46,3 \$	50,1 \$
Résultat net de base et dilué par action		1,15 \$	1,91 \$
Résultat net ajusté**	61,4 \$		42,9 \$
Résultat net ajusté par action**	1,52 \$		1,64 \$
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE			
Actif total		1 812,0 \$	726,0 \$
Passifs financiers ⁽¹⁾		254,8 \$	74,3 \$
Moins: Trésorerie et équivalents		(127,7 \$)	(144,0 \$)
Dette nette (trésorerie nette)		127,1 \$	(69,7 \$)
FONDS PROVENANT DES OPÉRATIONS ET FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES			
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	109,1 \$	96,0 \$	72,4 \$
Excluant:			
Variation des éléments du fonds de roulement sans effet sur la trésorerie	0,1 \$	(3,6 \$)	(4,6 \$)
Fonds provenant des opérations**	109,2 \$	92,4 \$	67,8 \$
Fonds provenant des opérations par action**	2,71 \$	2,29 \$	2,58 \$
Moins:			
Variation des éléments du fonds de roulement sans effet sur la trésorerie	(0,1 \$)	3,6 \$	4,6 \$
Dépenses en immobilisations	(19,6 \$)	(19,6 \$)	(12,4 \$)
Flux de trésorerie disponibles**	89,5 \$	76,4 \$	60,0 \$
Flux de trésorerie disponibles par action**	2,22 \$	1,90 \$	2,29 \$

* Les résultats financiers sont présentés avant l'effet des Éléments inhabituels, tel qu'expliqué dans la section « Résumé de la Transaction avec WSP » du rapport de gestion.

** Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire » du rapport de gestion.

(1) Les passifs financiers sont constitués du prêt, des notes à payer, des soldes à payer aux anciens actionnaires, des obligations en vertu de contrats de location-financement, des autres obligations et des dettes à long terme, incluant leur partie courante, du découvert bancaire et des avances bancaires.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

La Société utilise des mesures non conformes aux IFRS considérées par des sociétés à titre d'indicateurs de la performance financière qui ne sont pas reconnus en vertu des IFRS. Ces mesures pourraient différer des mesures utilisées par d'autres entités semblables et, par conséquent, elles pourraient ne pas leur être comparables. La Société estime que ces mesures sont des renseignements complémentaires utiles et susceptibles d'aider les investisseurs à évaluer un placement dans les actions de la Société.

Les mesures non conformes aux IFRS utilisées par la Société sont les produits nets, le BAIIA, le BAIIA par action, la marge du BAIIA, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, l'impôt sur le résultat par action, le résultat net ajusté, le résultat net ajusté par action, les fonds provenant des opérations, les fonds provenant des opérations par action, les flux de trésorerie disponibles et les flux de trésorerie disponibles par action. Ces mesures sont définies à la fin du rapport de gestion dans la section « Glossaire ».

+92,9%

AUGMENTATION
DES PRODUITS

1 257,5 M\$

PRODUITS

+92,8%

AUGMENTATION
DES PRODUITS NETS

1 020,1 M\$

PRODUITS NETS

+39,8%

AUGMENTATION
DU BAIIA
sans les Éléments inhabituels

125,4 M\$

BAIIA
sans les Éléments inhabituels

COMBINER NOS FUTURS

06

07



« NOUS AVONS CHOISI DE FUSIONNER NOS DEUX ENTREPRISES PARCE QUE NOUS ÉTIIONS CONVAINCUS QUE LA FUSION ACCROÎTRAIT NOTRE CAPACITÉ DE SERVIR NOS CLIENTS ET ENRICHIRAIT LES CARRIÈRES DE NOS EMPLOYÉS. CHACUNE DE SON CÔTÉ, NOS FIRMES RESPECTIVES AURAIENT CONTINUÉ À CONNAÎTRE LE SUCCÈS, MAIS ENSEMBLE, ELLES PEUVENT DEVENIR BEAUCOUP PLUS QUE LA SOMME DE LEURS PARTIES. »

CHRISTOPHER COLE, PRÉSIDENT EXÉCUTIF DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
PIERRE SHOIRY, PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

MESSAGE DU PRÉSIDENT EXÉCUTIF

CHRISTOPHER COLE

08
09



Chers actionnaires,

C'est un grand privilège qui m'est donné de m'adresser à vous en tant que nouveau président exécutif de ce qui est aujourd'hui une des plus grandes firmes de services-conseils et de services professionnels multidisciplinaires à la suite de la fusion de WSP et de GENIVAR en août 2012.

Pierre Shoiry, président et chef de la direction et moi avons été ravis de la réaction positive des actionnaires, du personnel et des clients à la fusion qui a permis d'allier la solide présence de GENIVAR au Canada et son travail dans les grands secteurs du génie à l'envergure internationale et à la vaste expérience multidisciplinaire de WSP. La transaction nous a donné une plateforme qui assurera une diversification, des possibilités mondiales et une résilience accrues pour l'avenir. Le travail d'intégration est bien entamé, et nous sommes heureux d'annoncer un solide rendement financier en 2012, conforme aux attentes du Conseil, malgré les défis que présentent constamment les conditions sur le marché mondial.

UNE TRANSACTION IRRÉSISTIBLE

Les motifs qui ont présidé à la fusion de WSP et de GENIVAR étaient convaincants. En réaction à la tendance à la consolidation dans notre secteur de l'économie, nous avons réuni deux entreprises florissantes et ambitieuses ayant des stratégies complémentaires, toutes deux en excellente position pour poursuivre une croissance mondiale diversifiée et offrir des services dans un large éventail de secteurs. Les firmes possèdent toutes deux de vastes compétences dans leurs régions, avec peu de chevauchement géographique et de clientèle. La transaction a mené à la création d'une firme de services-conseils mondiale, forte d'un effectif de quelque 15 000 employés, avec des bureaux sur tous les continents. Tirant parti de notre accès accru à des clients et à des projets internationaux et jouissant d'une plus grande reconnaissance et d'une pénétration plus profonde sur les marchés, nous pouvons désormais nous mesurer aux plus grandes sociétés de notre secteur.

Dans un monde en évolution constante et un marché de plus en plus consolidé, nous sommes beaucoup plus forts unis que nous ne le serions chacun de notre côté. Unies, nos deux sociétés peuvent tirer le meilleur parti possible des possibilités mondiales et exploiter les divers secteurs où elles sont actives tout en partageant et en offrant de grandes compétences et une vaste expérience, dans le respect de pratiques exemplaires, non seulement sur le plan technique mais également sur le plan commercial. Cela nous aidera à satisfaire aux exigences changeantes de nos clients. Cela rehaussera également notre capacité à soumissionner pour l'exécution de grands projets et à les réaliser et nous permettra d'établir des liens plus serrés avec notre clientèle grandissante.

Nous reconnaissons que nous tirons notre force du rendement de nos activités régionales, de la prestation locale de services et de notre capacité de faire appel à des compétences partout dans le monde lorsque c'est nécessaire. Notre équipe de gestion continue de mettre l'accent sur la croissance interne et l'augmentation de l'efficacité en étant à l'affût des possibilités internationales qui sont maintenant à la portée de la Société.

Les motifs qui nous ont incités à procéder à la fusion reposent sur la réponse très positive de la Direction et des membres du personnel, qui étaient très enthousiastes face aux perspectives de carrière, à la gamme élargie de services et à la portée géographique que nous pouvons offrir à nos clients. Je suis reconnaissant à Pierre Shoiry et à Alexandre L'Heureux pour leur excellent travail, leur détermination et leur vision, pour l'aide qu'ils m'ont apportée pour mener à bien la transaction, assurer ensuite l'intégration harmonieuse de nos deux firmes et susciter des synergies destinées à créer de la valeur pour les actionnaires.

Il est essentiel que nous reconnaissons et mettions en valeur les cultures différentes de tous ceux et celles qui font partie de la Société pour réussir à partager les mêmes valeurs et la même vision.

MON RÔLE EN TANT QUE PRÉSIDENT EXÉCUTIF

Je suis extrêmement fier d'avoir dirigé WSP pendant de nombreuses années. Je continuerai, en tant que président exécutif, à participer activement à la croissance de WSP et de GENIVAR. L'actuel Conseil d'administration de GENIVAR, qui a bien servi la Société pendant de longues années, doit maintenant évoluer pour répondre aux nouveaux besoins, aux nouvelles ambitions et aux nouvelles activités de la Société, tant localement que sur le plan international. À cette fin, nous nommerons de nouveaux administrateurs possédant des profils pertinents et complémentaires, afin d'enrichir le Conseil de compétences internationales et en ressources humaines et d'y adjoindre des femmes.

Je continuerai à superviser le travail du Conseil pour assurer qu'il reste axé sur les objectifs de la Société et favorise toujours un environnement équilibré et apporte aux cadres supérieurs et aux dirigeants de la Société des conseils judicieux, tant sur le plan opérationnel que sur le plan stratégique.

Je veillerai en outre à ce que la vigilance des comités ne connaisse pas de relâche, à l'assiduité aux réunions et, lorsque cela sera nécessaire, à renforcer les comités pour qu'ils respectent les normes les plus strictes en matière de conformité aux exigences réglementaires. Nous sommes également déterminés à faire respecter rigoureusement les plus hautes normes d'éthique dans toutes nos opérations. Comme nous l'avons affirmé dans le passé, nous ne tolérons aucune pratique commerciale malhonnête et tenons à ce que toutes nos activités soient caractérisées par la conduite éthique des affaires.

Il est maintenant approprié pour moi de remercier mon prédécesseur, Richard Bélanger, pour sa précieuse contribution et sa présidence au cours des deux dernières années. Je suis très heureux que M. Bélanger poursuive son travail au sein du Conseil en qualité d'administrateur indépendant principal, apportant ainsi à la Société ses conseils et son soutien.

GESTION ET SOUTIEN STRATÉGIQUE

Faisant appel à ma connaissance de l'industrie et de sa dynamique internationale, connaissance acquise pendant mes nombreuses années à la tête de WSP, je suis heureux d'être capable d'offrir mon aide à l'équipe de direction, composée de Rikard Appelgren, Paul Dollin, Alexandre L'Heureux et Marc Rivard, sous le leadership de Pierre Shoiry, ainsi qu'à l'équipe de gestion élargie.

L'intégration de deux grandes firmes de services-conseils professionnels comporte une foule d'aspects. L'équipe de direction s'est d'abord affairée à intégrer les fonctions essentielles de la Société : finances, fiscalité, technologie de l'information et communications. Ce travail est déjà fort avancé. En même temps, nous poursuivons la mise en œuvre de notre programme concernant les coûts et les synergies de produits, tout en nous penchant sur les enjeux tout aussi importants d'intégration des cultures et des communications. Il est essentiel que nous reconnaissons et mettions en valeur les cultures différentes de tous ceux et celles qui font partie de la Société pour réussir à partager les mêmes valeurs et la même vision. Notre objectif est d'apprendre des forces de chacun tout en atténuant les risques.

L'équipe de direction a également consacré beaucoup d'efforts à l'élaboration de notre plan stratégique 2013-2015 qui informera le Conseil et toutes les parties prenantes de notre orientation stratégique, de nos priorités et de nos attentes en matière de rendement.

La fusion nous donne l'occasion de créer, dans le cadre de notre stratégie, un programme exclusif de gestion de la clientèle mondiale avec comme objectif de devenir la firme de services-conseils vers laquelle se tourneront les clients partout dans le monde. À mesure que la tendance à la mondialisation des processus d'approvisionnement prend de l'ampleur, nous sommes en excellente position pour alimenter notre croissance interne en appuyant nos clients dans la réalisation de leurs projets partout dans le monde.

Mon leadership au sein de WSP a été caractérisé par la priorité absolue que j'ai toujours accordée aux relations avec la clientèle, et j'entends continuer à renforcer, au sein de la nouvelle Société, la culture d'excellence pour ce qui est des liens avec les clients et du service à la clientèle. Comme par le passé, je prêcherai par l'exemple, et j'appuierai activement les activités avec nos clients chaque fois que cela sera approprié.

NOS EMPLOYÉS

Nous sommes une entreprise de 15 000 personnes qui ont récemment uni leurs forces, et j'apprécie le soutien que tous nous ont offert et la confiance qu'ils nous ont manifestée. Nous sommes chanceux de pouvoir compter sur tant de professionnels dévoués, fiers de faire partie de la nouvelle entité née de la fusion. Ils constituent un formidable bassin de talents, et nous savons que nous pouvons faire appel à eux pour appliquer les pratiques exemplaires dans tous les aspects de notre secteur d'activité. Nous attendons avec impatience les occasions de présenter et de faire connaître nos compétences et notre expérience au plus vaste auditoire possible dans un marché de plus en plus concurrentiel et consolidé. Nous sommes déterminés à appuyer nos employés dans leur progression de carrière et à leur offrir le plus d'occasions possible d'œuvrer à la réalisation de projets phares dans le monde entier. J'offre mes remerciements à tous nos gestionnaires et à tous les membres du personnel pour leur excellent travail et leur soutien.

PRÉPARER L'AVENIR

Nous commençons l'année 2013 avec une équipe de plus en plus intégrée et des objectifs communs. Nous sommes déterminés à réussir à tous les égards, notamment pour ce qui est de la croissance interne, et à améliorer notre rendement opérationnel et notre rendement financier. En même temps, nous restons à l'affût des possibilités d'acquisition qui viendront renforcer notre modèle d'affaires et consolider notre position comme chef de file mondial parmi les grandes firmes de services-conseils professionnels.

Avec l'équipe de gestion à mes côtés, j'envisage l'année 2013 avec confiance. Nous sommes appuyés par notre alignement avec les tendances de nos marchés, notre détermination à améliorer continuellement le rendement et notre solide bilan et nous préparons la mise en place de notre plan stratégique, point de départ d'un périple qui nous permettra de réaliser nos ambitions à l'échelle mondiale.

En conclusion, je tiens à exprimer tout particulièrement mon appréciation au Conseil d'administration et aux actionnaires pour leur soutien et pour leur confiance dans notre Société et dans son avenir.



Christopher Cole
Président exécutif du Conseil d'administration

QUESTIONS ET RÉPONSES

PIERRE SHOIRY, PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

12

13



SUITE À LA FUSION AVEC WSP, L'ANNÉE 2012 A ÉTÉ UNE ANNÉE DE GRANDE TRANSFORMATION POUR GENIVAR. LA NOUVELLE ENTITÉ NÉE DE CETTE TRANSACTION EST UNE PLATEFORME MONDIALE POUR POURSUIVRE NOTRE EXPANSION ET NOTRE CROISSANCE. NOUS AVONS FAIT DE GRANDS PROGRÈS VERS L'ATTEINTE DE NOTRE OBJECTIF DE DEVENIR UN CHEF DE FILE MONDIAL DANS NOTRE INDUSTRIE ET, EN CONSÉQUENCE DE LA TRANSACTION, NOUS CROYONS ÊTRE EN EXCELLENTE POSITION POUR MAXIMISER LES POSSIBILITÉS FUTURES ET CRÉER DE LA VALEUR À LONG TERME POUR NOS ACTIONNAIRES.

TOUTEFOIS, SI FIERS QUE NOUS SOYONS DE NOS RÉALISATIONS AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES, NOS PARTIES PRENANTES S'INTÉRESSENT DAVANTAGE À NOTRE AVENIR. PIERRE SHOIRY, PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION, EST HEUREUX DE RÉPONDRE AUX QUESTIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET SUR CE QUE L'AVENIR LUI RÉSERVE.

Q QUELS SONT LES FAITS SAILLANTS DE L'ANNÉE QUI VIENT DE SE TERMINER?

R On peut certainement dire sans se tromper que 2012 a été une année pleine de rebondissements! La transaction avec WSP a été conclue le 1^{er} août, et nous avons dès lors commencé à fonctionner en tant qu'entité combinée.

Comme l'indique la page couverture de ce rapport, le jumelage de nos forces a créé une nouvelle organisation dynamique, focalisée sur la prestation des meilleures solutions possibles pour ses clients. Ensemble, nous sommes une entreprise plus forte avec des compétences plus diversifiées et une présence sur tous les continents. Même si WSP et GENIVAR exercent souvent leurs activités dans les mêmes secteurs, nos points forts en termes de services et de présence géographique sont complémentaires. En jumelant nos forces, nous avons considérablement élargi notre diversification géographique et accru notre offre collective.

Par conséquent, nous sommes aujourd'hui la 6^e plus grande firme internationale de services-conseils en génie et en services professionnels connexes. Nous figurons également parmi les trois premiers chefs de file dans le secteur du bâtiment.

Au nombre des faits saillants stratégiques de 2012 figurent de nombreuses acquisitions qui nous ont permis de prendre de l'expansion sur la scène internationale en Amérique du Sud et de consolider notre marché au Canada. Parmi elles, CRA, firme de services dans les domaines du génie civil, de l'environnement, de l'énergie et des télécommunications de Bogotá, Colombie; Smith Carter Architects and Engineers Inc., dont le siège social est au Manitoba; et GRB Engineering Ltd., entreprise de l'Alberta spécialisée en pétrole et gaz naturel.

Q QUELS SONT LES PROGRÈS ENREGISTRÉS, À LA FIN DE 2012, POUR CE QUI EST DE L'INTÉGRATION DE GENIVAR ET DE WSP?

R Même si seulement huit mois se sont écoulés depuis la clôture de la transaction, nous avons fait de formidables progrès sur les plans opérationnel et organisationnel

pendant cette courte période; nous avons réussi à maximiser les communications à l'échelle de la firme, à mettre en place la structure d'établissement des rapports financiers, à définir les activités phares dans le monde entier et à évaluer les systèmes et l'infrastructure des technologies de l'information.

Dès la clôture de la transaction, nous avons mis sur pied des équipes mixtes responsables de l'intégration, nous sommes à mettre en place et à peaufiner les processus et les activités et nous optimisons les synergies de coûts et de produits. Nous construisons les bases solides dont nous avons besoin pour mener encore plus loin notre stratégie de croissance.


La complémentarité de nos activités signifie qu'il y a peu de double emploi entre nos équipes de direction et, en corollaire, que très peu de changements sont nécessaires à ce niveau, ce qui assure la continuité de nos activités respectives en toute transparence. J'ai le plaisir d'être à la tête d'une équipe de direction très talentueuse et engagée, et de constater que jusqu'à maintenant, nous avons un taux très élevé de rétention de notre main-d'œuvre.

Q COMMENT DÉCRIRIEZ-VOUS LE RENDEMENT FINANCIER DE LA SOCIÉTÉ EN 2012?

R Notre rendement financier en 2012 a été solide, malgré des conditions difficiles dans certains de nos marchés.

Notre rendement au Canada a été inférieur aux attentes, la croissance interne a été stationnaire et les marges réduites, situation attribuable à une baisse des dépenses publiques dans de nombreuses provinces, à un environnement plus concurrentiel dans certains marchés et à des problèmes d'exécution qui ont touché certains projets. Malgré tout, en conséquence de la transaction avec WSP, nos produits nets ont atteint un sommet record de 1 020,1 M\$. Nous avons réalisé un BAIIA de 125,4 M\$ excluant les éléments inhabituels.

Les fonds provenant des opérations sont restés solides à 109,2 M\$ alors que les flux de trésorerie disponibles étaient de 89,5 M\$ pour 2012, excluant les éléments inhabituels.



Les deux firmes originales ont été bâties sur un principe directeur simple : les clients d'abord. Ce principe reste l'une de nos valeurs fondamentales, et il sous-tend tout ce que nous faisons.

Dans une société de services professionnels comme la nôtre, la gestion de la trésorerie est un indicateur important, et notre excellente production de liquidités nous a permis de récompenser nos actionnaires en leur versant un dividende total de 1,50 \$ par action.

Comme nous l'avons toujours fait, nous avons conservé un très solide bilan tout au long de la transaction avec WSP. La valeur totale de la transaction est de 437,6 M\$, financée principalement par un placement privé et un appel public à l'épargne de 422,1 M\$. À la fin de l'exercice, la dette nette de la Société s'établissait à 127,1 M\$, et le ratio de la dette nette sur le BAIIA était de 0,8x.

Q QUE POUVEZ-VOUS NOUS DIRE SUR LES BÉNÉFICES FINANCIERS ATTENDUS DE LA TRANSACTION ?

R Je suis heureux de dire que nous sommes en bonne voie de respecter les engagements financiers annoncés au début de la transaction. Nous mettons actuellement en place des plans visant à améliorer les gains opérationnels et à générer des synergies de revenus, et nous avons déjà commencé à en récolter les fruits. Depuis août, l'équipe mondiale des synergies de revenus a déjà réagi à de nombreuses possibilités internationales. Les activités d'intégration visant à améliorer les avantages financiers progressent conformément à ce qui a été planifié, et nous sommes satisfaits de ce que nous avons accompli jusqu'à maintenant. Nous sommes plus que jamais convaincus que cette acquisition a été réalisée au moment opportun, qu'elle a apporté des avantages immédiats aux actionnaires et qu'elle en apportera encore plus à l'avenir, dès que la reprise économique se mettra en marche.

Q VOUS DITES SOUVENT QUE VOS EMPLOYÉS SONT VOTRE ACTIF LE PLUS PRÉCIEUX POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS QUE VOUS OFFREZ. QUEL POIDS ATTRIBUEZ-VOUS À LEURS CONTRIBUTIONS POUR CE QUI EST DU SUCCÈS DE LA TRANSACTION ?

R Dans une large mesure, le rendement de la Société et son potentiel de croissance sont tributaires de nos employés et de leurs idées. L'intégration en cours de WSP et de GENIVAR serait impossible sans l'engagement de nos employés de

tous les coins du monde, et je les remercie pour les efforts extraordinaires qu'ils ont fournis au cours des derniers mois. Nous sommes réceptifs à la diversification et aux nouvelles idées, à la mise sur pied de nouvelles équipes et, par-dessus tout, nous concentrons résolument nos efforts sur nos clients. Résultat : nous commençons déjà à constater les incidences de nos efforts. De plus, nous pensons que nos employés ont bénéficié d'excellentes possibilités d'établir des contacts à l'international et de travailler à l'élaboration de projets, et qu'ils jouissent d'un environnement de travail encore plus dynamique.

J'ai rendu visite à de nombreux bureaux de la Société au cours des derniers mois, et partout j'ai été frappé par l'énergie, par les capacités techniques et par la créativité de nos employés qui travaillent en collaboration les uns avec les autres et de concert avec nos clients pour arriver aux bonnes solutions. Je ne m'étonne pas de cet engagement envers nos clients. Dès le départ, même avant que ne commence le dur travail d'intégration, il ressortait clairement que les deux firmes originales ont été bâties sur un principe fondamental simple : les clients d'abord. Ce principe reste l'une de nos valeurs fondamentales, et il sous-tend tout ce que nous faisons.

Q COMMENT ENTENDEZ-VOUS CONTINUER À MOTIVER VOS EMPLOYÉS ET À TRAVERSER L'ACTUELLE PÉRIODE DE CHANGEMENT ?

R Nous croyons que pour une firme de services professionnels, les ressources humaines doivent être une véritable priorité stratégique. GENIVAR et WSP partagent des valeurs pour ce qui est de la responsabilisation et de l'autonomie. Même avant la transaction, elles étaient toutes deux à l'écoute des aspirations de leurs employés. À mesure que nous avançons, cette attitude assurera la réussite de la transaction tout en rehaussant le sentiment de réalisation de nos employés. Comme nous l'avons fait à intervalles réguliers, nous avons récemment réalisé un sondage pour mesurer la mobilisation des employés en vue d'accroître continuellement notre connaissance de leurs perceptions et d'améliorer notre environnement de travail, nos processus et notre gestion des ressources humaines. Les résultats ont été très encourageants, indiquant que la mobilisation des employés a progressé de manière

constante au cours des quatre dernières années et qu'elle se situe aujourd'hui dans la « zone engagement élevé ». Nous sommes impatients de donner suite aux possibilités créées par ce sondage.

Q ÉTANT DONNÉ L'ENVERGURE INTERNATIONALE QUE LA TRANSACTION A DONNÉE À VOTRE FIRME, VOTRE SOCIÉTÉ EST AUJOURD'HUI UN JOUEUR IMPORTANT DANS UN MARCHÉ ENCORE PLUS COMPLEXE QU'AUPARAVANT. COMMENT VOUS ADAPTEZ-VOUS À CETTE NOUVELLE SITUATION ?

R Même si les cadres réglementaires et les enjeux commerciaux varient d'un pays à l'autre, à l'échelle mondiale, les données fondamentales de notre industrie et la prestation de nos services sont fort similaires. Nous vivons à une ère de collaboration et de convergence, et l'accent mis sur les communications crée un pont qui permet à tous au sein de la firme de partager connaissances, pratiques exemplaires et ressources.

Je suis convaincu que l'environnement actuel exige de nouvelles compétences pour permettre aux entreprises de prospérer dans un contexte économique difficile et pour répondre aux exigences de la mondialisation et en matière de durabilité – compétences que nos experts mettent à profit tous les jours.

Nous savons réagir de manière adéquate au changement global et à la complexité : nous intensifions notre compréhension des enjeux et élaborons des solutions améliorées pour nos clients. Nous aspirons à devenir un leader éclairé dans les secteurs du bâtiment, du transport, de l'énergie, de l'environnement et des infrastructures, ainsi que dans le secteur industriel.

Nous connaissons en profondeur les projets de nos clients et les questions relatives aux risques, et nous savons à quel point ces projets sont assujettis à la stratégie opérationnelle et au rendement financier des organisations, de même qu'à la conjoncture économique. Nous savons que dans l'état actuel de l'économie mondiale, les années qui viennent présenteront des défis qui exigeront de nouvelles perspectives et des solutions étudiées rigoureusement. Alors que nous pensons en termes de reprise économique, nos clients poursuivent leurs efforts pour améliorer l'efficacité sans augmentation de coûts. Ils veulent gérer leurs budgets de manière plus efficace et créer des projets plus économiques, en parfaite harmonie avec leur environnement. Ils ont pris des engagements envers leurs collectivités et veulent contribuer au bien-être de leurs concitoyens. Ils veulent aussi mieux comprendre et contrôler leurs risques. C'est là que nous apportons à nos clients des idées adaptées au monde réel et à valeur ajoutée.



ACQUISITIONS STRATÉGIQUES ET PARTENARIATS

JANVIER

**Consultores Regionales Asociados -
CRA S.A.S. (« CRA »)**

Génie civil, de l'environnement, de l'énergie
et des télécommunications
Bogotá, Colombia

FÉVRIER

Les Investissements R.J. inc.

Génie mécanique et électrique
Québec, Canada

GRB Engineering Ltd.

Hydrocarbures
Calgary, Canada

MARS

**Smith Carter Architects and Engineers inc.
et Smith Carter (USA) LLC**

Architecture et ingénierie
Winnipeg, Canada

JUIN

North 46 Architecture inc.

Architecture
Charlottetown, Canada

AOÛT

WSP Group PLC

Services-conseils multidisciplinaires
Londres, Royaume-Uni

Q QUELLES ASSURANCES POUVEZ-VOUS NOUS DONNER QUANT À L'ÉTHIQUE DANS L'INDUSTRIE ?

R Maintenir des standards élevés en termes d'intégrité et de confiance du public sont les pierres angulaires des valeurs de la Société. Nous devons incarner ces valeurs dans nos activités professionnelles au quotidien et nous efforcer de viser l'authenticité, la transparence, la clarté dans nos communications et la cohérence afin que nos actes soient le reflet de nos paroles.

Comme nous l'avons déjà déclaré, le respect des lois n'est pas négociable et nous avons pris l'engagement d'avoir une conduite éthique dans tout ce que nous faisons. Comme l'exige la croissance mondiale de la Société, nous avons nommé un Chef de la direction des risques et de l'éthique au cours du premier trimestre de 2013. Je suis heureux d'avoir cette occasion de réitérer notre engagement à veiller à ce que nos employés aient un comportement éthique, à obtenir et à continuer de mériter la confiance de nos actionnaires et de nos clients.

Q OÙ EN EST VOTRE STRATÉGIE D'ACQUISITION POUR L'AVENIR, APRÈS L'IMPORTANTÉ TRANSACTION RÉALISÉE EN 2012 ?

R Dans l'immédiat, nous entendons nous concentrer sur l'intégration des deux firmes, sur l'amélioration des marges et sur la croissance interne. Nous croyons cependant que la tendance à la consolidation dans l'industrie persistera, et nous analyserons les possibilités qui pourront se présenter et qui pourraient contribuer à renforcer notre présence géographique ou à donner de la profondeur à nos compétences.

Q QUELLES SONT VOS PRIORITÉS POUR 2013 ?

R Comme je viens de le mentionner, nos grandes priorités seront l'intégration, la croissance interne et l'amélioration des marges. Nous poursuivrons l'intégration de nos services de soutien internes et focaliserons sur les stratégies concernant les clients et la vente croisée en vue d'obtenir des produits d'exploitation additionnels tout en amalgamant les normes, les pratiques exemplaires et les gains opérationnels avec comme objectif d'améliorer nos marges opérationnelles. Nous nous efforcerons d'offrir à nos employés la possibilité de travailler aux projets les plus stimulants, de créer un environnement riche en occasions et favorable au perfectionnement professionnel.

La transaction était l'étape logique dans l'évolution des deux organisations. En 2013, nous mettons en œuvre le plan stratégique triennal de la Société et nous établirons nos objectifs et définirons nos ambitions pour 2015. Enfin, notre priorité est aussi de nous assurer que nos actionnaires sont récompensés pour le soutien qu'ils ont démontré à notre égard au fil des ans en faisant correspondre nos actions aux intérêts à long terme de nos investisseurs.

Q QUELLE EST VOTRE STRATÉGIE FINANCIÈRE EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS ?

R Nos investissements sont faits en fonction de trois éléments : dépenses en immobilisations, fonds de roulement et acquisitions. Les dépenses en immobilisations sont

faites principalement pour l'infrastructure et les systèmes de TI, et notre stratégie vise à offrir à nos employés les outils et les systèmes dont ils ont besoin pour offrir des services techniques de qualité et une gestion efficiente. Le financement du fonds de roulement est un bon investissement seulement lorsqu'il soutient la croissance interne. Notre stratégie s'articule autour de cet objectif et, lorsque c'est possible, autour d'une réduction constante du fonds de roulement. Enfin, nous avons fait nos preuves pour ce qui est d'investir dans des acquisitions qui satisfont à nos critères : firmes performantes, complémentarité, partage d'une vision commune.

Grâce à la transaction avec WSP, nous étions, à la fin de l'année, une entreprise plus diversifiée géographiquement, et nous avons maintenu la stabilité financière qui nous distingue depuis longtemps. C'est cette discipline qui nous permettra d'analyser de nouvelles possibilités à l'avenir, tout en exerçant une gestion prudente des ressources financières qui nous sont confiées par nos actionnaires. Les lignes directrices et notre profil en matière d'investissements sont clairs : nous cherchons une croissance rentable et durable.

Q PENDANT COMBIEN DE TEMPS CROYEZ-VOUS ÊTRE EN MESURE DE SOUTENIR VOTRE CROISSANCE FINANCIÈRE ?

R Je crois que nous sommes en bonne position pour une croissance soutenue à long terme, puisque les perspectives de croissance à long terme de notre industrie sont positives et que les données fondamentales sont solides.

Les besoins en équipement d'infrastructure sont énormes dans les pays industrialisés et encore plus grands dans les marchés en émergence. Les investissements dans les industries d'exploitation des ressources – mines et métaux, hydrocarbures et énergie – sont élevés et en hausse. En outre, les contraintes environnementales et réglementaires, de même que l'acceptabilité sociale des projets, constituent de nouveaux débouchés pour nos services, tandis que les enjeux soulevés par le changement climatique et le développement durable créent le besoin d'innover pour ce qui est de la façon dont nous abordons la réalisation des projets.

Nous croyons que ces éléments alimenteront la croissance de notre secteur d'activité, tout comme la reprise économique aux États-Unis et au Royaume-Uni en particulier. La création et l'expansion de notre stratégie globale, la vente croisée de nos services à nos clients existants et la mise à profit de nos centres d'excellence mondiaux alimenteront la croissance interne dans l'ensemble de notre réseau de bureaux. De plus, en tant que consolidateurs chevronnés, nous entendons poursuivre notre stratégie d'acquisition pour renforcer notre position dans des marchés et des régions spécifiques.

Q QUEL EST, À VOTRE AVIS, LE PLUS GRAND RISQUE POUR CE QUI EST DE LA VALORISATION À LONG TERME DES PARTICIPATIONS DES ACTIONNAIRES ?

R L'un des risques a trait à la période au cours de laquelle la Société cherche à générer de la valeur. Le fait de prendre

des raccourcis afin de créer de la valeur pour le trimestre en cours aux dépens du rendement de l'exercice ou des cinq années suivantes diminue la valeur à long terme d'une société. Trouver un juste milieu entre les cibles trimestrielles à court terme et les objectifs à long terme constitue un défi de taille pour construire une firme de services professionnels de pointe à l'échelle mondiale. Donner forme à une entreprise de personnes axée sur des valeurs solides et créer une culture qui rallie des personnes dans la poursuite d'objectifs communs sont des objectifs qui exigent de l'énergie, des communications constantes et du temps. Il faut du temps pour mettre en place des processus et des voies de communication qui permettent d'améliorer les possibilités et les gains en efficacité. Pour créer des synergies de revenus et mettre à profit les relations avec les clients, il est essentiel de bien planifier et d'établir des liens de confiance.

Nos stratégies sont fondées sur un plan à long terme. Nous savons aussi comment réagir lorsque nous nous trouvons dans une situation qui nous permet de créer une dynamique. Nous croyons que le processus d'intégration en cours est le reflet précis de cette pensée. Nous savons ce qu'il nous faut faire pour optimiser le rendement et suivre notre plan.

Q SOUHAITEZ-VOUS AJOUTER AUTRE CHOSE AVANT DE CONCLURE ?

R Notre Société est à un moment marquant de son histoire et nous sommes en excellente position pour réaliser les synergies découlant de notre transaction stratégique avec WSP. Nous sommes également sur le point de récolter les bénéfices de notre stratégie éprouvée, de nos compétences et de la force de notre équipe qui ont toutes fait leurs preuves. Au moment où nous amorçons cette nouvelle phase de notre histoire et poursuivons sur la lancée des événements de 2012, je suis convaincu qu'une foule de nouvelles possibilités se présenteront au cours des prochaines années et qu'elles nous permettront de bâtir une organisation mondiale unique et de créer une valeur durable pour toutes nos parties prenantes.

Je suis reconnaissant à nos clients pour leur confiance, à nos employés pour leur engagement, et j'apprécie la réaction de nos marchés. J'envisage notre avenir avec beaucoup d'enthousiasme. Nous avons une entreprise solide et la capacité de mener nos missions à bien. Nous pouvons compter sur de bonnes perspectives de croissance à court et à long terme, et nous savons convertir en valeur les occasions qui se présentent.

Nous sommes reconnaissants à notre Conseil d'administration pour son soutien continu et à nos actionnaires pour leur confiance inébranlable. C'est avec plaisir que je maintiendrai régulièrement le contact avec vous relativement à notre rendement en 2013 et par la suite.



Pierre Shoiry
Président et chef de la direction

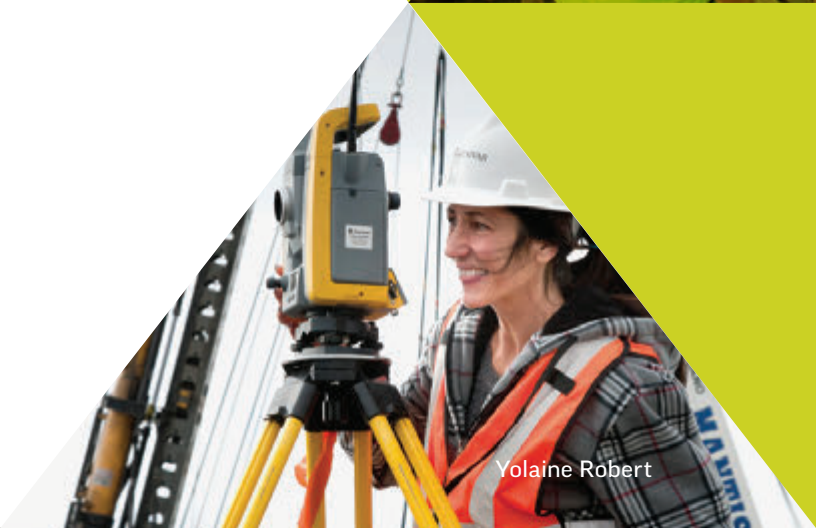
COMBINER NOS TALENTS

18

19



Claude Marquis



Yolaine Robert



John Bourne



Sanna Keistinen



COMME TOUJOURS, LES
COMPÉTENCES ET LE DÉVOUEMENT
DE NOS EMPLOYÉS ONT ÉTÉ
ESSENTIELS À TOUTES NOS
RÉALISATIONS AU COURS DE
L'ANNÉE. NOS EMPLOYÉS DONNENT
TOUS LES JOURS L'EXEMPLE DE
CE QUE NOUS FAISONS DE MIEUX:
ENGAGEMENT INÉBRANLABLE
À L'ÉGARD DE NOS CLIENTS,
DE LEURS COLLÈGUES, DES
COLLECTIVITÉS LOCALES ET
DE L'ENVIRONNEMENT.



RESSOURCES HUMAINES

NOS ACTIFS LES PLUS PRÉCIEUX, EN TANT QUE SOCIÉTÉ DE SERVICES PROFESSIONNELS, SONT LES CONNAISSANCES, LE TALENT ET LA CONSCIENCE PROFESSIONNELLE DE NOS EMPLOYÉS. NOTRE CULTURE ET NOS PROGRAMMES ATTIRENT ET PERMETTENT DE RETENIR DES EMPLOYÉS TALENTUEUX, MOTIVÉS ET PRODUCTIFS.



◀ OLIVIER JOYAL

DIRECTEUR RÉGIONAL, OUEST-DU-QUÉBEC - ENVIRONNEMENT
(CANADA)

« Je faisais partie du groupe Environnement de Montréal alors que nous n'étions que huit dans l'équipe et, après avoir vu le groupe s'étendre à plus de 200 employés, je peux certifier que dans notre entreprise, il n'y a pas d'autre limite que celle que l'on s'impose à soi-même. Notre croissance a pu s'accomplir grâce à un incroyable travail d'équipe et nous avons ce talent particulier de reconnaître le potentiel de jeunes employés dynamiques et de leur permettre de tirer le meilleur parti d'occasions intéressantes. Lorsque nous avons réfléchi à notre croissance et aux synergies entre les divers bureaux, la communication revêtait pour nous une importance capitale; tout comme les relations interpersonnelles et par-dessus tout, je crois, l'amour du travail que nous accomplissons ! »

SARAH KEIKO LEILANI FERGUSON ▶

INGÉNIEURE EN ENVIRONNEMENT (AUSTRALIE)
RÉCIPIENDAIRE DU PRIX DU PERSONNEL INTERNATIONAL
2012 DANS LA CATÉGORIE « FIERTÉ ET PASSION »

« J'ai la grande chance de travailler dans la division australienne/néo-zélandaise du *Taskforce*, un groupe de professionnels en début de carrière réunis pour améliorer le rendement d'entreprise au moyen du partage des connaissances et de la réflexion stratégique. Notre région avait pour mission, en 2012, de trouver des moyens de renforcer l'engagement du personnel et de favoriser le partage des ressources. Notre mandat global consistait, en collaboration avec d'autres équipes *Taskforce* du monde entier, à organiser une rencontre virtuelle internationale entre des professionnels en début de carrière. Le travail au sein de *Taskforce* est une expérience gratifiante. Il enrichit mon cheminement de carrière et mon réseau, en m'amenant à interagir avec une grande diversité de professionnels dynamiques et à trouver, en équipe, des solutions à diverses questions stratégiques. »



RESSOURCES HUMAINES

22

23



NICK PRYCE ▲

DIRECTEUR, AMÉNAGEMENT URBAIN ET RURAL, ALBERTA (CANADA)

« Il y a quelques mois je déménageais de Nouvelle-Écosse pour m'établir en Alberta puisque notre équipe d'urbanisme étendait ses services à l'aménagement urbain et rural dans l'Ouest du pays. C'est formidable d'avoir eu cette chance et, tout récemment, un autre collègue en urbanisme de la région de l'Atlantique, Scott Fash, est venu me rejoindre ici. Une chose m'a particulièrement frappé depuis ce changement; notre travail de collaboration au sein de l'entreprise. Des outils comme Lync donnent une nouvelle impulsion à notre capacité de communiquer, particulièrement dans le cas des projets multidisciplinaires complexes. La profession d'urbaniste aborde en ce moment plusieurs virages intéressants qui influenceront notre avenir. Ce nouveau réseau géographique mis à notre disposition va nous aider à rester à l'avant-garde du changement ! ».



◀ KRISTINA JENSEN

GESTIONNAIRE, CONNECTIVITÉ MONDIALE

« Je suis gestionnaire du groupe Connectivité mondiale et membre de l'équipe de Croissance mondiale, une équipe qui aide au bon déroulement de notre programme de gestion de la clientèle internationale et de diverses activités interrégionales à l'échelle mondiale. Par suite de la fusion, je passe une partie de mon temps au Canada, pour apprendre à mieux connaître ce qui se fait ici, dans l'optique d'aligner les communications d'affaires et les processus de collaboration dans notre regroupement d'entreprises et d'en faire bénéficier nos clients. Par la passion que nous entretenons pour le partage des connaissances et la connectivité mondiale, nous voulons offrir à nos clients un service mondial uniforme dans tous nos secteurs d'expertise et partout où c'est requis dans le monde. »



RAMA SATYAVANI ▲

INGÉNIEURE EN SANTÉ PUBLIQUE, DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE DE LA DIVISION CRC INDE (COMPLEMENTARY RESOURCE CENTRE)

« Le premier *Taskforce* de l'Inde se compose de sept personnes venant de Mumbai, de Bangaluru et de Delhi, qui œuvrent dans diverses disciplines et à différents niveaux de responsabilité. Il s'agit d'une occasion fantastique, pour nous, de développer nos compétences avec nos collègues de l'Inde et avec les membres de la grande communauté mondiale de WSP et GENIVAR. Non seulement allons-nous bénéficier de ce partage interdisciplinaire de connaissances et d'expériences, mais nous aurons aussi la satisfaction de travailler sur des projets de recherche stratégiques qui, s'ils sont mis en œuvre, pourraient apporter à l'entreprise une valeur ajoutée mesurable. »



GURMINDER SINGH SAGOO ▲

CHEF, DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES ET MARKETING (MOYEN-ORIENT)

« Le voyage est dans mes gènes ! Déjà sur les genoux de ma grand-mère j'écoutais des histoires de l'Inde, d'Afrique de l'Est... Lorsque l'occasion s'est présentée à moi, il y a quelques années, de quitter le Royaume-Uni avec ma famille pour aller travailler pour la Société au Moyen-Orient, j'étais ravi. Sur le plan du développement personnel, en plus de l'accueil amical et de la riche expérience culturelle, j'ai pu bénéficier d'un enrichissement de mes tâches. Je suis en effet passé d'un rôle de soutien à un seul segment de marché au Royaume-Uni, au service de l'ensemble de notre expertise au Moyen-Orient. Je pense que le savoir-faire de la Société en matière de connectivité et de communications entre régions, en plus de mon propre intérêt pour ces domaines, se sont avérés essentiels à la réussite de ma mise en poste au Moyen-Orient. »

RESSOURCES HUMAINES

24

25



◀ DANIELA YEN CHUNG

EIT EN GÉNIE MÉCANIQUE (CANADA)

« J'ai vécu une expérience très positive quand j'ai quitté mon poste de Trinidad pour en occuper un autre à Timmins, dans le nord-est de l'Ontario, au Canada. C'était tout un changement pour moi-même et pour ma famille, mais j'ai reçu un énorme soutien et beaucoup de compréhension et de conseils de la part de l'équipe des Ressources humaines. Ce transfert a été l'occasion pour moi d'atteindre plusieurs objectifs, touchant autant à ma carrière qu'à ma vie personnelle. Entre autres j'ai étendu ma pratique professionnelle à la conception de systèmes de chauffage (les systèmes de climatisation étaient plus en demande à Trinidad!), j'ai eu la chance de participer à des projets très enrichissants impliquant plusieurs bureaux et j'ai aussi pu me familiariser avec certaines technologies intéressantes dans le domaine des énergies renouvelables. »



KAREN STONE ►

CHEF, APPRENTISSAGE ET PERFECTIONNEMENT (R.-U.)

« Notre travail nous passionne. Nous contribuons à l'atteinte des objectifs stratégiques de la Société en concevant et en mettant en œuvre des solutions d'apprentissage et de perfectionnement adéquates pour nos employés, dans le but de cultiver les talents et les faire s'épanouir dans l'entreprise. Au sein de notre culture d'habilitation des employés, chaque personne prend la responsabilité de se tenir au courant des connaissances les plus récentes et nous voulons faciliter l'accès aux ressources, aux outils et aux liens d'apprentissage existants par l'intermédiaire de notre université en ligne. Au moyen de divers projets, par exemple le cours de deux jours *Developing Leadership* au R.-U. et le nouveau programme structuré de formation des diplômés, nous avons comme objectif de procurer aux personnes des outils, des compétences et des schèmes de pensée pragmatiques qu'ils peuvent utiliser dans le cadre de leurs fonctions et tâches quotidiennes. »



◀ PER ÅNGQUIST

DIRECTEUR, DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES (SUÈDE)

« Au cours de 2012, j'ai eu la chance de participer au programme de mentorat de la Société et mon mentor était Tom Smith, directeur du groupe Croissance mondiale. Je crois qu'il est très utile, dans un travail de développement des affaires comme le mien, de pouvoir échanger des idées et discuter des défis avec quelqu'un qui possède une si grande expérience de l'industrie et de l'entreprise. Ça l'est, d'ailleurs, autant sur le plan professionnel que personnel. Même si nous ne travaillons pas au même bureau, nous nous sommes rencontrés au début de l'année pour établir nos objectifs de mentorat, puis nous sommes restés en contact par la suite sur une base plus informelle. Le soutien de Tom a été crucial pour l'adaptation des programmes clients à notre région et il a aussi partagé avec moi son vaste réseau de contacts dans l'industrie. »



SANTÉ, SÉCURITÉ ET ENVIRONNEMENT
NOUS SAVONS ET SOMMES
CONVAINCUS QU'UN BON
RENDEMENT SUR LE PLAN DE
LA SÉCURITÉ EXIGE PLUS QUE LE
SIMPLE RESPECT DES RÈGLEMENTS.
IL EST TRIBUTAIRE D'UNE CULTURE OÙ
CHACUN SE REND PERSONNELLEMENT
RESPONSABLE DE SA PROPRE
SÉCURITÉ ET DE LA SÉCURITÉ DES
GENS QUI L'ENTOURENT.



◀ JACQUES ANGERS

DIRECTEUR NATIONAL, SANTÉ, SÉCURITÉ ET ENVIRONNEMENT (CANADA)

« Pour sa division canadienne, la Société présente encore cette année un excellent bilan statistique de même qu'une amélioration remarquable tant du point de vue de la fréquence que de la gravité des incidents déclarés. Ces résultats nous permettent de présenter un dossier de qualification concluant auprès de nos clients et de se maintenir parmi les meilleures grandes entreprises de notre secteur d'activité.

En 2012, nous avons procédé au regroupement de nos effectifs SSE à travers le Canada qui sont maintenant sous la tutelle d'une direction nationale. Ce changement a permis de procéder à l'uniformisation de notre approche, d'augmenter le pourcentage du personnel formé et de commencer à acquérir et développer de nouveaux outils de communication et de formation. Un système de formation en ligne par titre d'emploi et un logiciel de gestion des accidents comptent notamment parmi les innovations qui seront adaptées et rendues disponibles en 2013.

Nous sommes fiers des résultats et des progrès constants enregistrés et nous poursuivrons dans cette voie afin de continuer à combler les attentes de nos clients ainsi que les besoins de notre personnel. »

KEITH GREEN ▶

DIRECTEUR PRINCIPAL DE PROJET (É.-U.)

« En tant que firme de consultants, notre bien le plus précieux est notre personnel. L'une des choses les plus essentielles pour nous est de veiller à la sécurité de nos employés et des personnes avec qui nous interagissons.

Pour ce faire, nous avons établi des communications efficaces, autant au niveau régional que mondial, pour pouvoir partager notre riche mélange d'approches et continuellement mettre à jour nos programmes de Santé et sécurité au travail (SST). Par exemple, les représentants de nos onze bureaux des États-Unis restent en contact par l'intermédiaire de communications mensuelles, où ils discutent des programmes et de la mise à jour de la formation, et font un suivi de la réussite des programmes. À l'échelle internationale, chacune de nos régions du globe a beaucoup à apprendre des autres, alors que nous préparons les employés à tenir compte des mêmes enjeux partout, entre autres la protection de l'environnement, les dangers chimiques et physiques, le travail en plein air et comment prévoir l'évolution des conditions de terrain.

Le groupe SST cherche continuellement à se placer à l'avant-garde des meilleures pratiques et, en 2013, nous continuerons à accorder une importance particulière aux pratiques de SST dans les procédures de qualification auprès des clients. »



DÉVELOPPEMENT DURABLE
CERTAINS CROIENT QUE LES
RESPONSABILITÉS À L'ÉGARD
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES
COLLECTIVITÉS SONT DES
OBLIGATIONS; C'EST VRAI, MAIS
NOUS LES CONSIDÉRONS AUSSI
COMME DES OCCASIONS DE
METTRE NOS TALENTS À PROFIT
ET D'AMENER LA SOCIÉTÉ À DE
NOUVEAUX SOMMETS.



JANICE TAN ▶

CONSULTANTE PRINCIPALE - DURABILITÉ (MOYEN-ORIENT)

« Notre mission, en matière de développement durable, consiste à *restaurer l'environnement naturel, transformer les constructions existantes, décarboniser, ne rien gaspiller et enrichir la vie des personnes*. Dans le cadre de notre programme mondial, des représentants de toutes les régions participent chaque mois à un appel conférence avec Paul Toyne, directeur, Développement durable, pour discuter des stratégies à adopter. Nous nous consacrons à l'intégration de la durabilité dans les solutions techniques que nous offrons et nous avons comme objectif d'outiller nos employés en leur procurant l'expertise nécessaire, au moyen de divers projets de formation et de développement professionnel.

Notre engagement envers le développement durable signifie également que des indicateurs de rendement clés en matière de développement durable sont attribués à chaque gestionnaire et à chaque employé, selon ses fonctions. Les normes que nous avons établies en matière de développement durable forment elles aussi un cadre de référence pour nos activités dans ce domaine, à tous les niveaux. Dans la région du Moyen-Orient, nous sommes en train d'implanter la norme de durabilité de niveau Argent, dans l'optique de nous conformer à la norme de niveau Or d'ici 2015! ».



◀ JEAN-BENOIT FOURNIER

CHARGÉ DE PROJETS, ENVIRONNEMENT (INTERNATIONAL),
COORDONNATEUR NATIONAL, DÉVELOPPEMENT DURABLE
(CANADA)

« Je définirais le rôle que nous jouons en faisant avancer le développement durable dans les projets comme étant celui « d'idéalistes réalistes ». Premièrement, je crois que nous sommes désormais tous convaincus de la nécessité de développer des pratiques plus durables au plan social et environnemental si nous voulons préserver la croissance économique et demeurer justes envers les générations futures. Après tout, les écosystèmes, les ressources naturelles renouvelables et le tissu social sont aussi essentiels à l'économie mondiale que le sont la créativité, les infrastructures et le commerce.

Deuxièmement, nous nous affairons à bien comprendre les contraintes sous lesquelles opèrent nos clients, et nous proposons ainsi des solutions ambitieuses mais faisables pour respecter les principes de développement durable. C'est cette synthèse entre passion et pragmatisme qui nous anime et encourage l'innovation dans nos services. C'est également cet esprit qui anime notre Politique de développement durable (« Nos Engagements »), ainsi que notre Plan d'action en développement durable 2010-2013. Comme nouvel objectif pour l'année à venir, la mise en place d'indicateurs-projet qui démontrent aux investisseurs et parties prenantes la contribution de la Société au développement durable dans ses activités commerciales est d'ailleurs considérée. Tout cela est très motivant pour nous ! »

EMPLOYÉS PAR RÉGION

4 900

Canada

3 400

Europe

2 400

Royaume-Uni

1 100

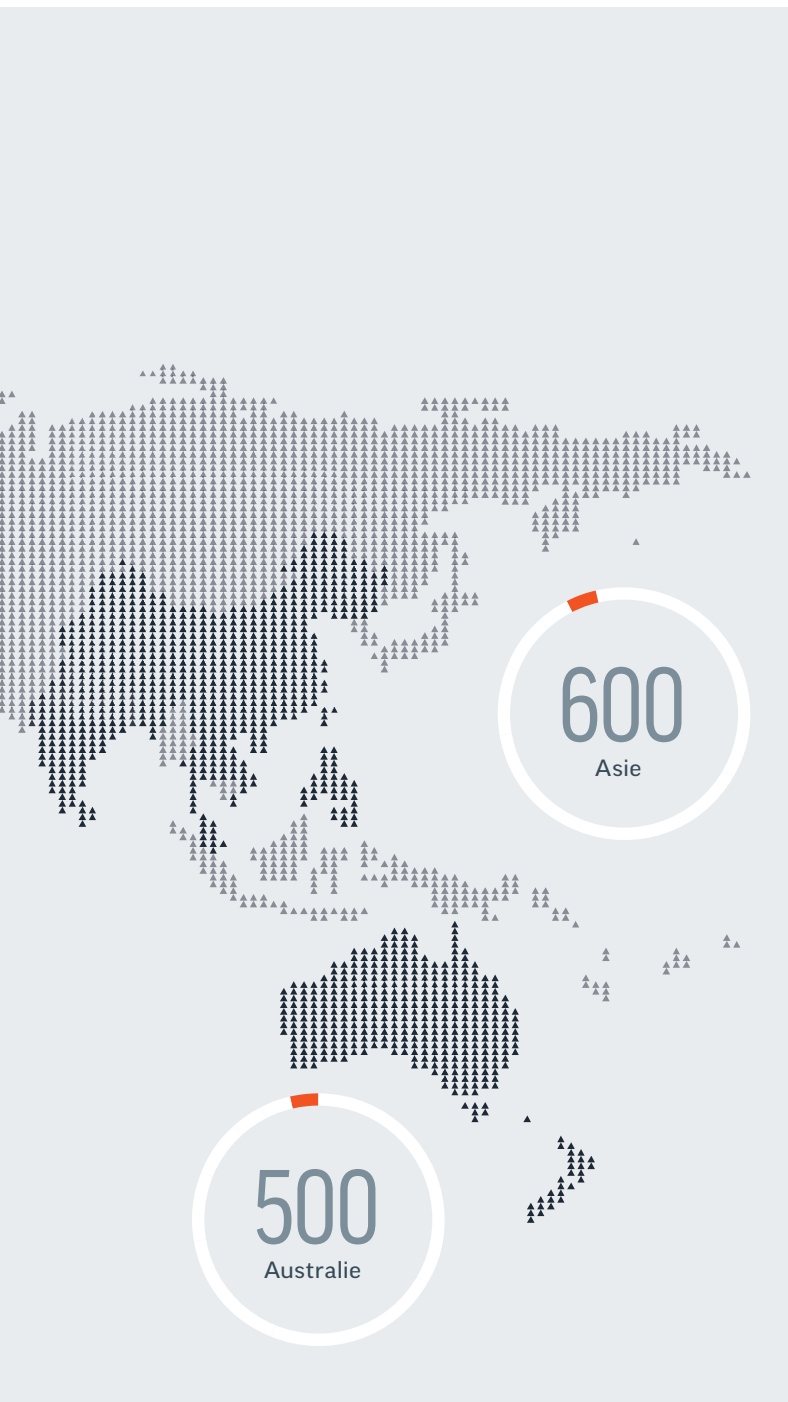
États-Unis

600

Amérique
du Sud

1 300

Afrique, Inde et
Moyen-Orient



RÉPARTITION HOMME / FEMME

70%

Hommes



30%

Femmes



GROUPE D'ÂGE / EMPLOYÉS

26%

30 ans
et moins

32%

31 à 40 ans

22%

41 à 50 ans

20%

51 ans
et plus

ÂGE MOYEN / RÔLE

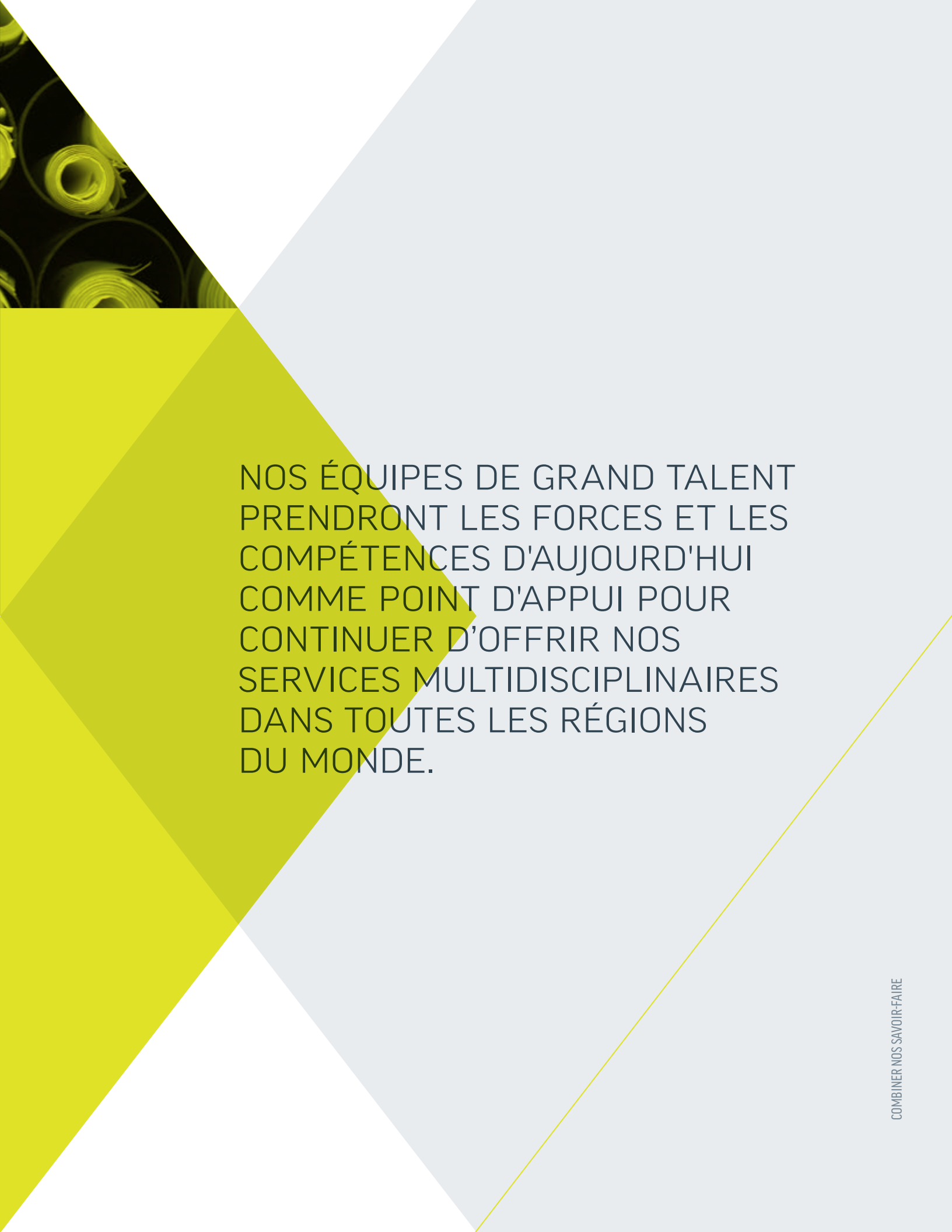


COMBINER NOS SAVOIR-FAIRE

32

33





NOS ÉQUIPES DE GRAND TALENT
PRENDRONT LES FORCES ET LES
COMPÉTENCES D'AUJOURD'HUI
COMME POINT D'APPUI POUR
CONTINUER D'OFFRIR NOS
SERVICES MULTIDISCIPLINAIRES
DANS TOUTES LES RÉGIONS
DU MONDE.

PLAN DIRECTEUR DE MOBILITÉ DES TRANSPORTS POUR LE GRAND AMMAN

AMMAN, JORDANIE

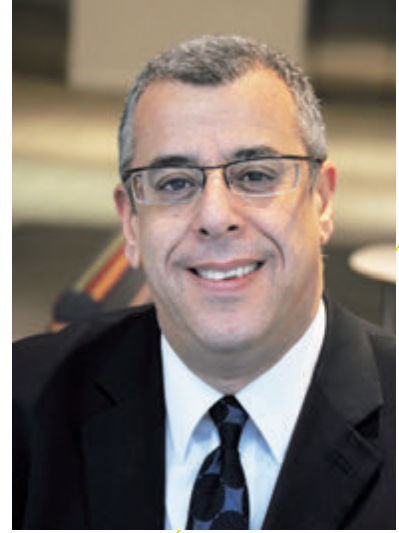
**NOTRE STRATÉGIE DE TRANSPORT DURABLE CONTRIBUE
À CONVAINCRE LES RÉSIDENTS DE LA CAPITALE FORTEMENT
CONGESTIONNÉE DE LAISSER LEURS VOITURES À LA MAISON.**



Je suis fier du fait que nous améliorons les conditions de vie dans la capitale de la Jordanie grâce à l'offre de transport collectif de grande qualité.

MICHAEL JORDANOU, DIRECTEUR INTERNATIONAL, R.-U.





EN BREF

CLIENT

Municipalité du Grand Amman

ÉQUIPE DE PROJET

WSP en collaboration avec
Consolidated Consultants (Jordanie)

SERVICE OFFERT

Développement d'une stratégie
de transport

SOMMAIRE DU PROJET

Stratégie de transport
multimodal pour un programme
d'investissement sur 15 ans dans
la ville fortement congestionnée
d'Amman.

PRINCIPAL DÉFI

Accroître de 14 % à 40 % la part du
transport en commun d'ici 2020.

EN BREF

CLIENT

Centre d'expertise hydrique du Québec (CEHQ)

PARTENAIRE

SNC-Lavalin

ÉQUIPE DE PROJET

Bureau: Boul. Lebourgneuf, Québec

SERVICES RENDUS

Dessins, plans et devis; conception hydraulique; calculs de stabilité; conception des structures et des systèmes mécaniques et électriques; autorisations environnementales; surveillance de chantier

SOMMAIRE DU PROJET

Le projet comprenait le remplacement d'une partie du barrage gravité par un évacuateur avec trois vannes verticales, dans le but d'accroître de 600 m³/s la capacité d'évacuation du barrage. Un bassin de dissipation a également été conçu afin de dissiper l'énergie hydraulique en aval des vannes.

PRINCIPAUX DÉFIS

Une des difficultés majeures de ce projet consistait à raccorder le nouvel évacuateur au barrage existant, tout en maintenant celui-ci en service. Il fallait construire un batardeau d'envergure qui permettrait l'exécution des travaux à sec et concevoir un dispositif spécial pour assurer l'étanchéité du joint entre les deux ouvrages et pour permettre sa dilatation.





ACCROISSEMENT DE LA CAPACITÉ D'ÉVACUATION DU BARRAGE SARTIGAN

SAINT-GEORGES, CANADA

LE BARRAGE A ÉTÉ CONSTRUIT, À L'ORIGINE, POUR RÉGULARISER LES CRUES DES DÉBÂCLES PRINTANIÈRES ET LIMITER LA FORMATION D'EMBÂCLES DANS LA RIVIÈRE CHAUDIÈRE EN AVAL. SITUÉ EN MILIEU URBAIN, LE BARRAGE NE SATISFAISAIT PLUS AUX EXIGENCES LIÉES À LA NOUVELLE VALEUR DE LA CRUE DE SÉCURITÉ.



Nous avons participé, par le passé, à plusieurs projets d'ouvrages hydrauliques du même genre. Toutefois, l'ajout d'un évacuateur de crue au barrage existant augmentait de manière appréciable la complexité de l'ouvrage. Notre équipe a réalisé le mandat à l'entière satisfaction du client.

ROLAND BROUSSEAU, CHARGÉ DE PROJET



► Il est très important, pour ces imposantes structures, de ne pas perturber la circulation – comme il n'y a aucun dégagement pour les voitures et les camions, la population subirait des conséquences désagréables si les voies étaient bloquées. La construction s'étalera sur environ trois années pour chaque approche, et jusqu'à maintenant la circulation se fait sans interruption.

MOSE BUONOCORE, VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF, É.-U.



EN BREF

CLIENT

Triborough Bridge and Tunnel Authority

ÉQUIPE DE PROJET

Coentreprise entre WSP USA et Parsons Brinckerhoff

SERVICES OFFERTS

Étude de faisabilité, conception préliminaire et conception finale

SOMMAIRE DU PROJET

Conception et reconstruction de deux approches d'un pont routier très achalandé de New York, notamment élargissement, remplacement de piliers et de la sous-structure et amélioration du drainage, de l'éclairage et de la protection contre les incendies.

PRINCIPAL DÉFI

Maintenir le flot de la circulation. Pendant la reconstruction, les six voies doivent être gardées ouvertes aux heures de pointe, sauf pendant une période de 10 mois alors que cinq voies seront ouvertes, trois des voies étant utilisées par les véhicules roulant dans le sens de la circulation de pointe – des barrières mobiles seront alors utilisées.

PONT BRONX-WHITESTONE

NEW YORK, É.-U.

EN COLLABORATION AVEC PARSONS BRINCKERHOFF, NOUS DIRIGEONS LES TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DE L'UN DE PONTS LES PLUS ACHALANDÉS DE NEW YORK – SANS JAMAIS INTERROMPRE LA CIRCULATION.

NORRA LÄNKEN ET NORRA STATION

HAGASTADEN, SUÈDE

**PROJET UNIQUE QUI VISE À ACCROÎTRE LA CAPACITÉ ROUTIÈRE
ET À TRANSFORMER DES TERRES SOUS-UTILISÉES EN UN NOUVEAU
QUARTIER DE 4 000 MAISONS.**



Nous pouvons proposer des solutions novatrices parce que nous sommes partie prenante du projet de nouvelle route et l'élaboration du nouveau quartier – nous considérons les rues, les maisons et les bureaux comme un ensemble cohérent plutôt que comme la somme de diverses parties.

LARS KALLRÉN, CHARGÉ DE PROJET, SUÈDE





EN BREF

CLIENTS

Swedish Transport Administration
et Ville de Stockholm

ÉQUIPE DE PROJET

Bureau: Suède (équipe
multidisciplinaire); Architecture:
ON Architecture

SERVICES OFFERTS

Structure, mécanique, électricité,
plomberie, géotechnique,
architecture, risques et protection
incendie, sécurité, gestion
de la circulation, transport,
environnement, gestion de la
construction, domaine urbain,
urbanisme

SOMMAIRE DU PROJET

Construction d'une route de 2 km
entre les ports de fret et le centre-
ville, et d'un tablier de 2,5 km qui
dégagera l'espace pour un nouveau
quartier et un centre de recherche
sur les sciences de la vie.

PRINCIPAL DÉFI

Construire des ponts et des tunnels
longs de 1 km sans réduire la
capacité de trafic existante.





EN BREF

CLIENT

Johannesburg Development Agency
(Ville de Johannesburg)

ÉQUIPE DE PROJET

Bureau: Afrique

SERVICES OFFERTS

Gestion de projet
et ingénierie

SOMMAIRE DU PROJET

Nous avons été embauchés pour superviser la conception et la construction du système de transport rapide par autobus (TRB), la mise à niveau de l'infrastructure routière existante et la construction de 11 nouvelles stations.

PRINCIPAL DÉFI

L'emplacement exact et la taille des services souterrains – aqueducs, égouts, conduites de gaz et câbles électriques – étaient inconnus, tout comme leur état. Nous avons dû remplacer de nombreuses canalisations corrodées et près de l'effondrement.





SYSTÈME DE TRANSPORT RAPIDE PAR AUTOBUS

JOHANNESBURG, AFRIQUE DU SUD

NOUS FAISONS APPEL AUX RÉCENTES INNOVATIONS DE TOUS LES COINS DU MONDE POUR GARDER EN MOUVEMENT LES VILLES DU PAYS EN CROISSANCE RAPIDE ET LIVRER UN SYSTÈME DE TRANSPORT PAR AUTOBUS ULTRA MODERNE MALGRÉ TOUS LES CONTRETEMPS.



Nous avons dû tout déplacer à l'extérieur des voies réservées aux autobus pour récupérer l'espace nécessaire à la construction de la route pour les autobus. La construction ayant été retardée par des intempéries, nous avons dû surmonter cet autre obstacle.

KEVIN VAN BLERK, DIRECTEUR TECHNIQUE, AFRIQUE DU SUD

LES BASSINS DU NOUVEAU HAVRE

MONTRÉAL, CANADA

NOUS AVONS OFFERT NOTRE SOUTIEN POUR LES ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX D'UN PROJET DE DÉCONTAMINATION ET DE DÉMANTÈLEMENT D'UN SITE CONTAMINÉ DE 60 500 M², DESTINÉ AU DÉVELOPPEMENT RÉSIDENTIEL.



►

Dans la perspective où nous voulions obtenir une certification *LEED*, nous avons dû nous attaquer à des questions complexes en matière de développement durable, dont la conservation de la valeur patrimoniale et archéologique des lieux.

**KATERI NORMANDEAU, DIRECTRICE DE PROJET ET CONSEILLÈRE STRATÉGIQUE
(POUR LES ÉTAPES DE DÉMOLITION ET DISPOSITION ET DE SURVEILLANCE)**

EN BREF

CLIENT

Société immobilière du Canada (SIC)

PARTENAIRE

Ville de Montréal

ÉQUIPE DE PROJET

Bureaux: Montréal, Trois-Rivières

SERVICES RENDUS

Caractérisation, gestion et réhabilitation des sols; rapports de caractérisation environnementale certifiés, devis et estimation des coûts de réhabilitation; planification et conception des infrastructures civiles; représentant du client et chargé de projet; surveillance et suivi; obtention des permis

SOMMAIRE DU PROJET

SIC nous a demandé de l'aider avec les aspects environnementaux du plan directeur alors en cours d'élaboration pour les anciennes installations de Postes Canada. Cette propriété, datant des années 1970, est la première de cinq propriétés devant être réhabilitées dans le cadre du projet Nouveau havre de Montréal.

PRINCIPAUX DÉFIS

L'étape de démolition comportait la gestion de matières dangereuses (BPC, amiante). Des objectifs avaient aussi été fixés pour la réutilisation et le recyclage des matériaux et leur atteinte a été mesurée. Les résultats finaux sont très impressionnants: 94 % des matériaux ont été recyclés, dont 100 % de l'acier, du béton, de la brique et de la pierre.



PLACE MANITOBA HYDRO

WINNIPEG, CANADA

CONÇU POUR ABRITER LE NOUVEAU SIÈGE SOCIAL DE MANITOBA HYDRO, CE MAGNIFIQUE IMMEUBLE À BUREAUX DE 22 ÉTAGES RECEVAIT RÉCEMMENT LA CERTIFICATION LEED DE NIVEAU PLATINE DU CONSEIL DU BÂTIMENT DURABLE DU CANADA. L'AUDACIEUSE ARCHITECTURE DU BÂTIMENT LUI A PAR AILLEURS VALU PLUSIEURS PRIX PRESTIGIEUX.



Dès le début, le projet a pu profiter des avantages de la collaboration entre le client et les concepteurs de toutes disciplines présents autour de la table.

**GLEN KLYM, DIRECTEUR, SÉCURITÉ ET DÉFENSE,
SMITH CARTER ARCHITECTS AND ENGINEERS**



Image gracieuseté de Paul Hultberg



EN BREF

CLIENT

Manitoba Hydro

PARTENAIRES

Kuwabara Payne McKenna
Blumberg Architects, architecte
concepteur; Smith Carter Architects
and Engineers, architecte
mandataire; Transsolar, génie
énergétique/climatique

SERVICES RENDUS

Services d'architecte d'opération,
gestion de l'équipe de consultants
pour le projet, supervision des
travaux de construction

SOMMAIRE DU PROJET

La forme triangulaire de ce bâtiment maximise l'exposition au soleil vers le sud, limitant ainsi l'exposition aux vents froids du nord. L'une des caractéristiques distinctives du bâtiment est sa cheminée solaire haute de 115 m.

PRINCIPAL DÉFI

À cause des températures saisonnières extrêmes de Winnipeg, la conception éconergétique revêt une difficulté particulière. En plus de nombreuses autres caractéristiques durables, l'équipe a réussi à concevoir un bâtiment dont la consommation mesurée d'énergie ne s'élève qu'à 88 kilowatts d'énergie par mètre carré par an, comparativement à une consommation type de 400 kilowatts observée dans des immeubles semblables!



EN BREF

CLIENT

Crossrail

ÉQUIPE DE PROJET

Bureau: R.-U., équipe multidisciplinaire de 150 professionnels des secteurs Environnement, Énergie et d'autres organisations spécialisées; Architecture et domaine urbain : John McAslan + Partners; Planification de la construction : Balfour Beatty Management; Urbanisme: CgMs Consulting; Sécurité: MFD

SERVICES OFFERTS

Ingénierie civile, étude de circulation piétonnière, conception structurelle, mécanique, électricité, plomberie, géotechnique, architecture, protection incendie, santé et sécurité, gestion du trafic, transport, durabilité, contrôles du projet, urbanisme, environnement, gestion de la construction, sécurité, domaine urbain

SOMMAIRE DU PROJET

Construction d'une station de correspondance de calibre mondial pour relier 118,5 km de voie ferrée à des lignes de métro existantes au centre de Londres.

PRINCIPAL DÉFI

Bâtir une station souterraine longue de 250 m avec deux halls de guichets profonds de 35 m dans l'un des quartiers les plus achalandés et les plus connus de Londres.



GARE DE BOND STREET

LONDRES, R.-U.

CROSSRAIL EST ACTUELLEMENT LE PLUS IMPORTANT PROJET D'INFRASTRUCTURE EN EUROPE, ET NOUS SOMMES LES PRINCIPAUX CONSULTANTS POUR L'UN DES ÉCHANGEURS CLÉS DU RÉSEAU, AU CŒUR DU QUARTIER WEST END DE LONDRES.



Les deux sites sont très restreints, et même si la priorité est de concevoir une station de correspondance de calibre mondial, nous avons dû coordonner les besoins de toutes les parties internes et externes qui participent à la réalisation du projet.

TIM PEET, DIRECTEUR TECHNIQUE PRINCIPAL, R.-U.

►
L'ampleur colossale des exploits techniques, logistiques et de gestion exigés par ce projet n'ont aucun précédent. Nous avons réussi à relever des défis techniques incroyables liés aux aspects multidimensionnels du projet en travaillant en étroite collaboration avec le propriétaire et l'équipe de concepteurs.

YORAM EILON, VICE-PRÉSIDENT, É.-U.

WORLD TRADE CENTER

NEW YORK, É.-U.

NOS INGÉNIEURS JOUENT UN RÔLE CENTRAL SUR L'UN DES CHANTIERS DE CONSTRUCTION LES PLUS CONNUS DU MONDE, RÉINVENTANT LA FAÇON DONT LES TOURS SONT CONSTRUITES, À MANHATTAN ET AILLEURS DANS LE MONDE.





Image gracieuseté de dbox/Silverstein Properties



EN BREF

CLIENTS

Autorité portuaire de New York et du New Jersey (One World Trade Center), Silverstein Properties (2 World Trade Center, 3 World Trade Center, 7 World Trade Center)

ÉQUIPE DE PROJET

Bureau: WSP USA; Architecture: Skidmore, Owings & Merrill (1 et 7 WTC), Foster + Partners (2 WTC), Rogers Stirk Harbour + Partners (3 WTC)

SERVICE OFFERT

Ingénierie structurale

SOMMAIRE DU PROJET

L'ouverture du 7 WTC en mai 2006 a marqué une étape-clé dans le renouveau du centre-ville de New York – une fois terminé, l'ensemble offrira plus de 10 millions de pieds carrés d'espace de bureaux et ajoutera six tours étincelantes à l'horizon de Lower Manhattan.

PRINCIPAUX DÉFIS

Une multitude de défis doivent être relevés – conception novatrice pour offrir la plus grande sécurité possible, niveaux d'interaction élevés entre les différentes parties prenantes, adaptation aux conditions difficiles du site et échéancier très serré.

EN BREF

CLIENT

Majid Al Futtaim Properties

ÉQUIPE DE PROJET

Bureau: R.-U.; Architecture: RTKL;
Gestion de projet: Davis Langdon;
Consultants locaux: MZECH, Shaker

SERVICES OFFERTS

Structure, mécanique, électricité,
protection incendie, transport
vertical, acoustique, modélisation
éolienne, durabilité, transport

SOMMAIRE DU PROJET

L'un des plus grands centres
commerciaux en Afrique du Nord
avec une superficie commerciale
louable de 60 000 m², plus de
400 boutiques et un parc à neige.

PRINCIPAL DÉFI

Pour éviter les droits d'importation
élevés imposés par le gouvernement
égyptien sur les marchandises
étrangères, l'équipe devait
s'assurer d'utiliser des matériaux
obtenus localement.



► Nous avons pu réaliser ce projet parce que nous avons la gamme requise de compétences, tant au R.-U. qu'au Moyen-Orient, et la portée internationale essentielle pour diriger un projet de cette envergure.

GUY WELLINGS, DIRECTEUR, R.-U.



Image gracieuseté de Majid Al Futtaim Properties



MALL OF EGYPT

LE CAIRE, ÉGYPTÉ

NOS SPÉCIALISTES DU SECTEUR DU DÉTAIL COLLABORENT AVEC DES EXPERTS-CONSEILS DU CAIRE POUR ADAPTER LA CONCEPTION D'UN CENTRE COMMERCIAL DE CALIBRE MONDIAL AU MARCHÉ LOCAL.

EN BREF

CLIENT

Sellar Property Group

ÉQUIPE DE PROJET

Bureaux: R.-U. et É.-U.;
Architecture: Renzo Piano Building
Workshop; Construction: Mace

SERVICES OFFERTS

Structure, protection incendie,
géotechnique, acoustique,
circulation et transport, drainage

SOMMAIRE DU PROJET

Tour polyvalente comptant trois
niveaux sous la surface du sol
et 72 étages, soit 55 000 m²
d'espace de bureaux, un hôtel de
luxe, des résidences exclusives,
des restaurants et une galerie
panoramique publique.

PRINCIPAUX DÉFIS

Le noyau a été commencé au
niveau 2 du sous-sol (B2) et a été
supporté par des colonnes. Les
murs ont été prolongés vers le bas
jusqu'au niveau B3 une fois que le
noyau a atteint le niveau 20, ce qui
a permis de réduire de trois mois le
temps de construction prévu.



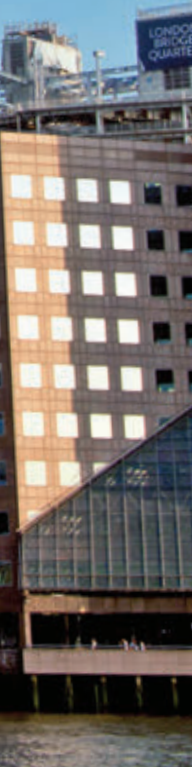
LE SHARD

LONDRES, R.-U.

NOUS AVONS FOURNI LES SERVICES D'INGÉNIERIE STRUCTURALE POUR L'ÉDIFICE LE PLUS HAUT D'EUROPE - STRUCTURE HYBRIDE UNIQUE QUI MINIMISE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE ET MAXIMISE LA VALEUR POUR LE CLIENT.

► J'ai beaucoup appris pendant les six années qu'a exigées la réalisation du projet. C'est tellement gratifiant de voir les Londoniens et les touristes admirer l'édifice avec des yeux émerveillés. Je pense que c'est un superbe ajout à notre horizon.

ROMA AGRAWAL, ASSOCIÉE, R.-U.



EN BREF

CLIENT

Söderenergi

ÉQUIPE DE PROJET

Bureau: Suède; Architecture:
Scheiwiller Svensson Arkitekter

SERVICES OFFERTS

Structure, gestion de projet, chauffage, ventilation, climatisation, électricité, risques d'incendie, acoustique, conception de l'aménagement paysager, calcul des coûts, supervision de chantier, gestion du bâtiment

SOMMAIRE DU PROJET

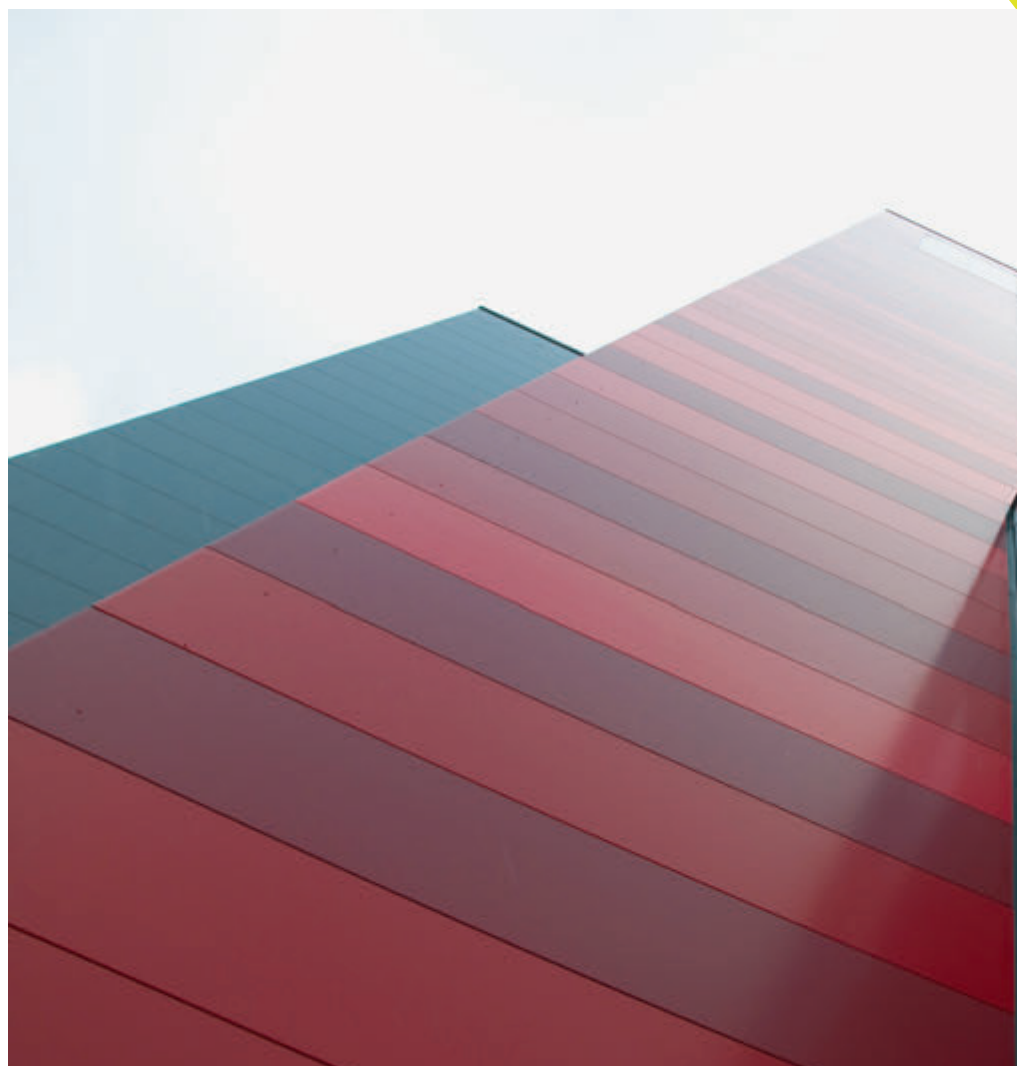
Le projet était complexe et comportait la conception d'une centrale de production combinée de chaleur et d'électricité, y compris une chaufferie, des constructions pour la génératrice, la turbine, des installations d'épuration des effluents gazeux, des filtres à particules ainsi que des silos à cendres et un nouvel édifice abritant les bureaux. Le projet comprenait en outre des convoyeurs, des silos et un nouveau port pour le biocarburant.

PRINCIPAL DÉFI

Tous les dessins pour la structure, la tuyauterie et les processus ont été réalisés en 3D. Les dessins d'exécution ont été préparés à l'aide du logiciel TEKLA.

Plus important projet de cette nature jamais entrepris par la Société, la centrale a été terminée en un temps record – un peu moins de quatre années se sont écoulées entre la demande de planification et le démarrage de l'exploitation commerciale.

STAFFAN DYRSCH, CHARGÉ DE PROJET, SUÈDE



CENTRALE DE PRODUCTION COMBINÉE DE CHALEUR ET D'ÉLECTRICITÉ D'IGELSTA

SÖDERTÄLJE, SUÈDE

**IGELSTA EST AUJOURD'HUI LA PLUS GRANDE CENTRALE DE
COGÉNÉRATION ALIMENTÉE PAR UN BIOCARBURANT - ELLE PRODUIT
DE LA CHALEUR ET DE L'ÉLECTRICITÉ À PARTIR DE SOURCES
D'ÉNERGIE RENOUVELABLES ET DE DÉCHETS.**



► Nous sommes très fiers de notre participation dans la supervision de construction des deux passages supérieurs, qui contribuent à améliorer la circulation dans l'un des secteurs les plus engorgés de Bogotá. Nous avons travaillé nuit et jour pour livrer le projet à la Ville dans les délais et en respectant le budget !

MIGUEL ARCHILA GUIO, VICE-PRÉSIDENT RÉGIONAL, COLOMBIE

PASSAGES SUPÉRIEURS ENJAMBANT LA 100^e RUE ET LA 15^e AVENUE

BOGOTÁ, COLOMBIE

CET IMPORTANT NOUVEAU PASSAGE SUPÉRIEUR DU NORD-OUEST DE BOGOTÁ PERMET CHAQUE JOUR À 4 000 VÉHICULES CIRCULANT D'EST EN OUEST, ET À 3 500 AUTRES EN DIRECTION OPPOSÉE, DE PASSER AU-DESSUS DE LA 100^e RUE ET DE LA 15^e AVENUE À L'HEURE DE POINTE.





EN BREF

CLIENT

Instituto de Desarrollo Urbano
(Institut de développement urbain)

ÉQUIPE DE PROJET

Bureau: Bogotá; Consortium
formé de: CRA Associate Regional
Consultants SA (60 %) et Diego
Chaves Fonseca (40 %)

SERVICES OFFERTS

Supervision des aspects
techniques, administratifs,
financiers, légaux,
environnementaux et sociaux
durant tout le projet

SOMMAIRE DU PROJET

L'ouvrage de passage supérieur
à chaussées séparées, de
conception d'avant-garde, se
trouve à l'intersection de deux rues
(la 100^e Rue et la 19^e Avenue), d'une
voie ferrée et d'une route majeure
du secteur (la 15^e Avenue). Chacun
des passages mesure 395 m de
long sur 12 m de large et comporte
trois voies dans chaque direction.

PRINCIPAL DÉFI

L'ingénieux système de construction
utilisé - par érection successive
de sections/poutres - évitait d'avoir
à interrompre la circulation des
véhicules dans toutes les directions.
C'était la première fois qu'une
telle méthode était employée
pour la construction d'un passage
supérieur de véhicules à Bogotá.
Le grand espace entre les appuis
(84 m) compliquait la tâche.



EN BREF

CLIENT

Great Ormond Street Hospital for Children NHS Trust (GOSH)

ÉQUIPE DE PROJET

Bureau: R.-U.; Architecture :
Llewelyn Davies Yeang;
Construction: BAM Construct UK
(Phase 2A)

SERVICES OFFERTS

Structure, technique de bâtiment,
protection incendie, acoustique,
durabilité

SOMMAIRE DU PROJET

Conception et construction
d'installations cliniques durables
à la fine pointe de la technologie
utilisant des moyens à faible
consommation d'énergie. Une
installation de production combinée
de refroidissement, de chauffage
et d'électricité de 3 MW réduira de
plus de 3000 tonnes par année les
émissions de CO₂ du campus.

PRINCIPAL DÉFI

Le programme vise une réduction
de 120 % des émissions de CO₂
et un apport de 60 % de sources
d'énergie renouvelables d'ici 2016
pour les deux nouveaux immeubles.





► Ces projets sont un exemple des avantages qu'offre la Société, les ingénieurs en technique de bâtiment, en structure et en acoustique, en environnement, en audiovisuel, en systèmes électriques et en transport vertical collaborant afin de réaliser un immeuble de calibre mondial.

MARK CADE, ASSOCIÉ, R.-U.

HÔPITAL DE GREAT ORMOND STREET

LONDRES, R.-U.

NOUS TRAVAILLONS DE CONCERT AVEC L'UN DES MEILLEURS HÔPITAUX POUR ENFANTS AU MONDE POUR L'AIDER À RÉDUIRE SA CONSOMMATION D'ÉNERGIE ET OPTIMISER LE CONFORT POUR LES PATIENTS, LE PERSONNEL ET LES VISITEURS.

STOCKHOLM ROYAL SEAPORT

STOCKHOLM, SUÈDE

EN SCANDINAVIE, LE DÉVELOPPEMENT URBAIN EST SOUVENT UNE VISION DE NOTRE FUTUR COLLECTIF, ET LE PROJET STOCKHOLM ROYAL SEAPORT EN EST UN BRILLANT EXEMPLE - LA PROPOSITION EST DE N'UTILISER AUCUN COMBUSTIBLE FOSSILE D'ICI 20 ANS.



►

Nous avons contribué à créer la vision du Stockholm Royal Seaport, à fixer les objectifs et à en faire une réalité. La gamme de services que nous pouvons offrir est notre principale force, et elle constitue un réel avantage concurrentiel.

AGNETA PERSSON, DIRECTRICE - ÉNERGIE, SUÈDE



EN BREF

CLIENT

Ville de Stockholm, Stockholm Royal Seaport

ÉQUIPE DE PROJET

Bureau: Suède

SERVICES OFFERTS

Préparation d'un plan directeur durable, gestion des déchets et de l'eau, urbanisme, assainissement des sols, infrastructure, paysagement

SOMMAIRE DU PROJET

Élaboration de solutions faisant appel à des sources d'énergie durables pour le nouveau quartier urbain Royal Seaport. Nous avons également contribué au renforcement des capacités et au transfert des connaissances aux entreprises de construction, à leurs architectes et à leurs consultants.

PRINCIPAUX DÉFIS

Atteindre 55 Wh/m² par année, produire localement et à petite échelle de l'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et prévoir l'adaptation au changement climatique.

ARÉNA TELE2

STOCKHOLM, SUÈDE

L'ARÉNA TELE2 NE SERA PAS TERMINÉ AVANT LE PRINTEMPS 2013, MAIS SON MODE DE VIE EST DÉJÀ ENTIÈREMENT DÉFINI, TANT POUR CE QUI EST DES SOURCES D'ÉLECTRICITÉ QUE DE LA DISPOSITION DES RESTES DE NOURRITURE.



Nous avons procédé à de nombreuses études pour déterminer les sources d'énergie renouvelables les plus efficaces et l'utilisation de murs verts.

ALEXANDER JANSA, INGÉNIEUR, SUÈDE



EN BREF

CLIENT

Ville de Stockholm par
l'intermédiaire de sa filiale APG
Fastigheter

ÉQUIPE DE PROJET

Bureaux: Suède et Finlande

SERVICES OFFERTS

Gestion de projet, études techniques et programmation pré-construction, analyse de la structure, conception élémentaire, conception détaillée des éléments en acier, conception détaillée des éléments préfabriqués, géotechnique, protection incendie et risque, durabilité, circulation, installation des services des édifices et électricité

SOMMAIRE DU PROJET

Création, dans la capitale suédoise, d'un nouveau lieu important pour la présentation d'événements sportifs et de spectacles, comprenant un aréna avec toit rétractable pour utilisation toute l'année. Conforme aux règlements de l'UEFA et de la FIFA pour le football international.

PRINCIPAL DÉFI

Respecter la norme Or du système national de certification des immeubles verts, MiljöByggnad.



EN BREF

CLIENTS

Propriétaire: Agence Parcs Canada; Gestionnaire de projet: Travaux publics et services gouvernementaux Canada

ÉQUIPE DE PROJET

Bureaux: Longueuil (boul. Guimond); Laval; Québec (boul. Lebourgneuf); Montréal

SERVICES OFFERTS

Plans et devis, surveillance des travaux, coordination, suivi des travaux; ouvrages d'art; hydraulique; instrumentation, automatisation et contrôles; génie routier; génie électrique; simulation visuelle 3D

SOMMAIRE DU PROJET

L'objectif premier du projet était de remplacer le Pont N°9 qui avait atteint la fin de sa durée de vie utile. Nous avons retenu un concept de pont à bascule, dont le mouvement est activé par des vérins hydrauliques. La structure est entièrement réalisée en acier et le projet a été récompensé lors de la remise des prix de l'ICCA pour les meilleurs projets québécois en acier 2012.

PRINCIPAUX DÉFIS

L'équipe a dû faire face et surmonter la complexité inhérente à la conception d'un nouveau type de pont dans un espace très réduit, tout en respectant l'environnement du milieu et en maintenant la navigation sur le canal.





►
Ce type de pont, bien qu'utilisé à quelques endroits en Europe, serait unique au Canada, voire même en Amérique du Nord. Il offre, aux générations actuelles et futures, un aperçu des réalisations techniques propres à notre époque, tout en conservant l'intégrité commémorative de ce lieu historique.

TONY MAILHOT, CONCEPTEUR PRINCIPAL DU PONT

PONT N° 9 SUR LE CANAL DE CHAMBLY

SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU, CANADA

LE PROJET CONSISTAIT À CONCEVOIR ET À CONSTRUIRE UN NOUVEAU PONT SUR LE CANAL DE CHAMBLY EN REMPLACEMENT DU PONT N°9 EXISTANT. DÉSIGNÉ LIEU D'IMPORTANCE HISTORIQUE NATIONAL EN 1929, LE CANAL DE CHAMBLY EST SITUÉ SUR LA RIVIÈRE RICHELIEU ET S'INSCRIT DANS LE RÉSEAU NATIONAL DES CANAUX DU CANADA.

EN BREF

CLIENT

Pasminco Cockle Creek Smelter

ÉQUIPE DE PROJET

Bureau: Australie

SERVICES OFFERTS

Gestion de projet, caractérisation et restauration de site contaminé, consultation des parties intéressées, planification stratégique de l'utilisation des terres, autorisations des organismes de réglementation, suivi environnemental et rapports

SOMMAIRE DU PROJET

Nous avons procédé à la démolition d'une fonderie de plomb et de zinc et retiré des matériaux fortement contaminés d'un site de 190 hectares afin de préparer le terrain pour un développement résidentiel et commercial.

PRINCIPAUX DÉFIS

La gestion de deux millions de tonnes de matières contaminées, ainsi que le captage et le traitement des eaux souterraines contaminées du site.



SITE DE PASMINCO À COCKLE CREEK

NOUVELLE-GALLES DU SUD, AUSTRALIE

LA RESTAURATION ET LE RÉAMÉNAGEMENT DE CE SITE IMPLIQUAIENT LA GESTION D'UNE MYRIADE D'ENJEUX, DONT LA PRÉSENCE D'ESPÈCES DE FAUNE ET DE FLORE MENACÉES, D'UNE CONTAMINATION IMPORTANTE DES SOLS ET DES EAUX SOUTERRAINES, DE CONCESSIONS MINIÈRES, D'UN AFFAISSEMENT MINIER ET DE LA NÉCESSITÉ D'EFFECTUER DE L'ARCHÉOLOGIE INDUSTRIELLE.



► Notre haut niveau de compétences en gestion de projet et notre richesse d'expérience dans la réalisation de grands projets du genre ont permis la réussite de ce projet de revitalisation d'un site de 190 hectares pour le développement industriel et résidentiel et la création d'espaces ouverts.

ANDREW FREEMAN, DIRECTEUR GÉNÉRAL – DÉVELOPPEMENT URBAIN, URBANISME ET BÂTIMENT



RAPPORT FINANCIER DE L'EXERCICE 2012

RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion sur la situation financière consolidée et les résultats opérationnels consolidés qui suit, est daté du 12 mars 2013 et a été préparé en vue d'aider les lecteurs à comprendre GENIVAR inc. (la « Société » ou « GENIVAR »), son contexte d'affaires, ses stratégies, son rendement et ses facteurs de risque. Dans le présent rapport de gestion, les termes « Société », « nous », « notre » et « nos » se rapportent à GENIVAR inc. Le rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société et les notes y afférentes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012. Les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 ont été préparés en conformité avec les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que définies dans le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés et adoptées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants présentés dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens à moins d'indications contraires. Toute l'information trimestrielle présentée dans le rapport de gestion est non auditée.

Le présent rapport de gestion porte sur les résultats de la Société pour le quatrième trimestre, couvrant la période du 30 septembre 2012 au 31 décembre 2012 et l'exercice 2012. Les trimestres de la Société sont habituellement de 13 semaines, à l'exception du quatrième trimestre, qui doit se terminer le 31 décembre de chaque année et du premier trimestre suivant la fin d'exercice.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

La Société utilise des mesures non conformes aux IFRS considérées par des sociétés à titre d'indicateurs de la performance financière qui ne sont pas reconnus en vertu des IFRS. Ces mesures pourraient différer des mesures utilisées par d'autres entités semblables et, par conséquent, elles pourraient ne pas leur être comparables. La Société estime que ces mesures sont des renseignements complémentaires utiles et susceptibles d'aider les investisseurs à évaluer un placement dans les actions de la Société.

Les mesures non conformes aux IFRS utilisées par la Société sont les produits nets, le BAIIA, le BAIIA par action, la marge du BAIIA, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, l'impôt sur le résultat par action, le résultat net ajusté, le résultat net ajusté par action, les fonds provenant des opérations, les fonds provenant des opérations par action, les flux de trésorerie disponibles et les flux de trésorerie disponibles par action. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion dans la section « Glossaire ».

SURVOL DE L'INDUSTRIE ET DE LA SOCIÉTÉ

L'INDUSTRIE

Le marché international dans lequel nous travaillons englobe tous les aspects de la conception et de la gestion liés à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets dans l'environnement naturel et artificiel dans les secteurs public et privé. Les secteurs du bâtiment et des infrastructures génèrent à eux seuls 50 % des produits de l'industrie du génie-conseil. L'Amérique du Nord, l'Europe et l'Océanie représentent environ 75 % du marché du génie-conseil et des services de conception, la tranche résiduelle de 25 % étant partagée entre les autres pays du monde.

La tendance reconnue vers la consolidation dans l'industrie est dictée par la hausse de la demande pour que les sociétés offrent tous les services professionnels pour les principaux projets dans une variété d'endroits. Cette consolidation continue pousse les grandes sociétés à compétitionner dans un marché international diversifié dans lequel le recrutement et la rétention d'une main-d'œuvre expérimentée et compétente s'avèrent essentiels.

La direction de la Société (la « Direction ») croit que les demandes des clients internationaux et les occasions de projets continueront à se multiplier, et cette diversification des activités favorise la souplesse et les possibilités, tout en s'assurant de demeurer au premier plan à l'échelle locale.

LA SOCIÉTÉ

La Société, à la suite de son regroupement avec WSP Group plc (« WSP »), est l'une des plus importantes firmes de services professionnels du monde. La firme travaille en partenariat avec des gouvernements, des entreprises, des architectes et des planificateurs, leur proposant des solutions intégrées dans un large éventail de spécialités, de la conception de villes sans carbone en passant par la gestion de projets d'infrastructures à grande échelle. La Société offre des services pour transformer l'environnement artificiel et restaurer l'environnement naturel, et ses compétences sont multiples: allant de la restauration d'environnements à la planification urbaine, de la construction d'édifices emblématiques à la conception de réseaux de transport durables et au développement de sources d'énergie du futur pour faciliter l'exploitation et développer de nouvelles méthodes d'extraction des ressources essentielles.

De la conception de la ville européenne verticale la plus importante au paramétrage de la mise hors service de mines, la Société fait preuve d'innovation technique et d'excellence dans l'exécution de chaque projet qui lui est confié, quelle qu'en soit l'ampleur.

La Société offre une variété de services à toutes les phases d'exécution des projets, soit de la phase des études de mise en œuvre initiales jusqu'aux phases de conception, de construction, de mise en service et d'entretien. La Société a mis au point une approche d'équipe multidisciplinaire où les ressources travaillent de concert avec les clients pour concevoir des solutions optimales respectant les échéances et le budget. Elle œuvre dans différentes industries: le bâtiment, les infrastructures (incluant le transport et les infrastructures municipales), l'industriel et l'énergie (incluant les mines et les hydrocarbures) et l'environnement.

Bâtiment: La Société offre des services professionnels globaux en environnement et en prestations de services pour certains des bâtiments les plus prestigieux de la planète. Ses services touchent à un large éventail de secteurs: le commercial, la santé, l'éducation, le culturel, le sport et les loisirs, ainsi que la revitalisation urbaine. La gamme de services inclut le génie mécanique, électrique et structural, la planification et la conception en architecture, les sciences du bâtiment, l'efficacité énergétique, les installations alimentaires, les solutions de télécommunications et les autres services offerts dans le cadre d'un projet. La Société travaille sur des installations existantes ainsi que sur de nouveaux projets de construction.

Infrastructures (incluant le transport et les infrastructures municipales) : À l'échelle mondiale, les gouvernements font appel à l'expertise de la Société pour établir des stratégies de transport durables et pour les conseiller aux niveaux national et régional sur le cycle de vie complet d'une grande diversité de projets d'envergure. Au niveau local, les forces de la Société se situent plus particulièrement dans la planification, l'analyse, la conception et la gestion de projets dans les secteurs de l'aviation, des ponts, des autoroutes, des réseaux routiers intelligents, de la marine, des routes et des chemins de fer. Les mandats de la Société concernent la requalification de l'espace et le développement municipal, la distribution et le traitement de l'eau, la collecte et le traitement des eaux usées, les services publics, la gestion des eaux pluviales, l'aménagement du territoire, le réseau routier municipal, l'éclairage et diverses installations municipales. Les villes, les municipalités, les cantons et les promoteurs immobiliers comptent parmi les principaux clients de cette industrie.

Industriel et énergie (incluant les mines et les hydrocarbures): La Société offre des services de planification et de gestion de projet ainsi que des services-conseils initiaux aux entreprises privées de diverses industries. Elle offre également du soutien stratégique, technique et commercial dans les projets de construction complexes. De plus, elle peut proposer des services-conseils en ingénierie de procédés industriels à d'importants clients industriels, notamment dans les domaines de l'exploitation minière (souterraine et à ciel ouvert), du traitement du minerai, des hydrocarbures, de la métallurgie, des produits chimiques et pétrochimiques, des pâtes et papiers, des produits forestiers, des produits pharmaceutiques et de la biotechnologie, des aliments et boissons, de la production d'énergie et de la fabrication générale. Les projets dans le domaine de l'énergie portent entre autres sur l'hydroélectricité, la production d'énergie éolienne, solaire et thermique, la sécurité nucléaire, la cogénération et les systèmes de distribution et de transmission connexes. Notre clientèle inclut des fournisseurs publics d'électricité ainsi que des promoteurs privés.

Environnement: La Société aide divers organismes dans le monde à gérer les risques, réduire les coûts et créer des débouchés compétitifs liés à la durabilité, aux changements climatiques et aux considérations environnementales, de santé et de sécurité. Les services de la Société incluent les études de répercussions et les évaluations environnementales, l'étude des écosystèmes, la surveillance, les relevés et la caractérisation, les systèmes de gestion environnementale, les demandes de permis, les vérifications de conformité, la géomatique et la cartographie ainsi que la gestion du risque et des facteurs économiques. Les clients de cette industrie incluent des organisations provenant de toutes les autres industries. Les projets types portent notamment sur la réhabilitation de sites contaminés, la gestion des déchets, la restauration d'habitats et la restauration de sites.

Au 31 décembre 2012, la Société comptait environ 15 000 employés, principalement des ingénieurs, des techniciens, des scientifiques, des architectes, ainsi que de nombreux experts dans le domaine de l'environnement, travaillant dans plus de 300 bureaux répartis dans 35 pays, sur tous les continents. La Société peut donc offrir une expertise spécialisée dans plusieurs domaines et à de nombreux endroits. Elle peut également offrir une gamme de services entièrement intégrée qui combine connaissances et expérience provenant de l'ensemble de la Société et qui est gérée et exécutée avec transparence. L'adresse de son siège social est le 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal, Québec. Les actions ordinaires de la Société sont cotées à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « GNV ».

Le modèle d'affaires de la Société est centré sur l'établissement et le maintien d'une position de chef de file dans chaque région et chaque segment de marché où elle évolue grâce à un engagement solide envers les collectivités et les clients locaux et nationaux, tout en tenant compte de leurs besoins. Le modèle d'affaires de la Société se traduit par l'implantation de bureaux régionaux possédant une part de marché établie et offrant une gamme complète de services à toutes les phases d'exécution d'un projet. La Société a des capacités et des compétences assez vastes pour transformer les visions de ses clients en réalité durable tant du point de vue commercial, technique, social qu'environnemental.

FAITS SAILLANTS

FAITS SAILLANTS DU QUATRIÈME TRIMESTRE

- ▶ Excellents résultats globaux conformes aux attentes de la Direction.
- ▶ Produits totalisant 516,5 M\$, en augmentation de 200,3 % par rapport au même trimestre de 2011.
- ▶ Produits nets qui ont atteint 411,9 M\$, en hausse de 210,4 % par rapport à 132,7 M\$ pour le même trimestre de 2011.
- ▶ Croissance interne sur les produits nets de WSP de 8,2 % par rapport au même trimestre de 2011. GENIVAR, avant l'acquisition de WSP (« Ancienne GENIVAR »), a réalisé une croissance interne négative de 1,2 %.
- ▶ Les Éléments inhabituels⁽¹⁾ pour le trimestre représentaient un total de 4,5 M\$ suite aux coûts d'intégration, moins les incidences fiscales de 1,0 M\$.
- ▶ BAIIA de 40,8 M\$ ou 45,3 M\$ déduction faite des Éléments inhabituels, en hausse de 21,5 M\$ par rapport à 2011. Marge du BAIIA avant les Éléments inhabituels s'établissant à 11,0 % pour le trimestre.
- ▶ Résultat net ajusté de 0,52 \$ par action, ou résultat net de 0,45 \$ par action comparativement à 0,37 \$ par action en 2011.
- ▶ Fonds provenant des opérations s'élevant à 42,7 M\$, comparativement à 16,5 M\$ en 2011.
- ▶ Flux de trésorerie disponibles de 93,1 M\$, ou 1,83 \$ par action.
- ▶ Dividende déclaré de 0,375 \$ par action.
- ▶ Carnet de commandes pour le quatrième trimestre ayant augmenté de 60,6 M\$ ou 4,5 % comparativement à celui à la fin du troisième trimestre de 2012.
- ▶ Délai de recouvrement des comptes clients et de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation (« Délai de recouvrement ») a été réduit de 10 jours pendant le trimestre, ce qui représente une entrée de fonds d'environ 54,0 M\$.

FAITS FINANCIERS SAILLANTS – TRIMESTRE

	QUATRIÈME TRIMESTRE		
	2012 sans les Éléments inhabituels*	2012	2011
	POUR LA PÉRIODE DU 30 SEPTEMBRE AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 30 SEPTEMBRE AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 2 OCTOBRE AU 31 DÉCEMBRE
EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION			
Produits	516,5 \$	516,5 \$	172,0 \$
Produits nets**	411,9 \$	411,9 \$	132,7 \$
BAIIA**	45,3 \$	40,8 \$	21,5 \$
BAIIA par action**	0,89 \$	0,80 \$	0,80 \$
Résultat net		23,0 \$	10,0 \$
Résultat net de base et dilué par action		0,45 \$	0,37 \$
Résultat net ajusté**	26,5 \$		10,0 \$
Résultat net ajusté par action**	0,52 \$		0,37 \$
Fonds provenant des opérations**	47,2 \$	42,7 \$	16,5 \$
Fonds provenant des opérations par action**	0,93 \$	0,84 \$	0,61 \$
Flux de trésorerie disponibles**	98,2 \$	93,1 \$	47,1 \$
Flux de trésorerie disponibles par action**	1,93 \$	1,83 \$	1,75 \$

* Les résultats financiers sont présentés avant l'effet des Éléments inhabituels, tel qu'expliqué dans la section « Résumé de la Transaction avec WSP ».

** Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

(1) Les Éléments inhabituels sont définis dans la section « Résumé de la Transaction avec WSP ».

FAITS SAILLANTS DE 2012

- ▶ Résultats opérationnels record.
- ▶ Produits de 1 257,5 M\$ représentant une augmentation sur douze mois de 92,9 %.
- ▶ Produits nets de 1 020,1 M\$ représentant une augmentation de 92,8 % par rapport à 529,0 M\$ en 2011.
- ▶ Croissance interne sur les produits nets de 4,9 % pour WSP, sur une période de douze mois continus par rapport à aucune croissance interne pour les opérations d'Ancienne GENIVAR.
- ▶ BAIIA de 108,6 M\$ ou 125,4 M\$ en excluant les Éléments inhabituels, représentant des marges du BAIIA de 10,6 % et 12,3 %, respectivement.
- ▶ Carnet de commandes totalisant 1 420,6 M\$ au 31 décembre 2012, ce qui correspond à 8,9 mois de travail assuré. En excluant les acquisitions, le carnet de commandes canadien a connu une croissance interne approximative de 9 % de 2011 à 2012.
- ▶ Dividendes déclarés de 1,50 \$ par action, stable par rapport à 2011.
- ▶ Pour la première fois en 24 mois, le délai de recouvrement est descendu sous l'objectif de 100 jours pour atteindre 97 jours.
- ▶ Flux de trésorerie disponibles sans les Éléments inhabituels de 2,22 \$, représentant 146,1 % du résultat net ajusté par action.
- ▶ Ratio de la dette nette sur le BAIIA de 0,8x sur une base de douze mois continus combinée, comparativement à une estimation de 1,4x à la date d'acquisition de WSP.

FAITS FINANCIERS SAILLANTS - EXERCICE

EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION	EXERCICE		
	2012 sans les Éléments inhabituels*	2012	2011
	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE
Produits	1 257,5 \$	1 257,5 \$	651,9 \$
Produits nets**	1 020,1 \$	1 020,1 \$	529,0 \$
BAIIA**	125,4 \$	108,6 \$	89,7 \$
BAIIA par action**	3,11 \$	2,69 \$	3,42 \$
Résultat net		46,3 \$	50,1 \$
Résultat net de base et dilué par action		1,15 \$	1,91 \$
Résultat net ajusté**	61,4 \$		42,9 \$
Résultat net ajusté par action**	1,52 \$		1,64 \$
Fonds provenant des opérations**	109,2 \$	92,4 \$	67,8 \$
Fonds provenant des opérations par action**	2,71 \$	2,29 \$	2,58 \$
Flux de trésorerie disponibles**	89,5 \$	76,4 \$	60,0 \$
Flux de trésorerie disponibles par action**	2,22 \$	1,90 \$	2,29 \$

* Les résultats financiers sont présentés avant l'effet des Éléments inhabituels, tel qu'expliqué dans la section « Résumé de la Transaction avec WSP ».

** Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

RÉSUMÉ DE LA TRANSACTION AVEC WSP

Le fait saillant pour la Société en 2012 est sans contredit la transaction relative à l'acquisition de WSP, une firme multidisciplinaire de services professionnels d'envergure mondiale établie à Londres, au Royaume-Uni (« R.-U. »), qui comptait 9 000 employés dans plus de 200 bureaux répartis dans 30 pays (la « Transaction »). Le 7 juin 2012, la Société a fait l'annonce d'une offre en espèces visant l'acquisition de toutes les actions émises et en circulation de WSP pour un montant de 4,35 £ par action pour une valeur totale de 277,7 M£ (437,6 M\$).

Le 1^{er} août 2012, la Société a conclu la transaction liée à l'acquisition de WSP en acquérant la totalité des actions de WSP qu'elle ne détenait pas pour une contrepartie en trésorerie de 256,8 M€ (405,0 M\$). En juin 2012, la Société avait précédemment acquis 7,53 % des actions ordinaires de WSP sur le marché libre pour un montant de 20,9 M€ (32,6 M\$). Ce regroupement positionne la Société parmi les dix plus grandes firmes internationales de services-conseils en planification et conception et fait d'elle la deuxième firme canadienne en importance dans son domaine.

Pour financer une partie du prix d'achat et des frais accessoires, la Société a conclu une convention avec un syndicat de preneurs fermes visant la vente, dans le cadre d'une prise ferme, de 9 375 000 reçus de souscription nouvellement émis du capital autorisé de la Société au prix de 24,00 \$ chacun pour un produit brut de 225,0 M\$. La Société a accepté de payer un montant équivalant à 0,96 \$ par reçu de souscription, ou un total de 9,0 M\$ aux preneurs fermes. Chaque reçu de souscription donnait le droit à son porteur de recevoir, sans paiement d'une contrepartie supplémentaire, une action ordinaire de l'émetteur ainsi que le dividende déclaré par la Société le 9 mai 2012, à titre de l'équivalent des dividendes, ces éléments étant conditionnels à la conclusion de la Transaction. Après la clôture de l'acquisition de WSP, chacun des 9 375 000 reçus de souscription a été automatiquement échangé pour une action ordinaire de la Société. Elle a reçu 216,0 M\$ en trésorerie après paiement de la rémunération des preneurs fermes en août 2012 et a payé 3,5 M\$ en tant que paiement à titre de l'équivalent des dividendes.

La Société a également conclu des conventions de souscription avec deux institutions canadiennes pour acheter, par voie d'un placement privé, 8 210 610 reçus de souscription au prix de 24,00 \$ chacun, pour un produit brut total de 197,1 M\$. En août 2012, à la suite de la clôture de la Transaction, la Société devait effectuer un paiement de capital engagé non remboursable équivalant à 4,0 % du prix d'achat total. Chaque reçu de souscription a également été immédiatement échangé pour une action ordinaire de la Société, les produits nets ont été reçus de la fiducie et un paiement à titre de l'équivalent des dividendes de 3,1 M\$ a été payé aux détenteurs.

Dans le cadre de son plan stratégique triennal, la Société a cherché à élargir sa portée sur le plan international tout en demeurant axée sur son principal modèle d'affaires afin d'offrir des services locaux répondant aux besoins des clients et des marchés. La Transaction satisfaisait tous les principaux critères fixés par la Société à l'égard de ce plan : 1) la complémentarité des marchés et des empreintes géographiques; 2) la correspondance entre le modèle, la culture, les valeurs et la vision des deux sociétés; 3) une équipe de gestion solide et performante.

À la suite de la Transaction, des frais d'acquisition de 12,3 M\$ ont été engagés au cours du deuxième trimestre, affectant négativement les résultats opérationnels de la Société pour l'exercice 2012.

Au cours du quatrième trimestre, la Société s'est concentrée et a réalisé l'intégration de la division Environnement et Énergie de WSP, qui était précédemment une entité mondiale distincte et qui est maintenant intégrée dans chaque région. En décembre 2012, les diverses entités américaines de WSP ont également été regroupées en une seule entité afin de simplifier la structure de WSP et d'améliorer la structure de coût. La Société a alloué 4,5 M\$ aux coûts de prestations de départ, de provisions pour les baux et autres dépenses connexes liés à l'intégration de la division Environnement et Énergie et aux opérations de WSP aux États-Unis. Les coûts liés à l'acquisition et les dépenses en restructuration et intégration de 16,8 M\$ sont considérés des coûts inhabituels par la Direction et sont définis en tant qu'« Éléments inhabituels ». Les résultats opérationnels présentés dans le présent rapport de gestion excluent les effets de ces Éléments inhabituels et de l'impôt sur le résultat afférant de 1,7 M\$.

Les résultats du quatrième trimestre ont été touchés par des Éléments inhabituels d'un montant total de 4,5 M\$, moins l'impôt sur le résultat de 1,0 M\$.

De plus, puisque les Éléments inhabituels n'ont pas été entièrement payés à la fin de 2012, les mesures relatives aux flux de trésorerie disponibles et aux fonds provenant des opérations ont été ajustées afin d'éliminer les incidences des flux de trésorerie provenant des Éléments inhabituels.

Les résultats opérationnels de WSP ont été consolidés avec ceux de GENIVAR à partir de la date d'acquisition, ce qui correspond à cinq mois de résultats pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.

FAITS SAILLANTS DU QUATRIÈME TRIMESTRE ET DE L'EXERCICE

REVUE OPÉRATIONNELLE

Après cinq mois d'activités combinées, nous sommes heureux des résultats totaux de nos opérations.

Pendant le quatrième trimestre, la Direction a revu la base en fonction de laquelle l'information financière était divulguée. À la suite de cette analyse préliminaire, la Direction a recommandé de présenter l'information financière en cinq secteurs opérationnels, c'est-à-dire le Canada, les États-Unis (« É. U. »), le R. U., le Nord de l'Europe et le Reste du monde. La Direction peut modifier les secteurs opérationnels présentés lorsque l'intégration sera complétée. Les mesures utilisées par la Direction pour comprendre les résultats opérationnels dans chaque secteur opérationnel sont les produits, les produits nets, le BAIIA ajusté, le carnet de commandes, les ententes-cadres de prestations de services et le nombre d'employés. La Direction a analysé la performance des secteurs opérationnels, excluant les Éléments inhabituels et les coûts administratifs globaux. Le BAIIA ajusté est donc défini comme le résultat avant frais financiers, charge d'impôt sur le résultat, amortissements, Éléments inhabituels et coûts administratifs globaux. Les « Coûts administratifs globaux » correspondent aux frais et salaires liés aux fonctions centralisées telles que les finances, les ressources humaines et les technologies.

Ces mesures sont présentées dans les tableaux ci-dessous, par segment opérationnel.

FAITS SAILLANTS OPÉRATIONNELS – QUATRIÈME TRIMESTRE

QUATRIÈME TRIMESTRE 2012						
EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LES POURCENTAGES	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Nord de l'Europe	Reste du monde	Total
Produits	177,3 \$	44,4 \$	84,7 \$	142,4 \$	67,7 \$	516,5 \$
Produits nets*	140,7 \$	37,7 \$	65,9 \$	117,1 \$	50,5 \$	411,9 \$
BAIIA ajusté*	18,3 \$	4,3 \$	9,3 \$	18,6 \$	1,5 \$	52,0 \$
Marge du BAIIA ajusté*	13,0 %	11,4 %	14,1 %	15,9 %	3,0 %	12,6 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

FAITS SAILLANTS OPÉRATIONNELS – EXERCICE

EXERCICE 2012						
EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LES POURCENTAGES	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Nord de l'Europe	Reste du monde	Total
Produits	710,8 \$	74,5 \$	139,1 \$	222,0 \$	111,1 \$	1 257,5 \$
Produits nets*	577,2 \$	63,9 \$	107,7 \$	188,0 \$	83,3 \$	1 020,1 \$
BAIIA ajusté*	89,1 \$	7,5 \$	11,7 \$	29,1 \$	3,3 \$	140,7 \$
Marge du BAIIA ajusté*	15,4 %	11,7 %	10,9 %	15,5 %	4,0 %	13,8 %
Nombre d'employés approximatif	4 900	1 100	2 400	3 400	3 000	14 800
Carnet de commandes	540,6 \$	210,0 \$	262,0 \$	241,0 \$	167,0 \$	1 420,6 \$
Ententes-cadres de prestations de services	123,0 \$	39,0 \$	110,0 \$	114,0 \$	69,0 \$	455,0 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

CONCILIATION DU BAIIA ET DU BAIIA AJUSTÉ

	QUATRIÈME TRIMESTRE	EXERCICE
	2012	2012
	POUR LA PÉRIODE DU 30 SEPTEMBRE AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE
EN MILLIONS DE DOLLARS		
BAIIA*	40,8 \$	108,6 \$
Coûts liés à la Transaction avec WSP**	-	12,3 \$
Coûts d'intégration et de restructuration**	4,5 \$	4,5 \$
Coûts administratifs globaux*	6,7 \$	15,3 \$
BAIIA ajusté*	52,0 \$	140,7 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

** Les coûts liés à la Transaction avec WSP et les coûts d'intégration et de restructuration sont expliqués dans la section « Résumé de la Transaction avec WSP ».

CANADA

La performance de nos opérations au Canada a été décevante, comme constatée au cours des trimestres précédents, principalement affectée par les changements politiques dans les provinces et le ralentissement constaté dans certaines industries.

Comme au cours des trimestres précédents, l'Ontario a été touché par une forte concurrence ainsi que l'exécution difficile de certains projets, situation qui prévaut depuis le début de l'année. Cet environnement économique très compétitif a été touché par des incertitudes politiques à tous les paliers de gouvernement et, dans les régions rurales, par la fin de projets financés par des incitatifs. Sur une note plus positive, nous commençons à voir les bénéfices de l'expertise de WSP en matière de partenariats publics-privés (« PPP ») en ingénierie, et nous sommes convaincus qu'en 2013, des projets en PPP de grande envergure présenteront de bonnes possibilités pour nos segments du transport et du bâtiment.

Le Québec continue d'afficher de solides résultats malgré un ralentissement dans le secteur public à la suite du changement de gouvernement et des travaux de la Commission Charbonneau. De plus, même si les produits tirés de projets financés par des fonds publics sont restés stables, le BAIIA de la Société souffre de plus en plus du fait que les honoraires fixés par décret n'ont pas été indexés depuis 2009, alors que les coûts fixes subissent une pression à la hausse. Sur une note positive, nous croyons être en bonne position pour ce qui est de projets d'envergure en PPP qui sont sur le point d'être lancés, par exemple l'échangeur Turcot et le pont Champlain dans l'industrie du transport ou le siège social de Radio-Canada du côté du bâtiment. Au niveau de l'environnement, nous poursuivons notre plan et tirons parti de notre savoir-faire dans d'autres provinces et d'autres pays.

Dans l'ouest du Canada, particulièrement en Colombie-Britannique (« C.-B. ») et au Manitoba, l'économie a ralenti, et les dépenses publiques ont diminué tandis que la concurrence pour de nouveaux projets reste vive. De plus, des élections provinciales doivent être tenues en C.-B. en mai 2013, ce qui pourrait accentuer la tendance dans cette province. Par contre, l'économie florissante de la Saskatchewan nous place en très bonne position pour commencer l'année 2013. Du côté du bâtiment, nous constatons une augmentation du nombre de projets de conception-construction et des projets en PPP, qui restent la méthode privilégiée d'approvisionnement pour les services de conception dans ce secteur. Nous croyons que les compétences de WSP tant dans le segment du bâtiment que sur le marché des projets en PPP nous seront fort utiles.

L'Alberta s'est rapidement remise du ralentissement des activités qui a suivi les élections tenues plus tôt au cours de l'année, et nous avons conservé un très solide carnet de commandes pour ce qui est des projets dans le segment des infrastructures. La division des hydrocarbures est demeurée occupée et pleinement utilisée, mais nous savons que le faible prix des marchandises et les stocks élevés de ressources aux É.-U. pourraient avoir des incidences sur ce segment en 2013.

La performance de la région atlantique est demeurée stable et a bénéficié des projets d'infrastructure axés sur les ressources. Nous nous attendons toutefois à un ralentissement des dépenses du secteur public en 2013.

ÉCHANTILLON DE PROJETS

- ▶ La Société a été retenue par BC Hydro en tant que fournisseur de conception d'installations pour les cinq prochaines années.
- ▶ Notre équipe des services environnementaux a obtenu de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada une entente de fourniture valide jusqu'en 2016. Dans le cadre de cette entente, nous offrirons, à travers la province de Québec, des services d'évaluation environnementale de sites, élaborerons des stratégies d'échantillonnage, prélèverons des échantillons de sol et d'eaux souterraines et surveillerons les travaux de décontamination.

Colombie

Nous avons enregistré une solide performance en Colombie pendant le trimestre, particulièrement dans les secteurs de l'exploitation minière et de l'énergie. Nous nous attendons aussi au lancement de divers projets en PPP dans différentes régions, principalement dans l'industrie du transport, qui est en pleine expansion.

ÉCHANTILLON DE PROJETS

- ▶ Nous avons reçu d'Electricaribe, fournisseur de services de distribution et de marketing d'électricité dans les Caraïbes colombiennes, le mandat de fournir des services de contrôle de la qualité et de supervision des centres de service.
- ▶ Nous avons été chargés par la ville de Medellin de dresser un inventaire de tous les contrats de prestation de services d'éclairage des rues.

ÉTATS-UNIS

Après les élections présidentielles et les changements à la crise fiscale aux États-Unis, les indicateurs économiques pointent actuellement vers une croissance lente, mais continue.

Du côté du bâtiment, le marché des immeubles résidentiels multifamiliaux, y compris les tours d'habitation, reste solide partout au pays. Dans l'ensemble, l'industrie du bâtiment montre des signes de redressement, et nous constatons que les travaux reprennent sur des projets qui ont été mis en veilleuse pendant les années de récession.

Nous avons également vu une reprise des activités dans le secteur de l'environnement, surtout pour ce qui est de la gestion des matières dangereuses et des services de construction.

Pour ce qui est du transport, des agences qui tirent leurs revenus de la perception de droits et de péages continuent à financer des projets et à lancer des appels d'offres, ce qui a une incidence positive pour nous. Nous avons aussi constaté une légère amélioration sur le plan des projets privés.

ÉCHANTILLON DE PROJETS

- ▶ Nous avons été choisis pour fournir des services de génie mécanique, électrique et de plomberie ainsi que des services professionnels en structure pour un projet de 2 100 000 pi² à utilisation mixte comportant trois immeubles avec des aires résidentielles, commerciales et de services à New York, NY.
- ▶ Nous avons remporté un contrat pour la prestation de services en mécanique, électricité, plomberie, éclairage architectural et écologie de l'environnement bâti pour le Seattle Arena, où l'équipe des Supersonics de Seattle, plus récente équipe de l'expansion de la NBA, jouera ses parties à domicile. Couvrant approximativement 700 000 pi², l'immeuble sera construit sur un terrain de 6,3 acres près de Safeco Field à Seattle, WA et comptera 18 500 places assises.
- ▶ Nous avons été chargés de la prestation de services en mécanique, en électricité et en plomberie pour l'aéroport international de San Francisco. Les promoteurs du projet visent la certification LEED Or.
- ▶ Nous avons obtenu le contrat pour la reconstruction des travées supérieure et inférieure de la gare de péage du pont Henry Hudson entre les états du New Jersey et de New York.
- ▶ Nous offrirons des services professionnels pour la construction d'un pont qui remplacera l'actuel pont ferroviaire au-dessus de la rivière Croton pour le Metro-North Railroad, le service de trains de banlieue de l'état de New York.

ROYAUME-UNI

Nous sommes heureux des résultats de notre équipe au R.-U. Nos opérations au R.-U. continuent de donner des résultats qui correspondent à nos attentes, le marché ayant repris sa croissance après le déclin qui a suivi la ferveur olympique. Toutefois, cette croissance reste fragile.

Le marché des infrastructures reste concurrentiel dans les environs de Londres, où un grand nombre de projets d'envergure ont été mis en attente. Par contre, le développement de l'industrie des infrastructures semble reprendre de la vigueur et être relativement solide dans le nord du pays.

Le transport dans le secteur public continue de montrer des signes de reprise, quoique lente, et de nouvelles occasions se présentent. Le marché ferroviaire, dans lequel nous excellons particulièrement, demeure dynamique et des offres arrivent de diverses régions du pays, tant directement de Network Rail que de ses consultants. Le marché des autoroutes s'est aussi amélioré, des projets à court, à moyen et à long terme étant amorcés.

ÉCHANTILLON DE PROJETS

- ▶ Nous avons récemment signé un contrat en coentreprise pour la conception détaillée, pour le principal entrepreneur du projet de réaménagement du pont de Londres; le projet vise à accroître considérablement la circulation des passagers vers le centre de Londres. Ce projet comporte la démolition complète et la reconstruction, par étapes, de l'actuelle station Londres Bridge afin de créer un grand hall au niveau de la rue.
- ▶ Nous avons été chargés par EDF Energy (« EDF ») d'offrir des services de soutien en vue de l'obtention de permis pour la nouvelle centrale nucléaire Hinkley Point C située à Somerset. Nous travaillerons en collaboration avec EDF et l'équipe de services professionnels à la préparation d'une demande de permis environnemental pour rejeter les eaux usées à partir d'un ouvrage de traitement temporaire pendant la phase construction du projet.

NORD DE L'EUROPE

Dans l'ensemble, les opérations en Europe sont demeurées solides et ont donné les résultats attendus. Le taux d'utilisation s'améliore graduellement.

En Suède, la performance a été stable et conforme aux attentes. Nous avons été particulièrement heureux des activités dans le secteur de l'énergie, qui ont été très solides. Le gouvernement a indiqué qu'il prévoit investir dans le secteur minier et dans les infrastructures, ce qui pourrait présenter de bonnes occasions pour nos opérations en 2013.

Nous avons réorganisé nos opérations en Finlande et en Allemagne, et nous attendons de voir les améliorations qui se produiront dans ces marchés.

ÉCHANTILLON DE PROJETS

- ▶ Nous avons obtenu un contrat pour produire la conception détaillée du terminus d'autobus de Slussen, l'un des carrefours les plus occupés de Stockholm où passent tous les jours quelque 300 000 voyageurs. Nous avions auparavant réalisé les études du trafic piétonnier et avons récemment achevé la conception préliminaire pour le terminus d'autobus souterrain.
- ▶ Nous offrirons des services professionnels multidisciplinaires à Fortum Värme, filiale de Fortum (en copropriété avec la ville de Stockholm) qui investit dans une centrale de production combinée de chaleur et d'électricité alimentée par un biocarburant qui sera construite à Värtan, Stockholm. La nouvelle centrale, alimentée par un biocarburant moins cher, remplacera certaines des installations actuelles de production de chaleur et augmentera d'environ un tiers la production d'électricité de Fortum Värme.
- ▶ Nous avons été chargés de planifier la première phase des lignes de tramway ainsi que l'aménagement des terrains et le système de transport public à Tampere et Turku, en Finlande. Nous préparerons des plans généraux détaillés, incluant des évaluations d'incidences et des estimations de coûts qui serviront de base pour planifier la construction des lignes de tramway de même que les travaux de zonage et d'aménagement des rues.

RESTE DU MONDE

Moyen-Orient

Le marché des Émirats Arabes Unis (« ÉAU ») reste très actif avec des projets de conception qui ont été attribués ou qui sont réévalués (pour les projets interrompus pendant la récession de 2008), dans un marché soutenu par la hausse du prix du pétrole. Parmi les facteurs qui poussent les dépenses publiques à la hausse, mentionnons un engagement par le gouvernement d'offrir de nouveaux logements pour les familles émiriennes.

Au Qatar, les prévisions de dépense restent élevées, particulièrement dans le secteur des infrastructures et dans l'industrie ferroviaire. Nous sommes donc optimistes face à l'obtention d'un bon nombre de projets intéressants. Nous avons relevé des tendances similaires en Arabie saoudite et à Oman, où nous avons été choisis pour superviser la construction de deux hôtels Kempinski.

ÉCHANTILLON DE PROJETS

- ▶ Nous nous occuperons de la conception et de la supervision des travaux de services professionnels en mécanique, électricité et plomberie ainsi que de la conception structurale et de la certification LEED pour la durabilité pour l'Al Nasseria Community Mall à Sharjah (ÉAU).
- ▶ Nous avons été chargés de la planification et de la supervision des travaux de restauration des aires résidentielles de l'hôtel Pullman Deira City Centre à Dubaï.
- ▶ Nous offrirons des services professionnels à Emaar pour l'aménagement de Downtown West, l'un des quartiers les plus en vue de Dubaï.

Australie et Asie

AUSTRALIE ET NOUVELLE-ZÉLANDE

Notre performance opérationnelle a été stable, même si elle a été affectée par un ralentissement pendant la période des vacances d'été. Par ailleurs, nos opérations dans le domaine des ressources naturelles continuent de subir les effets du faible prix du minerai de fer et de la mise en place d'un impôt sur l'exploitation minière en Australie.

ÉCHANTILLON DE PROJETS

- ▶ Nous avons obtenu un contrat pour la prestation de services de conception d'un édifice et de systèmes intégrés pour Canon Australia; un édifice de quatre étages abritant le siège social de la société, des bureaux, des laboratoires et un centre de données.

ASIE DU SUD-EST ET CHINE

Nos opérations en Asie du Sud-Est ont terminé l'année en force grâce aux bonnes conditions du marché dans la plupart des pays de cette région, à l'exception du Vietnam où les effets de la consolidation en cours du secteur bancaire continuent de se faire sentir sur nos opérations.

ÉCHANTILLON DE PROJETS

- ▶ Nous offrirons des services professionnels pour la construction du Four Seasons Residences à Bangkok, Thaïlande; la tour résidentielle de 57 étages et de 938 600 pi² est le prolongement de l'hôtel et sera érigée sur une friche industrielle. Le projet comporte en outre des liens avec les systèmes existants à l'intérieur de l'hôtel adjacent et le déménagement des systèmes touchés par la construction de la tour.
- ▶ Nous avons reçu le mandat d'offrir, en collaboration avec l'équipe du R.-U., des services de conception, notamment les services techniques de conception de la structure pour une tour de 1 150 pi qui fera partie d'un complexe commercial et résidentiel de 4 305 600 pi² conçu par quatre firmes d'architectes internationales. Nous offrirons également des services de conception pour tous les autres éléments du projet, qui comprendra divers grands magasins de détail, un stationnement souterrain et un musée du design ainsi qu'une tour de bureaux de 600 pi. Enfin, nous travaillerons à la conception de la façade de la plupart des immeubles du projet.

Afrique

Au cours du quatrième trimestre, l'économie de l'Afrique du Sud s'est contentée d'adopter une attitude d'attente face aux incertitudes qui planaient pendant la période précédant les élections tenues à la mi-décembre. Cela a été particulièrement évident dans le secteur de la propriété privée, où la plupart des décisions concernant des projets ont été reportées. La faiblesse de la devise a également eu des incidences sur les dépenses locales en immobilisation. Malgré les conditions difficiles du marché, la division d'Afrique a connu un rendement stable grâce à l'excellente performance du secteur industriel.

ÉCHANTILLON DE PROJETS

- ▶ Nous avons reçu le mandat de réviser et de mettre à jour la planification pour toutes les installations portuaires nationales en Afrique du Sud.
- ▶ Nous avons obtenu de l'agence nationale des routes d'Afrique du Sud (South African National Roads Agency) un contrat pour la réfection des routes, et nous continuons d'obtenir de cette agence des contrats pour la mise à niveau de l'infrastructure logistique locale.

SYNERGIES DE PRODUITS

Depuis la clôture de la Transaction en août 2012, beaucoup de temps et d'efforts ont été consacrés aux activités en matière de synergie des produits, et nous sommes heureux des progrès enregistrés au chapitre de la coordination, des communications et de la collaboration dans l'ensemble de nos bureaux. L'engagement généralisé du personnel et la communication du plan concernant les synergies de produits créent un environnement et une culture propices à des synergies de revenus florissantes et étayent nos ambitions de croissance interne. Nous avons principalement concentré notre attention sur cinq secteurs clés : industrie, énergie, exploitation minière, aviation et transport, et sur notre programme de gestion de la clientèle mondiale. Toutefois, ces secteurs ne sont pas exclusifs, et nous constatons que la collaboration et le partage des connaissances se font tout naturellement entre les régions, les secteurs, les clients et les services.

La collaboration entre WSP et GENIVAR a déjà permis de réaliser des gains sur le plan des synergies de produits, notamment ceux-ci :

- ▶ Par l'intermédiaire de Smith Carter, firme reconnue comme chef de file mondial de la conception des laboratoires de confinement de haut niveau nécessaires pour lutter contre les maladies infectieuses existantes et émergentes tant chez les humains que chez les animaux, et en collaboration avec l'équipe du R.-U., nous avons obtenu le mandat de consultant principal pour le Pirbright Institute for Animal Health, nouveau laboratoire de confinement de haut niveau, à Woking, Surrey.
- ▶ Grâce aux compétences de la Société dans le domaine de l'aviation, nous avons obtenu un contrat pour la prestation de services d'examen par des pairs du concept du terminal et des infrastructures connexes au New Doha International Airport City, au Qatar, aéroport où WSP travaille depuis 2011.
- ▶ Nous offrirons des services consultatifs spécialisés, entre autres sur la réalisation d'une évaluation environnementale, et effectuerons des études préparatoires nécessaires à des fins de planification des travaux pour le nouveau pont de l'Île des Sœurs, à Montréal, au Canada. Notre équipe assumera également la responsabilité de la conception et des dessins, de la détermination des caractéristiques techniques et de la préparation des documents d'appel d'offres préalables à l'octroi du contrat de construction. Une partie de la présentation faisait état de l'expérience de WSP en matière de conception de passerelles piétonnes pour des ponts qui enjambent des cours d'eau.
- ▶ Nous avons tiré parti des compétences de WSP pour la construction d'établissements de soins de santé en PPP au R.-U. et avons été retenus en tant que spécialistes multidisciplinaires pour deux grands projets d'hôpitaux à Toronto, au Canada (St-Michael's Hospital et Erinoaks Children's Hospital); les deux équipes dirigées par des entrepreneurs travaillent avec WSP sur le marché des établissements de soins de santé au R.-U.
- ▶ Nos compétences combinées en exploitation minière nous ont permis d'obtenir un mandat en Finlande pour Agnico Eagle, client de la Société, à la mine Kittila dans le nord du pays; WSP est très présente en Finlande.
- ▶ Grâce à une soumission présentée par nos équipes industrielles canadienne et suédoise, nous avons obtenu un mandat concernant une usine d'extraction et de traitement de la lignine à Thunder Bay, au Canada. L'élément qui a fait pencher la balance en notre faveur est notre capacité de faire appel à des compétences mondiales.

Notre programme de gestion de la clientèle mondiale fait son chemin à mesure que nous tirons parti de nos excellentes relations avec nos clients internationaux comme Siemens, Oxford Properties, Ericsson, Brookfield Multiplex, Laing O'Rourke, Novozymes, Barclays et CBRE et que nous faisons la preuve de notre capacité d'offrir à nos clients des services intégrés et sans discontinuité, où que soient leurs opérations dans le monde. Enfin, l'excellente relation qu'entretient la Société avec des caisses de retraite canadiennes a permis de soutenir et d'offrir à ces dernières de grandes possibilités, étant donné leur désir croissant d'effectuer des placements directs dans des projets immobiliers et des projets d'infrastructure.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	QUATRIÈME TRIMESTRE			EXERCICE		
	2012 sans les Éléments inhabituels*	2012	2011	2012 sans les Éléments inhabituels*	2012	2011
	POUR LA PÉRIODE DU 30 SEPTEMBRE AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 30 SEPTEMBRE AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 2 OCTOBRE AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE
EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LE NOMBRE D' ACTIONS ET LES DONNÉES PAR ACTION						
Produits	516,5 \$	516,5 \$	172,0 \$	1 257,5 \$	1 257,5 \$	651,9 \$
Moins: Sous-consultants et dépenses directes	104,6 \$	104,6 \$	39,3 \$	237,4 \$	237,4 \$	122,9 \$
Produits nets**	411,9 \$	411,9 \$	132,7 \$	1 020,1 \$	1 020,1 \$	529,0 \$
Coûts liés au personnel	308,4 \$	311,5 \$	92,6 \$	750,4 \$	753,5 \$	371,9 \$
Autres coûts opérationnels ⁽¹⁾	60,5 \$	61,9 \$	18,6 \$	147,6 \$	161,3 \$	67,4 \$
Quote-part du résultat d'entreprises associées	(2,3 \$)	(2,3 \$)	-	(3,3 \$)	(3,3 \$)	-
BAIIA**	45,3 \$	40,8 \$	21,5 \$	125,4 \$	108,6 \$	89,7 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles	8,6 \$	8,6 \$	4,5 \$	24,6 \$	24,6 \$	17,3 \$
Amortissement des immobilisations corporelles	6,4 \$	6,4 \$	2,4 \$	16,2 \$	16,2 \$	8,0 \$
Frais financiers	3,9 \$	3,9 \$	1,0 \$	9,4 \$	9,4 \$	4,4 \$
Quote-part de l'amortissement d'entreprises associées	0,7 \$	0,7 \$	-	0,7 \$	0,7 \$	-
Résultat avant impôt	25,7 \$	21,2 \$	13,6 \$	74,5 \$	57,7 \$	60,0 \$
Impôt sur le résultat (recouvrement)	(1,2 \$)	(2,2 \$)	3,6 \$	12,4 \$	10,7 \$	9,9 \$
Quote-part de l'impôt sur le résultat d'entreprises associées	0,4 \$	0,4 \$	-	0,7 \$	0,7 \$	-
Résultat net		23,0 \$	10,0 \$		46,3 \$	50,1 \$
Attribuable aux :						
- Actionnaires		23,1 \$	10,0 \$		46,3 \$	50,1 \$
- Participations ne donnant pas le contrôle		(0,1 \$)	-		-	-
Résultat net de base et dilué par action		0,45 \$	0,37 \$		1,15 \$	1,91 \$
Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions	51 000 772	51 000 772	26 841 888	40 312 474	40 312 474	26 233 234

* Les résultats financiers sont présentés avant l'effet des Éléments inhabituels expliqués dans la section « Résumé de la Transaction avec WSP ».

** Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

(1) Les autres coûts opérationnels incluent les gains et pertes de change sur les opérations et les revenus d'intérêts.

PRODUITS

La performance financière et les résultats de la Société devraient être mesurés et analysés par rapport aux produits générés par les honoraires, soit les produits nets, puisque les coûts directs recouvrables peuvent varier de manière significative d'un contrat à l'autre et ne sont pas représentatifs des services d'experts-conseils. Les produits nets sont définis comme étant les produits moins les coûts liés aux sous consultants et les coûts directs recouverts directement auprès des clients.

Le tableau qui suit présente l'accroissement des produits nets entre 2010 et 2012.

PRODUITS NETS *(en millions)*



La Société a augmenté ses produits par l'entremise d'acquisitions d'entreprises. En plus de la Transaction, la Société a acquis cinq autres entités en 2012, comparativement à dix en 2011.

Le 1^{er} janvier 2012, la Société a acquis toutes les actions en circulation de Consultores Regionales Asociados - CRA S.A.S. (« CRA »), ajoutant ainsi 340 employés au personnel de la Société. CRA, une des principales firmes de la Colombie en termes de taille et de réputation, est une firme de services professionnels spécialisés dans les domaines du génie civil, de l'énergie et des télécommunications basée à Bogotá, en Colombie. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de croissance internationale de la Société. Elle représente une plate-forme idéale dans cette région afin d'établir et d'élargir les activités de la Société dans toutes les industries.

Le 26 février 2012, la Société a acquis toutes les actions en circulation de Les Investissements R.J. inc. (« Investissements R.J. »), ajoutant ainsi 10 employés à son personnel. Cette firme d'ingénierie est basée au Québec et est spécialisée dans le domaine du génie mécanique et électrique. Cette nouvelle expertise permet à la Société de répondre à la demande grandissante dans le secteur du bâtiment.

Le 29 février 2012, la Société a acquis toutes les actions en circulation de GRB Engineering Ltd. (« GRB »), ajoutant ainsi 80 employés à son personnel. GRB est une firme d'ingénierie de Calgary qui est spécialisée dans les services de génie et de gestion de projets pour l'industrie des hydrocarbures. Cette acquisition s'inscrit parfaitement dans la stratégie de croissance de la Société et renforce sa position de chef de file en Alberta ainsi que dans l'industrie des hydrocarbures.

Le 14 mars 2012, la Société et une entité ad hoc contrôlée par celle-ci ont acquis toutes les actions en circulation de Smith Carter Architects and Engineers Inc. et de Smith Carter (USA) LLC, collectivement « Smith Carter », ajoutant ainsi 190 employés. Smith Carter est un chef de file international dans les domaines de la conception architecturale intégrée et du génie. Ce groupe a son siège social à Winnipeg et possède d'autres bureaux à Calgary et Ottawa, au Canada, ainsi qu'à Atlanta et Washington, D.C., aux États-Unis. Smith Carter a conçu certains des immeubles les plus complexes dans le monde entier dans les environnements les plus difficiles. Avec la conclusion de cette transaction, la Société a atteint deux objectifs d'expansion, soit de renforcer la présence de la Société dans l'Ouest canadien et de pénétrer le marché américain.

Le 15 juin 2012, une entité ad hoc contrôlée par la Société a acquis toutes les actions en circulation de North 46 Architecture Inc. (« North 46 »), une firme du Canada Atlantique spécialisée en architecture, ce qui a permis à la Société de renforcer sa présence dans les domaines de l'architecture et de l'ingénierie à l'Île-du-Prince-Édouard.

Les tableaux suivants résument l'incidence de la croissance par acquisitions et de la croissance interne sur les produits et les produits nets:

PRODUITS

EN MILLIONS DE DOLLARS SAUF LES POURCENTAGES	QUATRIÈME TRIMESTRE		EXERCICE	
	Variation 2012 contre 2011	%	Variation 2012 contre 2011	%
Croissance par acquisitions ⁽¹⁾	362,1 \$	210,5 %	624,0 \$	95,7 %
Croissance interne ⁽¹⁾	(17,6 \$)	(10,2 %)	(18,4 \$)	(2,8 %)
Augmentation totale	344,5 \$	200,3 %	605,6 \$	92,9 %

PRODUITS NETS

EN MILLIONS DE DOLLARS SAUF LES POURCENTAGES	QUATRIÈME TRIMESTRE		EXERCICE	
	Variation 2012 contre 2011	%	Variation 2012 contre 2011	%
Croissance par acquisitions ⁽¹⁾	280,8 \$	211,6 %	492,6 \$	93,1 %
Croissance interne ⁽¹⁾	(1,6 \$)	(1,2 %)	(1,5 \$)	(0,3 %)
Augmentation totale	279,2 \$	210,4 %	491,1 \$	92,8 %

(1) La croissance par acquisitions est calculée à partir de la moyenne des produits trimestriels de l'entreprise acquise à la date d'acquisition. La croissance totale de la Société qui excède la croissance par acquisitions est présentée à titre de croissance interne.

Dans l'ensemble, pour 2012, la croissance par acquisitions des produits et produits nets, qui surpasse la fourchette cible de 10 % à 15 % de la Société, est attribuable en grande partie aux produits générés par WSP à la suite de son acquisition.

En 2012, la Société a aussi connu une croissance interne négative sur les produits nets de 1,2 % pour le quatrième trimestre et aucune croissance interne pour l'exercice. En dépit de conditions économiques difficiles dans certains marchés et régions, nous sommes heureux de la performance globale de notre entreprise. Pour le quatrième trimestre et l'exercice 2012, WSP a généré des croissances internes sur les produits nets de 8,2 % et 4,9 %, respectivement, comparativement à la même période de 2011.

CHARGES

À la suite de la Transaction, la Société a analysé la manière dont les deux entités présentaient les résultats opérationnels dans leurs états financiers respectifs. Depuis le troisième trimestre de 2012, la Société a modifié son compte de résultat afin de permettre une meilleure compréhension de la nature des charges engagées par l'entité combinée. Par conséquent, depuis le troisième trimestre de 2012, la marge brute n'est plus présentée. Les données comparatives des périodes précédentes ont été ajustées pour tenir compte de la nouvelle présentation. Ces modifications n'ont pas eu d'incidence sur les tableaux des flux de trésorerie et sur le résultat global et sont seulement liées aux obligations d'information.

Dans le présent rapport de gestion, les charges opérationnelles se composent de deux éléments majeurs, soit les coûts liés au personnel et les autres coûts opérationnels. Les coûts liés au personnel comprennent les coûts de main d'œuvre pour tous les employés de la Société relatifs à la prestation de services de consultation et à l'exécution de projets et au personnel administratif. Les autres coûts opérationnels incluent des coûts fixes tels que, sans toutefois s'y limiter, les charges locatives, les coûts non recouvrables liés à la prestation de services aux clients, les coûts de technologie, les frais liés aux assurances professionnelles, le gain ou la perte de change et les revenus d'intérêts. Les autres coûts opérationnels incluent également les coûts de transaction et d'intégration liés aux acquisitions d'entreprises.

Finalement, la Société engage d'autres charges comme l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, ainsi que les frais financiers. Le BAIIA et le résultat net, exprimés en tant que pourcentage des produits nets, sont quelques-uns des indicateurs-clés de performance analysés par la Direction.

Le tableau qui suit résume les résultats opérationnels de la Société exprimés en tant que pourcentage des produits nets pour les quatrièmes trimestres et les exercices 2012 et 2011.

	QUATRIÈME TRIMESTRE			EXERCICE		
	2012 sans les Éléments inhabituels*	2012	2011	2012 sans les Éléments inhabituels*	2012	2011
	POUR LA PÉRIODE DU 30 SEPTEMBRE AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 30 SEPTEMBRE AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 2 OCTOBRE AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE
POURCENTAGE DES PRODUITS NETS						
Produits nets**	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Coûts liés au personnel	74,9 %	75,7 %	69,8 %	73,5 %	73,9 %	70,3 %
Autres coûts opérationnels	14,7 %	15,0 %	14,0 %	14,5 %	15,8 %	12,7 %
Quote-part du résultat d'entreprises associées	(0,6 %)	(0,6 %)	-	(0,3 %)	(0,3 %)	-
BAIIA**	11,0 %	9,9 %	16,2 %	12,3 %	10,6 %	17,0 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	2,1 %	2,1 %	3,4 %	2,4 %	2,4 %	3,3 %
Amortissement des immobilisations corporelles	1,6 %	1,6 %	1,8 %	1,6 %	1,6 %	1,5 %
Frais financiers	0,9 %	0,9 %	0,8 %	0,9 %	0,9 %	0,8 %
Quote-part dans l'amortissement d'entreprises associées	0,2 %	0,2 %	-	0,1 %	0,1 %	-
Impôt sur le résultat (recouvrement)	(0,2 %)	(0,5 %)	2,7 %	1,2 %	1,1 %	1,9 %
Résultat net	6,4 %	5,6 %	7,5 %	6,1 %	4,5 %	9,5 %

* Les résultats financiers sont présentés avant l'effet des Éléments inhabituels expliqués dans la section « Résumé de la Transaction avec WSP ».

** Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

BAIIA

Le BAIIA sans les Éléments inhabituels a augmenté de 110,7 % au cours du quatrième trimestre de 2012 comparativement à la même période de 2011. En tant que pourcentage des produits nets, le BAIIA sans les Éléments inhabituels était de 11,0 % pour le quatrième trimestre de 2012 par rapport à 16,2 % pour le même trimestre en 2011. La marge totale du BAIIA était de 9,9 % pour le quatrième trimestre de 2012. La diminution de la marge du BAIIA peut principalement s'expliquer par la stratégie d'acquisition de la Société, puisqu'elle opère dans de nouveaux pays présentant dans certaines régions des marges du BAIIA plus basses.

BAIIA SANS LES ÉLÉMENTS INHABITUELS *(en millions)*



Sur une base annuelle, le BAIIA sans les Éléments inhabituels a atteint 125,4 M\$ en 2012, comparativement à 89,7 M\$ pour la période correspondante de 2011.

Pour l'exercice 2012, la Société a réalisé une marge du BAIIA de 12,3 % sans les Éléments inhabituels, comparativement à 17,0 % pour la même période de 2011. L'acquisition de WSP a eu une incidence directe sur la marge du BAIIA pour l'exercice puisque les opérations au R.-U., aux États-Unis et dans le Reste du monde présentent des marges plus faibles.

FRAIS FINANCIERS

La stratégie de croissance et les activités générales de la Société requièrent périodiquement du financement. En conséquence, des facilités de crédit de 400,0 M\$ ont été négociées en juin 2012, permettant à la Société d'atteindre certains de ses objectifs opérationnels et de croissance et de conclure la Transaction. Généralement, elle utilise ses facilités de crédit afin d'acquies de nouvelles entreprises et de gérer son fonds de roulement. Au cours de l'exercice 2012, les facilités de crédit de la Société ont été principalement utilisées pour rembourser la facilité de crédit principale de WSP, d'un total de 151,5 M\$. Les frais financiers exprimés en tant que pourcentage des produits nets sont stables en 2012 et en 2011 puisque la Société présente un équilibre similaire entre les dettes et les capitaux propres.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Au cours du quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2012, la Société a enregistré un recouvrement d'impôt sur le résultat de 2,2 M\$ comparativement à une charge d'impôt de 3,6 M\$ pour la même période en 2011. La Société a enregistré un recouvrement d'impôt sur le résultat à la suite d'une diminution du taux d'imposition statutaire des sociétés en Suède, où elle a généré des résultats opérationnels et a des passifs d'impôt différé qui seront présentés à un taux d'imposition plus bas.

Pour l'exercice 2012, la Société a constaté un montant de 10,7 M\$ en tant que charge d'impôt sur le résultat, comparativement à 9,9 M\$ en 2011. Tel que mentionné au cours des trimestres précédents, un recouvrement d'impôt différé de 7,2 M\$ ou 0,28 \$ par action avait été comptabilisé dans les comptes consolidés de résultat au cours du premier trimestre de 2011, diminuant de façon artificielle la charge d'impôt sur le résultat pour l'exercice 2011. Sans l'incidence de ce recouvrement d'impôt différé, la charge d'impôt sur le résultat aurait été de 17,1 M\$ ou 0,65 \$ par action pour l'exercice 2011, représentant un taux d'impôt effectif de 28,5 %. En 2012, le taux d'impôt effectif présenté dans les états financiers de la Société est plus bas qu'anticipé. En effet, la Société a enregistré au cours du quatrième trimestre un recouvrement d'impôt afin de refléter la diminution de 4,3 % du taux d'imposition en Suède. Les Éléments inhabituels enregistrés en 2012 ont augmenté la charge d'impôt sur le résultat pour l'exercice.

RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net de la Société pour le quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2012 s'est élevé à 23,0 M\$ ou 0,45 \$ de base et dilué par action comparativement à un résultat net de 10,0 M\$ ou 0,37 \$ de base et dilué par action pour le même trimestre de 2011. Pour le quatrième trimestre de 2012, la Société a enregistré des gains de change totaux de 0,1 M\$ comparativement à une perte de change de 0,6 M\$ pour la même période de 2011, ce qui explique une variation du résultat net de 0,7 M\$. De plus, un montant additionnel de 2,0 M\$ en amortissement des immobilisations incorporelles, excluant les logiciels, a été enregistré au cours du quatrième trimestre de 2012, à la suite de la comptabilisation d'immobilisations incorporelles créées par l'acquisition de WSP, ce qui a directement touché le résultat net.

Pour l'exercice 2012, le résultat net de la Société était de 46,3 M\$ ou 1,15 \$ par action comparativement à 50,1 M\$ ou 1,91 \$ par action pour l'exercice 2011. En 2012, la Société a comptabilisé des pertes de change de 2,0 M\$ comparativement à un gain de change de 1,0 M\$ pour la période correspondante de 2011, ce qui a eu une influence négative sur le résultat net. Le résultat net pour les exercices 2012 et 2011 a également été affecté par les Éléments inhabituels. Cependant, les Éléments inhabituels de 2012 ne peuvent être comparés à ceux de 2011, et le résultat net ne reflète pas les résultats opérationnels de la Société pour 2012 et 2011.

Le résultat par action est une mesure couramment utilisée pour mesurer la performance d'une société. Cependant, la Direction est d'avis que dans le cas de sociétés procédant à de multiples acquisitions ou à des regroupements, notamment dans le domaine du génie et de la construction, le BAIIA, les fonds provenant des opérations et les flux de trésorerie disponibles par action sont des mesures plus efficaces pour évaluer la performance de ces sociétés. Certaines de ces mesures sont présentées plus loin dans le présent rapport.

RÉSULTAT NET AJUSTÉ ET RÉSULTAT NET AJUSTÉ PAR ACTION

L'objectif de la Société est d'éliminer les éléments non récurrents qui ont une incidence significative sur les résultats financiers. La Direction a donc décidé de présenter un résultat net ajusté qui élimine l'incidence des Éléments inhabituels significatifs non récurrents tels que les coûts de transaction pour l'acquisition de WSP, les coûts d'intégration et de restructuration liés à l'intégration de la division Environnement et Énergie et des entreprises américaines de WSP, ainsi que du recouvrement d'impôt différé comptabilisé en janvier 2011, à la suite du plan d'arrangement.

Le tableau qui suit concilie le résultat net présenté dans les états financiers consolidés de la Société avec le résultat net ajusté :

CONCILIATION DU RÉSULTAT NET ET DU RÉSULTAT NET AJUSTÉ

	QUATRIÈME TRIMESTRE		EXERCICE	
	2012	2011	2012	2011
EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION				
	POUR LA PÉRIODE DU 30 SEPTEMBRE AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 2 OCTOBRE AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE
Résultat net	23,0 \$	10,0 \$	46,3 \$	50,1 \$
Coûts liés à la Transaction avec WSP*	-	-	12,3 \$	-
Coûts d'intégration et de restructuration*	4,5 \$	-	4,5 \$	-
Impôt sur le résultat lié aux coûts liés à la Transaction, aux coûts d'intégration et de restructuration*	(1,0 \$)	-	(1,7 \$)	-
Recouvrement d'impôt différé	-	-	-	(7,2 \$)
Résultat net ajusté**	26,5 \$	10,0 \$	61,4 \$	42,9 \$
Résultat net ajusté par action**	0,52 \$	0,37 \$	1,52 \$	1,64 \$

* Les coûts liés à la Transaction avec WSP et les coûts d'intégration et de restructuration sont expliqués dans la section « Résumé de la Transaction avec WSP ».

** Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Le résultat net du quatrième trimestre a été touché par les coûts d'intégration et de restructuration de 4,5 M\$. Le résultat net ajusté était de 26,5 M\$ ou 0,52 \$ par action comparativement à 10,0 M\$ ou 0,37 \$ par action pour l'exercice 2011. Le résultat net ajusté pour l'exercice 2012 était de 61,4 M\$ ou 1,52 \$ par action comparativement à 42,9 M\$ ou 1,64 \$ par action en 2011, ce qui représente une augmentation de 43,1 %, principalement expliquée par les résultats opérationnels de WSP. Sans l'incidence du gain et de la perte de change, l'augmentation du résultat net ajusté aurait été de 21,5 M\$ entre 2011 et 2012 ou 0,09 \$ par action.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

EN MILLIONS DE DOLLARS	2012	2011	Variation
	AU 31 DÉCEMBRE	AU 31 DÉCEMBRE	\$
Actif total	1 812,0 \$	726,0 \$	1 086,0 \$
Passifs financiers ⁽¹⁾	254,8 \$	74,3 \$	180,5 \$
Moins: Trésorerie et équivalents	(127,7 \$)	(144,0 \$)	16,3 \$
Dette nette (trésorerie nette)	127,1 \$	(69,7 \$)	196,8 \$

(1) Les passifs financiers sont constitués du prêt, des notes à payer, des soldes à payer aux anciens actionnaires, des obligations en vertu de contrats de location-financement, des autres obligations et des dettes à long terme, incluant leur partie courante, du découvert bancaire et des avances bancaires.

La situation financière de la Société demeure solide avec des capitaux propres atteignant 919,1 M\$, en hausse par rapport aux 501,4 M\$ de l'exercice précédent. Cette hausse découle de l'acquisition de WSP et de l'émission le 1^{er} août 2012 de 17 585 610 actions ordinaires au montant de 24,00 \$ par action pour un montant brut de 422,1 M\$.

Au 31 décembre 2012, la Société présente un état de la situation financière avec un bon équilibre entre les dettes et les capitaux propres. Elle a une dette nette de 127,1 M\$. Le ratio de la dette nette par rapport au BAIIA sur douze mois continus combiné de la Société s'élevait à 0,8x, ce qui représente une amélioration significative depuis la Transaction réalisée le 1^{er} août 2012.

DIVIDENDES

Depuis le début de 2011, la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,375 \$ par action ordinaire. Le dividende le plus récent a été déclaré en novembre 2012 et versé en janvier 2013. Les dividendes totaux déclarés au cours du quatrième trimestre de 2012 étaient de 19,1 M\$ comparativement à 12,2 M\$ pour la période correspondante de 2011. À la fin du quatrième trimestre de 2012, 51 056 441 actions étaient émises et en circulation comparativement à 50 751 899 actions au 29 septembre 2012. Au cours du quatrième trimestre, une partie du dividende payé du troisième trimestre a été réinvesti en 304 542 actions ordinaires en vertu du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »). Les porteurs de 19 059 466 actions, représentant 37,3 % de toutes les actions en circulation en date du 31 décembre 2012, ont choisi de participer au RRD. De ce fait, des dividendes totaux payés en janvier 2013, 7,1 M\$ ont été réinvestis en actions de la Société. La sortie nette de trésorerie pour la Société a donc été de 12,0 M\$ pour le paiement du dividende du quatrième trimestre.

La Société a déclaré, pour les exercices 2012 et 2011, des dividendes de 1,50 \$ par action, représentant 62,8 M\$ en 2012 comparativement à 41,6 M\$ pour la même période en 2011. Au cours de l'exercice 2012, le nombre d'actions en circulation a augmenté considérablement puisque tous les reçus de souscription émis en juin 2012, à la suite d'une prise ferme et d'un placement privé, ont été automatiquement convertis en actions ordinaires de la Société à la suite de la clôture de la Transaction le 1^{er} août 2012, augmentant de 17 585 610 le nombre d'actions en circulation.

Le Conseil d'administration (« Conseil ») a déterminé que le niveau actuel du dividende trimestriel est approprié en fonction des résultats actuels de la Société et des exigences financières pour les opérations de la Société. Il est actuellement prévu que le dividende demeure au même niveau, mais est sujet à l'évaluation réalisée par le Conseil des exigences futures, de la performance financière, de la liquidité, des perspectives et d'autres facteurs jugés pertinents. Le paiement de chaque dividende trimestriel demeurera sujet à la déclaration de ce dividende par le Conseil. Le montant actuel de chaque dividende trimestriel, de même que chaque date de déclaration, date d'enregistrement et date de paiement est à la discrétion du Conseil. Certains renseignements contenus dans la présente section représentent des énoncés prospectifs. Veuillez vous référer à la section « Énoncés prospectifs » du présent rapport.

CARNET DE COMMANDES

Au 31 décembre 2012, le carnet de commandes, lequel représente les produits à recevoir de contrats signés non exécutés, s'est établi à 1 420,6 M\$ et incluait 880,0 M\$ des entités de WSP, ce qui représente une augmentation de 1 011,0 M\$ ou 246,8 % pour le quatrième trimestre de 2012, comparativement à un carnet de commandes de 409,6 M\$ au 31 décembre 2011. Le carnet de commandes du quatrième trimestre de 2012 a augmenté de 60,6 M\$ comparativement aux 1 360,0 M\$ enregistrés à la fin du troisième trimestre de 2012. Au 31 décembre 2012, le carnet de commandes représentait environ 8,9 mois de travail assuré et incluait 8,8 mois pour le travail à venir de WSP. La Société avait des produits prévus de 455,0 M\$ non inclus dans le carnet de commandes. Ces produits proviennent de plusieurs contrats maîtres signés avec des clients, mais pour lesquels la valeur du travail à effectuer n'est pas spécifiée.

CARNET DE COMMANDES (en millions)



FONDS PROVENANT DES OPÉRATIONS ET FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

	QUATRIÈME TRIMESTRE			EXERCICE	
	2012 sans Éléments inhabituels*	2012	2011	2012 sans Éléments inhabituels*	2011
EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION ET LE NOMBRE D'ACTIONS					
	POUR LA PÉRIODE DU 30 SEPTEMBRE AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 30 SEPTEMBRE AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 2 OCTOBRE AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	106,9 \$	101,8 \$	53,1 \$	109,1 \$	72,4 \$
Excluant:					
Variation des éléments du fonds de roulement sans effet sur la trésorerie	(59,7 \$)	(59,1 \$)	(36,6 \$)	0,1 \$	(4,6 \$)
Fonds provenant des opérations**	47,2 \$	42,7 \$	16,5 \$	109,2 \$	67,8 \$
Fonds provenant des opérations par action**	0,93 \$	\$0,84 \$	0,61 \$	2,71 \$	2,58 \$
Moins:					
Variation des éléments du fonds de roulement sans effet sur la trésorerie	59,7 \$	59,1 \$	36,6 \$	(0,1 \$)	4,6 \$
Dépenses en immobilisations	(8,7 \$)	(8,7 \$)	(6,0 \$)	(19,6 \$)	(12,4 \$)
Flux de trésorerie disponibles**	98,2 \$	93,1 \$	47,1 \$	89,5 \$	60,0 \$
Flux de trésorerie disponibles par action**	1,93 \$	1,83 \$	1,75 \$	2,22 \$	2,29 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions	51 000 772	51 000 772	26 841 888	40 312 474	26 233 234

* Les fonds provenant des opérations et les flux de trésorerie disponibles sont présentés avant l'effet sur les flux de trésorerie des Éléments inhabituels, tel qu'expliqué dans la section « Résumé de la Transaction avec WSP ».

** Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

FONDS PROVENANT DES OPÉRATIONS

Les fonds provenant des opérations constituent une mesure utilisée par la Société pour fournir à la Direction et aux investisseurs un indicateur des fonds générés par les activités opérationnelles avant la variation des éléments du fonds de roulement sans effet sur la trésorerie.

Pour le quatrième trimestre de 2012, la Société a généré des fonds provenant des opérations s'élevant à 42,7 M\$ ou 0,84 \$ par action comparativement à 16,5 M\$ ou 0,61 \$ par action pour la même période en 2011. Elle a généré suffisamment de fonds provenant des opérations pour payer un dividende trimestriel de 0,375 \$ par action aux actionnaires. Si la Société avait exclu les Éléments inhabituels et leur incidence sur les flux de trésorerie, les fonds provenant des opérations générés au cours du quatrième trimestre auraient été plus élevés de 0,09 \$ par action. La baisse du délai de recouvrement a entraîné une augmentation de la trésorerie générée par les opérations pour le trimestre.

Les fonds provenant des opérations générés au cours de l'exercice 2012 se sont élevés à 109,2 M\$ ou 2,71 \$ par action sans les Éléments inhabituels ou 92,4 M\$ ou 2,29 \$ par action, comparativement à 67,8 M\$ ou 2,58 \$ par action en 2011. Les fonds provenant des opérations, sans les Éléments inhabituels, générés pour l'exercice 2012 ont été suffisants pour déclarer des dividendes totaux de 1,50 \$ par action ordinaire.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Les flux de trésorerie disponibles constituent un indicateur de la capacité de la Société à continuer de générer des liquidités discrétionnaires grâce aux activités opérationnelles. Ils sont définis comme les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, déduction faite des dépenses en immobilisations effectuées à titre d'entretien qui sont des sorties de trésorerie récurrentes d'un trimestre à l'autre. Les flux de trésorerie disponibles correspondent donc aux flux de trésorerie de la période qui sont disponibles pour les fournisseurs de capitaux, soit les créanciers et les actionnaires.

Pour le quatrième trimestre de 2012, les flux de trésorerie disponibles de la Société s'élevaient à 93,1 M\$ ou 1,83 \$ par action comparativement à 47,1 M\$ ou 1,75 \$ par action pour la période correspondante de 2011. Les Éléments inhabituels payés de 5,1 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2012 ont eu une incidence négative sur les flux de trésorerie disponibles de 0,10 \$ par action. L'augmentation des flux de trésorerie disponibles s'explique principalement par la baisse du délai de recouvrement au cours du quatrième trimestre de 2012. Pour l'exercice 2012, les flux de trésorerie disponibles étaient de 76,4 M\$ ou 1,90 \$ par action comparativement à 60,0 M\$ ou 2,29 \$ par action pour la même période de 2011. Le paiement de certains des Éléments inhabituels a eu une incidence directe sur les flux de trésorerie disponibles pour les créanciers et les actionnaires pour le quatrième trimestre et l'exercice 2012. Sans ces éléments, les flux de trésorerie disponibles pour le quatrième trimestre et l'exercice 2012 auraient été de 98,2 M\$ ou 1,93 \$ par action et de 89,5 M\$ ou 2,22 \$ par action, respectivement. La Société a généré suffisamment de flux de trésorerie disponibles pour déclarer et payer des dividendes totaux de 1,50 \$ par action.

LIQUIDITÉS

	QUATRIÈME TRIMESTRE		EXERCICE	
	2012	2011	2012	2011
	POUR LA PÉRIODE DU 30 SEPTEMBRE AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 2 OCTOBRE AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE
EN MILLIONS DE DOLLARS				
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	101,8 \$	53,1 \$	96,0 \$	72,4 \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(23,8 \$)	84,5 \$	339,5 \$	74,0 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(7,3 \$)	(14,0 \$)	(459,8 \$)	(29,4 \$)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents	1,9 \$	(0,1 \$)	1,6 \$	-
Variation nette de la trésorerie	72,6 \$	123,5 \$	(22,7 \$)	117,0 \$
Dividendes payés	12,3 \$	9,9 \$	42,7 \$	41,6 \$
Dépenses en immobilisations	8,7 \$	6,0 \$	19,6 \$	12,4 \$

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Au cours du quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2012, les activités opérationnelles ont généré 101,8 M\$ de trésorerie comparativement à 53,1 M\$ pour la même période de 2011. Pour le quatrième trimestre de 2012, le BAIIA s'est élevé à 40,8 M\$, comparativement à 21,5 M\$ pour la même période en 2011, ce qui représente une variation positive de la trésorerie de 19,3 M\$, provenant principalement du BAIIA généré par les opérations de WSP pour le quatrième trimestre. La Société a eu un recouvrement d'impôt sur le résultat de 5,1 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2012 par rapport à des impôts payés de 5,0 M\$ pour la même période de 2011, ce qui représente une amélioration de la trésorerie de 10,1 M\$. Au cours du trimestre, la Société a effectué des cotisations aux régimes de retraite à prestations définies de 1,9 M\$ liées aux régimes de retraite de WSP. Au cours du quatrième trimestre de 2012, les éléments du fonds de roulement sans effet sur la trésorerie ont eu une incidence positive significative sur les flux de trésorerie totalisant 59,1 M\$ comparativement à 36,6 M\$ pour la même période de 2011, représentant une amélioration de 22,5 M\$ de la trésorerie disponible pour la Société.

Pour l'exercice, les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont augmenté de 23,6 M\$, passant de 72,4 M\$ en 2011 à 96,0 M\$ en 2012. Le BAIIA s'élevait à 108,6 M\$ pour l'exercice 2012 comparativement à 89,7 M\$ pour la même période de 2011, ce qui a eu une incidence positive de 18,9 M\$ sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. En 2012, la Société a payé 11,8 M\$ d'impôt sur le résultat comparativement à 21,8 M\$ pour la même période de 2011, représentant une amélioration de 10,0 M\$ de la trésorerie. À la suite de la Transaction, la Société a versé des cotisations monétaires aux régimes de retraite à prestations définies de 4,0 M\$. Les éléments sans effet sur le fonds de roulement n'ont pas eu d'incidence significative sur les flux de trésorerie pour l'exercice 2012 comparativement à l'exercice 2011.

Le délai de recouvrement représentait environ 97 jours de ventes annuelles, ce qui est inférieur à celui du trimestre précédent de 10 jours et inférieur de 15 jours à celui du quatrième trimestre de 2011. Le délai de recouvrement pour les opérations de WSP était de 93 jours à la fin du trimestre. La Direction a travaillé fort au cours de l'exercice pour réaliser son objectif d'atteindre un délai de recouvrement de moins de 100 jours avant la fin de l'exercice.

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Au cours du quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2012, les activités de financement ont utilisé 23,8 M\$ de trésorerie comparativement à 84,5 M\$ générés pour la même période de 2011. En décembre 2011, la Société avait émis 6 500 000 actions ordinaires à la suite d'un placement privé, pour un produit net de 154,4 M\$. La Société avait également remboursé une partie de ses facilités de crédit en 2011, diminuant de 53,9 M\$ la trésorerie disponible comparativement à 6,5 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2012. Le paiement de dividende a augmenté de 2,4 M\$, passant de 9,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011 à 12,3 M\$ pour le même trimestre de 2012, ce qui explique une diminution de la trésorerie pour le même montant.

Pour l'exercice 2012, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont généré 339,5 M\$ comparativement à 74,0 M\$ en 2011. La Société a utilisé 158,1 M\$ de ses facilités de crédit, excluant le remboursement des avances bancaires de WSP totalisant 151,5 M\$, qui n'ont pas eu d'incidence significative sur les flux de trésorerie, comparativement à 4,3 M\$ pour la période correspondante de 2011. Elle a payé des dividendes aux actionnaires au cours des deux années, pour un total approximatif de 42,0 M\$. Pour 2012, la Société a émis des actions ordinaires pour un montant total de 401,3 M\$, attribuable en grande partie à la conversion des reçus de souscription émis lors de la Transaction, comparativement à un montant total de 155,3 M\$ pour la même période de 2011. Le montant de 2011 était principalement lié au placement privé réalisé en décembre 2011 auprès de deux institutions canadiennes.

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie utilisés dans les activités d'investissement ont été de 7,3 M\$ pour le quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2012 comparativement à 14,0 M\$ pour la période correspondante de 2011. Au cours du quatrième trimestre de 2011, la Société avait investi 7,9 M\$ pour les acquisitions d'entreprises alors qu'au cours du même trimestre de 2012, elle n'a effectué aucune acquisition. La Société a acquis des immobilisations incorporelles et corporelles pour environ 8,7 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2012 comparativement à 6,0 M\$ pour la même période de 2011, ce qui augmente les flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement. Ces dépenses en immobilisations sont nécessaires pour mettre à niveau la technologie, les systèmes et l'équipement utilisés par les employés.

En 2012, les flux de trésorerie utilisés dans les activités d'investissement ont atteint 459,8 M\$ comparativement à 29,4 M\$ en 2011. En 2012, la Société a réalisé des acquisitions d'entreprises pour un montant total de 408,0 M\$, principalement dans le cadre de l'acquisition de WSP, comparativement à 19,9 M\$ pour 2011. En 2012, la Société a utilisé un montant de 33,6 M\$ de la trésorerie avant la clôture de la Transaction pour investir dans d'autres sociétés, la majorité de ce montant étant utilisé pour le premier investissement dans les actions de WSP. La Société a acquis environ 19,6 M\$ en immobilisations incorporelles et corporelles au cours de l'exercice 2012 comparativement à 12,4 M\$ pour la même période de 2011, augmentant les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement.

RESSOURCES EN CAPITAL

POSITION NETTE DE TRÉSORERIE

Au 31 décembre 2012, la position nette de trésorerie de la Société était négative et s'élevait à 91,4 M\$ tel que détaillé ci-dessous:

EN MILLIONS DE DOLLARS	2012	2011
	AU 31 DÉCEMBRE	AU 31 DÉCEMBRE
Trésorerie et équivalents	127,7 \$	144,0 \$
Découvert bancaire	(6,4 \$)	-
Avances bancaires	(212,7 \$)	(50,0 \$)
Position nette de trésorerie	(91,4 \$)	94,0 \$

À la fin de décembre 2012, la position nette de trésorerie de la Société était inférieure à celle enregistrée à la fin de l'exercice 2011. Cette diminution est due au fait qu'au cours de 2012, la Société a acquis toutes les actions en circulation de WSP, refinancé les dettes de WSP avec ses facilités de crédit et payé des dividendes aux actionnaires. En 2011, la trésorerie était élevée à la suite du placement privé réalisé en décembre 2011. À la fin de décembre 2012, les facilités de crédit et la trésorerie disponibles permettront à la Société de verser des dividendes aux actionnaires et de considérer des acquisitions d'entreprises potentielles.

FACILITÉS DE CRÉDIT

Le 7 juin 2012, la Société a signé de nouvelles facilités de crédit avec un syndicat bancaire, procurant ainsi une facilité de crédit renouvelable d'un maximum de 400,0 M\$. Les facilités de crédit sont disponibles pour (i) le financement d'une tranche de la contrepartie payable à la date de clôture de la Transaction, (ii) le remboursement des sommes dues aux termes de la convention de crédit existante, (iii) le refinancement de la totalité ou d'une partie de la dette existante de WSP, (iv) le financement des coûts liés à la Transaction, (v) le financement des futures acquisitions d'entreprises et (vi) le financement général, incluant le financement du fonds de roulement et des dépenses en immobilisations.

En vertu des facilités de crédit, la Société peut émettre des lettres de crédit irrévocables dans la limite du maximum de 40,0 M\$, diminuant d'autant ses facilités de crédit disponibles. Au 31 décembre 2012, la Société a émis, dans le cours normal de ses activités, des lettres de crédit irrévocables totalisant 3,6 M\$ pour ses propres engagements, diminuant d'autant ses facilités de crédit disponibles.

Les facilités de crédit renouvelables ont un terme de quatre ans et viennent à échéance en juin 2016. Après la date d'échéance, elles peuvent être reconduites pour une période supplémentaire d'un an, sous réserve de l'approbation préalable des prêteurs.

Les facilités de crédit sont garanties par une hypothèque de premier rang sur l'universalité des biens meubles de la Société et de certaines de ses filiales. Elles portent intérêt au taux préférentiel canadien, au taux de base américain et au TIOL plus une marge allant jusqu'à un maximum de 2,5 %, dépendamment du type d'avances et des ratios financiers de la Société, tels que définis dans l'entente. La Société paie une commission d'engagement négociée sur les facilités de crédit disponibles.

En vertu des facilités de crédit, la Société est dans l'obligation, entre autres conditions, de satisfaire à certaines clauses restrictives sur une base consolidée. Les principales clauses se rattachent aux ratios de la dette nette consolidée sur le BAIIA consolidé et de la couverture des charges fixes. La Direction s'assure trimestriellement de la conformité de la Société aux clauses restrictives dans le cadre des exigences de dépôt prévues dans l'entente de crédit. Toutes les clauses étaient respectées au 31 décembre 2012.

À la date d'acquisition, WSP possédait une facilité de crédit auprès d'un syndicat bancaire de 238,2 M\$ (152,5 M€) et certaines facilités additionnelles avec des banques locales dans les pays où elle opère. Au cours du troisième trimestre de 2012, les facilités de crédit ont été utilisées pour payer la facilité de crédit principale de WSP. Cette facilité a été fermée peu après l'acquisition. Au 31 décembre 2012, la Société avait des facilités de crédit disponibles provenant des acquisitions totalisant 8,8 M\$, desquelles 1,4 M\$ étaient inutilisés à la fin de l'exercice. Au 31 décembre 2012, la Société disposait de facilités de crédit inutilisées de 185,1 M\$.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	TOTAL	2012				2011			
		T4*	T3	T2*	T1	T4	T3	T2	T1
EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION	DOUZE MOIS	POUR LA PÉRIODE DU 30 SEPTEMBRE AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{er} JUILLET AU 29 SEPTEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{er} AVRIL AU 30 JUIN	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{er} JANVIER AU 31 MARS	POUR LA PÉRIODE DU 2 OCTOBRE AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 3 JUILLET AU 1 ^{er} OCTOBRE	POUR LA PÉRIODE DU 3 AVRIL AU 2 JUILLET	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{er} JANVIER AU 2 AVRIL
RÉSULTATS OPÉRATIONNELS									
Produits	1 257,5 \$	516,5 \$	396,1 \$	181,2 \$	163,7 \$	172,0 \$	173,1 \$	157,5 \$	149,3 \$
Produits nets**	1 020,1 \$	411,9 \$	321,4 \$	149,7 \$	137,1 \$	132,7 \$	138,6 \$	131,1 \$	126,6 \$
BAIIA**	108,6 \$	40,8 \$	37,8 \$	8,8 \$	21,2 \$	21,5 \$	26,6 \$	21,6 \$	20,0 \$
Résultat net	46,3 \$	23,0 \$	16,2 \$	(3,0 \$)	10,1 \$	10,0 \$	14,1 \$	10,0 \$	16,1 \$
Résultat net de base et dilué par action	1,15 \$	0,45 \$	0,36 \$	(0,09 \$)	0,31 \$	0,37 \$	0,54 \$	0,38 \$	0,62 \$
DIVIDENDES									
Dividendes déclarés	62,8 \$	19,1 \$	19,0 \$	12,4 \$	12,3 \$	12,2 \$	9,8 \$	9,8 \$	9,8 \$
Dividendes déclarés par action	1,50 \$	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$

* Les résultats financiers des deuxième et quatrième trimestres de 2012 incluent des Éléments inhabituels de 12,3 M\$ et 4,5 M\$, respectivement, avec des effets d'impôt sur le résultat de 0,7 M\$ et 1,0 M\$ respectivement, relatif à la Transaction.

** Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Au cours des huit derniers trimestres, la Société a augmenté ses produits et ses produits nets par l'entremise des acquisitions d'entreprises et généré une croissance des produits nets par acquisitions. La Transaction réalisée en août 2012 a eu une incidence significative sur les produits et les produits nets pour les troisième et quatrième trimestres de 2012. La croissance interne a également eu une incidence sur les produits nets. En 2012, la croissance interne était inférieure à celle de 2011, ce qui peut être expliqué par l'environnement plus compétitif.

De nombreux facteurs influencent la marge du BAIIA générée, tels que l'éventail des projets, les prix, l'environnement compétitif, l'exécution des projets et les hausses de coûts. La marge du BAIIA des huit derniers trimestres a varié d'un trimestre à l'autre entre 11,0 % et 19,2 %, excluant l'effet des Éléments inhabituels des deuxième et quatrième trimestres de 2012. La marge du BAIIA pour les trimestres suivant l'acquisition de WSP a diminué, puisque celle de WSP est inférieure à celle de GENIVAR. La marge du BAIIA est également influencée par le gain ou la perte de change et la productivité des employés. Les Éléments inhabituels de 15,1 M\$, nets de l'impôt sur le résultat, ont une incidence directe sur le résultat net des deuxième et quatrième trimestres de 2012.

Chaque trimestre, la Société a déclaré un dividende de 0,375 \$ par action. Le montant total déclaré a augmenté au cours du quatrième trimestre de 2011 à la suite de l'émission d'actions réalisée en décembre 2011 dans le cadre du placement privé. La conversion des reçus de souscription au cours du troisième trimestre de 2012 a également augmenté le nombre d'actions en circulation de la Société, entraînant une hausse du dividende total déclaré.

ANALYSE DE L'INFORMATION ANNUELLE SÉLECTIONNÉE

Le tableau ci-dessous présente de l'information sélectionnée pour les trois derniers exercices terminés au 31 décembre.

EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION/PART	2012	2011	2010
	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE	POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE
Produits	1 257,5 \$	651,9 \$	580,4 \$
Produits nets*	1 020,1 \$	529,0 \$	469,5 \$
Résultat net	46,3 \$	50,1 \$	51,0 \$
Résultat net par action/part			
De base	1,15 \$	1,91 \$	2,81 \$
Dilué	1,15 \$	1,91 \$	2,26 \$
Actif total	1 812,0 \$	726,0 \$	591,8 \$
Passifs financiers ⁽¹⁾	254,8 \$	74,3 \$	74,9 \$
Dividendes/distributions			
Dividendes déclarés aux actionnaires	62,8 \$	41,6 \$	-
Distributions des parts du Fonds de revenu GENIVAR	-	-	37,1 \$
Distributions des parts SEC échangeables	-	-	18,6 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

(1) Les passifs financiers sont constitués du prêt, des notes à payer, des soldes à payer aux anciens actionnaires, des obligations en vertu de contrats de location-financement, des autres obligations et des dettes à long terme, incluant leur partie courante, le découvert bancaire et les avances bancaires.

Les produits et les produits nets ont augmenté grâce à la croissance interne et aux acquisitions d'entreprises réalisées en 2012, 2011 et 2010. Toutes les acquisitions ont eu un effet direct non seulement sur les produits, mais également sur l'actif total puisque des actifs acquis, des immobilisations incorporelles et du goodwill sont comptabilisés après chaque acquisition. En 2012, six acquisitions d'entreprises ont été complétées pour une contrepartie totale de 477,7 M\$ comparativement à dix acquisitions pour 27,6 M\$ en 2011 et dix acquisitions pour 71,5 M\$ en 2010.

Le résultat net a diminué entre 2010 et 2012 alors que les produits ont augmenté de 116,7 %. Au cours des trois derniers exercices, le résultat net a été affecté par des éléments non récurrents particuliers. Spécifiquement, en 2010, le résultat net a été influencé à la hausse par un gain net de 3,9 M\$ lié à la reclassification en tant que passif financier d'un investissement en parts SEC de la Société détenu par la participation sans contrôle de l'ancien Fonds de revenu GENIVAR. En 2011, tel que mentionné précédemment, un recouvrement d'impôt différé de 7,2 M\$ a été reconnu dans l'état des résultats, augmentant le résultat net. Enfin, en 2012, la Société a comptabilisé 16,8 M\$ de coûts liés à l'acquisition de WSP et de coûts d'intégration avec de l'impôt sur le résultat totalisant 1,7 M\$. Sans les Éléments inhabituels, le résultat net aurait été de 61,4 M\$, ce qui représente une hausse de 18,5 M\$ comparativement au résultat net ajusté de 2011.

En 2010, 2011 et 2012, la Société a utilisé ses facilités de crédit pour financer ses opérations et ses acquisitions d'entreprises. À la fin de 2011, les avances bancaires ont été partiellement remboursées à la suite de l'émission des actions ordinaires aux deux investisseurs institutionnels canadiens pour une contrepartie monétaire. En janvier 2012, la Société a remboursé le solde utilisé des avances bancaires. À la suite de la Transaction, la Société a utilisé ses facilités de crédit pour rembourser la facilité de crédit de WSP. En 2010, la Société a déclaré des distributions de 2,05 \$ par part aux porteurs de part comparativement à 1,50 \$ par action ordinaire aux actionnaires en 2011 et 2012.

GOUVERNANCE

CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »). La Direction a procédé à une évaluation de l'efficacité des CPCI de la Société au 31 décembre 2012, tel que défini par le Règlement 52 109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs. Basé sur cette évaluation, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que la conception et l'exécution des CPCI de la Société sont efficaces.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont la responsabilité d'établir ou de faire concevoir sous leur supervision les CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :

- ▶ l'information importante relative aux problèmes de la Société leur est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période au cours de laquelle les documents annuels sont établis;
- ▶ l'information qui doit être présentée dans les documents annuels, les documents intermédiaires ou d'autres rapports de la Société déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu ou fait concevoir sous leur supervision les CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS. En vertu de ce contrôle, la Direction ne s'attend pas à ce que les CIIF préviennent ou détectent toutes les erreurs ou les fraudes. La Direction a utilisé le cadre de référence de contrôles internes intégrés pour évaluer l'efficacité des CIIF, un cadre de référence reconnu, adapté et conçu par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO »).

La Direction a évalué la conception et l'efficacité des CIIF de la Société au 31 décembre 2012 et a conclu que les CIIF sont efficaces. Aucune faiblesse significative n'a été identifiée par la Direction à ce sujet.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont limité l'étendue des CPCI et les CIIF afin d'exclure les contrôles, politiques et procédures de WSP, qui a été acquise le 1^{er} août 2012, tel que permis par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières en vertu du Règlement 52-109 au cours des 365 jours suivants une acquisition.

Au cours de l'exercice 2012, il n'y a eu aucun changement dans le CIIF de la Société qui a affecté de manière appréciable, ou qui pourrait raisonnablement affecter de manière significative, le CIIF de la Société. Les contrôles continueront d'être analysés périodiquement afin d'assurer une amélioration continue.

RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil a un rôle de surveillance à l'égard de l'information financière divulguée. De ce fait, le Comité d'audit et le Conseil de la Société ont revu et approuvé les états financiers consolidés audités pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011, ainsi que ce rapport de gestion avant leur publication.

SUIVI DES TRAVAUX DE LA COMMISSION CHARBONNEAU ET REVUE INTERNE

Comme il est déclaré dans le rapport de gestion de GENIVAR pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre 2012, la Société suit de près les audiences de la Commission Charbonneau (la « Commission »), chargée de mener une enquête publique sur certaines pratiques dans l'industrie de la construction au Québec. Un comité spécial du Conseil d'administration (le « Conseil ») a été créé en vue d'enquêter sur toute allégation interne ou externe de conduite illégale, notamment toute allégation soulevée devant la Commission. En novembre 2012, l'Unité permanente anticorruption a perquisitionné dans les bureaux de la Société à Laval (Québec) relativement à l'attribution de certains contrats dans cette ville. Le 11 février 2013, la Société a annoncé être en possession de nouvelles informations faisant état d'actes illicites commis dans le passé au Québec dans le financement de partis politiques et dans l'attribution de contrats municipaux. Vers le 28 février 2013, le Bureau de la concurrence a perquisitionné dans les bureaux de la Société à Gatineau et à Québec. Une enquête interne est en cours, sous la direction et la supervision du comité spécial du Conseil et de ses conseillers juridiques externes indépendants.

Par l'intermédiaire de cette enquête interne, la Société a pris connaissance de faits qui, tout en étant toujours sous enquête, pourraient établir un nombre limité de contributions financières irrégulières faites à au moins un parti politique municipal, le remboursement illégitime par la Société d'un nombre limité de contributions politiques faites par des employés de la Société, l'emploi de factures douteuses pour financer des contributions politiques irrégulières dans certains cas, et des pratiques irrégulières dans le passé dans l'attribution de certains contrats municipaux. Selon l'information actuellement à la disposition de la Société, jusqu'à dix-sept factures douteuses auraient été faites, représentant un total d'environ 520 000 \$ entre 2005 et 2009. La Société a aussi appris que des manquements au code de conduite de la Société ont été commis dans le passé à l'occasion des faits décrits ci-dessus, notamment par des dirigeants de la Société.

Les faits déclarés ci-dessus sont ceux dont la Société est au courant en date des présentes. D'autres faits peuvent être portés à la connaissance de la Société par suite de l'enquête interne en cours ou de toute enquête menée par les autorités gouvernementales ou la Commission.

La Société a rencontré ses auditeurs externes pour les informer des faits relatés ci-dessus. Compte tenu de ces faits, la Société a conclu qu'aucun rajustement ni retraitement de ses états financiers passés n'était nécessaire. En 2012, les contrats municipaux dans la région du Grand Montréal ont été à l'origine d'environ 1 % des produits d'exploitation consolidés de GENIVAR, et la Société a tiré environ 8 % de ses produits d'exploitation consolidés du secteur public québécois.

La Société ne tolère aucune pratique commerciale irrégulière et s'est engagée à exercer toutes ses activités dans le respect des règles de l'éthique. Sur le fondement des recommandations du comité spécial, la direction a déjà pris des mesures concrètes et continuera de le faire en vue d'éviter la répétition d'actes ou de pratiques commerciales illicites dans l'avenir, notamment :

- ▶ les mesures appropriées à l'égard des employés impliqués dans les agissements irréguliers, notamment à l'égard d'un dirigeant qui n'est plus avec la Société;
- ▶ la nomination d'un chef de l'éthique faisant rapport directement au comité d'audit;
- ▶ la mise en œuvre d'un programme de conformité aux règles de la concurrence;
- ▶ le resserrement de la procédure et des contrôles en vigueur dans l'administration et l'approbation des factures et paiements et des attestations concernant les contributions politiques;
- ▶ la mise en œuvre de sa politique canadienne visant les systèmes de gestion des risques d'entreprise aux activités mondiales de la Société;
- ▶ la révision du texte et de l'application du code de conduite et de la politique de dénonciation de la Société pour en assurer la conformité aux pratiques exemplaires;
- ▶ la révision des pratiques anticorruption et la mise en œuvre d'une politique mondiale à cet égard;
- ▶ l'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action concernant la conservation des documents.

Les pratiques commerciales de la Société demeureront sous étude à l'avenir et d'autres modifications et mesures de contrôle pourraient être mises en œuvre au besoin. Voir la section « Facteurs de risque » pour de plus amples renseignements.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables significatives de la Société sont décrites aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.

La préparation des états financiers impose à la Direction de faire des estimations et d'exercer son jugement. Ces derniers affectent les montants présentés relativement aux actifs, aux passifs, à l'équité, à la divulgation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi qu'aux revenus et coûts pour la période de divulgation.

Les estimations et les jugements sont continuellement remis en question. Ils se fondent sur les tendances antérieures et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs que l'on estime probables dans des circonstances normales. Par définition, les estimations comptables sont rarement identiques aux résultats réels. Les paragraphes suivants décrivent :

- ▶ les estimations et hypothèses comptables les plus critiques formulées lors de l'établissement de la valeur des actifs et des passifs;
- ▶ les jugements les plus critiques dans l'application des méthodes comptables.

ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES

La Société doit évaluer si elle peut recouvrer les créances des clients. Par conséquent, la Direction établit une provision pour les pertes estimatives découlant des créances en souffrance, en tenant compte de la solvabilité du client, des tendances économiques actuelles et de l'expérience passée. Si les recouvrements venaient à différer de ces estimations, le résultat futur pourrait être ajusté en conséquence. Au 31 décembre 2012, la provision totalisait 4,2 M\$ du solde brut des comptes clients de 422,2 M\$ comparativement à 5,3 M\$ du solde brut des comptes clients de 187,2 M\$ en 2011. Une augmentation de la provision de l'ordre de 1,0 % des comptes clients aurait fait baisser le résultat d'environ 4,2 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 comparativement à 1,9 M\$ pour 2011.

En outre, en 2012, les comptes clients d'une agence gouvernementale, qui représentent un montant net de 12,1 M\$, sont en souffrance depuis plus de 36 mois comparativement à 13,3 M\$ en 2011. Pour estimer la valeur de ces comptes, la Direction utilise différentes hypothèses relatives au calendrier des encaissements ainsi qu'au pourcentage qui sera recouvré. La Direction croit que, compte tenu de toutes les mesures qui ont été mises en place, la valeur nette comptable sera entièrement recouvrée. De plus amples informations sont fournies dans la section « Instruments financiers » du présent rapport de gestion.

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES IDENTIFIABLES ET GOODWILL

Au 31 décembre 2012, les immobilisations incorporelles identifiables et le goodwill, exception faite des logiciels et des accords de non-concurrence, représentaient 833,3 M\$ du total de l'actif inscrit à l'état consolidé de la situation financière. Ces immobilisations résultent des acquisitions d'entreprises. La Société a inscrit une contrepartie transférée totale de 477,7 \$ au titre des acquisitions d'entreprises en 2012 et a appliqué la méthode de l'acquisition à ces transactions. Lors de l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris, la Direction a utilisé des estimations et des hypothèses significatives concernant les projections de flux de trésorerie, le risque économique et le coût pondéré du capital.

Ces estimations et hypothèses permettent d'établir le montant à attribuer aux autres immobilisations incorporelles identifiables et au goodwill, ainsi que la période d'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée. Si les résultats diffèrent de ces estimations, la Société pourrait augmenter la dépense d'amortissement ou comptabiliser des pertes de valeur.

EXCÉDENT DES COÛTS ET PROFITS PRÉVUS SUR LA FACTURATION

La Société évalue l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation en fonction du temps et des charges portés au compte de chaque projet. L'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation pour chaque projet est examiné mensuellement pour déterminer si le montant reflète fidèlement le montant qui sera facturé au projet. S'il ressort de l'examen que la valeur de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation est supérieure au montant qui peut être facturé, des ajustements seront apportés à l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation. L'évaluation de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation suppose l'estimation du travail requis pour terminer le projet. Des erreurs dans ces estimations pourraient entraîner une sous-évaluation ou une surévaluation de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

IMPÔT EXIGIBLE

La Société est soumise aux lois et règlements fiscaux dans plusieurs juridictions. Le jugement est donc requis dans la détermination de la provision d'impôt exigible mondiale. Il existe plusieurs transactions et calculs en fonction desquels la détermination exacte de l'impôt est incertaine. La Société comptabilise des passifs en prévision de vérifications fiscales en estimant les impôts additionnels qui pourraient devenir payables aux autorités fiscales sur certains éléments. Dans l'éventualité où le résultat d'impôt final de ces éléments serait différent des montants initialement comptabilisés, ces différences auraient une incidence sur les actifs et les passifs d'impôts exigibles et différés dans la période au cours de laquelle cette détermination sera connue. La Direction revoit périodiquement les positions prises dans les déclarations de revenus à l'égard des situations pour lesquelles les règlements fiscaux prêtent à interprétation. Au besoin, des provisions sont inscrites en fonction des montants qui devraient être versés aux autorités fiscales. Si les positions prises dans les déclarations fiscales changent, la Société pourrait augmenter la charge d'impôt sur le résultat comptabilisée dans les états financiers.

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

La détermination de la probabilité de bénéfices imposables pour lesquels des actifs d'impôt différé puisse être utilisé est basée sur les plus récentes prévisions budgétaires approuvées de la Société, après ajustement des éléments significatifs qui ne sont ni imposables ni déductibles et des limites spécifiques d'utilisation des crédits ou pertes d'impôts non utilisés. Les règles fiscales dans plusieurs juridictions dans lesquelles la Société exerce ses activités ont aussi été prises en considération. Si la prévision d'un résultat imposable indique l'utilisation probable d'un actif d'impôt différé, spécialement si ce dernier peut être utilisé sans durée définie, cet actif d'impôt différé sera généralement reconnu en totalité. La comptabilisation des actifs d'impôt différés est soumise à certaines limites légales ou économiques ou à des incertitudes qui sont évaluées individuellement par la Direction basées sur des faits ou circonstances spécifiques. Advenant un changement dans les faits et circonstances, la Société pourrait diminuer les dépenses en impôt sur le revenu différé comptabilisées dans les états financiers.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les logiciels, les relations clients, les carnets de commandes et les accords de non-concurrence sont considérés comme des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée. Si les estimations de la Société sont erronées relativement à la durée d'utilité de ces actifs, la Société pourrait avoir à augmenter ou à réduire dans le futur sa charge d'amortissement relativement aux immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée. Compte tenu de sa notoriété, de son riche historique et de son usage futur attendu, le nom commercial est un actif incorporel dont la durée d'utilité est indéterminée et, par conséquent, il n'est pas sujet à amortissement.

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS À LONG TERME

Les actifs à long terme qui ont une durée d'utilité déterminée font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des événements ou des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée sont soumis à un test de dépréciation sur une base annuelle au cours du quatrième trimestre, ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur existe lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Aux fins du test de dépréciation, les actifs sont regroupés au niveau le plus bas de génération de flux de trésorerie identifiables (unités génératrices de trésorerie ou « UGT »). Le montant de toute perte de valeur, le cas échéant, représente l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable. Les actifs autres que le goodwill qui ont subi une perte de valeur font l'objet d'un examen en vue d'une reprise possible à chaque période de présentation de l'information financière. Au 31 décembre 2012, aucune perte de valeur n'est nécessaire.

GOODWILL

Le goodwill représente l'excédent de la contrepartie transférée pour les entreprises acquises sur la juste valeur estimative des actifs nets identifiables acquis. Le goodwill est comptabilisé au coût moins toute perte de valeur cumulée. Il n'est pas amorti, mais est soumis à un test de dépréciation sur une base annuelle, ou plus fréquemment lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'il pourrait s'être déprécié.

Aux fins du test de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement. Les UGT auxquelles le goodwill a été affecté sont soumises à un test de dépréciation au cours du quatrième trimestre de chaque année. Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord utilisée pour réduire la valeur comptable de tout goodwill attribué à l'unité et ensuite répartie entre les autres actifs de l'unité au prorata, sur la base de la valeur comptable de chaque actif de l'unité. Une perte de valeur comptabilisée relativement au goodwill ne peut être reprise au cours d'une période ultérieure.

La Société a procédé à son test de dépréciation du goodwill au cours du quatrième trimestre de 2012. La valeur recouvrable de chaque UGT est supérieure à sa valeur comptable. De ce fait, aucune perte de valeur du goodwill n'a été comptabilisée.

La valeur recouvrable de chaque UGT a été basée sur la juste valeur diminuée des coûts de vente. La méthodologie et les hypothèses qui suivent ont été appliquées afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de vente pour la totalité des UGT.

La juste valeur diminuée des coûts de vente est calculée en utilisant les produits nets et la marge du BAIIA prévue au budget pour 2013 ainsi qu'une croissance constante pour les quatre années suivantes, par UGT. Pour évaluer le niveau de BAIIA qu'il sera possible de maintenir dans le futur, la Société a considéré son historique, les tendances économiques autant au niveau de l'industrie que du marché. Aux fins du test de dépréciation, la Direction a utilisé une période de cinq ans pour calculer ses flux de trésorerie futurs. Au cours de cette période, la Société a utilisé un taux de croissance variant de 2,0 % à 5,0 % et une marge du BAIIA allant de 6,5 % à 12,4 %. La Société a aussi utilisé un taux d'actualisation se situant entre 9,5 % et 11,1 %. Le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital (« CMPC ») qui a été utilisé à la date d'acquisition. Le CMPC est une estimation du taux global de rendement exigé par les actionnaires et par les détenteurs de la dette sur les investissements. Pour déterminer le CMPC, il faut analyser le coût des capitaux propres et de la dette séparément et tenir compte d'une prime de risque basée sur l'UGT. Les coûts de ventes sont calculés sur la base de 1 % de la juste valeur déterminée précédemment, ce qui est en lien avec les coûts de transaction encourus pour les acquisitions passées. Étant donné que WSP a été acquis le 1er août 2012, certaines hypothèses clés incluses dans le test sont les mêmes que celles utilisées dans l'évaluation préliminaire de la juste valeur à la date d'acquisition. De ce fait, la valeur comptable de l'UGT n'excède pas de façon matérielle sa valeur recouvrable.

OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE ET IMPÔT DIFFÉRÉ CONNEXE

La valeur actuelle des obligations est calculée selon une méthode actuarielle qui repose sur diverses hypothèses concernant l'avenir, telles que le taux d'augmentation des salaires donnant droit à une rente de retraite, le taux d'augmentation des prestations à payer, le taux d'actualisation, le rendement attendu des actifs des régimes et l'espérance de vie. Ces hypothèses clés sont revues périodiquement à la lumière des conditions du marché et des données dont dispose la Direction. Des hypothèses différentes et des changements de circonstances pourraient créer des différences significatives dans les résultats opérationnels de la Société.

FUTURES NORMES COMPTABLES

Les normes suivantes ont été émises, mais ne sont pas encore en vigueur au 31 décembre 2012:

- ▶ IFRS 9, « Instruments financiers », couvre la classification et la mesure des actifs et passifs financiers.
- ▶ IFRS 10, « États financiers consolidés », s'appuie sur des principes déjà existants en établissant la notion de contrôle comme le facteur déterminant dans la décision d'inclure une entité dans les états financiers consolidés de la société mère.
- ▶ IFRS 11, « Partenariats », soulève les incohérences dans la comptabilisation actuelle des accords conjoints en imposant désormais une seule méthode pour comptabiliser les participations d'une société dans des entités contrôlées conjointement.
- ▶ IFRS 12, « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », spécifie les informations à fournir au sujet de toutes les formes de participations dans d'autres entités, telles que des coentreprises, des entreprises associées, des entités ad hoc et des instruments hors bilan.
- ▶ IFRS 13, « Évaluation de la juste valeur » apporte des précisions supplémentaires sur l'évaluation de la juste valeur et sur les informations à fournir relativement à celle-ci.
- ▶ IAS 28, « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ». Cette norme a été modifiée afin d'inclure les coentreprises dans son champ d'application et de répondre aux changements apportés à d'autres normes.
- ▶ IAS 19, « Avantages du personnel », a été amendée afin d'apporter des changements importants à la comptabilisation et à l'évaluation de la charge au titre des régimes de retraite à prestations définies et des indemnités de fin de contrat de travail et afin d'étoffer les informations à fournir sur tous les avantages du personnel. Un certain nombre d'amendements a été apporté aux dispositions relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et au classement, notamment la modification de la définition des avantages à court terme et des autres avantages à long terme, l'ajout d'indications sur le traitement de l'impôt lié aux régimes d'avantages et sur les caractéristiques de partage de risques et de coûts. Des obligations en matière d'information à fournir ont aussi été étoffées. À la suite de l'application de ces changements, la Société devra reconnaître tous les coûts des services passés et remplacer la comptabilisation des frais financiers et d'un rendement attendu des actifs du régime par un intérêt net qui est calculé en appliquant un taux d'actualisation à l'obligation au titre des prestations définies. En conséquence, les frais financiers nets sur le régime de retraite ne changeront pas de manière significative en 2012.

Outre IFRS 9, les normes susmentionnées sont en vigueur depuis le début de janvier 2013. IFRS 9 sera en vigueur pour la période débutant le 1^{er} janvier 2015, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence d'IFRS 9 sur ses états financiers consolidés. Bien que les normes IFRS 10, 11, 12, 13 et IAS 28 augmenteront la divulgation requise, la Direction ne s'attend pas à ce que les normes aient une incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société.

INSTRUMENTS FINANCIERS

RISQUE LIÉ AUX DEVICES ÉTRANGÈRES

Depuis la Transaction, la Société opère de façon internationale ce qui a significativement augmenté son exposition au risque de change, provenant principalement de ses activités opérationnelles libellées en livre sterling, en couronne suédoise, en dollars américains, en Euros et en dollars TT et de ses actifs nets dans des établissements étrangers. Ces risques sont partiellement compensés par des achats et des frais d'exploitation engagés dans ces mêmes devises étrangères. Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs relatifs à un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux de change. Un changement dans les taux de change aurait un impact direct sur le résultat net de la Société.

La Société utilise certains instruments financiers pour gérer l'exposition aux fluctuations des taux de change. Elle ne possède pas et n'utilise pas d'instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction. Les gains et pertes liés à la conversion des devises sur les investissements nets et les gains et pertes de change sur les instruments couvrant les investissements nets sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat global.

Afin de réduire le risque lié aux fluctuations dans les taux de change des devises étrangères, la Société a désigné des avances bancaires libellées en livres sterling en tant qu'instrument de couverture de l'investissement net des opérations en livres sterling.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit de la Société est principalement attribuable aux comptes clients. Les montants présentés dans l'état de la situation financière sont nets des provisions pour créances douteuses. Ces dernières sont estimées par la Direction et basées, en partie, sur l'âge des comptes clients et sur le recouvrement actuel et prévu. Généralement, la Société n'exige pas de garantie supplémentaire ou autre sûreté de ses clients pour ces comptes; cependant, le crédit est accordé aux clients uniquement après une évaluation de leur solvabilité. De plus, la Société révisé continuellement le crédit de ses clients et établit une provision pour créances douteuses lorsque la probabilité de recouvrement du compte a diminué de façon significative. La Société estime donc que son risque de crédit relatif aux comptes débiteurs est limité. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012, le montant des radiations comptabilisées n'était pas significatif.

La Société réduit son risque de crédit en fournissant des services à divers clients, dans diverses industries et secteurs de l'économie.

RISQUE DE CRÉDIT SPÉCIFIQUE

Au 31 décembre 2012, la Société possédait toujours des comptes clients provenant d'une agence gouvernementale de Trinité-et-Tobago (l'« Agence ») qui étaient impayés depuis plus de 36 mois.

En 2011, les événements suivants sont survenus relativement aux comptes clients en collection de l'Agence. Les paiements ont été retardés par le changement de gouvernement dans le pays et le retrait du Conseil d'administration de l'Agence. Le 26 janvier 2011, un nouveau Conseil d'administration a été nommé. De plus, un nouveau chef de la direction et un nouveau chef de la direction financière ont été embauchés en milieu d'année. Ils travaillent, sous la supervision du Conseil d'administration, à résoudre la problématique de paiements dus à la Société et à d'autres fournisseurs de services du pays.

En juin 2012, la Société a déposé deux réclamations pour la collecte de comptes clients totalisant 19,4 M\$, incluant les intérêts. La première réclamation était pour des comptes clients d'un montant de 3,5 M\$ relativement à un projet spécifique et la deuxième était pour divers comptes clients sur plusieurs projets pour un total de 15,9 M\$ incluant des intérêts. Concernant la première réclamation, l'Agence a été ordonnée, par un jugement de la Cour rendu en janvier 2013, de payer à la Société la totalité de la somme due. Le délai d'appel est maintenant écoulé et le jugement peut être exécuté à partir du 1^{er} mars 2013.

Par rapport à la deuxième réclamation, la Société a encaissé 3,2 M\$ pour des projets inclus dans la demande d'indemnité collective au cours de l'exercice 2012. Des discussions sont en cours entre l'Agence et la Société afin d'obtenir une entente à l'amiable pour cette réclamation, tandis que l'Agence tente de porter l'affaire en arbitrage.

Au 31 décembre 2012, le montant contractuel brut associé à ces comptes clients était de 13,5 M\$, comparativement à 16,3 M\$ en 2011. Leur valeur nette comptable s'élevait à 12,1 M\$, déduction faite de la provision de 1,4 M\$ comparativement à 13,3 M\$, net de la provision de 3,0 M\$ en 2011. Par conséquent, la Direction estime que l'exposition maximale à une perte financière relative à ce client s'élevait à 8,3 M\$ comparativement à 10,0 M\$ en 2011 en tenant compte du jugement favorable de la Cour de 3,5 M\$. La Direction va poursuivre les procédures entamées en plus de prendre toutes les mesures nécessaires pour encaisser ces comptes au cours de la prochaine année.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES APPARENTÉES

La Société détient le contrôle sur ses filiales et celles-ci sont consolidées dans les états financiers consolidés. Certains accords ont été mis en place avec des entités ad hoc; ces entités fournissent différents services, principalement dans le secteur de l'architecture. Ces accords de gestion permettent à la Société d'exercer un contrôle sur la gestion et les opérations de ces entités. La Société reçoit également des honoraires de gestion et a des obligations relativement aux passifs et pertes de ces entités. Compte tenu de ces faits et circonstances, la Direction a conclu que ces entités sont contrôlées par la Société et ainsi, les a consolidées dans ses états financiers consolidés.

Les transactions entre les filiales et les entités ad hoc sont effectuées dans le cours normal des activités, comme s'il n'y avait aucun lien de dépendance. Lors du processus de consolidation, toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés.

Au cours de l'exercice 2012, la Société a conclu des transactions avec des entreprises associées comme s'il n'y avait aucun lien de dépendance.

La Société mène certaines activités en coentreprises avec d'autres qui se qualifient en tant qu'activités contrôlées conjointement, à l'exception d'une. Les coentreprises, sauf une, sont comptabilisées à l'aide de la méthode de la consolidation proportionnelle selon laquelle la Société inscrit sa quote-part des actifs, passifs, produits, coûts et flux de trésorerie de chaque coentreprise. La Société a réalisé des revenus de 105,5 M\$ et des coûts de 82,9 M\$ avec des coentreprises au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012.

Les transactions avec des filiales, des entités ad hoc, des entreprises associées ou des coentreprises sont décrites plus amplement dans les états financiers consolidés audités de 2012 de la Société.

Les principaux dirigeants ont l'autorité et la responsabilité de planifier, de diriger et de contrôler les activités de la Société. Ils incluent le président et chef de la direction, le chef de la direction financière et les membres du Comité exécutif. La rémunération totale versée aux principaux dirigeants et aux directeurs s'est établie à 6,5 M\$.

À la suite de la Transaction, la Direction a revu et modifié la définition des principaux dirigeants afin d'inclure les employés-clés de WSP et elle considère seulement les principaux dirigeants de la Société sur une base consolidée.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Société ne possède aucun arrangement hors bilan, à l'exception de certains baux régissant l'utilisation d'espaces de bureaux, d'équipement informatique et de véhicules à des fins opérationnelles. En accord avec les IFRS, aucune obligation en vertu de contrats de location ni aucun actif sous-jacent n'ont été comptabilisés au bilan puisque les critères de capitalisation n'étaient pas respectés.

ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Les tableaux suivants présentent un résumé des engagements contractuels à long terme de la Société :

EN MILLIONS DE DOLLARS	Moins d'un an	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 3 ans	Entre 3 et 4 ans	Entre 4 et 5 ans	Après 5 ans	Total
Découvert bancaire	6,4 \$	-	-	-	-	-	6,4 \$
Avances bancaires	4,4 \$	4,4 \$	4,4 \$	214,6 \$	-	-	227,8 \$
Notes à payer*	12,7 \$	1,1 \$	-	-	-	-	13,8 \$
Soldes à payer aux anciens actionnaires	2,6 \$	-	-	-	-	-	2,6 \$
Obligations en vertu de contrats de location-financement*	0,5 \$	0,1 \$	0,1 \$	-	-	-	0,7 \$
Autres obligations	0,7 \$	-	-	-	-	-	0,7 \$
Dettes à long terme*	5,3 \$	1,3 \$	8,0 \$	-	-	-	14,6 \$
Prêt	5,1 \$	-	-	-	-	-	5,1 \$

* Incluant la partie courante.

EN MILLIONS DE DOLLARS	2013	2014	2015	2016	2017	Années suivantes	Total
Contrats de location-exploitation	77,6 \$	68,5 \$	55,6 \$	41,2 \$	31,6 \$	103,1 \$	377,6 \$

La Société a conclu des engagements contractuels ayant diverses dates d'échéance, majoritairement pour la location d'espaces de bureaux et d'équipements informatiques. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, la Société a vu ses engagements augmentés en raison de l'inclusion de ceux de WSP et du remboursement de sa facilité de crédit.

La Société génère des flux de trésorerie provenant de ses opérations et possède des facilités de crédit disponibles pour respecter tous ses futurs engagements contractuels à long terme.

PERSPECTIVES

Les perspectives sont données pour aider les analystes et les actionnaires à formaliser leurs opinions respectives sur les perspectives pour 2013. Ces mesures sont sujettes à modification. Les renseignements contenus dans la présente section représentent des énoncés prospectifs. Veuillez vous référer à la section « Énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion.

Le tableau ci-dessous présente nos prévisions financières concernant les fourchettes pour diverses mesures au cours du prochain exercice.

	FOURCHETTE CIBLE POUR 2013
Produits nets	Entre 1 500 M\$ et 1 700 M\$
Marge du BAIIA	Approximativement 10,5 % des produits nets
Taux d'imposition	Approximativement 24 %
Saisonnalité et fluctuations du BAIIA	Entre 20 % et 29 %, le premier trimestre étant le plus bas et le troisième, le plus haut
Flux de trésorerie disponibles en pourcentage du résultat net	> 100 %
Délai de recouvrement	De 90 à 95 jours
Amortissement des immobilisations incorporelles, excluant les logiciels	Approximativement 1,3 % des produits nets
Dépenses en immobilisations	Approximativement 2,5 % des produits nets

Les fourchettes cibles présentées dans le tableau précédent ont été préparées en assumant qu'il n'y aura aucune variation dans les taux de change qui touche les opérations de la Société. Dans ses prévisions pour 2013, la Société a inclus plusieurs hypothèses relatives à l'économie et au marché concernant la concurrence, l'environnement politique et la performance économique de chaque région dans laquelle elle opère. Au cours de l'établissement de ses prévisions pour 2013, la Société a tenu pour acquis que la croissance interne de ses principaux marchés serait telle que détaillée plus bas dans la description de chaque région, alors que les tendances économiques et la concurrence demeureraient stables.

Les prévisions ont été préparées en utilisant les taux d'imposition en vigueur au 31 décembre 2012, dans les pays dans lesquels la Société opère actuellement et en assumant qu'il n'y aura aucun changement dans la législation fiscale applicable dans ces pays. Dans les prévisions pour 2013, la Société n'a considéré aucune disposition, fusion, acquisition d'entreprises ou autres transactions qui pourraient avoir lieu après la publication de ce rapport de gestion. La Société met en garde que les hypothèses utilisées pourraient être incorrectes ou inexactes. Par conséquent, les résultats réels de la Société peuvent différer significativement des prévisions faites par la Société dans ce rapport de gestion.

Nos prévisions opérationnelles pour 2013 dans les principales régions où la Société exerce ses activités sont les suivantes :

CANADA

Nous prévoyons que nos opérations au Canada ne connaîtront aucune croissance en 2013. Les conditions du marché seront probablement affectées par les élections provinciales et municipales qui doivent être tenues dans diverses régions. Cette situation, jumelée au resserrement des budgets gouvernementaux, devrait se traduire par des investissements publics réduits. Nous nous attendons aussi à ce que la concurrence internationale continue d'effectuer une pression à la baisse sur les produits nets de certaines régions.

Nous prévoyons que la performance variera d'un segment de marché à l'autre et entre les régions, le ralentissement se faisant surtout sentir au chapitre des projets financés par les fonds publics. Les activités dans le domaine du transport devraient cependant se poursuivre étant donné les grands projets qui se préparent dans ce segment. Il est probable que les activités environnementales bénéficient de la forte demande pour des projets d'évaluation de l'incidence environnementale.

Pour ce qui est des projets financés par le secteur privé, nous nous attendons à ce que la fluctuation constante du prix des marchandises continue de faire sentir ses effets sur nos activités dans le secteur industriel alors que nous prévoyons que nos activités dans le secteur du bâtiment demeureront stables.

Enfin, nous nous attendons à ce que le marché des PPP reste ferme et nous prévoyons en bénéficier, grâce à l'expertise de WSP dans ce domaine.

Colombie

Nous prévoyons que le marché colombien connaîtra une croissance modérée dans tous les segments; en effet, le gouvernement a annoncé des investissements d'environ 20,0 milliards de dollars US pour des projets d'infrastructures en 2013, incluant 7,9 milliards de dollars US pour des projets d'infrastructures dans la région d'Antioquia, où nous sommes actifs depuis longtemps.

ÉTATS-UNIS

Nous nous attendons à ce que nos activités aux États-Unis enregistrent une forte croissance interne en 2013, principalement due à la réorganisation réalisée à la fin de 2012. Nous prévoyons en effet qu'en 2013, en tant qu'entreprise unique intégrée, nous enregistrons des marges plus fortes pour nos opérations aux É. U. que les marges obtenues par les quatre entités individuelles en 2012. Nous avons cette attente due principalement aux améliorations opérationnelles combinées à la croissance interne ainsi qu'aux économies de coût générées par l'infrastructure des activités de soutien.

Il est à prévoir que l'économie en général subira les contrecoups de la lutte au déficit budgétaire que livrent le gouvernement fédéral, les États et les administrations locales, laquelle réduira vraisemblablement le financement disponible pour les projets d'infrastructure dans le secteur public.

Dans le secteur du bâtiment, après une baisse de quatre mois, les montants facturés par les firmes d'architectes se sont stabilisés et ont amorcé une remontée au quatrième trimestre. La plus grande partie de nos services étant offerts par des architectes, nous considérons que c'est un signe positif créant une légère perspective optimiste pour ce secteur en 2013.

Du côté des services environnementaux, basée sur les indicateurs économiques actuels, la Société s'attend à une lente croissance et à une prudence pour ce qui est des dépenses pour 2013.

ROYAUME-UNI

Nous nous attendons à une performance stable au R.-U. en 2013, puisque l'ensemble de l'économie au R.-U. a recommencé à croître après le déclin qui a suivi la fièvre des Jeux olympiques. Toutefois, l'industrie de la construction est la seule qui a continué à baisser mois après mois. Nous croyons que cela changera modérément en 2013.

Du côté du transport, le rétablissement du marché des autoroutes nous inspire confiance et nous nous attendons à d'autres améliorations en 2013.

Dans la déclaration qu'il a publiée à l'automne, le gouvernement du R.-U. faisait état de sa détermination à réaliser des projets d'infrastructures et donnait des explications sur un nouveau modèle de PPP prévoyant que le gouvernement prendra plus de risques et augmentera les dépenses pour stimuler la création de projets.

Dans le secteur de l'énergie, le gouvernement a déposé un projet de loi visant la réforme du marché de l'électricité afin d'encourager la production d'électricité à faible intensité carbonique et d'assurer la sécurité de l'approvisionnement. Nous croyons que ces développements devraient avoir des incidences positives sur nos opérations.

EUROPE DU NORD

En Suède, nous anticipons que les activités seront stables, une perspective soutenue par les récentes annonces budgétaires qui promettaient une hausse des investissements dans les mines et les infrastructures. L'économie demeure très stable et figure parmi les plus fortes de l'Europe. Le gouvernement de la Suède et plus particulièrement la ville de Stockholm continuent d'investir dans le transport et dans un projet de développement de la ville. Cette tendance est également confirmée par nos comparables qui présentent de fortes performances et perspectives.

D'autres régions, en particulier l'Allemagne et la Finlande, devraient aussi être stables puisque l'impact du ralentissement économique dans l'Union européenne continuera à se faire sentir.

RESTE DU MONDE

Nous nous attendons à une performance solide au Moyen-Orient, qui devrait être étayée par de nombreuses opportunités d'envergure.

Nous prévoyons une solide performance en Australie et en Nouvelle-Zélande. En Australie, les données macroéconomiques fondamentales sont toujours excellentes, l'endettement gouvernemental et le chômage étant peu élevés. De plus, les taux d'intérêt ont été abaissés plusieurs fois pendant la seconde moitié de 2012 en vue de stimuler l'économie, ce qui devrait avoir des incidences positives sur nos opérations en 2013.

Pour ce qui est de l'Asie, les perspectives pour 2013 s'améliorent avec l'augmentation du prix de minerai de fer et le PIB qui amorce une remontée.

Enfin, même si nous restons prudemment optimistes en Afrique, les indicateurs actuels suggèrent que le secteur public para-étatique prendra de la vigueur, ce qui pourrait avoir des incidences positives sur nos activités.

SYNERGIE DE PRODUITS

La Société prévoit que la Transaction générera des produits significatifs additionnels dans les exercices futurs avec la collaboration des équipes de GENIVAR et de WSP, telles que :

- ▶ À Toronto, où plus de gratte-ciel sont planifiés que partout ailleurs dans l'hémisphère occidental, nous allierons la forte capacité locale de GENIVAR en génie du bâtiment aux compétences mondiales de WSP en conception d'immeubles de grande hauteur.
- ▶ Nous nous positionnons pour faire face à de nombreux projets importants dans le secteur ferroviaire canadien, forts de l'expérience de WSP dans ce domaine en Suède et au R.-U.
- ▶ Pour ce qui est de l'aviation, nous sommes aujourd'hui en mesure d'offrir une gamme complète de services aux architectes, aux consultants et aux exploitants : plan directeur, aménagement d'infrastructures côté piste, terminaux et aéroports et solutions logicielles spécialisées.
- ▶ Nous sommes présents sur tous les continents dans le secteur minier et pouvons aujourd'hui relier nos centres d'excellence et nos bureaux régionaux pour appuyer les plans d'investissements de nos clients où que ce soit dans le monde.
- ▶ WSP est reconnu comme un chef de file mondial dans le secteur immobilier, et nous saisissons activement des occasions de synergies de produits avec des architectes, des promoteurs et des exploitants dans de nombreux sous-secteurs, tout particulièrement dans les secteurs des services immobiliers, de l'hospitalité et du commerce de détail, non seulement au Canada, mais dans le monde entier. Wal-Mart, avec qui nous travaillons au Canada et en Afrique du Sud est un bon exemple.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Ce rapport de gestion contient certains énoncés prospectifs qui ne sont pas basés sur des faits passés, incluant ceux présentés dans la section « Perspectives » du présent rapport, qui porte sur les perspectives financières de la Société pour l'exercice 2013 dans les principales régions opérationnelles de la Société et sur les synergies de revenus attendues. Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou à un rendement futur et reflètent les attentes de la Direction en ce qui a trait à la croissance, aux résultats opérationnels, au rendement, aux perspectives d'affaires et aux opportunités de la Société ou de son industrie. Dans certains cas, on reconnaît les énoncés prospectifs à l'utilisation d'une terminologie telle que « peut », « fera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer » ou la forme négative de ces termes ou une terminologie comparable. Ces énoncés prospectifs traduisent les opinions actuelles de la Direction et sont fondés sur certains facteurs et hypothèses présentés dans le rapport de gestion, incluant ceux des sections « Principales méthodes comptables » et « Perspectives » du rapport. Bien que la Société considère que ces facteurs et hypothèses soient raisonnables en fonction des renseignements actuellement disponibles, un certain nombre de facteurs pourrait faire en sorte que les événements ou les résultats diffèrent de manière importante des résultats prévus dans les énoncés prospectifs. Dans leur évaluation de ces énoncés, les investisseurs devraient spécifiquement tenir compte de divers facteurs, notamment les risques définis sous la rubrique « Facteurs de risque » du présent rapport de gestion, lesquels pourraient faire en sorte que les résultats diffèrent de manière notable des résultats présentés dans les énoncés prospectifs, incluant, sans s'y limiter, les risques suivants : « Possibilité de non-réalisation des avantages prévus de la Transaction », « Capacité de maintenir la rentabilité et de gérer la croissance », « Croissance interne de l'entreprise », « Activités internationales », « Réduction du carnet de commandes », « Conjoncture économique », « Produits provenant de contrats avec des instances gouvernementales », « Contrats négociés à prix fixe », « Disponibilité et rétention de personnel professionnel qualifié », « Non-conformité aux lois et règlements », « Risques liés à la réputation », « Risque de poursuite », « Plafonds d'assurance », « Concurrence dans le secteur », « Variabilité des résultats financiers » et « Exposition aux devises étrangères ». De ce fait, bien que les énoncés prospectifs que renferme le présent rapport de gestion soient fondés sur ce que la Direction estime être des hypothèses raisonnables, il ne peut être assuré que les résultats réels seront conformes à ces énoncés. La Société ne met pas à jour et ne révisé pas les énoncés prospectifs même si de nouvelles informations deviennent disponibles, à moins que la loi ne l'exige. Les lecteurs ne doivent pas porter une confiance exagérée à ces énoncés prospectifs.

FACTEURS DE RISQUE

Les résultats opérationnels, les perspectives d'affaires et la situation financière de la Société sont assujettis à divers risques et incertitudes et sont affectés par un certain nombre de facteurs indépendants de sa volonté. Il peut s'ensuivre une baisse du cours des actions et la capacité de la Société à déclarer des dividendes sur les actions pourrait s'en trouver compromise.

D'autres risques et incertitudes dont elle n'a actuellement pas connaissance ou qu'elle ne considère pas comme importants à l'heure actuelle pourraient également nuire aux activités de la Société.

RISQUE ASSOCIÉ À LA TRANSACTION

POSSIBILITÉ DE NON-RÉALISATION DES AVANTAGES PRÉVUS DE LA TRANSACTION

La Direction est d'avis que la Transaction procurera certains avantages à la Société. La réalisation des avantages attendus de la Transaction sera tributaire, en partie, de la rapidité et de l'efficacité du regroupement des fonctions et de l'intégration des activités, des procédures et des employés, ainsi que de la capacité de la Société à partager les connaissances et à réaliser les synergies et les occasions de croissance découlant du regroupement des activités de WSP avec celles d'Ancienne GENIVAR. L'intégration des activités de WSP à celles d'Ancienne GENIVAR, impliquant le regroupement des systèmes et du personnel des deux entités, est en cours. Cette intégration exige énormément de ressources et de temps de la part de la Direction, ce qui la rend moins apte à saisir d'autres occasions stratégiques et à gérer les activités courantes pendant le processus. Le processus d'intégration risque de perturber les relations avec les partenaires commerciaux, les clients et les employés, ce qui pourrait nuire à la capacité de la Société de réaliser les avantages prévus de la Transaction, notamment à sa capacité de concrétiser les synergies censées découler du regroupement des deux entités. Divers facteurs pourraient empêcher ou retarder la concrétisation des avantages de la Transaction auxquels la Société s'attend. En outre, l'intégration globale des deux entités pourrait engendrer des problèmes opérationnels, des coûts, des responsabilités, des pertes de clients et des perturbations dans les activités (notamment, sans s'y limiter, des difficultés à maintenir les liens avec les employés, consommateurs, clients ou fournisseurs), qui empêcheraient la réalisation partielle ou totale des avantages prévus de la Transaction.

Avec l'acquisition de WSP, la Société a plus que doublé sa taille et exerce ses activités dans 35 pays. La Société doit communiquer et gérer de manière efficace sa culture, ses valeurs, ses normes et ses politiques à tous les échelons de l'organisation élargie, ce qui présente des défis et exige du temps pour les membres de la Direction et les employés concernés. Les différences culturelles entre les divers pays où la Société exerce ses activités peuvent aussi nuire à la réussite du plan d'intégration. La Société pourrait ne pas être en mesure d'atteindre ses objectifs stratégiques si elle ne relève pas les défis associés à sa nouvelle taille et à sa diversité culturelle.

PASSIFS ÉVENTUELS NON DIVULGUÉS LIÉS À LA TRANSACTION

Il est possible que, dans le cadre de la Transaction, la Société n'ait pas encore découvert certains passifs ou qu'elle n'ait pas été en mesure de les évaluer au moment de la vérification diligente réalisée avant la conclusion de la Transaction, passifs qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière et les perspectives de la Société.

RISQUES ASSOCIÉS AUX ACTIVITÉS

CAPACITÉ DE MAINTENIR LA RENTABILITÉ ET DE GÉRER LA CROISSANCE

Rien ne garantit que les activités et la stratégie de croissance de la Société lui permettront de soutenir la rentabilité au cours de périodes à venir. Les résultats opérationnels futurs de la Société seront tributaires d'un certain nombre de facteurs.

La stratégie de croissance de la Société est tributaire, en partie, de sa capacité :

- ▶ à offrir une gamme complète de services professionnels;
- ▶ à réussir à conclure des ventes croisées au titre de services additionnels à des clients existants et à recruter de nouveaux clients;
- ▶ à consolider sa position dans tous les marchés, à repérer des candidats susceptibles d'acquisition afin de prendre de l'expansion dans d'autres régions; et
- ▶ à réussir à intégrer les entreprises acquises à ses activités actuelles.

Rien ne garantit que la Société réussisse à réaliser son plan stratégique ou que son plan stratégique lui permette de maintenir ses taux de croissance historiques au niveau des produits ou de soutenir la rentabilité. En raison de la conjoncture économique, la Société pourrait être incapable d'obtenir les capitaux nécessaires au financement au moyen d'emprunts. L'inexécution d'une partie importante de son plan stratégique pourrait avoir un effet négatif important sur ses activités, ses perspectives d'affaires, sa situation financière et ses résultats opérationnels.

CROISSANCE INTERNE DE L'ENTREPRISE

La concurrence et la conjoncture économique pourraient empêcher la croissance interne de la Société. L'augmentation de la concurrence dans les marchés où la Société est active risque de l'empêcher d'obtenir des projets importants, de pénétrer les marchés solides et d'attirer d'autres employés qualifiés. La croissance interne est aussi le fruit de la satisfaction de la clientèle, grâce à l'exécution de projets de qualité et à l'augmentation des services offerts aux clients existants. Si la Société n'arrive pas à demeurer concurrentielle, à augmenter les services à sa clientèle existante et à attirer des employés, elle pourrait éprouver des difficultés à augmenter sa part de marché et à réaliser ses objectifs de croissance.

ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Les nouvelles activités mondiales de la Société l'exposent actuellement et l'exposeront de plus en plus à divers risques, notamment : a) un risque accru de créances irrécouvrables et cycles de recouvrement plus longs ; b) des défis culturels, logistiques et de communication; c) des changements dans les conditions de travail ; d) une conjoncture sociale, politique et économique générale dans les marchés étrangers; e) des hostilités et terrorisme internationaux; f) des risques liés à l'obligation de respecter un large éventail de lois locales, nationales et internationales et modifications aux lois et aux pratiques réglementaires qui pourraient avoir des effets négatifs; g) des difficultés et coûts liés à la dotation en personnel et à la gestion d'établissements situés dans de nombreux pays; h) des fluctuations des taux de change; i) des structures fiscales multiples qui peuvent même se chevaucher; j) un contrôle des changes et autres réductions de financement; et, k) une instabilité politique et économique. En outre, la Société fait face, dans d'autres pays, à la concurrence d'entités mieux implantées à l'échelle locale ou plus fortes à l'échelle mondiale en général.

ACQUISITIONS ET INTÉGRATIONS POSSIBLES

La Société entend continuer à effectuer des acquisitions dans le cadre de la stratégie de croissance de ses activités. Les acquisitions, si elles se produisent, accroîtront l'ampleur de ses activités et pourraient augmenter le montant de l'endettement qu'elle doit assumer. Rien ne garantit que la Société puisse acquérir des entreprises à des conditions satisfaisantes, si tant est qu'elle le puisse. En outre, l'intégration et la gestion réussies des entreprises acquises comportent de nombreux risques qui pourraient nuire à la croissance et à la rentabilité de la Société, notamment : a) le risque que la Société soit incapable d'obtenir les capitaux nécessaires pour financer son fonds de roulement, ses dépenses en immobilisations, ses acquisitions, sa stratégie de croissance et les fins générales de la Société tout en satisfaisant à ses autres besoins de liquidités au moyen d'emprunts; b) le risque que la Société soit incapable de gérer les entreprises acquises et que leur intégration impose à la Direction des exigences importantes qui détourneraient son attention des activités en cours; c) le risque que ses systèmes opérationnels, financiers et de gestion puissent être incompatibles ou inappropriés pour intégrer et gérer efficacement les systèmes acquis; d) le risque que des acquisitions puissent nécessiter des ressources financières substantielles qui auraient pu autrement être affectées au développement d'autres aspects des activités de la Société; e) le risque que des clients importants d'entreprises acquises ne soient pas conservés après l'acquisition de ces entreprises; et f) le risque que des acquisitions puissent entraîner des passifs et des éventualités, qui pourraient être importants pour l'exploitation de la Société.

L'intégration réussie d'une entreprise acquise est également soumise aux risques que le personnel et les professionnels de l'entreprise acquise et de la Société ne puissent pas collaborer avec succès, ce qui pourrait nuire à ses activités. En particulier, la Société peut exiger comme condition à ses acquisitions que les collaborateurs clés et les professionnels concluent des contrats de travail valables pour des périodes déterminées à la suite de l'acquisition ou qu'ils signent des engagements de non-concurrence, mais il existe un risque que ces engagements ne soient pas respectés ou que les collaborateurs et les professionnels qui y sont soumis, ou d'autres collaborateurs et professionnels, ne soient pas intégrés avec succès et ne deviennent pas productifs pour la Société. En outre, l'intégration réussie d'une entreprise acquise est tributaire de la volonté de cette dernière à fonctionner conformément aux valeurs et à la culture de la Société. Les entreprises acquises peuvent être résistantes au changement et rester fidèles aux valeurs et à la culture du passé, ce qui pourrait compromettre les plans d'intégration de la Société. Rien ne garantit que la Société sache réussir l'intégration de ses acquisitions, et un échec pourrait avoir un effet négatif important sur ses activités, sa situation financière prospective et ses produits.

RÉDUCTION DU CARNET DE COMMANDES

La Société ne peut pas garantir la réalisation des produits censés être rapportés par le carnet de commandes, ni, si c'est le cas, qu'ils se traduiront par des bénéfices. Les projets peuvent demeurer dans le carnet de commandes pendant une longue période. En outre, les commandes inscrites dans le carnet de commandes peuvent être annulées ou réduites. Une réduction du carnet de commandes pourrait réduire les produits véritablement touchés par la Société. Les annulations de projets et les ajustements de portée possibles peuvent réduire encore plus le montant en dollars de son carnet de commandes et les produits qu'elle touche véritablement. La plupart des contrats de service peuvent être résiliés par les clients moyennant un court préavis. Si le carnet de commandes diminue, il en résultera des coûts liés à la réduction du personnel, coûts qui auront pour effet d'abaisser le résultat net de la Société.

ASSOCIATION EN COENTREPRISE

Dans le cadre de sa stratégie opérationnelle, la Société peut conclure des contrats en coentreprise ou des alliances stratégiques. La réussite des coentreprises et des alliances stratégiques de la Société est tributaire du respect de leurs obligations par ses partenaires. Les différences de points de vue des participants à une coentreprise pourraient entraîner des tergiversations ou des conflits. Le non-respect de leurs obligations par les associés dans une coentreprise pourrait alourdir les obligations financières et les obligations d'exécution de la Société, ce qui entraînerait une augmentation de ses coûts et représenterait un risque pour sa réputation.

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Depuis plusieurs années, l'économie mondiale et les marchés mondiaux des capitaux et du crédit connaissent une incertitude considérable, caractérisée par la faillite, la défaillance, l'effondrement ou la vente de nombreuses institutions financières, la crise des dettes souveraines en Europe et d'importantes interventions des gouvernements partout dans le monde. Ces facteurs pourraient nuire à la demande pour les services de la Société, ce qui pourrait par ricochet affecter négativement ses activités et ses résultats opérationnels. En outre, les fluctuations des taux d'intérêt, la volatilité des marchés financiers ou les perturbations du marché du crédit pourraient limiter l'accès de la Société aux capitaux et nuire à la capacité de ses clients de financer leurs activités à des conditions acceptables. Si le rendement opérationnel et financier des clients de la Société devait se détériorer, ou s'ils étaient incapables de faire les paiements prévus ou d'obtenir du crédit, ils pourraient être dans l'impossibilité de payer. Le défaut de paiement de clients de la Société pourrait avoir une incidence défavorable sur son carnet de commandes, ses résultats et ses flux de trésorerie. À mesure que le nombre de pays touchés par le resserrement des marchés mondiaux des capitaux et du crédit augmente, les États-Unis, l'Europe et d'autres importants marchés doivent composer avec la faiblesse ou le repli de leur croissance économique. De nombreux marchés demeurent fragiles et pourraient connaître d'autres périodes de croissance économique négative. En outre, de nombreux gouvernements ont eu recours, ou continuent d'avoir recours à d'importantes mesures de relance budgétaire en vue d'éviter les récessions, et ils sont maintenant aux prises avec d'énormes dettes et déficits qui continuent de s'aggraver et qui pourraient les obliger notamment à comprimer les dépenses et à augmenter les impôts et les taxes. Ces conditions pourraient affecter la demande des entités publiques et privées pour les services de la Société.

De plus, la hausse de l'inflation, des taux d'intérêt et des coûts de construction pourraient réduire la demande pour les services de la Société dans les marchés où elle exerce ses activités ou pourra les exercer à l'avenir. La Société est en outre assujettie au risque de hausse de l'inflation par l'exécution de contrats négociés à prix fixe. Parce qu'une partie importante des produits de la Société est tirée de contrats prévoyant le remboursement des coûts, les effets de l'inflation sur la situation financière et les résultats opérationnels de la Société au cours des dernières années ont été peu importants. Néanmoins, si la Société étend ses activités dans des marchés et des secteurs géographiques où les contrats négociés à prix fixe sont plus prévalents, l'inflation pourrait avoir des incidences plus importantes sur ses résultats opérationnels. Par conséquent, une augmentation considérable de l'inflation, des taux d'intérêt ou des coûts de construction pourrait avoir des incidences négatives importantes sur les activités, la situation financière et les résultats opérationnels de la Société.

PRODUITS PROVENANT DE CONTRATS AVEC DES INSTANCES GOUVERNEMENTALES

La demande pour les services de la Société est liée au niveau de financement gouvernemental affecté à la reconstruction, à l'amélioration et à l'expansion des systèmes d'infrastructure. La Société tire une partie importante de ses produits de projets gouvernementaux ou financés par les gouvernements, et elle prévoit continuer de le faire à l'avenir. Des changements significatifs du niveau de financement gouvernemental (qu'il s'agisse des contraintes de financement traditionnelles), l'incidence à long terme de la récente crise économique (y compris les futures contraintes budgétaires et les inquiétudes suscitées par les déficits), les priorités politiques changeantes, les changements de gouvernements ou le report de projets à cause de processus électoraux peuvent avoir des retombées négatives sur les activités, les perspectives, la situation financière et les résultats opérationnels de la Société.

Le succès et l'expansion des activités de la Société sont en partie tributaires du financement continu des programmes gouvernementaux et de la capacité de la Société à participer à ces programmes. Toutefois, les gouvernements pourraient ne pas disposer de ressources suffisantes pour financer ces programmes, ou décider de ne pas les financer même s'ils disposent des ressources nécessaires. Certains contrats gouvernementaux peuvent être renouvelés ou reconduits chaque année, et la Société ne peut être sûre qu'elle continuera à remplir de tels contrats à l'avenir. De plus, les instances gouvernementales peuvent résilier ces contrats à leur gré. La Société peut avoir à engager des frais relativement à la résiliation de ces contrats et enregistrer un manque à gagner. Dans certains marchés, les contrats avec les instances gouvernementales sont parfois assujettis à des règlements stricts et à la vérification des frais réels engagés. Ces vérifications peuvent mener à la détermination qu'un règlement a été enfreint ou que des ajustements doivent être faits au montant des coûts contractuels remboursables par les instances et au montant des frais généraux alloués par les instances. Par conséquent, les produits de la Société pourraient être ajustés à la baisse si les coûts récupérables admis étaient supérieurs aux coûts récupérables réels.

CONTRATS NÉGOCIÉS À PRIX FIXE

Une tranche des produits de la Société vient de contrats négociés à prix fixe. En vertu de ces contrats, la Société convient d'exécuter la totalité ou une partie précise de l'ouvrage faisant l'objet du contrat moyennant une rémunération fixe. Les contrats négociés à prix fixe exposent la Société à un certain nombre de risques non inhérents aux contrats rémunérés sur une base horaire, notamment la sous-estimation des honoraires, les ambiguïtés dans les spécifications, les difficultés imprévues, des problèmes liés aux nouvelles technologies, des retards hors de sa volonté et des fluctuations économiques ou d'autres changements pouvant survenir pendant la période contractuelle. L'utilisation accrue des contrats négociés à prix fixe ou l'envergure de plus en plus grande de ces contrats augmenteraient son exposition à ces risques. Des pertes en vertu de contrats négociés à prix fixe pourraient avoir des conséquences défavorables considérables sur les activités, les perspectives, la situation financière et les résultats opérationnels de la Société.

La Société a habituellement des demandes de paiement en suspens présentées à ses clients pour des travaux exécutés en surplus des contrats originaux et dont les produits ont déjà été comptabilisés. En règle générale, la Société ne peut garantir que ces demandes soient approuvées par ses clients, même en partie. Si ces demandes ne sont pas approuvées, les produits de la Société pourraient être réduits, ce qui aurait des incidences négatives importantes sur sa situation financière et ses résultats opérationnels.

DÉPENDANCE ENVERS LES CLIENTS

La demande pour des services de professionnels, tels que ceux fournis par la Société, est assujettie à des fluctuations en raison de différents facteurs, y compris la conjoncture économique. Les produits de la Société ne dépendent pas substantiellement d'un client en particulier. Toutefois, les contrats de service sont résiliables par les clients à bref préavis, et rien ne garantit que la Société ait la capacité de préserver ses relations avec ses plus importants clients. Un changement négatif qui toucherait un de ces clients peut avoir des incidences négatives sur les activités, les perspectives, la situation financière et les résultats opérationnels de la Société.

DÉPENDANCE DE LA SOCIÉTÉ ENVERS DES FOURNISSEURS ET DES SOUS-TRAITANTS

La Société fait affaire avec un grand nombre de fournisseurs et de sous-traitants. La réalisation rentable de certains contrats est tributaire, en grande partie, de l'exécution satisfaisante des travaux par les sous-traitants chargés de différents éléments des travaux. Si ces sous-traitants ne respectent pas les normes acceptées, la Société peut être obligée d'embaucher des sous-traitants différents pour effectuer ces tâches, ce qui peut augmenter les coûts liés à un contrat et avoir une incidence sur la rentabilité d'un projet particulier et, dans certaines circonstances, conduire à des pertes importantes. Le non-respect par un fournisseur ou un sous-traitant de ses engagements contractuels pourrait avoir un effet défavorable important sur les activités, les perspectives, la situation financière et les résultats opérationnels de la Société.

ACCEPTATION DU RISQUE PAR LA SOCIÉTÉ

Afin de s'adapter aux tendances actuelles quant à la manière dont les projets sont réalisés dans des domaines où elle évolue, la Société peut participer à des travaux de qualification initiale, par exemple dans le contexte d'une demande de qualification, afin de faire partie de coentreprises formées pour soumissionner sur de grands projets. La Société peut ne pas être en mesure de recouvrer les coûts engagés pour ces travaux. Le temps investi pour faire partie de coentreprises en vue de la réalisation de grands projets et les travaux de qualification connexes pourraient, au bout du compte, ne pas se traduire par l'obtention de contrats qui généreraient une marge bénéficiaire adéquate.

DÉPENDANCE ENVERS DES PROFESSIONNELS ET DES GESTIONNAIRES CLÉS

Pour exercer ses activités, la Société doit compter sur les compétences, l'expérience et les efforts de ses professionnels et de ses gestionnaires clés, dont beaucoup jouissent d'une grande réputation et ont de nombreux contacts dans le secteur dans lequel la Société évolue. Si des membres du personnel professionnel ou des gestionnaires clés de la Société ne pouvaient ni ne souhaitaient maintenir leur relation avec elle, ses activités, ses perspectives, sa situation financière et ses résultats opérationnels pourraient subir des contrecoups importants.

DISPONIBILITÉ ET RÉTENTION DE PERSONNEL PROFESSIONNEL QUALIFIÉ

Le succès de la Société est en partie tributaire de sa capacité à recruter et à retenir des ingénieurs qualifiés et d'autres professionnels compétents dans des endroits particuliers. Au fil des ans, une importante pénurie d'ingénieurs dans certains marchés a exercé une pression continue à la hausse sur les programmes de rémunération des ingénieurs. Rien ne saurait garantir que la Société sache intéresser, embaucher et retenir un nombre suffisant d'employés qualifiés pour continuer à maintenir et à faire croître son entreprise. L'incapacité d'intéresser, d'embaucher et de retenir un nombre suffisant de professionnels qualifiés pourrait restreindre sa capacité de soutenir et d'augmenter les produits.

NÉGOCIATION COLLECTIVE ET CONFLITS DE TRAVAIL

Le 31 décembre 2012, les employés en Suède et en Finlande, soit approximativement 19 % de l'effectif de la Société, étaient couverts par des conventions collectives renouvelables chaque année. Les résultats de négociations futures concernant la représentation par les syndicats ou les conventions collectives pourraient ne pas être favorables à la Société. La Société pourrait signer des conventions collectives qui augmenteraient ses frais opérationnels et réduiraient son résultat net à cause des hausses de salaire ou des charges plus élevées au titre des avantages sociaux. De plus, les négociations avec les syndicats, notamment des actions des travailleurs, pourraient détourner l'attention de la Direction et perturber les activités, ce qui aurait des effets nuisibles sur les résultats opérationnels de la Société.

NON-CONFORMITÉ AUX LOIS ET RÈGLEMENTS

La Société ne tolère aucune pratique commerciale irrégulière, prend très au sérieux la conformité aux lois et s'est engagée à exercer toutes ses activités dans le respect des règles de l'éthique. La Société a adopté des pratiques et procédures en vue de gérer les risques de non-conformité aux lois, de corruption dans ses activités, d'agissements anticoncurrentiels, de contributions politiques illicites et de manquement à l'éthique, comme le code de conduite et la politique de dénonciation de GENIVAR, qui s'appliquent à tous les employés, dirigeants et administrateurs de GENIVAR, la mise en oeuvre par WSP de la politique de WSP sur l'éthique commerciale, les cadeaux et les sorties (collectivement désignés les « codes de conduite ») et l'adoption de contrôles et procédures internes concernant notamment la conformité et le signalement de plaintes en matière de comptabilité et de vérification. Même si ces mesures de contrôle atténuent les risques auxquels est exposée la Société et leur effet nuisible possible sur les résultats de la Société, elles sont en voie de normalisation dans toute l'organisation et pourraient ne pas réussir efficacement à protéger la Société contre les conséquences d'actes commis par ses dirigeants, employés, mandataires ou associés, contre la corruption dans ses activités et contre les manquements à l'éthique. Il peut donc se produire une fraude non détectée qui occasionnerait une perte d'actifs ou une inexactitude dans les états financiers de la Société et ses documents d'information. En outre, une inconduite, une contribution politique illicite, la non-conformité aux lois et règlement déjà en vigueur ou proposés, des agissements anticoncurrentiels ou la commission d'une infraction criminelle par les dirigeants, employés ou mandataires de la Société pourraient l'exposer à des amendes et à des pénalités, à des sanctions civiles, criminelles et administratives et à une inhabilité à contracter, occasionnant une perte de produits et de profits qui pourrait avoir un effet défavorable important sur les activités, les perspectives, la situation financière et les résultats opérationnels de la Société.

Dans leurs relations avec des organismes publics dans des pays comme le Canada, les États Unis et les pays de l'Union européenne, dont le Royaume-Uni et la Suède, la Société et les membres de son groupe doivent également se conformer à bon nombre de lois et règlements complexes concernant les achats du secteur public, qui visent à garantir l'attribution transparente, concurrentielle, efficace et non discriminatoire des contrats publics dans les territoires concernés, par exemple les règlements intitulés Federal Acquisition Regulation aux États-Unis et Public Contracts Regulations au Royaume-Uni et la loi sur les achats du secteur public de la Suède. Ces règles imposent des mécanismes de vérification et des obligations de déclaration, entre autres. La non-conformité à ces lois et règlements par la Société ou la commission par la Société, ses dirigeants, employés ou mandataires d'une infraction ou d'une inconduite prévue par ces règles pourrait rendre la Société passible d'une déclaration d'inhabileté à contracter avec un organisme public, obligatoire ou discrétionnaire, permanente ou temporaire, et l'exposer à d'autres pénalités et sanctions. Toute déclaration semblable d'inhabilité de la Société dans un territoire où elle exploite une entreprise ou exerce ses activités pourrait l'empêcher de présenter des soumissions relatives à des contrats publics dans ce territoire ou ailleurs et avoir un effet défavorable important sur son entreprise, ses activités et ses résultats financiers.

Le 7 décembre 2012, l'Assemblée nationale du Québec a adopté le projet de n° 1, la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (la « Loi sur l'intégrité du Québec »), qui s'applique initialement aux contrats publics dont l'attribution est en cours au 15 janvier 2013 et à certains contrats particuliers avec la ville de Montréal. La Loi sur l'intégrité du Québec instaure un mécanisme servant à vérifier si une entreprise qui souhaite conclure un contrat avec un organisme public du Québec satisfait aux conditions requises d'intégrité. Ainsi, les entreprises qui souhaitent conclure de tels contrats ou sous-contrats doivent dorénavant recevoir l'autorisation de l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF »). L'AMF doit refuser de donner cette autorisation dans certaines circonstances, notamment lorsque l'entreprise, ses actionnaires majoritaires ou un de ses administrateurs ou dirigeants a été déclaré coupable de non-conformité à certaines lois au cours des cinq années précédentes. Dans d'autres circonstances, l'AMF a le pouvoir discrétionnaire de refuser une autorisation ou de la révoquer si elle considère que la confiance du public du Québec sera affectée en raison du manque d'intégrité de l'entreprise, d'un de ses actionnaires, associés, administrateurs ou dirigeants ou d'une autre entreprise qui la contrôle. La Société est censée demander sous peu à l'AMF la délivrance de l'autorisation prescrite par la Loi sur l'intégrité du Québec. La déclaration de culpabilité de la Société pour l'une des infractions prévues par la Loi sur l'intégrité du Québec pourrait empêcher la Société de conclure des contrats avec les organismes publics québécois dans l'avenir, dont les municipalités, l'exposer à des amendes, à des pénalités et à des poursuites civiles, criminelles et administratives et endommager sa réputation.

RISQUES LIÉS À LA RÉPUTATION

Pour rester compétitive, la Société est tributaire, pour une grande partie, de ses relations avec ses clients et de sa réputation en matière de services professionnels et comme firme de services professionnels qui respecte les normes éthiques les plus élevées. L'échec de la Société à répondre aux attentes de ses clients dans le cadre d'un projet, y compris la possibilité d'une défaillance ou d'un incident grave, pourrait avoir une incidence négative sur la façon dont elle est perçue dans le marché. En outre, l'inobservation par la Société des lois ou des règlements applicables, des lignes directrices généralement reconnues en matière de responsabilités d'entreprise, environnementales, sociales ou de gouvernance, sa mauvaise conduite, des contributions politiques illégales, le non-respect de lois ou de règlements, des pratiques anticoncurrentielles ou des actes criminels par ses dirigeants, ses employés, ses mandataires ou ses partenaires, la corruption au sein de ses activités et des problèmes sur le plan éthique pourraient avoir des répercussions négatives sur sa réputation et influencer sur sa capacité à obtenir des projets à l'avenir.

RISQUE DE POURSUITES

La Société est occasionnellement menacée de poursuites ou peut faire l'objet, dans le cours normal de ses activités, de diverses poursuites notamment de poursuites fondées sur des erreurs et des omissions professionnelles et de poursuites liées aux activités antérieures de la Société comme entrepreneur général. Assurer la défense contre des poursuites de cette nature relativement à l'un des services offerts par la Société pourrait nécessiter une attention substantielle de la part de sa Direction, exiger des ressources financières considérables ou entraîner des frais juridiques élevés ou la condamnation à payer des dommages-intérêts pour lesquels la Société n'est peut-être pas entièrement assurée, ce qui pourrait nuire à sa réputation. Un jugement rendu contre la Société ou l'imposition d'une amende ou d'une pénalité élevée pourraient avoir des conséquences défavorables importantes sur ses activités, ses perspectives, sa situation financière et ses résultats opérationnels.

PLAFONDS D'ASSURANCE

La Société estime que son assurance en cas d'erreur et omission, son assurance de responsabilité civile des entreprises ou son assurance responsabilité des administrateurs et dirigeants couvrent tous les risques assurables importants, offrent une couverture semblable à celle que souscrirait un exploitant prudent dans un secteur d'activité semblable à celui de la Société et sont assujetties aux franchises, aux limites et aux exclusions usuelles ou raisonnables eu égard au coût de l'obtention d'assurances et aux conditions actuelles d'exploitation. Cependant, il n'est pas possible de garantir que ces assurances continueront d'être offertes à des conditions économiquement réalisables, que tous les événements qui pourraient causer une perte ou engager la responsabilité sont assurables ou que les couvertures d'assurance seront suffisantes pour couvrir chaque sinistre ou chaque réclamation pouvant mettre en cause les actifs ou les activités de la Société.

RISQUES POUR LA SANTÉ, LA SÉCURITÉ ET L'ENVIRONNEMENT

Les systèmes de la Société en matière de santé, de sécurité et d'environnement visent à réduire les risques pour les personnes, pour l'environnement et pour ses activités; les employés sont cependant sujets à des risques pour la santé et la sécurité ainsi qu'à des risques environnementaux dans le cours de leur emploi. Un certain nombre de ces risques pourraient avoir pour conséquence des blessures, la perte de vie ou des dommages à l'environnement, aux biens de la Société ou de tiers. Il pourrait aussi arriver que la responsabilité civile ou légale de la Société envers des employés soit engagée à la suite de blessures ou de décès qui surviendraient parce que les politiques et les pratiques en matière de santé et de sécurité seraient inadéquates. La Société ne peut se protéger entièrement contre tous ces risques et par ailleurs, tous les risques ne sont pas assurables. La Société peut devenir responsable de dommages découlant d'événements pour lesquels elle ne peut obtenir d'assurance ou pour lesquels elle peut choisir de ne pas s'assurer à cause des primes trop élevées ou pour d'autres motifs. De plus, la Société risque de devoir engager des coûts additionnels relativement à des projets dans le cadre desquels se sont produits des dommages à l'environnement ou des incidents concernant la santé et la sécurité, parce qu'il faudra plus de temps pour les réaliser ou parce que des blessures entraîneront des pertes de temps.

CONDITIONS MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES ET IMPACT DE CATASTROPHES NATURELLES OU AUTRES

Les activités de la Société sur les chantiers se déroulent habituellement en plein air et sont des services d'arpentage professionnel, d'ingénierie, de collecte et d'examen de données sur le terrain, d'archéologie, de reconnaissance géotechnique et de forage exploratoire, de supervision et d'inspection de travaux de construction, de mise en service, d'essais et d'exploitation d'usines. Des conditions météorologiques extrêmes, des catastrophes naturelles ou autres (tremblements de terre, incendies, inondations, épidémies, pandémies et autres événements similaires) peuvent occasionner le report du démarrage ou retarder l'achèvement des travaux de la Société sur les chantiers et empêcher ses employés de se rendre au travail, ce qui occasionnerait des délais ou des pertes de produits qui seraient comptabilisés tandis que des coûts continueraient de s'accumuler. Des conditions météorologiques extrêmes ou des désastres peuvent aussi retarder le début ou l'achèvement de diverses phases de travaux liés à d'autres services devant être réalisés simultanément ou ultérieurement aux travaux sur des chantiers, ou même en forcer l'annulation. Un retard dans la prestation des services de la Société pourrait obliger cette dernière à engager des coûts additionnels non remboursables, notamment pour payer les heures supplémentaires nécessaires pour respecter les échéanciers des clients.

À cause de divers facteurs, un retard à commencer ou à terminer un projet peut aussi entraîner des pénalités, des sanctions ou même l'annulation de contrats, ce qui pourrait avoir une incidence négative importante sur la situation financière et les résultats opérationnels de la Société.

INTERRUPTION DU FONCTIONNEMENT DES SYSTÈMES ET DE L'INFRASTRUCTURE DU RÉSEAU

La Société compte beaucoup sur les systèmes d'information, sur la technologie de communication et sur les systèmes connexes pour fonctionner adéquatement. Si elle était incapable d'ajouter continuellement des logiciels et du matériel, de mettre à niveau ses systèmes et son infrastructure de réseau, de retenir son personnel-clé en technologie de l'information et de prendre d'autres mesures pour améliorer l'efficacité de ses systèmes et les protéger, ses opérations pourraient être interrompues ou retardées. De plus, les systèmes informatiques et les systèmes de communication de la Société pourraient être endommagés ou leur fonctionnement pourrait être interrompu par des catastrophes naturelles, des pannes de télécommunication, des actes de guerre ou de terrorisme, des virus informatiques, des atteintes à la sécurité physique ou électronique ou d'autres événements ou perturbations similaires. L'un ou l'autre de ces événements pourraient causer des interruptions ou des retards de fonctionnement ainsi que la perte de données critiques, retarder ou empêcher l'exécution d'activités et avoir des incidences négatives sur les activités, les perspectives, la situation financière et les résultats opérationnels de la Société.

RISQUES ASSOCIÉS À L'INDUSTRIE

CONCURRENCE DANS LE SECTEUR

La Société évolue dans des marchés hautement concurrentiels et a de nombreux concurrents pour chacun de ses services. La taille et les spécificités des concurrents varient grandement par rapport au type de services qu'offre la Société. Certains de ses concurrents sont en exploitation depuis plus longtemps qu'elle, leur nom jouit d'une plus grande notoriété, leur clientèle est plus importante, et ils ont réussi une pénétration de marché considérablement plus large dans certains des domaines où la Société leur fait concurrence. En outre, certains concurrents disposent de ressources financières ou d'une souplesse financière et de ressources en marketing beaucoup plus considérables que celles de la Société. Cette vive concurrence pourrait avoir d'importantes incidences négatives sur les activités de la Société, sur sa situation financière et sur ses résultats opérationnels si elle devait réduire sa part actuelle des segments de marchés dans lesquels elle évolue.

RÉDUCTION DE LA PORTÉE DES RÈGLEMENTS

Une partie des services professionnels qu'offre la Société est directement ou indirectement liée à des lois et à des règlements. Des modifications à ces règlements pourraient avoir des incidences plus importantes sur les activités de la Société que sur celles d'autres firmes de services professionnels. Par conséquent, la réduction du nombre ou de la portée de ces lois et règlements pourrait réduire considérablement la taille de sa part de ce marché et avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les perspectives, la situation financière et les résultats opérationnels de la Société.

SENSIBILISATION ACCRUE FACE AUX FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX

Étant donné la sensibilisation accrue face au changement climatique mondial, certains spécialistes ont avancé que les entreprises actives dans des industries dont les projets risquent d'avoir des incidences sur l'environnement pourraient faire l'objet de poursuites par des gouvernements, des actionnaires ou des défenseurs de l'environnement. L'annulation de grands projets confiés à la Société à cause de préoccupations environnementales, ou des poursuites d'envergure liées à l'environnement qui toucheraient des clients clés de la Société pourraient avoir des incidences importantes sur sa situation financière et ses résultats opérationnels.

RISQUES ASSOCIÉS À L'ENDETTEMENT

AUGMENTATION DE LA DETTE

Au 31 décembre 2012, 212,7 M\$ des facilités de crédit obtenues en juin 2012 avaient été utilisés. Ce niveau d'endettement pourrait obliger la Société à consacrer une partie considérable de ses flux de trésorerie aux paiements d'intérêt et au remboursement du capital, ce qui risquerait d'avoir des incidences importantes aux yeux des investisseurs, en particulier les suivantes:

- ▶ cet endettement pourrait limiter la capacité de la Société à faire des investissements importants pour sa croissance et sa stratégie, à obtenir du financement supplémentaire pour son fonds de roulement, ses dépenses en immobilisations, le service de sa dette, ses acquisitions et ses fins générales;
- ▶ certains emprunts de la Société sont à taux d'intérêt variable, ce qui l'expose au risque d'augmentation des taux d'intérêt;

- ▶ cet endettement pourrait limiter la capacité de la Société à s'ajuster à l'évolution de la conjoncture des marchés et la désavantager par rapport à ses concurrents moins endettés;
- ▶ la Société pourrait être incapable de verser des dividendes sur ses actions ordinaires;
- ▶ la Société pourrait être vulnérable à un ralentissement économique.

Aux termes des nouvelles facilités de crédit, la Société est autorisée à contracter des dettes supplémentaires dans certaines circonstances. Toutefois, ce faisant, elle augmenterait les risques décrits ci-dessus. Les nouvelles facilités de crédit comportent des dispositions qui imposent à la Société, sur une base consolidée, l'obligation de respecter des ratios de la dette sur le BAIIA et de couverture des charges fixes. En outre, les nouvelles facilités de crédit restreignent la capacité de la Société de grever ses actifs, de contracter des dettes supplémentaires, d'effectuer des acquisitions ou des dispositions, ou d'opérer des changements fondamentaux dans ses activités. Ces engagements limitent la Société dans l'exercice de ses activités.

Si la Société était incapable d'obtenir, à des conditions acceptables, des capitaux additionnels pour financer sa stratégie de croissance, elle pourrait se voir obligée de réduire la portée prévue de son expansion, ce qui affecterait négativement sa stratégie de croissance, sa compétitivité future et ses résultats opérationnels. Si elle devait utiliser des liquidités produites à l'interne ou contracter des dettes pour réaliser des acquisitions, sa marge de manœuvre opérationnelle et financière serait considérablement réduite. La mesure dans laquelle la Société pourra ou voudra utiliser ses actions pour faire des acquisitions sera fonction du cours de ses actions et tributaire du bon vouloir des vendeurs potentiels de les accepter en paiement total ou partiel.

La Société pourrait en outre être dans l'obligation de contracter des dettes additionnelles si elle faisait l'acquisition d'une autre entreprise, ce qui augmenterait ses obligations de remboursement et pourrait avoir un effet négatif sur ses liquidités et sa rentabilité futures.

Elle pourrait également être dans l'obligation de mobiliser des capitaux additionnels dans le public pour poursuivre sa stratégie. La disponibilité de financement sera fonction de l'état des marchés à ce moment-là et de l'acceptabilité des modalités de financement offertes. Rien ne saurait garantir que la Société pourra obtenir du financement ou de l'obtenir à des conditions acceptables et en un montant suffisant pour financer ses besoins, surtout en période de ralentissement économique.

RISQUES ASSOCIÉS AUX RÉSULTATS FINANCIERS

VARIABILITÉ DES RÉSULTATS FINANCIERS

La capacité de la Société de maintenir et d'accroître ses produits est fonction non seulement de sa capacité de mettre en œuvre sa stratégie opérationnelle, mais également de nombreux autres facteurs, parmi lesquels :

- ▶ des modifications aux habitudes de dépenses des clients de la Société appartenant aux secteurs public et privé;
- ▶ le nombre et l'importance des projets exécutés pendant un trimestre;
- ▶ des changements imprévus au stade de l'exécution de contrats, particulièrement les contrats assortis d'un financement limité;
- ▶ le temps requis pour résoudre les demandes de changement, les demandes de rajustements équitables et d'autres rajustements aux contrats;
- ▶ les retards dans la réalisation de projets;
- ▶ les conditions météorologiques qui retardent les travaux sur les chantiers;
- ▶ le nombre d'employés, les périodes de congé et les taux d'utilisation;
- ▶ les modifications aux prix des services offerts par des concurrents;
- ▶ la conjoncture économique et politique.

EXPOSITION AUX DEVICES ÉTRANGÈRES

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs relatifs à un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux de change. Une partie importante des produits et de l'actif net de la Société est libellée en diverses monnaies étrangères, notamment en sterling, en Euros, en couronnes suédoises et en dollars US. Par conséquent, les fluctuations du taux de change entre le dollar canadien et ces monnaies pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats et la situation financière de la Société. Il est impossible de prévoir les événements futurs qui pourraient entraîner l'augmentation ou la baisse significative des risques de variation du change par rapport à ces devises.

Les distributions ou les paiements futurs payables en monnaie étrangère présentent le risque de dépréciation de la monnaie étrangère avant la réception et la conversion du paiement dans la monnaie fonctionnelle de la Société. Lorsque les produits et les dépenses sont libellés en monnaies différentes, la Société conclut parfois des contrats de change afin de limiter son exposition aux fluctuations du taux de change. Même si la Société n'a à l'heure actuelle aucune politique sur le risque de change susceptible d'avoir une incidence importante sur ses résultats opérationnels, elle reste exposée au risque de change.

COMPTES CLIENTS

Comme il est courant dans le secteur des services professionnels, la Société affiche un niveau élevé de comptes clients dans son bilan. Cette valeur est répartie entre de nombreux contrats et clients. Bien que la Société procède à des examens réguliers des comptes clients afin d'identifier les clients ayant des retards de paiements ou des comptes en souffrance et de résoudre les problèmes causant ces retards, rien ne garantit que les comptes clients impayés soient acquittés en temps voulu, si tant est qu'ils le soient.

OBLIGATIONS RELATIVES À DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES SOUS-FINANCÉS

La Société pourrait devoir cotiser des fonds additionnels pour remplir des obligations relatives à des régimes de retraite à prestations définies gérés par elle pour des employés qui prennent leur retraite et des employés déjà à la retraite, si ces régimes sont sous-financés. Les cotisations sont habituellement établies en calculant les obligations du régime au titre des prestations projetées, moins la juste valeur des actifs du régime. Il pourrait arriver que les obligations de la Société relatives au régime augmentent ou diminuent en fonction de divers facteurs, notamment l'évolution de l'espérance de vie et les hausses ou les baisses des taux d'intérêt et du rendement du capital. Si la Société devait cotiser un montant considérable pour couvrir le déficit des régimes sous-financés, ses flux de trésorerie pourraient subir des incidences importantes et négatives.

L'évolution de la conjoncture économique et un changement du profil démographique pourraient entraîner de fortes augmentations des obligations de financement de la Société, ce qui réduirait d'autant la disponibilité de ces fonds pour d'autres fins, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière et les résultats opérationnels de la Société.

DÉPRÉCIATION DU GOODWILL

Comme la Société s'est élargie en partie par des acquisitions, le goodwill et les actifs intangibles représentent une partie considérable de son actif. Au 31 décembre 2012, la Société avait un goodwill de 697,8 M\$, ce qui représentant 38,5 % de son actif total de 1 812,0 M\$. Sous les IFRS, la Société doit procéder chaque année à un test de dépréciation du goodwill mentionné dans les états consolidés de la situation financière à l'aide de la méthode de la juste valeur. La Société a choisi de procéder au test annuel de dépréciation du goodwill à la fin de son exercice. La Société doit aussi procéder à un test de dépréciation du goodwill entre les tests annuels lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la survenance d'un événement ou d'une situation a pour effet de faire baisser la juste valeur d'une UGT au-dessous de sa valeur comptable, ce qui signifierait que la valeur des actifs acquis est descendue sous le prix payé par la Société. Ces événements ou situations peuvent être un changement défavorable important dans le contexte économique, notamment une baisse significative et soutenue de la valeur d'une UGT, des facteurs juridiques, des indicateurs du rendement opérationnel, la concurrence, la vente ou la disposition d'une partie importante de ses activités, des interventions gouvernementales potentielles relativement à ses installations et d'autres facteurs. Si la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable, la Société pourrait être obligée de comptabiliser une réduction de valeur. Le montant d'une réduction pourrait être considérable et avoir des incidences négatives importantes sur la situation financière et les résultats opérationnels de la Société pour la période concernée.

RISQUES ASSOCIÉS AUX ACTIONS ORDINAIRES

DILUTION POTENTIELLE

Les statuts de la Société permettent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en série. Pour réussir les acquisitions ciblées ou financer ses autres activités, la Société peut émettre des titres de participation additionnels, ce qui pourrait diluer le pourcentage de participation des actionnaires.

PAIEMENT DE DIVIDENDES

La décision de verser des dividendes sur les actions relève du Conseil d'administration et se fonde, entre autres, sur le résultat net de la Société, sur ses besoins financiers pour mener ses activités, sur la satisfaction des critères de solvabilité applicables à la déclaration et au paiement de dividendes ainsi qu'à d'autres conditions qui peuvent exister, notamment la réalisation d'une acquisition importante par la Société. Il est par conséquent impossible de garantir que la Société versera des dividendes, ni leur fréquence ni leur montant.

INFORMATION ADDITIONNELLE

De l'information additionnelle au sujet de la Société est disponible sur le site Web à l'adresse www.genivar.com et sur le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 sera disponible sur ces deux sites à la fin mars 2013.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole « GNV ». Au 31 décembre 2012, la Société avait 51 056 441 actions ordinaires en circulation. Au 12 mars 2013, la Société avait 51 418 329 actions ordinaires en circulation à la suite de l'émission d'actions réalisée en vertu du RRD après le paiement en janvier 2013 du dividende du quatrième trimestre. La Société n'a pas d'autres actions en circulation.

GLOSSAIRE

PRODUITS NETS

Les produits nets sont définis comme étant les produits de services-conseils moins les coûts directs liés aux sous-consultants et autres dépenses directes recouvrées auprès de clients. Les produits nets ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Par conséquent, les produits nets pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les investisseurs sont avertis que les produits nets ne devraient pas être interprétés comme une solution de rechange aux produits de l'exercice (tels qu'établis conformément aux IFRS), à titre d'indicateur du rendement de la Société.

BAIIA ET BAIIA PAR ACTION

Le BAIIA renvoie au résultat avant frais financiers, charge d'impôt sur le résultat et amortissements. Le BAIIA ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Les investisseurs sont avertis que le BAIIA ne devrait pas être interprété comme une solution de rechange au résultat net de l'exercice (tel qu'établi conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société, ni comme un substitut des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, de financement et d'investissement à titre de mesure des liquidités et des flux de trésorerie de la Société. La méthode utilisée par la Société pour calculer le BAIIA peut différer de celle qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, le BAIIA de la Société n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

Le BAIIA par action est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré de base d'actions.

MARGE DU BAIIA

La marge du BAIIA est définie comme le BAIIA exprimé en tant que pourcentage des produits nets. La marge du BAIIA n'est pas une mesure IFRS.

BAlIA AJUSTÉ

Le BAlIA ajusté est défini comme étant le BAlIA, excluant les effets des Éléments inhabituels identifiés par la Direction comme étant des coûts non récurrents et excluant les coûts administratifs globaux. Les coûts administratifs globaux correspondent aux frais et salaires liés aux fonctions centralisées telles que les finances, les ressources humaines et la technologie, lesquelles ne sont pas attribués aux secteurs opérationnels. Cette mesure n'est pas une mesure IFRS. Elle permet à la Direction de comparer les régions entre elles.

MARGE DU BAlIA AJUSTÉ

La marge du BAlIA ajusté est définie comme le BAlIA ajusté exprimé en tant que pourcentage des produits nets. La marge du BAlIA ajusté n'est pas une mesure IFRS.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT PAR ACTION

L'impôt sur le résultat par action est défini comme la charge d'impôt sur le résultat divisée par le nombre moyen pondéré de base d'actions.

RÉSULTAT NET AJUSTÉ ET RÉSULTAT NET AJUSTÉ PAR ACTION

Le résultat net ajusté ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS. Cette mesure fournit à la Direction un résultat net sans l'effet d'éléments significatifs non récurrents. Le résultat net ajusté est défini comme étant le résultat net de l'exercice, excluant l'incidence sur les résultats financiers des éléments significatifs identifiés.

Le résultat net ajusté par action est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré de base d'actions.

FONDS PROVENANT DES OPÉRATIONS ET FONDS PROVENANT DES OPÉRATIONS PAR ACTION

Les fonds provenant des opérations ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS. Ils fournissent à la Direction et aux investisseurs un indicateur des fonds générés par les opérations avant la variation des éléments du fonds de roulement sans effet sur la trésorerie.

Les fonds provenant des opérations par action sont calculés en utilisant le nombre moyen pondéré de base d'actions.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES ET FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES PAR ACTION

Les flux de trésorerie disponibles ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS. Ils procurent une mesure constante et comparable des flux de trésorerie disponibles provenant des activités opérationnelles. Cette mesure est utilisée à titre d'indicateur de la performance et de la solidité financière. Les flux de trésorerie disponibles sont définis comme étant les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles tels que présentés selon les IFRS, moins les dépenses en immobilisations effectuées pour l'entretien.

Les flux de trésorerie disponibles par action sont calculés en utilisant le nombre moyen pondéré de base d'actions.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011
EN MILLIONS DE DOLLARS

Le 12 mars 2013

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés ci-joints de GENIVAR inc. et toute l'information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la Direction et sont approuvés par le Conseil d'administration de GENIVAR inc.

118

119

Les états financiers consolidés ont été dressés par la Direction conformément aux normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiée par l'*International Accounting Standards Board*. Les principales conventions comptables retenues sont décrites à la note 2 afférente aux états financiers consolidés. Les états financiers contiennent certains montants fondés sur des estimations et des jugements. La Direction a établi ces montants de manière raisonnable afin de s'assurer que les états financiers sont présentés fidèlement, à tous les égards importants. La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel et s'est assurée de sa concordance avec les états financiers consolidés.

GENIVAR inc. maintient des systèmes de contrôles internes comptables et administratifs conçus de façon à fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de GENIVAR inc. est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le Conseil d'administration est chargé de s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le Conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son Comité d'audit.

Le Comité d'audit est nommé par le Conseil d'administration, et ses trois membres sont des administrateurs externes. Le Comité d'audit rencontre périodiquement la direction, ainsi que les vérificateurs externes, afin de discuter des contrôles internes, des questions de comptabilité, de vérification et de présentation de l'information financière, de s'assurer que chaque intervenant exerce correctement ses fonctions et d'examiner les états financiers consolidés, le rapport de gestion et le rapport des vérificateurs externes. Le Comité d'audit fait part de ses constatations au Conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers consolidés à l'intention des actionnaires. De plus, le Comité d'audit étudie, afin de soumettre à l'examen du Conseil d'administration et à l'approbation des actionnaires, la nomination des vérificateurs externes ou le renouvellement de leur mandat.

Les états financiers consolidés ont été vérifiés, au nom des actionnaires, par les vérificateurs externes, PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l, conformément aux IFRS. Les vérificateurs externes ont librement et pleinement accès au comité d'audit, qu'ils peuvent rencontrer en présence ou en l'absence de la direction.

Le président et chef de la direction,
Pierre Shoiry, ing., M. Sc. A

Le chef de la direction financière,
Alexandre L'Heureux, CPA, CA, CFA

Montréal (Québec) Canada

Le 12 mars 2013

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT AUX ACTIONNAIRES DE GENIVAR INC.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de GENIVAR inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011 et les comptes consolidés de résultat, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et des tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2011, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

OPINION

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de GENIVAR inc. au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

1250, boulevard René Lévesque Ouest, bureau 2800, Montréal (Québec) Canada H3B 2G4
Tél.: +1 514 205 5000, Téléc.: +1 514 938 5709, www.pwc.com/ca/fr

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A116853

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Aux 31 décembre 2012 et 2011

120
121

EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS	31 décembre 2012 \$	31 décembre 2011 \$
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents (note 6)	127,7	144,0
Comptes clients, charges payées d'avance et autres débiteurs (note 7)	470,4	194,9
Impôts à recouvrer	14,7	1,5
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	194,4	68,4
	807,2	408,8
Actifs non courants		
Autres actifs (note 8)	33,7	2,2
Actifs d'impôt différé (note 22)	28,1	-
Immobilisations corporelles (note 9)	88,1	39,3
Immobilisations incorporelles (note 10)	157,1	76,0
Goodwill (note 11)	697,8	199,7
Total de l'actif	1 812,0	726,0
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		
PASSIF		
Passifs courants		
Comptes créditeurs et charges à payer (note 13)	353,2	104,4
Impôts à payer	17,6	1,8
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus	100,0	17,7
Dividendes à payer aux actionnaires (note 23)	19,1	12,2
Prêt (note 14)	5,0	5,4
Partie courante des dettes à long terme (note 15)	4,6	-
Autres passifs financiers courants (note 16)	22,6	16,5
	522,1	158,0
Passifs non courants		
Avances bancaires (note 12)	212,7	50,0
Dettes à long terme (note 15)	8,7	-
Autres passifs financiers non courants (note 16)	1,2	5,4
Provisions (note 13)	6,9	-
Obligations au titre des prestations de retraite (note 17)	105,4	-
Passifs d'impôt différé (note 22)	35,9	11,2
Total du passif	892,9	224,6
CAPITAUX PROPRES		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Capital-actions (note 18)	903,3	484,3
Cumul des autres éléments du résultat global (déficit)	13,1	(0,2)
Résultats non distribués	0,7	17,2
	917,1	501,3
Participations ne donnant pas le contrôle (note 19)	2,0	0,1
Total des capitaux propres	919,1	501,4
Total du passif et des capitaux propres	1 812,0	726,0
Engagements et éventualités (note 27)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Approuvé par le Conseil d'administration

(signé) Pierre Shoiry, administrateur

(signé) Pierre Seccareccia, administrateur

COMPTES CONSOLIDÉS DE RÉSULTAT

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, À L'EXCEPTION DU NOMBRE D'ACTIONS ET DES DONNÉES PAR ACTION	2012 \$	2011 \$
Produits	1 257,5	651,9
Coûts liés au personnel*	753,5	371,9
Sous-consultants et dépenses directes*	237,4	122,9
Autres coûts opérationnels*	160,8	68,5
Amortissement des immobilisations corporelles	16,2	8,0
Amortissement des immobilisations incorporelles	24,6	17,3
Perte (gain) de change	1,5	(1,0)
Coûts opérationnels totaux	1 194,0	587,6
Résultat opérationnel	63,5	64,3
Frais financiers nets (note 21)	8,4	4,3
Quote-part du résultat d'entreprises associées (nette de l'impôt sur le résultat)	(1,9)	-
Résultat avant impôt	57,0	60,0
Charge d'impôt sur le résultat (note 22)	10,7	9,9
Résultat net de l'exercice	46,3	50,1
Résultat net attribuable aux:		
Actionnaires	46,3	50,1
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-
	46,3	50,1
Résultat net de base et dilué par action	1,15	1,91
Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions	40 312 474	26 233 234

* La présentation des données comparatives a été modifiée. L'information détaillée relative au reclassement est présentée à la note 2.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

122

123

EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS	2012 \$	2011 \$
Résultat global		
Résultat net de l'exercice	46,3	50,1
Autres éléments du résultat global		
Gain actuariel sur les régimes de retraite (net de l'impôt sur le résultat) (note 17)	2,2	-
Différences de conversion	17,6	0,1
Différences de conversion sur les instruments financiers désignés à titre de couverture d'investissement net (nettes de l'impôt sur le résultat)	(6,6)	-
Variations de la juste valeur d'un placement	(0,1)	-
Total du résultat global de l'exercice	59,4	50,2
Résultat global attribuable aux:		
Actionnaires	59,6	50,2
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	-
	59,4	50,2

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS	Attribuables aux actionnaires					Participation ne donnant pas le contrôle \$	Total des capitaux propres \$
	Parts du Fonds \$	Capital- actions \$	Résultats non distribués \$	Cumul du résultat global \$	Total \$		
Solde au 1^{er} janvier 2011	275,8	-	8,7	(0,3)	284,2	88,2	372,4
Réorganisation							
Parts du Fonds échangées contre des actions ordinaires (note 18)	(275,8)	275,8	-	-	-	-	-
Changement de statut fiscal (note 22)	-	(0,7)	-	-	(0,7)	-	(0,7)
Acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle (note 4(c))							
Actions ordinaires émises	-	229,7	-	-	229,7	-	229,7
Ajustement des capitaux propres (note 4(c))	-	(179,2)	-	-	(179,2)	-	(179,2)
Élimination de la participation ne donnant pas le contrôle (notes 4(c) et 19)	-	-	-	-	-	(88,2)	(88,2)
Actions ordinaires émises lors d'acquisitions d'entreprises (note 4(d))	-	2,0	-	-	2,0	-	2,0
Actions ordinaires émises lors du placement privé (note 18)	-	155,8	-	-	155,8	-	155,8
Actions ordinaires émises (note 18)	-	0,9	-	-	0,9	-	0,9
Investissement par un actionnaire sans contrôle dans GENIVAR France (note 19)	-	-	-	-	-	0,1	0,1
Résultat global							
Résultat net de l'exercice	-	-	50,1	-	50,1	-	50,1
Différences de conversion	-	-	-	0,1	0,1	-	0,1
Variations de la juste valeur d'un placement	-	-	-	-	-	-	-
Total du résultat global	-	-	50,1	0,1	50,2	-	50,2
Dividendes déclarés aux actionnaires (note 23)	-	-	(41,6)	-	(41,6)	-	(41,6)
Solde au 31 décembre 2011	-	484,3	17,2	(0,2)	501,3	0,1	501,4

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012

124

125

EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS	Attribuables aux actionnaires				Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital- actions \$	Résultats non distribués \$	Cumul du résultat global \$	Total \$		
Solde au 1^{er} janvier 2012	484,3	17,2	(0,2)	501,3	0,1	501,4
Actions ordinaires émises lors d'acquisition d'entreprises (notes 4(b) et 18)	1,8	-	-	1,8	-	1,8
Actions ordinaires émises (note 18)	4,1	-	-	4,1	-	4,1
Actions ordinaires émises dans le cadre du RRD (note 18)	13,2	-	-	13,2	-	13,2
Actions ordinaires émises lors du placement privé et d'une prise ferme (note 18)	399,9	-	-	399,9	-	399,9
Participation ne donnant pas le contrôle acquise lors d'une acquisition d'entreprise (note 4(a))	-	-	-	-	2,1	2,1
Résultat global						
Résultat net de l'exercice	-	46,3	-	46,3	-	46,3
Gain actuariel sur les régimes de retraite (net de l'impôt sur le résultat) (note 17)	-	-	2,2	2,2	-	2,2
Différences de conversion	-	-	17,8	17,8	(0,2)	17,6
Couvertures d'investissement net (nettes de l'impôt sur le résultat)	-	-	(6,6)	(6,6)	-	(6,6)
Variations de la juste valeur d'un placement	-	-	(0,1)	(0,1)	-	(0,1)
Total du résultat global	-	46,3	13,3	59,6	(0,2)	59,4
Dividendes déclarés aux actionnaires (note 23)	-	(62,8)	-	(62,8)	-	(62,8)
Solde au 31 décembre 2012	903,3	0,7	13,1	917,1	2,0	919,1

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS	2012 \$	2011 \$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Résultat net de l'exercice	46,3	50,1
Ajustements (note 24(a))	38,8	25,3
Charge d'impôt sur le résultat (note 22)	10,7	9,9
Impôts sur le résultat payés	(11,8)	(21,8)
Frais financiers nets (note 21)	8,4	4,3
	92,4	67,8
Variation des éléments du fonds de roulement sans effet sur la trésorerie (note 24b))	3,6	4,6
Trésorerie et équivalents liés aux activités opérationnelles, montant net	96,0	72,4
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Dividendes versés aux actionnaires	(42,7)	(41,6)
Remboursement des billets à payer	(3,0)	(12,0)
Variation nette du prêt et des dettes à long terme	0,9	(0,3)
Remboursement des notes à payer	(9,4)	(10,0)
Remboursement des soldes à payer aux anciens actionnaires	(5,0)	(8,9)
Remboursement des contrats de location-financement	(0,3)	-
Frais financiers versés et frais de financement	(8,9)	(4,3)
Variation nette des avances bancaires	158,1	(4,3)
Remboursement des avances bancaires de WSP	(151,5)	-
Émission d'actions ordinaires, nette des frais d'émission (note 18)	401,3	155,3
Investissement d'une participation sans contrôle dans GENIVAR France	-	0,1
Trésorerie et équivalents liés aux activités de financement, montant net	339,5	74,0
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises (note 4(a) et (b))	(408,0)	(19,9)
Trésorerie acquise lors de l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle	-	3,2
Acquisition d'immobilisations corporelles	(16,6)	(8,7)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	1,4	0,2
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(3,0)	(3,7)
Investissements dans une coentreprise et dans des titres	(33,6)	(0,5)
Trésorerie et équivalents liés aux activités d'investissement, montant net	(459,8)	(29,4)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents	1,6	-
Variation nette de la trésorerie et des équivalents	(22,7)	117,0
Trésorerie et équivalents au début de l'exercice	144,0	27,0
Trésorerie et équivalents à la fin de l'exercice moins le découvert bancaire (note 6) - Fin de l'exercice	121,3	144,0

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

126

127

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Le 1^{er} janvier 2011, Fonds de revenu GENIVAR (le « Fonds ») a réalisé un plan d'arrangement prévoyant la réorganisation de sa structure de fiducie de revenu en une société par actions nommée GENIVAR inc. (la « Société » ou « GENIVAR ») et le regroupement simultané des intérêts financiers de l'ancien porteur de parts sans contrôle du Fonds, GENIVAR inc. (« Ancienne GENIVAR »). De ce fait, GENIVAR détient et exploite, directement et indirectement, les entreprises qui étaient précédemment détenues et exploitées par le Fonds et ses filiales, en plus de détenir les actifs et les passifs précédemment détenus par Ancienne GENIVAR.

Aux termes du plan, les porteurs de parts ont reçu une action ordinaire de GENIVAR pour chaque part du Fonds qu'ils détenaient, pour un total de 18 103 589 actions ordinaires de GENIVAR, et les actionnaires d'Ancienne GENIVAR, le porteur de parts sans contrôle, ont reçu un total de 7 908 294 actions ordinaires de GENIVAR en échange de leur participation indirecte de 33,35 % dans une filiale du Fonds avant la conversion. En conséquence, la conversion du Fonds a été traitée comme un changement dans la structure organisationnelle, et les états financiers consolidés de GENIVAR ont été considérés comme une continuité des états financiers consolidés du Fonds.

Le 1^{er} août 2012, la Société a complété l'acquisition de toutes les actions émises et en circulation de WSP Group plc (« WSP »), une firme de services-conseils multidisciplinaire d'envergure mondiale cotée en bourse et établie à Londres, au Royaume-Uni, pour un montant de 4,35 £ par action pour une valeur totale de 277,7 £ (437,6 \$). Des renseignements additionnels sur l'acquisition de WSP sont présentés à la note 4(a).

À la suite de son regroupement avec WSP, GENIVAR est une firme de services professionnels. La Société travaille en partenariat avec des gouvernements, des entreprises, des architectes et des planificateurs, leur proposant des solutions intégrées dans un large éventail de spécialités, de la conception de villes sans carbone en passant par la gestion de projets d'infrastructures à grande échelle. La Société offre une variété de services à toutes les phases d'exécution des projets, soit de la phase des études de mise en œuvre initiales jusqu'aux phases de conception, de construction, de mise en service et d'entretien. GENIVAR œuvre dans différents segments de marché : le bâtiment, les infrastructures (incluant le transport et les infrastructures municipales), l'industriel et l'énergie (incluant les mines et les hydrocarbures) et l'environnement. L'adresse de son siège social est le 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal, Québec. Les actions ordinaires de la Société sont cotées à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « GNV ».

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

MODE DE PRÉSENTATION

Les présents états financiers consolidés ont été préparés en conformité avec les Normes internationales d'information financière et les interprétations de l'IFRIC (« IFRS ») telles que définies dans le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés et adoptées par l'International Accounting Standards Board. Les présents états financiers ont été préparés selon l'hypothèse de continuité d'exploitation, selon la méthode du coût historique, tel qu'elle a été modifiée par la réévaluation de certains actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais des comptes consolidés de résultat et du résultat global.

Les présents états financiers ont été approuvés par le Conseil d'administration de la Société le 12 mars 2013.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

CONSOLIDATION ET COENTREPRISES

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales et de toutes ses entités ad hoc pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011.

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent les participations dans les filiales détenues par des parties externes. La quote-part de l'actif net des filiales attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présentée comme une composante des capitaux propres. Leur quote-part du résultat net et du résultat global est comptabilisée directement dans les capitaux propres. Les changements dans les participations de la société mère dans des filiales qui n'entraînent pas une perte de contrôle sont comptabilisés comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés importants ont été éliminés.

FILIALES

Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles et ainsi d'obtenir des avantages de leurs activités. Les filiales sont entièrement consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré à la Société jusqu'au moment où ce contrôle prend fin.

COENTREPRISES

La Société réalise certaines activités en coentreprise avec d'autres parties, lesquelles sont considérées comme des activités contrôlées conjointement. Les participations dans ces coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle, selon laquelle la Société inscrit sa quote-part des actifs, des passifs, des produits, des coûts et des flux de trésorerie de chaque coentreprise, en utilisant les plus récents états financiers disponibles des coentreprises, qui ne sont pas nécessairement ceux se rapportant à la clôture de la période de présentation de l'information financière. La Société détient aussi une participation dans une entité contrôlée conjointement, qui est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence et présentée à titre de placements aux états consolidés de la situation financière (note 8).

ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les entreprises associées représentent toute entité sur laquelle la Société exerce une influence notable, sans en détenir le contrôle. Les placements dans des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, le placement est initialement comptabilisé au coût, alors que la valeur comptable est augmentée ou diminuée afin de comptabiliser la quote-part de l'investisseur dans le résultat net et dans le résultat global de l'entreprise détenue après la date d'acquisition.

ENTITÉS AD HOC

Les entités ad hoc telles que définies d'après l'interprétation SIC-12, « Consolidation – Entités ad hoc », sont des entités qui ont été créées pour accomplir un objectif limité et bien défini.

La Société consolide les entités ad hoc quand, basé sur l'évaluation faite de la substance de la relation avec la Société, il est établi qu'un contrôle est exercé. Le contrôle existe lorsque la Société a le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de l'entité et ainsi d'obtenir des avantages de ses activités, peu importe si les actions sont détenues ou non. Toutes les entités ad hoc de la Société sont consolidées.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

128

129

MONNAIE ÉTRANGÈRE

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de GENIVAR inc.

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des filiales de la Société sont évalués selon la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et pertes de change découlant du règlement de ces transactions ainsi que de la conversion des actifs et passifs monétaires libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle d'une entité sont comptabilisés au compte consolidé de résultat comme perte (gain) de change à l'exception de ceux qui sont différés dans les autres éléments du résultat global puisqu'ils se qualifient à titre de couverture d'investissement net. Les gains et pertes de change relatifs aux emprunts sont présentés dans les frais financiers nets. Tous les autres gains et pertes de change sont présentés sur la ligne « Perte (gain) de change ».

Les actifs et passifs des entités dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis aux taux de change en vigueur à la fin de la période, et leurs résultats opérationnels sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les variations qui en résultent sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global, et donc dans les capitaux propres, en tant que différences de conversion.

INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs opérationnels sont présentés de la même manière que l'information interne est fournie au principal décideur opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable de l'affectation des ressources et de l'évaluation de la performance de ces secteurs, a été identifié comme étant le Comité exécutif.

COMPTABILISATION DES PRODUITS

Les produits comprennent la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir pour la vente de services dans le cadre des activités ordinaires de la Société. Les produits sont présentés après déduction de la taxe sur la valeur ajoutée et après élimination des ventes intragroupe. À la suite de l'acquisition de WSP, les opérations de GENIVAR seront affectées par des variations saisonnières.

La Société comptabilise les produits lorsque leur montant peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à l'entité et que des critères précis ont été satisfaits pour chacune des activités de la Société, comme il est décrit ci-dessous. Les estimations faites par la Société se fondent sur l'expérience passée, le type de client et de transaction ainsi que sur les particularités de la transaction.

Les produits et les profits découlant de contrats en régie à prix plafond et de contrats à forfait sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux, qui est fondée sur le ratio des coûts engagés sur le total des coûts prévus.

Les produits et les profits découlant de contrats en régie sans prix plafond et de projets à court terme sont comptabilisés dès que les coûts sont engagés et sont calculés selon les taux de facturation relatifs aux services rendus.

Certains coûts engagés par la Société concernant la sous-traitance ou d'autres dépenses qui peuvent être directement recouvrées auprès des clients sont facturés à ces derniers et, par conséquent, sont inclus dans les produits. La valeur des biens et services achetés par la Société, lorsqu'elle agit à titre de mandataire de l'approvisionnement pour un client, n'est pas comptabilisée dans les produits.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

L'incidence des modifications touchant les produits et coûts estimatifs est constatée lorsque les montants sont connus et peuvent être raisonnablement estimés. Ces modifications peuvent avoir lieu en tout temps et peuvent être significatives. Lorsque le total des coûts du contrat est supérieur au total des produits liés au contrat, la perte prévue est immédiatement passée en charges, quel que soit le degré d'avancement, au moyen d'une provision pour pertes qui est établie d'après l'estimation la plus probable des résultats prévus et qui comprend, le cas échéant, les droits à des revenus ou à une contrepartie supplémentaires, lorsqu'ils sont probables et qu'ils peuvent être déterminés de façon fiable. Étant donné les incertitudes liées à ce type de contrat, il est possible que les coûts réels diffèrent des estimations déjà établies, ce qui peut donner lieu à des réductions ou à des renversements des produits et profits constatés précédemment.

COÛTS LIÉS AU PERSONNEL

Les coûts liés au personnel incluent tous les coûts relatifs au paiement des salaires liés à la prestation de service de consultation, à l'exécution des projets et aux services administratifs, tels que les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les communications.

SOUS-CONSULTANTS ET DÉPENSES DIRECTES

Les sous-consultants et dépenses directes incluent les coûts des sous-consultants et les autres coûts directs encourus pour rendre les services de consultation et sont directement recouvrables auprès des clients.

AUTRES COÛTS OPÉRATIONNELS

Les autres coûts opérationnels incluent, sans toutefois s'y limiter, les coûts fixes tels que les charges locatives, les coûts non recouvrables liés à la prestation de services aux clients, les coûts liés aux technologies de l'information, les frais de bureau, les frais liés aux services professionnels et les assurances.

ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Les actifs et passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur et sont, par la suite, comptabilisés en fonction de leur classement, comme il est expliqué ci-dessous. Le classement dépend de l'intention avec laquelle les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société.

PRÊTS ET CRÉANCES

La trésorerie et équivalents, les comptes clients et autres débiteurs, l'excédent des coûts et des profits prévus sur la facturation sont classés comme prêts et créances. Les actifs financiers classés comme prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, moins toute perte de valeur.

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

Les actifs financiers disponibles à la vente ne sont pas dérivés, sont comptabilisés à leur juste valeur et sont présentés dans les autres actifs non courants, à moins qu'il soit prévu que ces derniers soient vendus dans les douze mois suivant la date de clôture de l'état de la situation financière. Les profits ou pertes réalisés provenant des variations de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente sont inclus dans les comptes consolidés de résultat de la période au cours de laquelle ils sont réalisés. Les profits ou pertes latents sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

AUTRES PASSIFS

Les comptes créditeurs et charges à payer, les dividendes à payer aux actionnaires, le prêt, les notes à payer, les soldes à payer aux anciens actionnaires, les obligations en vertu des contrats de location-financement, les billets à payer, les provisions, les dettes à long terme et les avances bancaires sont classés comme autres passifs et sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

130

131

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET (JVBRN)

Le swap de taux d'intérêt ne se qualifie pas à titre de comptabilité de couverture et est présenté en tant que JVBRN. Il est comptabilisé à la valeur actuelle de sa valeur de rachat, ce qui représente approximativement sa juste valeur à la date de l'état consolidé de la situation financière. Les profits ou pertes latents découlant des variations de la juste valeur sont comptabilisés dans les comptes consolidés de résultat.

COÛTS DE TRANSACTION

Les coûts de transaction liés aux prêts et créances et aux autres passifs sont pris en compte dans la valeur comptable de l'actif et du passif et sont ensuite amortis sur la durée de vie prévue de l'instrument selon la méthode du taux d'intérêt effectif. De plus, les coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises sont passés en charges dès qu'ils sont engagés.

DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur d'un instrument financier représente le montant de la contrepartie dont conviendraient des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale, en dehors de toute contrainte. La juste valeur d'un instrument financier lors de la comptabilisation initiale correspond au prix de la transaction, qui représente la juste valeur de la contrepartie versée ou reçue. Après la comptabilisation initiale, la juste valeur des instruments financiers cotés sur un marché actif se fonde sur le cours acheteur des actifs financiers détenus et sur le cours vendeur des passifs financiers. Lorsque des prix indépendants ne sont pas disponibles, la juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation qui se fondent sur des données de marché observables, lorsque disponibles.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET ACTIVITÉS DE COUVERTURE

Les dérivés sont d'abord comptabilisés à la juste valeur à la date d'entrée en vigueur du contrat puis réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du gain ou de la perte en découlant dépend du fait que le dérivé est désigné à titre d'instrument de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert. La Société désigne certains dérivés comme :

- a) couvertures de la juste valeur d'actifs et de passifs comptabilisés ou d'engagements fermes (couverture de la juste valeur);
- b) couvertures de l'exposition à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue hautement probable (couverture de flux de trésorerie);
- c) couvertures d'un investissement net dans un établissement étranger (couverture d'investissement net).

Lors de la mise en place d'une transaction, la Société constitue une documentation dans laquelle elle décrit la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa stratégie de couverture. La Société consigne aussi la manière dont elle évalue, tant au début de la couverture que de façon continue, si les dérivés utilisés dans des transactions de couverture sont hautement efficaces pour compenser les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie des éléments couverts.

COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

Les variations de la juste valeur des dérivés désignés et qualifiés comme instruments de couverture de juste valeur sont présentées dans le compte de résultat de même que les variations éventuelles de la juste valeur de l'actif ou du passif couvert, qui sont attribuables au risque de couverture. La Société n'a actuellement aucune couverture de juste valeur.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés désignés et qualifiés comme instruments de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Le profit ou la perte correspondant à la partie inefficace de ces variations est comptabilisé immédiatement dans le compte de résultat.

Les montants cumulés dans les capitaux propres sont reclassés dans le compte de résultat lorsque l'élément couvert affecte le résultat net. Lorsque la transaction prévue, qui fait l'objet de la couverture, résulte en la comptabilisation d'un actif non financier, les gains ou pertes initialement cumulés dans les capitaux propres sont transférés et ils sont inclus dans l'évaluation initiale du coût de l'actif.

Lorsqu'un instrument de couverture expire ou est vendu, ou lorsqu'il cesse de respecter les critères de la comptabilité de couverture, tout gain ou perte différé cumulé comptabilisé en capitaux propres demeure dans les capitaux propres et est transféré dans le compte de résultat au moment où la transaction prévue est comptabilisée au résultat net. Lorsque la transaction initialement prévue n'est plus susceptible de se réaliser, le gain ou la perte cumulé dans les capitaux propres est comptabilisé immédiatement dans le compte de résultat.

La Société a actuellement un swap de taux d'intérêt acquis dans le cadre de l'acquisition de WSP qui ne se qualifie pas à titre de couverture. La Société n'a actuellement aucune couverture de flux de trésorerie.

COUVERTURE D'INVESTISSEMENT NET

La comptabilisation des couvertures d'investissements nets dans des établissements étrangers est semblable à celle des couvertures de flux de trésorerie.

Le gain ou la perte correspondant à la partie efficace de l'instrument de couverture est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. Le gain ou la perte correspondant à la partie inefficace est comptabilisé dans le compte de résultat.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS

La trésorerie et les équivalents comprennent l'encaisse en main et les soldes bancaires ainsi que tous les placements à court terme très liquides dont l'échéance est d'au plus trois mois. Aux fins du tableau consolidé des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents sont présentés déduction faite du découvert bancaire.

COMPTES CLIENTS

Les comptes clients représentent les montants que doivent les clients en contrepartie des services rendus dans le cadre des activités ordinaires. Les comptes clients sont classés comme actifs courants si le paiement est exigible dans un an, tout au plus. Les comptes clients sont initialement comptabilisés à leur juste valeur; par la suite, ils sont inscrits au coût amorti, déduction faite de toute perte de valeur.

PLACEMENTS

Les placements détenus dans des entités contrôlées conjointement sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Les placements dans des titres sont comptabilisés à la juste valeur et les gains ou pertes latents sont inscrits dans les autres éléments du résultat global. Les placements dans des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

132

133

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur. Le coût historique inclut les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition des immobilisations.

Les coûts ultérieurs sont compris dans la valeur comptable de l'actif lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'élément iront à la Société et lorsque le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable d'une partie remplacée est décomptabilisée. Tous les autres frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés en charges aux comptes consolidés de résultat de la période au cours de laquelle ils ont été engagés.

Les terrains ne sont pas amortis. L'amortissement des autres actifs est calculé à l'aide des méthodes décrites ci-dessous afin d'en attribuer le coût à leur valeur résiduelle sur leur durée d'utilité estimative. La durée d'utilité estimative, la valeur résiduelle et la méthode d'amortissement sont revues à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, et l'effet des changements d'estimations, le cas échéant, est comptabilisé sur une base prospective.

Le tableau suivant présente un résumé des méthodes d'amortissement ainsi que des taux et des périodes utilisés:

	Méthodes	Taux et périodes
Bâtiments	Solde dégressif	De 1 % à 4 %
Améliorations locatives	Linéaire	Durée du bail
Mobilier et équipement	Solde dégressif	De 10 % à 33 %
	Linéaire	10 ans
Matériel informatique	Linéaire	De 3 à 8 ans

Le gain ou la perte découlant de la sortie ou de la mise hors service d'une immobilisation corporelle est défini comme la différence entre le produit de la vente et la valeur nette comptable de l'actif, et est comptabilisé aux comptes consolidés de résultat, avec les autres coûts opérationnels.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

LOGICIELS ET ACCORDS DE NON-CONCURRENCE

Les logiciels et les accords de non-concurrence acquis distinctement des acquisitions d'entreprises sont comptabilisés au coût diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ACQUISES LORS D'ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Les immobilisations incorporelles acquises lors d'acquisitions d'entreprises sont composées des logiciels, des relations clients, des carnets de commandes et de nom commercial. Elles sont constatées séparément du goodwill et sont initialement comptabilisées à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par la suite, elles sont comptabilisées au coût diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur.

AMORTISSEMENT

Les logiciels, les relations clients, les carnets de commandes et les accords de non-concurrence sont considérés comme des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée. Compte tenu de leurs notoriétés, de leurs riches historiques et de leurs usages futurs attendus, les noms

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

commerciaux sont des actifs incorporels dont la durée d'utilité est indéterminée. La durée d'utilité des immobilisations incorporelles qui ne sont pas amorties est réexaminée chaque période de présentation de l'information financière pour déterminer si les événements et circonstances continuent de justifier l'appréciation d'une durée indéterminée. Si ce n'est pas le cas, le changement d'appréciation de la durée d'utilité indéterminée sera comptabilisé comme un changement d'estimation comptable.

	Méthode	Périodes
Logiciels	Linéaire	De 3 à 7 ans
Relations clients	Linéaire	De 4 à 14 ans
Carnets de commandes	Linéaire	De 18 à 36 mois
Accords de non-concurrence	Linéaire	De 3 à 5 ans

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS À LONG TERME

Les actifs à long terme qui ont une durée d'utilité déterminée font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des événements ou des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée sont soumis à un test de dépréciation sur une base annuelle au cours du quatrième trimestre, ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur existe lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Aux fins du test de dépréciation, les actifs sont regroupés au niveau le plus bas de génération de flux de trésorerie identifiables (unités génératrices de trésorerie ou « UGT »). Le montant de toute perte de valeur, le cas échéant, représente l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable. Les actifs autres que le goodwill qui ont subi une perte de valeur font l'objet d'un examen en vue d'une reprise possible à chaque période de présentation de l'information financière.

GOODWILL

Le goodwill représente l'excédent de la contrepartie transférée pour les entreprises acquises sur la juste valeur estimative des actifs nets identifiables acquis. Le goodwill est comptabilisé au coût moins toute perte de valeur cumulée. Il n'est pas amorti, mais est soumis à un test de dépréciation sur une base annuelle, ou plus fréquemment lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'il pourrait s'être déprécié.

Aux fins du test de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement. Les UGT auxquelles le goodwill a été affecté sont soumises à un test de dépréciation au cours du quatrième trimestre. Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord utilisée pour réduire la valeur comptable de tout goodwill attribué à l'unité et ensuite répartie entre les autres actifs de l'unité au prorata, sur la base de la valeur comptable de chaque actif de l'unité. Une perte de valeur comptabilisée relativement au goodwill ne peut être reprise au cours d'une période ultérieure.

COMPTES FOURNISSEURS

Les comptes fournisseurs sont des obligations à payer au titre de biens ou de services qui ont été acquis dans le cours normal des activités. Les comptes fournisseurs sont classés à titre de passifs courants si le paiement est exigible dans un délai d'au plus un an. Les comptes fournisseurs sont initialement inscrits à la juste valeur et, par la suite, au coût amorti.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

134

135

PROVISIONS

Les provisions sont des passifs de la Société dont l'échéance ou le montant est incertain. Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Des provisions ne sont pas comptabilisées au titre des pertes opérationnelles futures. Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des dépenses attendues pour éteindre l'obligation à l'aide d'un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

NOTES À PAYER ET PRÊT

Les notes à payer et le prêt sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée des coûts de transaction engagés. Les notes à payer et le prêt sont par la suite inscrits au coût amorti, tout écart entre le produit (moins les coûts de transaction) et la valeur de rachat étant comptabilisé aux comptes consolidés de résultat sur la durée de la dette à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les intérêts sur la dette sont passés en charges dès qu'ils sont engagés, à moins qu'ils soient incorporés au coût d'un actif qualifié conformément à IAS 23, « Coûts d'emprunt ».

Les notes à payer et le prêt sont classés à titre de passifs courants, sauf lorsque la Société dispose d'un droit inconditionnel de différer le règlement d'au moins 12 mois après la fin de la période de présentation de l'information financière.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

L'impôt est comptabilisé dans le compte consolidé de résultat, sauf dans la mesure où il se rapporte à des éléments qui ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres.

La charge d'impôt exigible est établie d'après les résultats de la période, après ajustement pour tenir compte des éléments qui ne sont ni imposables ni déductibles. L'impôt exigible est calculé sur la base des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui avaient été adoptés ou quasi-adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. La Direction revoit périodiquement les positions prises dans les déclarations de revenus à l'égard des situations pour lesquelles les règlements fiscaux prêtent à interprétation. Au besoin, des provisions sont inscrites en fonction des montants qui devraient être payés aux autorités fiscales.

La Société comptabilise l'impôt sur le résultat selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et passifs d'impôt différé sont comptabilisés d'après les conséquences fiscales futures prévues attribuables aux différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt adoptés ou quasi-adoptés devant s'appliquer dans l'exercice au cours duquel les différences sont censées se résorber. L'impôt différé n'est pas comptabilisé lorsqu'il résulte de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif sans lien avec un regroupement d'entreprises, lorsque cette comptabilisation n'a aucune incidence sur le résultat imposable ou sur la perte au moment de la transaction. De plus, l'impôt différé n'est pas comptabilisé s'il résulte de la comptabilisation initiale du goodwill.

Les passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables et pour les différences temporelles liées à des participations dans des filiales et des coentreprises, sauf lorsque la Société peut contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés seulement dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs, auxquels les différences temporelles pourront être imputées, seront disponibles.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

Les actifs et passifs d'impôt différé sont présentés comme étant non courants. Ils sont compensés dans la mesure où il existe un droit juridique exécutoire de compenser les actifs d'impôt différé contre les passifs d'impôt différé.

CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple ou contrats de location financement, sur la base de la substance de la transaction à l'origine du contrat. La Société loue des locaux pour ces bureaux et du matériel au titre desquels le bailleur conserve une part importante des risques et avantages inhérents à la propriété. Ces contrats sont classés comme contrats de location simple. Les paiements effectués dans le cadre de ces contrats de location (déduction faite de tout incitatif à la location reçu du bailleur) sont passés en charges dans les comptes consolidés de résultat sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Les contrats de location-financement qui ont pour effet de transférer à la Société la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif concerné sont comptabilisés à l'actif au début de la période de location pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actuelle des paiements minimaux exigibles au titre de la location. Les frais financiers sont comptabilisés au compte de résultat sur la durée du contrat. Les obligations au titre de contrats de location-financement sont incluses dans les passifs financiers, nettes des frais financiers attribuables à des périodes ultérieures. Les biens loués dont le coût est incorporé à l'actif sont amortis sur leur durée d'utilité estimée ou sur la durée du contrat de location.

RÉGIMES DE RETRAITE

La Société propose à ses salariés un certain nombre de régimes à cotisations définies. Les cotisations à ces régimes sont comptabilisées au compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles sont exigibles. La Société offre aussi des régimes à prestations définies pour lesquels les cotisations sont versées dans des fonds sous administration distincte. Le coût des prestations constituées en vertu des régimes à prestations définies est déterminé séparément pour chacun des régimes selon la méthode d'évaluation actuarielle des unités de crédit projetées. Le coût des services rendus au cours de l'exercice et le coût des services passés sont imputés au résultat tout comme les coûts liés aux compressions de régime et les frais de règlement. Les intérêts calculés à partir d'une charge nominale basée sur les passifs des régimes au cours de l'exercice, diminuée des rendements attendus des actifs des régimes, sont comptabilisés dans les frais financiers nets. Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés en totalité dans les capitaux propres par le biais de l'état du résultat global dès qu'ils surviennent. L'état de la situation financière rend compte de l'excédent ou du déficit total des régimes à la date de clôture.

CAPITAL-ACTIONS

Les frais d'émission directement attribuables à l'émission d'actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres, nets des incidences fiscales.

DIVIDENDES

Les dividendes sur les actions ordinaires sont comptabilisés dans les états financiers de la Société dans la période au cours de laquelle ils sont déclarés.

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est établi à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est établi à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, en ajoutant l'effet dilutif des actions potentielles en circulation au cours de la période. Le calcul du résultat dilué par action est effectué selon la méthode du rachat d'actions. La Société n'a aucun élément dilutif pour les exercices terminés le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2011.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

136

137

DONNÉES COMPARATIVES

La présentation du compte consolidé de résultat a été modifiée à la suite de l'acquisition de WSP afin de permettre une meilleure compréhension de la nature des dépenses engendrées par la nouvelle entité combinée. Les données comparatives de la période précédente ont été reclassées afin d'être conformes à la présentation de l'exercice courant. Ces modifications n'ont pas d'incidence sur l'état de la situation financière, le tableau des flux de trésorerie ou l'état du résultat global.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, les coûts directs liés au personnel totalisant 265,7 \$ et les coûts liés aux sous consultants et dépenses directes totalisant 122,9 \$ précédemment inclus dans la ligne « Coûts » ont été reclassés sur une ligne distincte du compte de résultat. Les coûts liés au personnel inclus dans la ligne « Frais de vente, frais généraux et administratifs » totalisant 106,2 \$ ont également été reclassés dans la ligne « Coûts liés au personnel ». Toutes les autres dépenses précédemment incluses dans les « Frais de vente, frais généraux et administratifs » sont incluses dans les autres coûts opérationnels.

NORMES COMPTABLES ET AMENDEMENTS PUBLIÉS NON ENTRÉS EN VIGUEUR

L'application d'IFRS 9, « Instruments financiers », publiée en novembre 2009, est obligatoire pour les périodes de présentation de l'information financière ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015. Cette norme remplacera IAS 39, « Instruments financiers: comptabilisation et évaluation ». La nouvelle norme comporte deux catégories d'évaluation: le coût amorti et la juste valeur, et précise quel genre d'instruments financiers sont évalués au coût amorti ou à la juste valeur. Elle comprend aussi des directives sur les passifs financiers et sur la décomptabilisation des instruments financiers. La Société est engagée dans un processus d'évaluation de l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

En 2011, l'IASB a publié les normes suivantes qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise.

- ▶ IFRS 10, « États financiers consolidés », s'appuie sur des principes déjà existants en établissant la notion de contrôle comme le facteur déterminant dans la décision d'inclure une entité dans les états financiers consolidés de la société mère. Cette norme fournit des directives supplémentaires à utiliser pour l'identification du contrôle dans des situations complexes. Cette norme remplacera l'interprétation SIC-12, « Consolidation - Entités ad hoc » et certaines parties d'IAS 27, « États financiers consolidés et individuels ».
- ▶ IFRS 11, « Partenariats », soulève aussi les incohérences dans la comptabilisation actuelle des accords conjoints en imposant désormais une seule méthode pour comptabiliser les participations d'une société dans des entités contrôlées conjointement. Cette norme remplace IAS 31, « Participations dans des coentreprises », et l'interprétation SIC-13, « Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des coentrepreneurs ».
- ▶ IFRS 12, « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », est une nouvelle norme qui spécifie les informations à fournir au sujet de toutes les formes de participations dans d'autres entités, telles que des coentreprises, des entreprises associées, des entités ad hoc et des instruments hors bilan.
- ▶ IFRS 13, « Évaluation de la juste valeur » apporte des précisions supplémentaires sur l'évaluation de la juste valeur et sur les informations à fournir relativement à celle-ci.
- ▶ De plus, des amendements ont été apportés à certaines normes actuelles, notamment IAS 28, « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ». Cette norme a été modifiée afin d'inclure les coentreprises dans son champ d'application et de répondre aux changements apportés à d'autres normes.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

Ces normes augmenteront le niveau de divulgation requis dans l'état financier. Toutefois, la Direction ne s'attend pas à ce que ces normes aient une incidence significative sur l'état consolidé de la situation financière de la Société.

- ▶ IAS 19, « Avantages du personnel », a été amendée afin d'apporter des changements importants à la comptabilisation et à l'évaluation de la charge au titre des régimes de retraite à prestations définies et des indemnités de fin de contrat de travail et afin d'étoffer les informations à fournir sur tous les avantages du personnel. Un certain nombre d'amendements a été apporté aux dispositions relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et au classement, notamment la modification de la définition des avantages à court terme et des autres avantages à long terme, l'ajout d'indications sur le traitement de l'impôt lié aux régimes d'avantages et sur les caractéristiques de partage de risques et de coûts. Des obligations en matière d'information à fournir ont aussi été étoffées.

À la suite de l'application de ces changements, la Société devra reconnaître tous les coûts des services passés et remplacer la comptabilisation des frais financiers et d'un rendement attendu des actifs du régime par un intérêt net calculé en appliquant un taux d'actualisation à l'obligation au titre des prestations définies. En conséquence, les frais financiers nets sur le régime de retraite auraient augmenté de 0,1 \$ en 2012 et devraient être plus élevés de 0,2 \$ en 2013.

3. ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

La préparation des états financiers consolidés impose à la Direction de faire des estimations et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs.

Les estimations et les jugements sont continuellement remis en question. Ils se fondent sur les tendances antérieures et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs que l'on estime probables dans des circonstances normales. Par définition, les estimations comptables sont rarement identiques aux résultats réels. Les paragraphes suivants décrivent :

- ▶ les estimations et hypothèses comptables les plus critiques formulées lors de l'établissement de la valeur des actifs et des passifs;
- ▶ les jugements les plus critiques dans l'application des méthodes comptables.

PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES

La Société doit évaluer si elle peut recouvrer les créances des clients. Par conséquent, la Direction établit une provision pour les pertes estimatives découlant des créances en souffrance, en tenant compte de la solvabilité du client, des tendances économiques actuelles et de l'expérience passée. Si les recouvrements venaient à différer de ces estimations, le résultat futur pourrait être ajusté en conséquence. Au 31 décembre 2012, la provision totalisait 4,2 \$ (5,3 \$ au 31 décembre 2011) du solde brut de 422,2 \$ (187,2 \$ au 31 décembre 2011) des comptes clients. Une augmentation de la provision de l'ordre de 1,0 % des comptes clients aurait fait baisser le résultat d'environ 4,2 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 (1,9 \$ pour 2011).

En outre, les comptes clients d'une agence gouvernementale, qui représentent un montant net de 12.1 \$ (13,3 \$ en 2011), sont en souffrance depuis plus de 36 mois. Pour estimer la valeur de ces comptes, la Direction utilise différentes hypothèses relatives au calendrier des encaissements ainsi qu'au pourcentage qui sera recouvré. La Direction croit que, compte tenu de toutes les mesures qui ont été mises en place, la valeur nette comptable sera entièrement recouvrée. La note 26 fournit des renseignements supplémentaires relativement à ces comptes.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

138

139

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES IDENTIFIABLES ET GOODWILL

Au 31 décembre 2012, les immobilisations incorporelles identifiables et le goodwill, exception faite des logiciels et des accords de non-concurrence, représentaient 833,3 \$ du total de l'actif inscrit à l'état consolidé de la situation financière (263,4 \$ au 31 décembre 2011). Ces immobilisations résultent des acquisitions d'entreprises. La Société a inscrit une contrepartie transférée totale de 477,7 \$ au titre des acquisitions d'entreprises en 2012 (27,6 \$ pour 2011) (notes 4(a), (b) et (d)) et a appliqué la méthode de l'acquisition à ces transactions. Lors de l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris, la Direction a utilisé des estimations et des hypothèses significatives concernant les projections de flux de trésorerie, le risque économique et le coût pondéré du capital.

Ces estimations et hypothèses permettent d'établir le montant à attribuer aux autres immobilisations incorporelles identifiables et au goodwill, ainsi que la période d'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée. Si les résultats diffèrent de ces estimations, la Société pourrait augmenter la dépense d'amortissement ou comptabiliser des pertes de valeur.

EXCÉDENT DES COÛTS ET PROFITS PRÉVUS SUR LA FACTURATION

La Société évalue l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation en fonction du temps et des charges portés au compte de chaque projet. L'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation pour chaque projet est examiné mensuellement pour déterminer si le montant reflète fidèlement le montant qui sera facturé au projet. S'il ressort de l'examen que la valeur de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation est supérieure au montant qui peut être facturé, des ajustements seront apportés à l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation. L'évaluation de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation suppose l'estimation du travail requis pour terminer le projet. Des erreurs dans ces estimations pourraient entraîner une sous-évaluation ou une surévaluation de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation.

OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE ET IMPÔT DIFFÉRÉ CONNEXE

La valeur actuelle des obligations est calculée selon une méthode actuarielle qui repose sur diverses hypothèses concernant l'avenir. Ces hypothèses clés sont revues périodiquement à la lumière des conditions du marché et des données dont dispose la Direction. Des détails additionnels sont inclus à la note 17.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

IMPÔT EXIGIBLE

La Société est soumise aux lois et règlements fiscaux dans plusieurs juridictions. Le jugement est donc requis dans la détermination de la provision d'impôt exigible mondiale. Il existe plusieurs transactions et calculs en fonction desquels la détermination exacte de l'impôt est incertaine. La Société comptabilise des passifs en prévision de vérifications fiscales en estimant les impôts additionnels qui pourraient devenir payables aux autorités fiscales sur certains éléments. Dans l'éventualité où le résultat d'impôt final de ces éléments serait différent des montants initialement comptabilisés, ces différences auraient une incidence sur les actifs et les passifs d'impôts exigibles et différés dans la période au cours de laquelle cette détermination sera connue. La Direction revoit périodiquement les positions prises dans les déclarations de revenus à l'égard des situations pour lesquelles les règlements fiscaux prêtent à interprétation. Au besoin, des provisions sont inscrites en fonction des montants qui devraient être versés aux autorités fiscales.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

La détermination de la probabilité de bénéfices imposables pour lesquels des actifs d'impôt différé puisse être utilisé est basée sur les plus récentes prévisions budgétaires approuvées de la Société, après ajustement des éléments significatifs qui ne sont ni imposables ni déductibles et des limites spécifiques d'utilisation des crédits ou pertes d'impôts non utilisés. Les règles fiscales dans plusieurs juridictions dans lesquelles la Société exerce ses activités ont aussi été prises en considération. Si la prévision d'un résultat imposable indique l'utilisation probable d'un actif d'impôt différé, spécialement si ce dernier peut être utilisé sans durée définie, cet actif d'impôt différé sera généralement reconnu en totalité. La comptabilisation des actifs d'impôt différés est soumise à certaines limites légales ou économiques ou à des incertitudes qui sont évaluées individuellement par la Direction basées sur des faits ou circonstances spécifiques.

4. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, et les résultats opérationnels ont été inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. Si la comptabilisation initiale d'une acquisition d'entreprise est incomplète à la fin de la période de présentation de l'information financière durant laquelle l'acquisition s'est produite, la Société présentera des montants provisoires pour les éléments pour lesquels la comptabilisation est inachevée. Ces montants provisoires sont ajustés durant la période d'évaluation, ou des actifs et des passifs sont comptabilisés pour refléter les nouvelles informations obtenues relativement aux faits et aux circonstances prévalant à la date d'acquisition qui, s'ils avaient été connus, auraient eu une incidence sur les montants inscrits à cette date.

La période d'évaluation est la période qui suit la date d'acquisition jusqu'à la date à laquelle la Société reçoit l'information complète à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition. La période d'évaluation ne peut excéder un an à compter de la date d'acquisition.

A) ACQUISITION DE WSP

Le 1^{er} août 2012, la Société a conclu la transaction liée à l'acquisition de WSP en acquérant toutes les actions restantes de WSP pour un montant total de 256,8 £ (405,0 \$). En juin 2012, GENIVAR a acquis 7,53 % des actions ordinaires de WSP sur le marché libre pour un montant total de 20,9 £ (32,6 \$). WSP mène ses opérations dans plus de 30 pays par l'entremise de filiales et de coentreprises qui œuvrent dans les marchés du bâtiment, du transport et de l'infrastructure, de l'environnement et de l'énergie, de la gestion et de l'industriel. Cette transaction entraînera la création d'une plate-forme mondiale qui positionnera GENIVAR de manière à poursuivre la stratégie d'expansion de son réseau.

Contrepartie au 1^{er} août 2012

	\$
Trésorerie transférée	405,0
Juste valeur de l'investissement détenu avant l'acquisition de l'entreprise	32,6
Contrepartie totale	437,6

La Société a comptabilisé une perte de change de 0,7 \$ à la suite de la réévaluation, à la juste valeur à la date d'acquisition, de la participation précédemment détenue dans WSP.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

140

141

Le tableau ci-dessous présente l'évaluation provisoire faite par la Direction des justes valeurs des actifs acquis et des passifs repris. La Direction a été assistée par un évaluateur indépendant dans sa démarche. L'évaluation finale des justes valeurs sera finalisée lorsque la valeur des actifs et des passifs aura été établie de manière définitive. Par conséquent, les valeurs présentées ci-après peuvent être modifiées et les modifications pourraient être significatives.

	\$
Actifs acquis	
Actifs courants	409,6
Participation dans des sociétés associées (note 8)	24,7
Immobilisations corporelles	
Terrain et bâtiments	0,9
Améliorations locatives	7,3
Fournitures et équipement	10,2
Matériel informatique	17,6
Immobilisations incorporelles	96,0
Actifs d'impôt différé	26,9
	593,2
Goodwill	459,8
	1 053,0
Passifs repris	
Passifs courants	312,9
Passifs financiers à long terme	164,1
Obligations au titre des prestations de retraite (note 17)	106,5
Passifs d'impôt différé	29,8
Participation ne donnant pas le contrôle	2,1
	615,4
Contrepartie	437,6

Le goodwill est attribuable à l'effectif de l'entreprise acquise et aux synergies attendues au sein de la Société après l'acquisition. Aucun goodwill comptabilisé ne devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Les comptes débiteurs acquis (qui incluent principalement des comptes clients) avaient une juste valeur de 208,1 \$ et un montant contractuel brut de 247,2 \$.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

À la date d'acquisition, l'entreprise acquise avait des facilités de crédit avec un syndicat bancaire totalisant 238,2 \$ (152,5 £). WSP avait également certaines facilités de crédit de moindre importance provenant de relations avec des banques locales dans des pays où elle exerce ses activités. La facilité de crédit principale a été fermée peu de temps après l'acquisition (note 12).

Les coûts de 12,3 \$ relatifs à la transaction ont été passés en charges et sont inclus dans les autres coûts opérationnels.

L'entreprise acquise a contribué aux produits et au résultat net de la Société à la hauteur de 545,1 \$ et de 16,6 \$, respectivement, du 1^{er} août 2012 au 31 décembre 2012. Si l'acquisition de WSP avait eu lieu le 1^{er} janvier 2012, les produits de la Société et le résultat net pour l'exercice s'élèveraient respectivement à 1 972,7 \$ et 62,2 \$.

B) AUTRES ACQUISITIONS RÉALISÉES PAR LA SOCIÉTÉ EN 2012

- ▶ Le 1^{er} janvier 2012, la Société a acquis toutes les actions en circulation de Consultores Regionales Asociados - CRA S.A.S. (« CRA »), une firme d'ingénierie spécialisée dans les domaines du génie civil, de l'énergie et des télécommunications établie à Bogotá, en Colombie. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de croissance internationale de la Société. Elle représente une plateforme idéale dans cette région permettant à GENIVAR d'établir et d'élargir ses activités dans tous les segments de marché.
- ▶ Le 26 février 2012, la Société a acquis toutes les actions en circulation de Les Investissements R.J. inc. (« Investissements R.J. »), une firme d'ingénierie établie au Québec spécialisée dans le domaine du génie mécanique et électrique. Cette nouvelle expertise permet à GENIVAR de répondre à la demande grandissante dans le secteur du bâtiment.
- ▶ Le 29 février 2012, la Société a acquis toutes les actions en circulation de GRB Engineering Ltd. (« GRB »), une firme d'ingénierie de Calgary spécialisée dans les services de génie et de gestion de projets dans l'industrie des hydrocarbures. Cette acquisition s'inscrit parfaitement dans la stratégie de croissance de GENIVAR et renforce sa position de chef de file en Alberta ainsi que dans l'industrie des hydrocarbures.
- ▶ Le 14 mars 2012, la Société et une entité ad hoc contrôlée par celle-ci ont acquis toutes les actions en circulation de Smith Carter Architects and Engineers Inc. et de Smith Carter (USA) LLC, collectivement « Smith Carter », un chef de file international dans les domaines de la conception architecturale intégrée et du génie. Ce groupe a son siège social à Winnipeg et possède d'autres bureaux à Calgary et à Ottawa, au Canada, ainsi qu'à Atlanta et à Washington, D.C., aux États-Unis. Avec la conclusion de cette transaction, la Société a atteint deux de ses objectifs d'expansion, soit celui de renforcer la présence de GENIVAR dans l'Ouest canadien et celui de pénétrer le marché américain.
- ▶ Le 15 juin 2012, une entité ad hoc contrôlée par la Société a acquis toutes les actions en circulation de North 46 Architecture Inc. (« North 46 »), une firme du Canada Atlantique spécialisée en architecture, qui permet à la Société de renforcer sa présence dans les domaines de l'architecture et de l'ingénierie à l'Île-du-Prince-Édouard.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

142

143

L'évaluation finale des justes valeurs des actifs acquis et des passifs repris de CRA, d'Investissements R.J., de GRB, de Smith Carter et de North 46 est complétée par la Direction, laquelle a été assistée par un évaluateur indépendant pour les évaluations de CRA, GRB et Smith Carter. Aucune des acquisitions n'étant significative, la Société a choisi de présenter l'information requise sur une base cumulative.

	\$
Actifs acquis	
Actifs courants	21,3
Immobilisations corporelles	12,6
Immobilisations incorporelles	3,8
	37,7
Goodwill	28,1
	65,8
Passifs repris	
Passifs courants	15,9
Dettes à long terme	7,6
Passifs d'impôt différé	2,2
	25,7
Contrepartie	40,1
Moins:	
Trésorerie nette acquise	(2,6)
Notes à payer	(7,7)
74 707 actions ordinaires émises*	(1,8)
Trésorerie nette utilisée pour les acquisitions	28,0

* Les actions émises ont été évaluées en fonction du cours de clôture à la date d'acquisition, net des frais liés à l'émission.

Le goodwill est attribuable à l'effectif des entreprises acquises et aux synergies significatives créées, après l'acquisition, avec les segments de marché actuels de la Société. Du goodwill comptabilisé, un montant de 4,0 \$ devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Depuis la date de leur acquisition jusqu'au 31 décembre 2012, les entreprises acquises, excluant WSP, ont contribué aux produits de la Société à hauteur de 47,4 \$. Si ces acquisitions avaient eu lieu le 1^{er} janvier 2012, les produits de la Société pour l'exercice s'élèveraient à 1 265,2 \$. La Société intègre les opérations et les systèmes des entreprises acquises peu après leur acquisition. Par conséquent, il est impraticable pour la Société de présenter le résultat net provenant des entreprises acquises depuis leur date d'acquisition.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

Les comptes débiteurs acquis (qui se composent principalement de comptes clients) avaient une juste valeur de 12,2 \$, soit un montant similaire au montant contractuel brut.

Les entreprises acquises avaient des facilités de crédit disponibles de 2,5 \$ au moment de leur acquisition. Au 31 décembre 2012, 0,2 \$ de ces facilités de crédit étaient toujours disponibles.

Au 31 décembre 2012, aucun montant n'a été comptabilisé dans les comptes de résultat relativement aux contreparties éventuelles reconnues au cours des périodes précédentes, car aucun changement n'a été apporté à la juste valeur.

C) ACQUISITION DE LA PARTICIPATION SANS CONTRÔLE EN 2011

Dans le cadre de la réorganisation qui a eu lieu le 1^{er} janvier 2011, la Société a fait l'acquisition d'Ancienne GENIVAR, l'entité juridique détenant une participation ne donnant pas le contrôle dans GENIVAR SEC, une filiale du Fonds. La contrepartie transférée pour l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle a été ajustée pour la juste valeur des passifs nets repris d'Ancienne GENIVAR. Comme la transaction rend compte essentiellement d'une transaction entre détenteurs de capitaux propres, l'écart entre la contrepartie transférée et la participation ne donnant pas le contrôle (ajustée pour les passifs nets repris) a été comptabilisée comme un ajustement des capitaux propres.

	\$
Émission de 7 908 294 actions ordinaires (note 18)	229,7
Moins: Acquisitions des parts détenues dans GENIVAR SEC	(88,2)
Plus: Passifs nets repris	33,4
Plus: Passifs d'impôt différé liés à l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle	4,3
Ajustement des capitaux propres	179,2

L'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle a été réalisée dans le cadre de la réorganisation et de la conversion de la structure de fiducie de revenu en une structure de société par actions (note 1). Les actions ordinaires émises ont été évaluées au cours de clôture le 31 décembre 2010, qui était de 30,43 \$ par part, pour un montant total de 240,6 \$ diminué d'un escompte de 10,9 \$ relativement aux conventions de blocage. Cet escompte a été calculé au moyen du modèle de Black et Scholes selon des taux de 4,3 %, 6,1 % ou 8,7 %, en fonction des périodes de blocage.

La Société a dû comptabiliser les actifs et passifs d'impôt différé connexes à l'acquisition de la participation sans contrôle. Le 1^{er} janvier 2011, un montant de 4,3 \$ a été inscrit comme une augmentation des passifs d'impôt différé et comme une diminution des capitaux propres, car la transaction est considérée comme une transaction entre détenteurs de capitaux propres.

D) AUTRES ACQUISITIONS RÉALISÉES PAR LA SOCIÉTÉ EN 2011

- ▶ Le 1^{er} février 2011, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de Delcom Engineering Ltd. (« Delcom »), une entreprise de génie-conseil et d'arpentage établie à l'Île du-Prince-Édouard. Grâce à cette acquisition, la Société confirme sa démarche d'être un joueur global ayant une forte présence locale au Canada Atlantique.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

144

145

- ▶ Le 28 février 2011, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de Décibel Consultants inc. (« Décibel »), une entreprise de génie-conseil établie au Québec, spécialisée dans les secteurs de l'acoustique architecturale, de la mesure et du contrôle du bruit industriel, ainsi que du bruit environnemental. Décibel permet donc d'ajouter une spécialisation en acoustique à la gamme d'expertises de la Société.
- ▶ Le 28 mai 2011, une entité ad hoc contrôlée par la Société a acquis la totalité des actions en circulation de WHW Architects Incorporated (« WHW »), une entreprise de services en architecture, établie au Canada Atlantique. Cette acquisition permet d'élargir l'éventail de services précédemment offerts aux clients de la Société et représente une occasion d'accélérer sa croissance dans la région de l'Atlantique.
- ▶ Le 1^{er} juillet 2011, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de Groupe OptiVert inc. (« OptiVert »), une entreprise de génie-conseil du Québec spécialisée en gestion des forêts. Cette acquisition enrichit l'éventail de compétences en environnement de la Société.
- ▶ Le 1^{er} juillet 2011, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de JMH Environmental Solutions Ltd. (« JMH »), une entreprise de génie-conseil établie en Alberta et spécialisée en services-conseils environnementaux dans le domaine des hydrocarbures. La Société diversifie ses services en environnement avec cette acquisition.
- ▶ Le 15 juillet 2011, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de Dakins Engineering Group Ltd. (« Dakins »), une entreprise de génie-conseil établie en Ontario spécialisée en gestion des eaux et des eaux usées. Grâce à cette acquisition, la Société peut mieux servir ses clients du secteur des infrastructures municipales, tout en exploitant cette expertise auprès de ceux des secteurs industriel et de l'énergie.
- ▶ Le 28 août 2011, une entité ad hoc contrôlée par la Société a acquis la totalité des actions en circulation d'Arcop; au même moment, elle a signé une entente stratégique avec Le Groupe Arcop S.E.N.C., une firme d'architecture située au Québec. Cette entente permet à la Société d'offrir des services intégrés à ses clients régionaux et nationaux du secteur du bâtiment.
- ▶ Le 2 octobre 2011, la Société a acquis la totalité des actions en circulation d'ISACtion inc. (« ISAC »), une firme spécialisée en intégration de l'automatisation industrielle établie au Québec. Cette acquisition permet à la Société de répondre à la demande grandissante de ses clients, plus particulièrement dans les secteurs de l'aluminium et des mines.
- ▶ Le 2 octobre 2011, la Société a acquis une participation dans une firme spécialisée en géomatique et en arpentage établie au Québec (« Giroux ») par l'acquisition de toutes les actions privilégiées et de 49 % des actions ordinaires du Groupe Giroux inc. et du Groupe Giroux arpenteurs-géomètres inc. et de toutes les actions de Giroux équipement d'arpentage inc. et d'Entreprise Normand Juneau inc. L'expertise de Giroux permet à la Société d'établir une solide plate-forme en arpentage au Québec et vient étoffer l'éventail de services offerts.
- ▶ Le 1^{er} décembre 2011, une entité ad hoc contrôlée par la Société a acquis la totalité des actions en circulation d'AE consultants, une firme de services professionnels spécialisée en architecture et en ingénierie établie à Terre-Neuve-et-Labrador. Grâce à cette acquisition, GENIVAR a poursuivi sa stratégie de croissance visant une expansion dans toutes les régions du Canada. La Société est désormais présente dans les dix provinces canadiennes.

En 2011, l'évaluation finale des justes valeurs des actifs acquis et des passifs repris de Delcom, Décibel, WHW, OptiVert, JMH, Dakins, ISAC et Giroux a été complétée par la Direction et, dans certains cas, avec l'assistance d'un évaluateur indépendant. L'évaluation des justes valeurs des actifs nets identifiables acquis d'Arcop et d'AE Consultants était préliminaire et a été finalisée en 2012 sans aucun ajustement significatif aux montants préliminaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

Aucune des acquisitions n'étant significative, la Société a choisi de les présenter sur une base cumulative.

	\$
Actifs acquis	
Actifs courants	18,6
Immobilisations corporelles	2,7
Immobilisations incorporelles	4,0
	25,3
Goodwill	18,0
	43,3
Passifs repris	
Passifs courants	14,4
Passifs d'impôt différé	1,3
	15,7
Contrepartie	27,6
Plus (moins):	
Trésorerie nette acquise	0,9
Notes à payer	(6,6)
92 912 actions ordinaires émises*	(2,0)
Trésorerie nette utilisée pour les acquisitions	19,9

* Les actions émises ont été évaluées en fonction du cours de clôture aux dates d'acquisition, déduction faite des frais liés à l'émission.

Les dispositions relatives aux contreparties éventuelles exigent que la Société paie aux anciens propriétaires d'une entreprise acquise un montant qui est conditionnel à la réalisation d'un certain niveau de bénéfices pour des périodes futures. Un montant total de 2,4 \$ a été comptabilisé à titre de juste valeur des contreparties éventuelles à la date d'acquisition. Le montant potentiel des paiements futurs non actualisés que la Société aurait pu être tenue de faire selon ces arrangements est de 0 \$ à 3,0 \$. Aux 31 décembre 2012 et 2011, aucun montant n'a été comptabilisé dans les comptes de résultat relativement aux contreparties éventuelles dans la mesure où aucun changement n'a été noté dans la juste valeur.

Le goodwill est attribuable à l'effectif des entreprises acquises et aux synergies significatives créées avec les segments de marché actuels de la Société. Aucune tranche du goodwill comptabilisé ne devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Depuis la date de leur acquisition jusqu'au 31 décembre 2011, les entreprises acquises ont contribué aux produits de la Société à la hauteur de 20,1 \$. Si les acquisitions avaient eu lieu le 1^{er} janvier 2011, les produits de la Société pour l'exercice s'élèveraient à 681,8 \$. La Société intègre les opérations et les systèmes des entreprises acquises peu après leur acquisition. Par conséquent, il est impraticable pour la Société de présenter le résultat net provenant des entreprises acquises depuis leur date d'acquisition.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

146

147

Les comptes débiteurs acquis (qui se composent principalement des comptes clients) avaient une juste valeur et un montant contractuel brut de 13,3 \$.

5. COENTREPRISES

La Société détient des participations dans des activités contrôlées conjointement. Les listes ci-dessous présentent les plus significatives.

				2012
Nom	Participation	Pays	Activité principale	
SM Gespro inc.	50%	Canada	Services d'ingénierie	
Consortium GENIVAR / AECOM TECSULT	55%	Canada	Services d'ingénierie	
Consortium GENIVAR / DESSAU / ROCHE	40%	Canada	Services d'ingénierie	
Consortium GENIVAR / DESSAU	50%	Canada	Services d'ingénierie	
Consortium GENIVAR / CIMA+ / DESSAU	33%	Canada	Services d'ingénierie	
Groupe SLG	43%	Canada	Services d'ingénierie	
Consortium SNC-LAVALIN / CIMA+ / GENIVAR	33%	Canada	Services d'ingénierie	
Consortium SNC-LAVALIN / CIMA+ / GENIVAR GENIVAR / WASKA	80%	Canada	Services d'ingénierie	
Consortium GENIVAR / CIMA+ / DESSAU-SOPRIN	33%	Canada	Services d'ingénierie	
GENIVAR / NUVUMIUT	50%	Canada	Services d'ingénierie	
The ARCOP Group / Gersovitz Moss Architects	50%	Canada	Services d'architecture	
Consortium ROCHE / GENIVAR	50%	Canada	Services d'ingénierie	
TWSP	50%	Australie	Services d'ingénierie	
Carillion WSP	40%	Angleterre	Services d'ingénierie	
WSP May Gurney	50%	Angleterre	Services d'ingénierie	
Barhale WSP	35%	Angleterre	Services d'ingénierie	
KAWSP	40%	Qatar	Services d'ingénierie	

		2011
Nom	Participation	
SM Gespro inc.	50 %	
Consortium SNC-LAVALIN / CIMA+ / GENIVAR GENIVAR / WASKA	80 %	
Groupe SLG	43 %	
Consortium GENIVAR / CIMA+ / DESSAU	33 %	
Consortium GENIVAR / DESSAU / ROCHE	40 %	
Consortium GENIVAR / AECOM TECSULT	55 %	
Consortium SM / DESSAU-SOPRIN / GENIVAR	33 %	
Consortium GENIVAR / CIMA+ / DESSAU-SOPRIN	33 %	
Consortium SNC-LAVALIN / GENIVAR	50 %	
Consortium SNC-LAVALIN / CIMA+ / GENIVAR	33 %	
Consortium BPR-GENIVAR	50 %	

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

En 2011, toutes les activités contrôlées conjointement sont exécutées au Canada dans le domaine des services d'ingénierie.

Les éléments suivants correspondent à la quote-part de la Société dans les actifs, les passifs, les produits et les coûts des activités contrôlées conjointement, qui est incluse dans les présents états financiers consolidés :

	2012 \$	2011 \$
Comptes consolidés de résultat		
Produits	105,5	62,1
Coûts	82,9	40,9
Quote-part des produits avant impôt sur le résultat	22,6	21,2

	31 décembre 2012 \$	31 décembre 2011 \$
Actif		
Actifs courants	57,9	35,2
Immobilisations corporelles	0,9	-
Autres actifs non courants	0,1	-
Total de l'actif	58,9	35,2
Passif		
Passifs courants	39,3	15,0
Passifs non courants	2,2	-
Total du passif	41,5	15,0

Il n'y a aucun passif éventuel relatif aux participations de la Société dans les activités contrôlées conjointement ni dans les coentreprises elles-mêmes.

La Société a également une participation de 50 % dans une entité contrôlée conjointement, laquelle est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence (note 8).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

148

149

6. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS

	31 décembre 2012 \$	31 décembre 2011 \$
Trésorerie		
Encaisse en main et soldes bancaires	127,7	144,0
Trésorerie et équivalents		
Moins: Découvert bancaire (note 16)	(6,4)	-
Trésorerie et équivalents moins le découvert bancaire	121,3	144,0

Aux 31 décembre 2012 et 2011, la Société a réservé dans un compte bancaire la somme de 2,5 \$ comme sûreté pour le paiement et la performance de ses obligations de caution à l'égard d'une entité contrôlée conjointement (note 8). Au 31 décembre 2012, la Société a également une trésorerie restreinte de 3,3 \$ déposée en guise de garantie pour un emprunt, des lettres de crédit et des engagements. Cette trésorerie n'est pas disponible pour les opérations générales.

7. COMPTES CLIENTS, CHARGES PAYÉES D'AVANCE ET AUTRES DÉBITEURS

	31 décembre 2012 \$	31 décembre 2011 \$
Comptes clients	422,2	187,2
Provisions pour créances douteuses	(4,2)	(5,3)
Comptes clients, montant net*	418,0	181,9
Montants à recevoir des coentreprises et entreprises associées	2,1	-
Autres débiteurs*	18,8	7,3
Charges payées d'avance	31,5	5,7
	470,4	194,9

* Les comptes clients nets et les autres débiteurs incluent des retenues s'élevant à 4,9 \$ (3,9 \$ au 31 décembre 2011).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

L'âge des comptes clients bruts en souffrance était le suivant:

	31 décembre 2012 \$	31 décembre 2011 \$
Dû depuis 0-30 jours	75,3	32,3
Dû depuis 31-60 jours	33,3	16,7
Dû depuis 61-90 jours	18,1	11,9
Dû depuis 91-180 jours	28,8	13,5
Dû depuis plus de 180 jours*	45,8	35,0
Solde à la fin de l'exercice	201,3	109,4

* Les comptes clients dus depuis plus de 180 jours incluent les comptes d'une agence gouvernementale qui représentent un montant de 13,2 \$ au 31 décembre 2012 (16,3 \$ en 2011) (note 26). Cette tranche d'âge inclut aussi des comptes qui ont été acquis dans le cadre d'acquisitions d'entreprises pour lesquelles des clauses d'ajustement de prix ont été signées.

PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES

Les variations dans la provision pour créances douteuses sont les suivantes:

	2012 \$	2011 \$
Solde au début de l'exercice	5,3	7,3
Ajustements de la provision	(0,8)	(2,1)
Différences de conversion	(0,3)	0,1
Solde à la fin de l'exercice	4,2	5,3

La Société est exposée à un risque de crédit compte tenu du solde à recevoir provenant des clients et elle maintient des provisions pour les pertes potentielles sur ces créances. Les pertes potentielles sont atténuées du fait que la solvabilité des clients est évaluée avant qu'un crédit ne leur soit accordé. Il n'y a pas d'exposition significative liée à un client unique, à l'exception de l'information divulguée à la note 26.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

150

151

8. AUTRES ACTIFS

	31 décembre 2012 \$	31 décembre 2011 \$
Frais de financement différés	1,9	-
Placements		
Investissement dans des entreprises associées (note 4(a))*	28,5	-
Investissement dans une coentreprise selon la méthode de la mise en équivalence**	2,0	1,9
Actifs financiers disponibles à la vente***	1,3	0,3
	33,7	2,2

* GENIVAR a acquis, dans le cadre de l'acquisition de WSP, des participations dans deux entreprises associées, soit Multiconsult AS et LINK Arkitektur AB, dans lesquelles la Société détient ultimement une participation de 24,7 % et 27,9 %.

** Investissement dans une entité contrôlée conjointement dans laquelle la Société détient une participation de 50 %. L'entité a été créée dans le but de construire et de gérer un immeuble de bureaux.

*** Les actifs financiers disponibles à la vente incluent la valeur du capital des polices d'assurance-vie et des investissements mineurs en instruments de capitaux propres.

La Société s'est portée caution pour les facilités de crédit qui ont été mises à la disposition d'une entité contrôlée conjointement afin de financer la construction d'un immeuble de bureaux. Sa responsabilité est limitée à un montant maximal de 4,0 \$ (4,0 \$ en 2011).

Les changements dans les investissements étaient les suivants:

	Coentreprise selon la méthode de la mise en équivalence \$	Entreprises associées \$
Solde au 1^{er} janvier 2011	-	-
Acquisition par l'entremise de l'acquisition d'Ancienne GENIVAR	1,6	-
Investissement	0,3	-
Solde au 31 décembre 2011	1,9	-
Investissement	0,1	-
Acquisition d'entreprise (note 4a))	-	24,7
Quote-part du résultat de l'exercice (nette de l'impôt sur le résultat)*	-	1,9
Différences de conversion	-	1,9
Solde au 31 décembre 2012	2,0	28,5

* Pour l'exercice, la quote-part de la Société dans les produits est de 31,7 \$. La quote-part du résultat de l'exercice inclut une charge d'impôt sur le résultat de 0,7 \$ et une dépense d'amortissement de 0,7 \$.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

Les éléments suivants correspondent à la quote-part de la Société dans les actifs et les passifs des entreprises associées:

	31 décembre 2012 \$
Actif	
Actifs courants	29.5
Immobilisations corporelles	2.4
Autres actifs non courants	9.1
Total de l'actif	41.0
Passif	
Passifs courants	20.9
Passifs non courants	2.0
Total du passif	22.9

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

152

153

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains et bâtiments \$	Améliorations locatives \$	Mobilier et équipement \$	Matériel informatique \$	Total \$
Solde au 1^{er} janvier 2011					
Coût	11,5	7,6	15,6	15,3	50,0
Amortissement cumulé	(1,3)	(2,9)	(5,8)	(5,4)	(15,4)
Valeur nette	10,2	4,7	9,8	9,9	34,6
Acquisitions	0,1	0,7	3,1	4,8	8,7
Acquisitions au moyen d'acquisitions d'entreprises (note 4)	1,5	0,5	1,8	0,4	4,2
Cessions	-	-	(0,2)	-	(0,2)
Amortissement de l'exercice	(0,4)	(1,2)	(2,8)	(3,6)	(8,0)
	1,2	-	1,9	1,6	4,7
Solde au 31 décembre 2011	11,4	4,7	11,7	11,5	39,3
Solde au 31 décembre 2011					
Coût	13,1	8,8	19,8	20,5	62,2
Amortissement cumulé	(1,7)	(4,1)	(8,1)	(9,0)	(22,9)
Valeur nette	11,4	4,7	11,7	11,5	39,3
Acquisitions	-	3,8	5,1	7,7	16,6
Acquisitions au moyen d'acquisitions d'entreprises (note 4(a) et (b))	11,5	7,6	11,2	18,3	48,6
Cessions	-	-	(0,9)	(0,5)	(1,4)
Amortissement de l'exercice	(0,7)	(2,2)	(5,2)	(8,1)	(16,2)
Différences de conversion	-	0,1	0,6	0,5	1,2
	10,8	9,3	10,8	17,9	48,8
Solde au 31 décembre 2012	22,2	14,0	22,5	29,4	88,1
Solde au 31 décembre 2012					
Coût	24,7	19,6	35,3	46,2	125,8
Amortissement cumulé	(2,5)	(5,6)	(12,8)	(16,8)	(37,7)
Valeur nette	22,2	14,0	22,5	29,4	88,1

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

10. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Logiciels \$	Carnets de commandes \$	Relations clients \$	Accords de non- concurrence \$	Noms commerciaux \$	Total \$
Solde au 1^{er} janvier 2011						
Coût	19,8	6,2	88,2	3,2	4,6	122,0
Amortissement cumulé	(8,4)	(1,7)	(24,6)	(1,7)	-	(36,4)
Valeur nette	11,4	4,5	63,6	1,5	4,6	85,6
Acquisitions	3,4	-	-	0,3	-	3,7
Acquisitions au moyen d'acquisitions d'entreprises (note 4(d))	0,1	1,0	2,9	-	-	4,0
Cessions	-	-	-	-	-	-
Amortissement de l'exercice	(3,6)	(3,1)	(9,8)	(0,8)	-	(17,3)
	(0,1)	(2,1)	(6,9)	(0,5)	-	(9,6)
Solde au 31 décembre 2011	11,3	2,4	56,7	1,0	4,6	76,0
Solde au 31 décembre 2011						
Coût	23,1	4,7	91,2	2,7	4,6	126,3
Amortissement cumulé	(11,8)	(2,3)	(34,5)	(1,7)	-	(50,3)
Valeur nette	11,3	2,4	56,7	1,0	4,6	76,0
Acquisitions	2,8	-	-	0,2	-	3,0
Acquisitions au moyen d'acquisitions d'entreprises (note 4(a) et (b))	13,7	20,2	21,4	-	44,5	99,8
Cessions	-	-	-	-	-	-
Amortissement de l'exercice	(7,3)	(5,0)	(11,6)	(0,7)	-	(24,6)
Différences de conversion	0,6	0,3	0,3	-	1,7	2,9
	9,8	15,5	10,1	(0,5)	46,2	81,1
Solde au 31 décembre 2012	21,1	17,9	66,8	0,5	50,8	157,1
Solde au 31 décembre 2012						
Coût	40,0	23,6	112,8	2,4	50,8	229,6
Amortissement cumulé	(18,9)	(5,7)	(46,0)	(1,9)	-	(72,5)
Valeur nette	21,1	17,9	66,8	0,5	50,8	157,1

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

154

155

La valeur comptable des immobilisations incorporelles identifiées comme ayant une durée d'utilité indéterminée, soit les noms commerciaux, est de 50,8 \$ au 31 décembre 2012 (4,6 \$ en 2011).

Durant l'exercice, la Société a acquis des immobilisations incorporelles pour un montant de 102,8 \$ (7,7 \$ en 2011), lesquelles sont toutes amortissables, à l'exception du nom commercial, qui représente 44,5 \$.

11. GOODWILL

	2012 \$	2011 \$
Solde au début de l'exercice	199,7	181,7
Goodwill découlant des acquisitions d'entreprises (note 4(a), (b) et (d))	487,9	18,0
Différences de conversion	10,2	-
Solde à la fin de l'exercice	697,8	199,7

Au 31 décembre 2012, le goodwill déductible aux fins de l'impôt sur le résultat s'élève à 61,8 \$ (39,4 \$ au 31 décembre 2011).

À la suite de l'acquisition de WSP et du changement dans les secteurs opérationnels, la Société a revu ses UGT et a réattribué le goodwill en conséquence. La Société a procédé à ses tests de dépréciation annuels en utilisant les UGT révisés.

Le goodwill de 697,8 \$ (199,7 \$ au 31 décembre 2011) et le nom commercial de 50,8 \$ (4,6 \$ en 2011) sont attribués aux UGT de la Société. Le nom commercial de WSP n'a pas été alloué à une UGT spécifique puisqu'il est considéré comme étant un actif administratif. La valeur comptable du goodwill et du nom commercial par UGT est indiquée dans le tableau suivant :

	31 décembre 2012 \$	31 décembre 2011 \$
Unité génératrice de trésorerie		
Canada	232,6	204,3
États-Unis	88,0	-
Royaume-Uni	105,3	-
Europe du Nord	223,9	-
Reste du monde	52,6	-
Nom commercial de WSP	46,2	-
Total du goodwill et des noms commerciaux	748,6	204,3

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

TEST DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL ET NOMS COMMERCIAUX

La Société a procédé à son test de dépréciation annuel du goodwill et des noms commerciaux en décembre 2012 et 2011 conformément à la convention décrite à la note 2. La valeur recouvrable de chaque UGT est supérieure à sa valeur comptable. En conséquence, aucune perte de valeur sur le goodwill n'a été comptabilisée.

TECHNIQUE D'ÉVALUATION

JUSTE VALEUR DIMINUÉE DES COÛTS DE VENTE

La valeur recouvrable de chaque UGT est basée sur la juste valeur diminuée des coûts de vente. La méthodologie et les hypothèses suivantes ont été appliquées pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de vente pour la totalité des UGT.

La juste valeur diminuée des coûts de vente est calculée en utilisant les produits nets et la marge du BAIIA prévue au budget pour 2013 ainsi qu'une croissance constante pour les quatre années suivantes, par UGT. Le BAIIA est défini comme le résultat avant les frais financiers, les impôts et les amortissements. Pour évaluer le niveau de BAIIA qu'il sera possible de maintenir dans le futur, la Société a considéré son historique, les tendances économiques autant au niveau de l'industrie que du marché. Aux fins du test de dépréciation, la Direction a utilisé une période de cinq ans pour calculer ses flux de trésorerie futurs. Au cours de cette période, la Société a utilisé un taux de croissance variant de 2,0 % à 5,0 % et une marge du BAIIA allant de 6,5 % à 12,4 %. La Société a aussi utilisé un taux d'actualisation se situant entre 9,5 % et 11,1 %. Le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital (« CMPC ») qui a été utilisé à la date d'acquisition. Le CMPC est une estimation du taux global de rendement exigé par les actionnaires et par les détenteurs de la dette sur les investissements. Pour déterminer le CMPC, il faut analyser le coût des capitaux propres et de la dette séparément et tenir compte d'une prime de risque basée sur l'UGT. Les coûts de ventes sont calculés sur la base de 1 % de la juste valeur déterminée précédemment, ce qui est en lien avec les coûts de transaction encourus pour les acquisitions passées. Étant donné que WSP a été acquis le 1^{er} août 2012, certaines hypothèses clés incluses dans le test sont les mêmes que celles utilisées dans l'évaluation préliminaire de la juste valeur à la date d'acquisition. De ce fait, la valeur comptable de l'UGT n'excède pas de façon matérielle sa valeur recouvrable.

12. FACILITÉS DE CRÉDIT

Le 7 juin 2012, la Société a signé de nouvelles facilités de crédit avec un syndicat bancaire procurant ainsi des facilités de crédit renouvelables d'un montant maximal de 400,0 \$. Les facilités de crédit étaient disponibles pour : (i) le financement d'une tranche de la contrepartie payable en trésorerie à la date de clôture de l'acquisition de WSP; (ii) le remboursement des sommes dues aux termes de la convention de crédit existante de la Société; (iii) le refinancement de la totalité ou d'une partie de la dette existante de WSP; (iv) le paiement des frais de transaction; (v) le financement des acquisitions d'entreprises futures; (vi) le financement général de la Société, incluant le financement du fonds de roulement et des dépenses en immobilisations.

En vertu des facilités de crédit, la Société peut émettre des lettres de crédit irrévocables dans la limite du maximum de 40,0 \$, diminuant d'autant ses facilités de crédit disponibles.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

156

157

Les facilités de crédit renouvelables ont un terme de quatre ans et viennent à échéance en juin 2016. Après la date d'échéance, elles peuvent être reconduites chaque année, pour une période supplémentaire d'un an sous réserve de l'approbation préalable des prêteurs.

Les facilités de crédit sont garanties par une hypothèque de premier rang sur l'universalité des biens meubles de la Société et de certaines de ses filiales. Elles portent intérêt au taux préférentiel canadien, au taux de base américain et au TIOL plus une marge allant jusqu'à un maximum de 2,5 %, dépendamment du type d'avances et des ratios financiers de la Société, tel que défini dans l'entente. La Société s'engage à verser une commission d'engagement négociée sur les facilités de crédit disponibles.

En vertu des facilités de crédit, la Société est dans l'obligation, entre autres conditions, de satisfaire à certaines clauses restrictives sur une base consolidée. Les principales clauses se rattachent aux ratios de la dette nette consolidée sur le BAIIA consolidé et de la couverture des charges fixes qui sont des mesures non conformes aux IFRS. La dette financée consolidée inclut le découvert bancaire, le prêt exigible, les effets à payer et les soldes à payer aux anciens actionnaires, incluant leurs portions courantes, les avances bancaires moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Le ratio relatif à la couverture des charges fixes est défini comme étant le résultat net consolidé avant charge d'intérêt et impôt sur le résultat divisé par les frais financiers consolidés totaux. La Direction passe en revue trimestriellement la conformité de la Société aux clauses restrictives dans le cadre des exigences de dépôt prévues dans l'entente de crédit. Toutes les clauses sont respectées au 31 décembre 2012.

Le 31 août 2012, les facilités de crédit principales de WSP, d'un montant total de 151,5 \$, ont été remboursées à l'aide des facilités de crédit existantes de GENIVAR. Ces facilités de crédit ont été fermées peu de temps après.

Au 31 décembre 2012, la Société a des facilités de crédit disponibles provenant des entreprises acquises d'un montant de 8,8 \$ (3,1 \$ en 2011), dont 1,4 \$ (nil en 2011) n'étaient pas utilisées à la fin de l'exercice.

Au 31 décembre 2011, la Société a émis, dans le cours normal des affaires, des lettres de crédit irrévocables totalisant 3,6 \$ (0,1 \$ en 2011) pour ses propres engagements, diminuant d'autant ses facilités de crédit disponibles.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

13. COMPTES CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	31 décembre 2012 \$	31 décembre 2011 \$
Comptes fournisseurs	91,4	40,2
Avantages du personnel à payer	123,1	43,3
Taxes de vente	23,3	5,6
Montants dus aux coentreprises et entreprises associées	0,2	-
Autres sommes à payer et frais courus	82,2	13,1
Provisions	39,9	2,2
	360,1	104,4
Moins: Provisions non courantes	6,9	-
Comptes créditeurs et charges à payer	353,2	104,4

Le tableau suivant explique les variations des provisions des exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011:

	Provisions pour litiges \$	Provisions au titre de biens immobiliers \$	Total \$
Solde au 1^{er} janvier 2011	2,1	-	2,1
Provisions supplémentaires	1,5	-	1,5
Règlement par déboursé ou autre*	(1,4)	-	(1,4)
Solde au 31 décembre 2011	2,2	-	2,2
Acquisitions d'entreprises	21,1	12,0	33,1
Provisions supplémentaires	6,5	1,2	7,7
Règlement par déboursé ou autre*	(3,2)	(1,2)	(4,4)
Différences de conversion	0,9	0,4	1,3
Solde au 31 décembre 2012	27,5	12,4	39,9

* De ce montant, la Société a reçu un remboursement de 1,7 \$ (0,8 \$ en 2011) de sa compagnie d'assurance.

Les provisions au titre de biens immobiliers sont relatives au loyer, aux frais d'administration et autres coûts associés à ces biens qui sont vacants ou près de leur date d'échéance.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

158

159

14. PRÊT

Le prêt porte intérêt à un taux de 2,85 % (2,60 % en 2011) et est remboursable en versements mensuels incluant capital et intérêts de moins de 0,1 \$ (moins de 0,1 \$ en 2011). Ce prêt est renouvelable annuellement en septembre et est garanti par un bâtiment. En date du 31 décembre 2012, la valeur comptable de ce bâtiment était de 5,1 \$ (5,4 \$ au 31 décembre 2011).

15. DETTES À LONG TERME

	31 décembre 2012 \$	31 décembre 2011 \$
Hypothèque portant intérêt à 5,75 %, remboursable en versements mensuels de moins de 0,1 \$ incluant capital et intérêts, garantie par une hypothèque sur un terrain et un bâtiment ayant une valeur nette comptable de 10,4 \$, renouvelable en janvier 2015	6,7	-
Dettes portant intérêt au taux préférentiel colombien plus une marge variant de 7,8 % à 15,9 %, venant à échéance entre février 2013 et juin 2015	2,1	-
Autres dettes à long terme	4,5	-
	13,3	-
Moins : Partie courante	4,6	-
	8,7	-

Les versements annuels sur les dettes à long terme pour les trois prochaines années seront de 4,6 \$ en 2013, 0,7 \$ en 2014 et 8,0 \$ en 2015.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

16. AUTRES PASSIFS FINANCIERS

	31 décembre 2012 \$	31 décembre 2011 \$
Découvert bancaire	6,4	-
Notes à payer*	13,6	11,4
Soldes à payer aux anciens actionnaires**	2,5	7,5
Obligations en vertu de contrats de location-financement	0,6	-
Autres obligations	0,7	-
Billets à payer	-	3,0
	23,8	21,9
Moins: Partie courante	22,6	16,5
	1,2	5,4

* Les notes à payer aux vendeurs dans le cadre des acquisitions d'entreprise portent intérêt à taux fixe variant de 3,0 % à 4,6 %, à taux préférentiel ou sans intérêt. Au 31 décembre 2012, le taux préférentiel était de 3,0 % (3,0 % en 2011).

** Les soldes à payer aux anciens actionnaires sont remboursables par versements annuels ou par anticipation, au gré de la Société, et portent intérêt au taux préférentiel.

Les versements annuels sur les passifs financiers au cours des trois prochaines années sont de 22,6 \$ en 2013, 1,1 \$ en 2014 et 0,1 \$ en 2015.

17. RÉGIMES DE RETRAITE

Le tableau qui suit présente les charges de retraite comprises dans les coûts liés au personnel.

	2012 \$	2011 \$
Régimes à prestations définies	0,4	-
Régimes à cotisations définies	24,4	6,6
	24,8	6,6

La Société offre à ses salariés des régimes à prestations définies et à cotisations définies. Les cotisations définies sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

160

161

Au Canada, la Société a des régimes d'épargne-retraite à cotisations définies pour ses employés. En vertu de ces régimes, la Société verse une contribution équivalente à la cotisation de l'employé jusqu'à concurrence d'un maximum variant de 3 % à 5 % du salaire de l'employé. L'employé acquiert la totalité des cotisations de l'employeur après deux années de service continu ou avant s'il perd son emploi en raison d'une mise à pied par manque de travail.

Au Royaume-Uni, cinq régimes à prestations définies distincts, tous fermés aux nouveaux participants, sont offerts. Les actifs des régimes sont détenus séparément des actifs de la Société, dans des fonds administrés par un tiers. Les salaires donnant droit à une rente de retraite sont gelés après consultation avec le personnel.

En Suède, une partie du régime multiemployeurs à prestations définies géré par l'État est comptabilisée dans l'état consolidé de la situation financière de la Société. Les coûts des services non encore rendus au titre de ce régime ont cessé de s'appliquer en 2008 lorsque les salariés ont été incorporés au régime de l'État. Le régime multiemployeurs de l'État conserve d'autres actifs substantiels pour prendre en charge le passif du régime. Les administrateurs n'ayant pas été en mesure d'identifier les actifs et les passifs de cette composante du régime, il est traité comme un régime à cotisations définies aux fins d'IAS 19, Avantages du personnel.

Dans le cas des régimes à prestations définies capitalisés et non capitalisés, tout déficit de la juste valeur de l'actif des régimes sur la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies est comptabilisé en passif dans l'état de la situation financière. Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés au complet à mesure qu'ils surviennent dans l'état du résultat global. Ces écarts actuariels rendent compte des modifications des hypothèses actuarielles et des écarts entre les hypothèses actuarielles et les résultats réels.

La charge actuarielle comptabilisée au compte de résultat, eu égard aux régimes à prestations définies, est composée des coûts des services rendus au cours de l'exercice considéré, des charges d'intérêts, du rendement attendu des actifs des régimes, des coûts des services passés et des coûts liés aux compressions des régimes.

Les passifs de la Société découlant des obligations au titre des prestations définies et les coûts des services rendus au cours de l'exercice considéré qui s'y rattachent sont déterminés suivant la méthode des unités de crédit projetées. Des évaluations sont effectuées chaque année. Des actuaires et des conseillers externes fournissent des recommandations sur les questions d'ordre actuariel. Les hypothèses actuarielles sur lesquelles repose le calcul des obligations au titre des prestations diffèrent selon la situation économique du pays dans lequel le régime a cours et sont énoncées ci-après. Pour formuler l'hypothèse concernant le taux de rendement à long terme attendu des actifs, la Société a tenu compte du niveau actuel du rendement attendu des placements sans risque (principalement des obligations d'État du Royaume Uni) ainsi que du niveau historique de la prime de risque associée aux autres catégories d'actifs du portefeuille. Le rendement attendu pour chaque catégorie d'actif a ensuite été appliqué aux actifs des régimes pour calculer le taux de rendement à long terme global attendu des actifs pour l'ensemble des portefeuilles.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

HYPOTHÈSES

	31 décembre 2012
Royaume-Uni	
Taux d'augmentation des salaires donnant droit à une rente de retraite	-
Taux d'augmentation des prestations à payer	3,1 %
Taux d'actualisation	4,3 %
Taux d'inflation hypothétique	2,4 %-3,2 %
Rendement attendu des actifs des régimes	4,5 %
Espérance de vie à 65 ans (participants actuellement âgés de 65 ans)	
- Hommes	87,6
- Femmes	90,0
Espérance de vie à 65 ans (participants actuellement âgés de 50 ans)	
- Hommes	89,1
- Femmes	91,4
Suède	
Taux d'augmentation des salaires donnant droit à une rente de retraite	-
Taux d'augmentation des prestations à payer	-
Taux d'actualisation	3,5 %
Taux d'inflation hypothétique	2,0 %
Rendement attendu des actifs des régimes	S.O.
Espérance de vie à 65 ans (participants actuellement âgés de 65 ans)	
- Hommes	88,0
- Femmes	90,0
Espérance de vie à 65 ans (participants actuellement âgés de 50 ans)	
- Hommes	87,0
- Femmes	89,0

Les principales catégories des actifs du régime en tant que pourcentage des actifs total du régime sont les suivants:

	31 décembre 2012
Actions	34 %
Obligations	61 %
Autres	5 %

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

162

163

	31 décembre 2012 \$
Juste valeur des actifs du régime	110,4
Valeur actuelle des obligations capitalisées (Royaume-Uni)	(178,7)
	(68,3)
Valeur actuelle des obligations non capitalisées (Suède)	(37,1)
Passif du régime de retraite	(105,4)

Le tableau qui suit présente les montants comptabilisés dans le compte de résultat:

	2012 \$
Coût des services rendus	0,4
Charges au titre des avantages du personnel	0,4

	2012 \$
Frais financiers	3,7
Rendement attendu des actifs des régimes	(2,2)
Frais financiers nets relatifs aux obligations des régimes de retraite	1,5

Le tableau qui suit présente l'évolution de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations constituées:

	\$
Valeur actuelle de l'obligation au 1^{er} août 2012 (note 4(a))	209,3
Coût des services rendus	0,4
Cotisations des participants aux régimes	0,1
Prestations versées	(3,4)
Frais financiers	3,7
Gain actuariel	(2,9)
Différences de conversion	8,6
Valeur actuelle de l'obligation au 31 décembre 2012	215,8

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

Le tableau qui suit présente l'évolution de la juste valeur des actifs des régimes:

	\$
Juste valeur des actifs des régimes au 1^{er} août 2012 (note 4(a))	102,8
Rendement attendu sur les actifs des régimes	2,2
Contributions des membres aux régimes	0,1
Contributions de l'employeur	3,8
Prestations versées	(3,2)
Gain actuariel	0,6
Différences de conversion	4,1
Juste valeur des actifs des régimes au 31 décembre 2012	110,4

Le tableau qui suit présente l'analyse de l'évolution du déficit net:

	\$
Solde au 1^{er} août 2012 (note 4(a))	106,5
Charges au titre des avantages du personnel	0,4
Frais financiers nets	1,5
Prestations versées	(0,2)
Cotisations de l'employeur	(3,8)
Gain actuariel net comptabilisé au cours de la période	(3,5)
Différences de conversion	4,5
Solde au 31 décembre 2012	105,4

Le tableau qui suit présente le cumul des profits actuariels comptabilisés en capitaux propres:

	2012 \$
Solde au début de l'exercice	-
Gain actuariel net comptabilisé au cours de l'exercice	3,5
Solde à la fin de l'exercice	3,5

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

164

165

Historique des écarts entre les résultats et les prévisions

	2012 \$
Écarts entre les résultats et les prévisions liées aux actifs des régimes	
Montant – gain (perte)	0,6
Pourcentage des actifs des régimes	1%
Écarts entre les résultats et les prévisions liées aux passifs des régimes	
Montant – gain (perte)	0,3
Pourcentage des passifs des régimes	-
Modifications des hypothèses sous-jacentes à la valeur des passifs des régimes	
Montant – gain (perte)	2,5
Pourcentage des passifs des régimes	1%
Valeur actuelle des actifs des régimes	110,4
Juste valeur des passifs des régimes	(215,8)
Déficit	105,4

Le tableau qui suit présente l'analyse sommaire de la sensibilité du déficit global des régimes de retraite aux modifications des hypothèses principales :

Hypothèse	Variation	Incidence sur le déficit
Taux d'actualisation	+/- 0,1%	Augmentation/diminution 2,8 \$
Taux d'inflation	+/- 0,1%	Augmentation/diminution 1,5 \$
Mortalité	+/- 1 an	Augmentation/diminution 5,6 \$

Le total des cotisations des salariés et de l'employeur qui devrait être payé au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 2013 s'élève à 6,9 \$.

18. CAPITAL-ACTIONS

AUTORISÉ

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, participantes et votantes.

Nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale, participantes et pouvant être émises en série.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

ÉMIS ET PAYÉ

	Actions ordinaires	
	Nombre	\$
Solde au 1^{er} janvier 2011	-	-
Parts du Fonds échangées contre des actions ordinaires dans le cadre du plan d'arrangement (note 1)	18 103 589	275,8
Changement de statut fiscal (note 22)	-	(0,7)
Actions ordinaires émises aux fins de l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle (note 4(c))	7 908 294	229,7
Ajustement des capitaux propres (note 4(c))	-	(179,2)
Actions émises dans le cadre d'acquisitions d'entreprises (note 4(d))	92 912	2,0
Actions émises*	33 121	0,9
Actions émises relativement à un placement privé**	6 500 000	155,8
Solde au 31 décembre 2011	32 637 916	484,3
Actions émises lors de l'acquisition d'une entreprise (note 4(b))	74 707	1,8
Actions émises***	150 651	4,1
Actions émises relativement à un placement privé et à une prise ferme****	17 585 610	399,9
Actions émises relativement au RRD*****	607 557	13,2
Solde au 31 décembre 2012	51 056 441	903,3

* Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011, la Société a émis un total de 33 121 actions pour un produit de 0,9 \$, déduction faite des frais liés à l'émission.

** Le 21 décembre 2011, la Société a complété un placement privé avec deux investisseurs institutionnels canadiens. La Société a émis 6 500 000 actions ordinaires au prix de 24,57 \$ par action pour un produit brut total de 159,7 \$. Les frais liés à l'émission de 5,3 \$ et les actifs d'impôt différé de 1,4 \$ ont tous deux été comptabilisés à l'encontre du produit brut.

*** La Société a émis un total de 150 651 actions ordinaires pour un produit de 4,1 \$, net des frais liés à l'émission.

**** Dans le cadre de l'acquisition de WSP, la Société a conclu une convention avec un syndicat de preneurs fermes visant la vente de 9 375 000 reçus de souscription nouvellement émis du capital autorisé de GENIVAR. Chaque reçu de souscription donnait le droit à son porteur de recevoir, sans paiement d'une contrepartie supplémentaire, une action ordinaire de l'émetteur. La Société a complété son offre le 27 juin 2012, à un prix de 24,00 \$ chacun pour un produit brut de 225,0 \$. À la suite de la clôture de l'acquisition le 1^{er} août 2012, chacun des reçus de souscription a automatiquement été échangé pour une action ordinaire de la Société.

Le 27 juin 2012, GENIVAR a également conclu des conventions de souscription avec l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et la Caisse de dépôt et de placement du Québec pour acheter, par voie d'un placement privé, 8 210 610 reçus de souscription. Le 1^{er} août 2012, la Société a émis 8 210 610 actions ordinaires en échange des reçus de souscription du placement privé pour un produit brut de 197,1 \$.

Des coûts totaux de 18,3 \$ liés aux émissions, nets des actifs d'impôt différé de 2,7 \$ ont été déduits des produits bruts.

Les détenteurs des reçus de souscription et des reçus de souscription du placement privé avaient aussi droit de recevoir un équivalent du dividende déclaré le 9 mai 2012. À la clôture de l'acquisition, ils ont reçu un paiement à titre de l'équivalent des dividendes de 6,6 \$, duquel 3,1 \$ a été réinvesti en 144 393 actions ordinaires de la Société sous le régime de réinvestissement des dividendes (RRD). Le paiement à titre de l'équivalent des dividendes est présenté contre le profit net.

***** En vertu du RRD (note 23), 463 164 nouvelles actions ordinaires ont été émises à la suite du paiement du dividende déclaré le 9 mai 2012 et le 8 août 2012, pour un total de 607 557 actions ordinaires, incluant les actions émises après le paiement à titre de l'équivalent des dividendes.

Aux 31 décembre 2012 et 2011, aucune action privilégiée n'a été émise.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

166

167

19. PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

	\$
Solde au 1^{er} janvier 2011	88,2
Acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle par la Société (note 4(c))	(88,2)
Investissement par un actionnaire sans contrôle dans GENIVAR France	0,1
Solde au 31 décembre 2011	0,1
Acquisition d'une participation ne donnant pas le contrôle au moyen d'une acquisition d'entreprise (note 4(a))	2,1
Quote-part du résultat global pour l'exercice	(0,2)
Solde au 31 décembre 2012	2,0

Le 1^{er} janvier 2011, la Société a conclu un plan d'arrangement prévoyant la réorganisation de la structure de fiducie de revenu du Fonds en une structure de société par actions (note 1). Après la réorganisation, la Société a acquis la participation ne donnant pas le contrôle du Fonds. Les actions d'Ancienne GENIVAR ont été échangées contre des actions ordinaires de la Société. La Société est devenue propriétaire d'Ancienne GENIVAR après la réalisation du plan d'arrangement, ce qui a entraîné l'élimination de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'état consolidé de la situation financière.

20. GESTION DU CAPITAL

Les principaux objectifs de la Société relativement à la gestion de la structure de son capital sont les suivants:

- ▶ Maintenir une flexibilité financière dans le but de répondre à ses engagements financiers, de verser un dividende, d'exécuter une stratégie de croissance et de poursuivre une croissance par l'entremise des acquisitions d'entreprises;
- ▶ Gérer les activités de la Société de manière responsable afin d'être en mesure de verser un rendement adéquat aux actionnaires; et
- ▶ Respecter les ratios financiers requis en vertu des facilités de crédit.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

Pour la gestion du capital, la Société a défini son capital comme une combinaison du prêt, des dettes à long terme, des avances bancaires, des participations ne donnant pas le contrôle et des capitaux propres attribuables aux actionnaires, nets de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des découverts bancaires. Les dettes sans recours sont exclues.

	2012 \$	2011 \$
Dettes à long terme	13,3	-
Prêt	5,0	5,4
Avances bancaires	212,7	50,0
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	917,1	501,3
Participation ne donnant pas le contrôle	2,0	0,1
	1 145,9	556,8
Moins: Trésorerie et équivalents moins le découvert bancaire	(121,3)	(144,0)
	1 024,6	412,8

La stratégie financière de l'entreprise est définie pour maintenir une structure flexible cohérente avec les objectifs cités plus haut, pour répondre adéquatement aux changements dans la conjoncture économique et pour permettre une croissance par le biais d'acquisitions d'entreprises. La Société assure le suivi de sa structure de capital en utilisant le ratio de la dette consolidée sur le BAIIA consolidé. Ce ratio est utilisé pour déterminer quel devrait être le niveau d'endettement maximal.

Dans le but de maintenir et d'ajuster sa structure de capital, la Société pourrait émettre de nouvelles actions sur le marché, contracter d'autres avances bancaires et négocier de nouvelles facilités de crédit. En août 2012, la Société a émis 17 585 610 actions par l'entremise d'un placement privé et d'une prise ferme. Le produit net a été utilisé pour financer la contrepartie et les frais liés à l'acquisition de WSP. En décembre 2011, la Société a émis de nouvelles actions ordinaires dans le cadre d'un placement privé. Le produit brut a été utilisé pour rembourser ses avances bancaires à leur échéance et pour maintenir sa stratégie de croissance par le biais des acquisitions d'entreprises.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

168

169

21. FRAIS FINANCIERS NETS

	2012 \$	2011 \$
Intérêts sur les avances bancaires	3,2	1,8
Intérêts sur les notes à payer et les soldes à payer aux anciens actionnaires	1,1	0,8
Frais financiers nets liés aux obligations des régimes de retraite	1,5	-
Perte de change sur les passifs en devises étrangères	0,5	-
Autres intérêts et frais bancaires	3,1	1,8
Revenus d'intérêts	(1,0)	(0,1)
	8,4	4,3

22. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le tableau qui suit présente les composantes de la charge (du recouvrement) d'impôt sur le résultat pour 2012 et 2011:

	2012 \$	2011 \$
Impôt exigible		
Impôt exigible sur le résultat de l'exercice	19,4	20,5
Ajustements relatifs aux exercices précédents	(2,3)	-
Total de l'impôt exigible	17,1	20,5
Impôt différé		
Création et renversement des différences temporelles	(4,9)	(3,4)
Incidence du changement de statut fiscal	-	(7,2)
Incidence du changement dans les taux d'impôt	(3,9)	-
Ajustements relatifs aux exercices précédents	2,4	-
Total de l'impôt différé	(6,4)	(10,6)
Total de la charge d'impôt sur le résultat	10,7	9,9

Les actifs d'impôt différé relatifs aux frais d'émission d'un placement privé et d'une prise ferme en août 2012 totalisant 2,7 \$ et d'un placement privé en décembre 2011 totalisant 1,4 \$ sont comptabilisés dans les capitaux propres.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

À la suite du changement de statut fiscal de la Société le 1^{er} janvier 2011, les actifs et passifs d'impôt différé ont été recalculés. Les ajustements étaient pris en compte dans le compte consolidé de résultat de 2011, exception faite des ajustements liés aux transactions qui avaient été auparavant comptabilisées aux capitaux propres. Par conséquent, les capitaux propres ont diminué de 0,7 \$, en 2011 et un recouvrement d'impôt différé de 7,2 \$ a été comptabilisé dans le compte consolidé de résultat en 2011. Un ajustement relatif à l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle (note 4(c)) de 4,3 \$ a également été comptabilisé dans les capitaux propres.

Le tableau présente le rapprochement de la charge d'impôt sur le résultat calculée selon le taux national d'impôt statutaire et le taux d'impôt effectif:

	2012		2011	
	\$	%	\$	%
Résultat avant impôt	57,0	100,0	60,0	100,0
Taux d'imposition statuaire canadien combiné fédéral et provincial	26,62 %		28,07 %	
Impôt sur le résultat basé sur les taux d'imposition prévus par la loi	15,2	26,6	16,8	28,0
Charges non déductibles	3,1	5,4	1,0	1,7
Différence due aux taux d'impôt étrangers	(3,2)	(5,6)	0,1	0,2
Incidence du changement dans les taux d'impôt	(3,9)	(6,8)	(0,6)	(1,0)
Ajustement relatif aux exercices précédents	0,1	0,2	-	-
Changement de statut fiscal	-	-	(7,2)	(12,0)
Ajustement pour l'impôt des entreprises associées	(0,7)	(1,2)	-	-
Autres	0,1	0,2	(0,2)	(0,4)
	10,7	18,8	9,9	16,5

En décembre 2012, le taux d'imposition des sociétés a diminué de 4,3 % en Suède, entraînant la comptabilisation d'un recouvrement d'impôt différé de 3,5 \$ principalement dû à la baisse du passif d'impôt différé. Certaines filiales étrangères de la Société sont sujettes à des taux d'imposition très différents de celui de la Société. L'incidence globale de ces différences a entraîné une diminution de la charge d'impôt de 3,2 \$. De plus, le taux d'impôt effectif a été affecté par des honoraires non déductibles totalisant 10,5 \$ relativement à l'acquisition de WSP.

Le taux d'impôt effectif de 2011 a été affecté par le changement de statut fiscal, lequel a entraîné un recouvrement d'impôt différé de 7,2 \$.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

170

171

Aux 31 décembre 2012 et 2011, les actifs et passifs d'impôt différé sont composés des éléments significatifs suivants:

	2012						
	Solde au 1 ^{er} janvier \$	Crédité (débité) au compte de résultat \$	Crédité (débité) aux autres éléments du résultat global \$	Débité directe- ment aux capitaux propres \$	Acquisitions d'entreprises \$	Différences de conversion \$	Solde au 31 déc. \$
Actifs d'impôt différé							
Provisions déductibles lors de leur règlement	0,5	0,5	-	-	-	-	1,0
Pertes autres qu'en capital	0,6	4,9	-	-	2,8	0,1	8,4
Frais d'émission différés	1,9	(1,0)	-	2,7	-	-	3,6
Immobilisations corporelles	-	0,5	-	-	4,7	0,2	5,4
Obligations liées aux avantages sociaux	-	(0,2)	(1,5)	-	15,1	0,6	14,0
Autres différences temporelles	-	(3,9)	0,5	-	17,3	0,8	14,7
	3,0	0,8	(1,0)	2,7	39,9	1,7	47,1
Passifs d'impôt différé							
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	(7,3)	-	-	-	(26,0)	(1,4)	(34,7)
Retenues	(0,7)	0,1	-	-	-	-	(0,6)
Immobilisations corporelles et incorporelles et goodwill	(6,2)	5,5	-	-	(19,0)	0,1	(19,6)
	(14,2)	5,6	-	-	(45,0)	(1,3)	(54,9)
Total	(11,2)	6,4	(1,0)	2,7	(5,1)	0,4	(7,8)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

	2011				
	Solde au 1 ^{er} janvier \$	Crédité (débité) au compte de résultat \$	Crédité (débité) directement aux capitaux propres \$	Acquisitions d'entreprises \$	Solde au 31 décembre \$
Actifs d'impôt différé					
Provisions déductibles lors de leur règlement	0,6	(0,2)	0,1	-	0,5
Pertes autres qu'en capital	-	0,6	-	-	0,6
Frais d'émission différés	1,8	(1,2)	1,3	-	1,9
	2,4	(0,8)	1,4	-	3,0
Passifs d'impôt différé					
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	(10,1)	5,9	(3,0)	(0,1)	(7,3)
Retenues	(1,1)	0,7	(0,3)	-	(0,7)
Immobilisations corporelles et incorporelles et goodwill	(7,7)	4,8	(1,8)	(1,5)	(6,2)
	(18,9)	11,4	(5,1)	(1,6)	(14,2)
Total	(16,5)	10,6	(3,7)	(1,6)	(11,2)

	31 décembre 2012 \$	31 décembre 2011 \$
Actifs d'impôt différé		
Recouvrables dans plus de 12 mois	30,0	1,7
Recouvrables à l'intérieur de 12 mois	17,1	1,3
	47,1	3,0
Passifs d'impôt différé		
Réglables dans plus de 12 mois	(13,9)	(4,5)
Réglables à l'intérieur de 12 mois	(41,0)	(9,7)
	(54,9)	(14,2)
Passifs d'impôt différé, montant net	(7,8)	(11,2)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

172

173

Certaines filiales de la Société ont subi des pertes nettes opérationnelles de 15,0 \$ et ont une différence temporelle déductible de 4,5 \$, pour laquelle aucun actif d'impôt différé n'a été reconnu.

Un passif différé lié aux différences temporelles imposables qui s'élevaient à 27,6 \$ au 31 décembre 2012 et à 4,4 \$ au 31 décembre 2011 n'a pas été comptabilisé relativement à des investissements dans des filiales étrangères étant donné que la Société considère que ces différences temporelles ne se renverseront pas dans un avenir prévisible. Lors de la distribution de ces revenus sous forme de dividende ou autre, la Société peut être sujette à l'impôt des sociétés ou à des retenues à la source.

23. DIVIDENDES

La Société vise à déclarer et à verser des dividendes sur une base trimestrielle aux actionnaires. Le montant total de dividendes déclaré par la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 était de 62,8 \$ ou 1,50 \$ par action (41,5 \$ ou 1,50 \$ par action en 2011).

RÉGIME DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES (RRD)

Parallèlement à l'annonce de l'acquisition de WSP, la Société a adopté un RRD.

En vertu du RRD, les détenteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de réinvestir les dividendes en numéraire en actions ordinaires supplémentaires. Les actions à émettre peuvent être achetées sur le marché libre ou émises du capital autorisé de la Société, à la discrétion de la Direction. Les actions émises du capital autorisé le seront avec un escompte maximum de 5 % du coût moyen applicable du marché.

La Caisse et l'OIRPC se sont engagés à inscrire au RRD la quasi-totalité de leurs actions ordinaires pour tous les dividendes dont la date de référence est antérieure au 1^{er} juillet 2013 inclusivement.

À la suite du paiement des dividendes déclarés le 9 mai 2012 et le 8 août 2012, un montant de 13,2 \$ a été réinvesti dans 607 557 actions ordinaires dans le cadre du RRD.

Le 6 novembre 2012, la Société a déclaré un dividende de 0,375 \$ par action payable le 15 janvier 2013, duquel 7,1 \$ a été réinvesti dans 361 888 actions additionnelles dans le cadre du RRD.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

24. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

A) AJUSTEMENTS

	2012 \$	2011 \$
Amortissements	40,8	25,3
Quote-part du résultat d'entreprises associées	(1,9)	-
Charge relative aux régimes de retraite à prestations définies	0,4	-
Cotisations monétaires aux régimes de retraite à prestations définies	(4,0)	-
Différences de conversion et transactions sans effet sur la trésorerie	(0,4)	-
Autres	3,9	-
	38,8	25,3

B) VARIATION DES ÉLÉMENTS DU FONDS DE ROULEMENT SANS EFFET SUR LA TRÉSORERIE

	2012 \$	2011 \$
Diminution (augmentation):		
Comptes clients, charges payées d'avance et autres débiteurs	(7,8)	8,0
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	0,8	(2,8)
Augmentation (diminution):		
Comptes créditeurs et charges à payer	(9,4)	4,0
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus	20,0	(4,6)
	3,6	4,6

25. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En 2011, dans le cadre du plan d'arrangement, les principaux dirigeants et les employés qui étaient actionnaires d'Ancienne GENIVAR ont reçu des actions ordinaires de GENIVAR en échange de leurs actions. Au 31 décembre 2011, les billets à payer de 3,0 \$ assumés dans cette transaction étaient payables aux actionnaires actuels de la Société.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

174

175

A) ENTITÉS CONTRÔLÉES

	Pays de constitution	Participation	
		2012	2011
Principales filiales*			
7247923 Canada Inc.	Canada	100 %	100 %
AdeB Consultants Ltd. (AdeB)	Trinité-et-Tobago	100 %	100 %
CRA Servicios S.A.S.	Colombie	100 %	-
Design Collaborative & Associates Ltd. (DCAL)	Trinité-et-Tobago	100 %	100 %
GENIVAR Construction Nord Inc.	Canada	100 %	100 %
GENIVAR France	France	70 %	70 %
GENIVAR Trinidad & Tobago (GENIVAR TT)	Trinité-et-Tobago	100 %	100 %
GENIVAR Wind USA Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Giroux équipement d'arpentage Inc.	Canada	100 %	100 %
Groupe Giroux Inc.*	Canada	49 %	49 %
Groupe Giroux arpenteurs-géomètres Inc.*	Canada	49 %	49 %
Magnate Communication Corp.	Canada	100 %	100 %
Smith Carter (USA) LLC	États-Unis	100 %	-
WSP Group LLC	Angleterre	100 %	-
WSP UK Limited	Angleterre	100 %	-
WSP CEL Limited	Angleterre	100 %	-
WSP Environmental Limited	Angleterre	100 %	-
WSP Remediation Limited	Angleterre	100 %	-
WSP Management Services Limited	Angleterre	100 %	-
WSP Sverige AB	Suède	100 %	-
WSP Finland Limited	Finlande	100 %	-
WSP USA Corp.	États-Unis	100 %	-
WSP Group Africa (Pty) Limited	Afrique du Sud	74 %	-
WSP Middle East Limited	Jersey	100 %	-
WSP Hong Kong Limited	Hong Kong	100 %	-
Shanghai WSP Consulting Limited	Chine	100 %	-
WSP Environmental Australia Pty Limited	Australie	100 %	-
WSP Consultants India Limited	Inde	100 %	-
WSP Deutschland AG	Allemagne	100 %	-
WSP Buildings Pty	Australie	100 %	-
Entités ad hoc			
AE Consultants Ltd.	Canada	-	-
Arcop Design Inc.	Canada	-	-
Le Groupe Arcop S.E.N.C.	Canada	-	-
North 46 Architecture Inc.	Canada	-	-
PBK Architects Inc.	Canada	-	-
Smith Carter Architects and Engineers Incorporated	Canada	-	-
WHW Architects Incorporated	Canada	-	-
Arcop Inc.	Canada	-	-

* Ces filiales sont consolidées puisqu'une entente donne à la Société le pouvoir de gouverner les politiques financières de ces entités, et ainsi d'obtenir les avantages de leurs activités.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

B) RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants incluent les membres du Conseil, le président et chef de la direction, le chef de la direction financière et les membres de l'Équipe de Direction. La rémunération payée ou payable aux principaux dirigeants inclut :

	2012 \$	2011 \$
Salaires et avantages à court terme	6,2	5,3
Avantages postérieurs à l'emploi	0,3	0,1
	6,5	5,4

26. INSTRUMENTS FINANCIERS

JUSTE VALEUR

La trésorerie et équivalents, les comptes clients et autres débiteurs, l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation, les comptes créditeurs et charges à payer, les dividendes à payer, les billets à payer, les découverts bancaires, le prêt, les notes à payer, les soldes à payer aux anciens actionnaires, les provisions, les dettes à long terme, les obligations en vertu de contrats de location-financement et les avances bancaires sont des instruments financiers pour lesquels la juste valeur correspond approximativement à la valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée, de leurs taux d'intérêt variables ou des taux courants sur le marché pour des instruments à taux fixe.

La juste valeur est établie selon la hiérarchie suivante pour les instruments financiers de la Société :

- ▶ Le niveau 1 inclut les prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.
- ▶ Le niveau 2 inclut les évaluations basées sur des éléments autres que les prix cotés visés au niveau 1 qui sont observables pour les actifs ou passifs concernés, directement ou indirectement.
- ▶ Le niveau 3 inclut les évaluations pour les actifs ou passifs qui ne sont pas basées sur des données observables sur un marché.

Aux 31 décembre 2012 et 2011, la juste valeur des placements disponibles à la vente est évaluée selon le niveau 1. Ce sont les seuls actifs qui sont évalués à la juste valeur.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée au risque de crédit, au risque de change, au risque de taux d'intérêt et au risque de liquidité. Les analyses suivantes fournissent une évaluation de ces risques aux 31 décembre 2012 et 2011.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

176

177

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie ne respecte pas son obligation en vertu d'un instrument financier ou d'un contrat, conduisant à une perte financière.

Les instruments financiers qui sont susceptibles d'exposer la Société à un risque de crédit significatif sont principalement la trésorerie et équivalents, les comptes clients et autres débiteurs et l'excédent des coûts et des profits prévus sur la facturation. Le montant d'exposition maximale au risque de crédit de la Société est limité à la valeur comptable de ces instruments financiers, soit de 761,0 \$ au 31 décembre 2012 et 401,6 \$ au 31 décembre 2011.

La trésorerie et équivalents sont détenus ou émis par des institutions financières de premier ordre. Par conséquent, la Société estime que le risque de non-exécution relativement à ces instruments est minime.

Le risque de crédit de la Société est principalement attribuable aux comptes clients. Les montants présentés aux états de la situation financière sont nets des provisions pour créances douteuses. Ces dernières sont estimées par la Direction et basées, en partie, sur l'âge de comptes clients et sur le recouvrement actuel et prévu. Généralement, la Société n'exige pas de garantie supplémentaire ou autre sûreté de ses clients pour ces comptes; cependant, le crédit est accordé aux clients uniquement après une évaluation de leur solvabilité. De plus, la Société révisé continuellement le crédit de ses clients et établit une provision pour créances douteuses lorsque la probabilité de recouvrement du compte a diminué de façon significative. La Société estime donc que son risque de crédit relatif aux comptes débiteurs est limité. Durant les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011, le montant des radiations comptabilisées n'était pas significatif.

La Société réduit son risque de crédit en fournissant des services à divers clients, dans diverses industries et secteurs de l'économie.

RISQUE DE CRÉDIT SPÉCIFIQUE

Aux 31 décembre 2012 et 2011, la Société possède des comptes clients provenant d'une agence gouvernementale de Trinité-et-Tobago (l'« Agence ») qui sont demeurés impayés depuis plus de 36 mois.

En 2011, les événements qui suivent sont survenus en relation avec des comptes clients d'une Agence. Les paiements ont été retardés par le changement de gouvernement dans le pays et le retrait du Conseil d'administration de l'agence. Le 26 janvier 2011, un nouveau Conseil d'administration a été nommé. De plus, un nouveau chef de la direction et un nouveau chef de la direction financière ont été embauchés en milieu d'année. Ils travaillent, sous la supervision du Conseil d'administration, à résoudre la problématique de paiements dus à GENIVAR et à d'autres fournisseurs de services du pays.

En juin 2012, la Société a déposé deux réclamations pour la collecte de comptes clients totalisant 19,4 \$, incluant les intérêts. La première réclamation était pour des comptes clients d'un montant de 3,5 \$ relativement à un projet spécifique et la deuxième était pour divers comptes clients sur plusieurs projets pour un total de 15,9 \$ incluant les intérêts. Concernant la première réclamation, l'Agence a été ordonnée, par un jugement de la Cour rendu en janvier 2013, de payer à la Société la totalité de la somme due. Le délai d'appel est maintenant écoulé et le jugement peut être exécuté à partir du 1^{er} mars 2013.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

Par rapport à la deuxième réclamation, la Société a encaissé 3,2 \$ pour des projets inclus dans la demande d'indemnité collective au cours de l'exercice 2012. Des discussions sont en cours entre l'Agence et la Société afin d'obtenir une entente à l'amiable pour cette réclamation, tandis que l'Agence tente de porter l'affaire en arbitrage.

Au 31 décembre 2012, le montant contractuel brut associé à ces débiteurs était de 13,5 \$ (16,3 \$ en 2011) et leur valeur nette comptable s'élevait à 12,1 \$, déduction faite de la provision de 1,4 \$ (13,3 \$, net de la provision de 3,0 \$ en 2011). Par conséquent, la Direction estime que l'exposition maximale à une perte financière relative à ce client s'élève à 8,3 \$ (10,0 \$ en 2011) en tenant compte du jugement favorable de la Cour de 3,5 \$. La Direction va poursuivre les procédures entamées en plus de prendre toutes les mesures nécessaires pour encaisser ces comptes dans la prochaine année.

RISQUE DE CHANGE

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs relatifs à un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux de change.

La Société opère à l'international et est exposée à un risque de change en raison de ses activités opérationnelles libellées en sterling, en couronnes suédoises, en dollars US, en Euros et en dollars TT et de ses actifs nets dans des établissements étrangers. Ces risques sont partiellement compensés par des achats et des frais d'exploitation engagés dans ces monnaies.

La Société a des investissements dans des opérations étrangères, dont les actifs nets sont exposés au risque de change. Ce risque est partiellement compensé par les emprunts libellés dans la devise étrangère. Les gains ou les pertes de change sur l'investissement net dans ces établissements sont présentés dans le compte de cumul des autres éléments du résultat global, en tant que différences de conversion. Ce compte est inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires.

En tenant compte des montants libellés en monnaies étrangères indiqués ci-dessus et en supposant que toutes les autres variables demeurent inchangées, une variation des taux de change aurait un impact sur le résultat net de la Société. La Direction est d'avis qu'une fluctuation de 10 % (10 % en 2011) des taux de change est raisonnablement possible.

Le tableau ci-dessous résume l'incidence d'une fluctuation de 10 % dans le taux de change sur le résultat net:

	2012 \$	2011 \$
Sterling	8,4	-
Dollar US	1,3	(0,7)
Euro	(0,3)	(0,1)
Autres	(0,2)	(1,1)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

178

179

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux monétaires futurs d'un instrument financier varient en raison des fluctuations des taux d'intérêt sur le marché. L'exposition de la Société à ce risque est principalement attribuable aux avances bancaires, aux effets à payer, à certaines dettes à long terme et aux soldes à payer aux anciens actionnaires qui portent intérêt à des taux variables. Ce risque est partiellement compensé par l'encaisse détenue à des taux variables.

Une fluctuation des taux d'intérêt pourrait avoir une incidence sur le résultat net de la Société. La Direction est d'avis qu'une fluctuation de 0,5 % des taux d'intérêt est raisonnablement possible et croit que l'effet sur le résultat net de cette variation serait approximativement de 0,4 \$ (0,3 \$ en 2011).

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de respecter ses obligations lors de leur échéance.

Une trésorerie centralisée assure à la Société de conserver une flexibilité de financement en évaluant les besoins en flux monétaires futurs et en maintenant une marge de sécurité suffisante sur ses facilités de crédit engagées. Les limites de crédit, les restrictions sur l'encaisse et la conformité aux clauses restrictives sont aussi prises en considération.

La Société effectue le suivi de son risque de liquidité relativement aux instruments financiers sur une base continue. La Direction surveille en tout temps ses besoins en trésorerie afin de s'assurer qu'elle possède suffisamment de liquidités pour satisfaire ses exigences opérationnelles tout en conservant une réserve adéquate sur ses facilités de crédit non utilisées. GENIVAR a accès à des lignes de crédit obtenues auprès d'institutions financières (note 12).

Les tableaux suivants indiquent les échéances contractuelles des passifs financiers aux 31 décembre 2012 et 2011. Les montants indiqués ci-dessous représentent les flux de trésorerie contractuels non actualisés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

Les tableaux suivants indiquent les échéances contractuelles des passifs financiers aux 31 décembre 2012 et 2011. Les montants indiqués ci-dessous représentent les flux de trésorerie contractuels non actualisés.

	2012				
	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels \$	Moins d'un an \$	Entre un et deux ans \$	Plus de deux ans \$
Comptes créditeurs et charges à payer, incluant la portion non courante des provisions	360,1	360,2	353,2	0,7	6,3
Dividendes à payer aux actionnaires	19,1	19,1	19,1	-	-
Prêt	5,0	5,1	5,1	-	-
Dettes à long terme, incluant la partie courante	13,3	14,6	5,3	1,3	8,0
Passifs financiers, incluant la partie courante	23,8	24,2	22,9	1,2	0,1
Avances bancaires	212,7	227,8	4,4	4,4	219,0
	634,0	651,0	410,0	7,6	233,4

	2011				
	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels \$	Moins d'un an \$	Entre un et deux ans \$	Plus de deux ans \$
Comptes créditeurs et charges à payer	104,4	104,4	104,4	-	-
Dividendes à payer aux actionnaires	12,2	12,2	12,2	-	-
Prêt	5,4	5,5	5,5	-	-
Passifs financiers, incluant la portion courante	21,9	23,3	17,2	6,1	-
Avances bancaires	50,0	50,0	50,0	-	-
	193,9	195,4	189,3	6,1	-

Au 31 décembre 2012, la Société avait des facilités de crédit non utilisées de 185,1 \$ (175,0 \$ en 2011), nettes des lettres de crédit en circulation de 3,6 \$ (0,1 \$ en 2011) et de la trésorerie et équivalents moins le découvert bancaire de 121,3 \$ (144,0 \$ en 2011).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

180

181

27. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

CONTRATS DE LOCATION

La Société loue des locaux pour ses bureaux et du matériel aux termes de contrats de location simple non résiliables. La durée des baux varie de six mois à dix ans, et la plupart des contrats de location sont renouvelables à la fin du bail pour une période additionnelle de trente mois à dix ans au taux du marché.

Les dépenses de location comprises dans le compte de résultat totalisent 44,2 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 (20,8 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011).

Les versements minimums futurs selon des contrats de location simples non résiliables sont les suivants:

	2012 \$	2011 \$
Moins d'un an	77,6	21,1
Entre un an et cinq ans	196,9	53,0
Plus de cinq ans	103,1	22,5
	377,6	96,6

ÉVENTUALITÉS

La Société fait actuellement face à des poursuites en justice en raison de travaux exécutés dans le cours normal de ses activités. La Société souscrit une assurance de la responsabilité professionnelle qui lui permet de gérer les risques occasionnés par de telles poursuites. Sur le fondement des conseils et de l'information fournis par ses conseillers juridiques, et compte tenu de son expérience dans le règlement de poursuites semblables, la direction estime que la Société a prévu une provision suffisante à ce titre et que le règlement définitif ne devrait pas dépasser de beaucoup la garantie d'assurance ou avoir un effet important sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

En tant qu'entrepreneur qui contracte avec le gouvernement, la Société est assujettie à des lois et à des règlements plus contraignants que ceux qui s'appliquent aux entrepreneurs qui contractent avec des parties privées. Le gouvernement vérifie attentivement la conformité à ces lois et à ces règlements par des audits et des enquêtes qui font partie intégrante de la procédure d'attribution de contrats publics. C'est pourquoi la direction reçoit à l'occasion des demandes de renseignements ou autres demandes concernant nos activités avec des organismes publics. En novembre 2012, l'Unité permanente anticorruption a perquisitionné dans les bureaux de la Société à Laval (Québec) relativement à l'attribution de certains contrats municipaux dans cette ville. Le 11 février 2013, la Société a annoncé être en possession d'informations faisant état d'actes illicites commis dans le passé au Québec dans le financement de partis politiques et dans l'attribution de contrats municipaux. Vers le 28 février 2013, le Bureau de la concurrence a perquisitionné dans les bureaux de la Société à Gatineau et à Québec. Au 12 mars 2013, aucune accusation n'a été portée contre la Société en raison de ces faits, et la Société n'a reçu aucune demande de paiement d'une amende, pénalité ou autre indemnité pécuniaire. La Société ne peut aucunement prédire à l'heure actuelle le résultat final de toute enquête des autorités sur ces faits, les pertes éventuelles susceptibles d'en découler ou le risque d'élargissement d'une telle enquête, qui pourrait avoir un effet défavorable important sur les résultats d'exploitation futurs de la Société.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

28. INFORMATION SECTORIELLE

(A) PRINCIPAUX CLIENTS

Aux 31 décembre 2012 et 2011, aucun client individuel ne représente plus de 10 % des produits consolidés de la Société.

(B) SECTEURS OPÉRATIONNELS

Au cours des exercices précédents, la Direction a organisé et analysé l'information financière de la Société en fonction des régions géographiques pour tous les types de services à l'exception de l'Architecture qui était analysée séparément.

À la suite de l'acquisition de WSP, la structure de divulgation interne a été revue. La Société gèrera maintenant ses opérations en vertu de cinq secteurs opérationnels, soit les suivants: Canada, États-Unis, Royaume-Uni, Nord de l'Europe et Reste du monde. Une fois l'intégration complétée, la Direction pourrait modifier cette structure.

Le Comité exécutif évalue la performance des secteurs opérationnels basée sur les produits, les produits nets et une mesure ajustée du BAIIA. Le BAII ajusté exclut les éléments inhabituels identifiés par la Direction comme les coûts non récurrents, tels que les charges de restructuration et d'intégration, ainsi que les coûts administratifs globaux. Les coûts administratifs globaux correspondent aux frais et aux salaires relatifs aux fonctions centralisées comme les finances, les ressources humaines et les technologies, qui ne sont allouées à aucun secteur. Cette mesure exclut aussi les incidences des frais financiers, des amortissements et de l'impôt sur le résultat.

Les ventes entre secteurs sont effectuées sans lien de dépendance. Les produits divulgués au Comité exécutif sont évalués de la même façon que dans les états consolidés du résultat et excluent les ventes intragroupes.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

182

183

Le tableau qui suit présente les opérations de la Société en vertu des nouveaux secteurs opérationnels. L'information comparative a été révisée afin d'être conforme à la structure actuelle.

						2012
	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Nord de l'Europe	Reste du monde	Total
Produits	710,8	74,5	139,1	222,0	111,1	1 257,5
Moins : Sous-consultants et dépenses directes	133,6	10,6	31,4	34,0	27,8	237,4
Produits nets	577,2	63,9	107,7	188,0	83,3	1 020,1
BAIIA ajusté	89,1	7,5	11,7	29,1	3,3	140,7
Coûts administratifs globaux						(15,3)
Éléments inhabituels						(16,8)
Frais financiers						(9,4)
Amortissements						(40,8)
Quote-part de l'impôt sur le résultat des entreprises associées						(1,4)
Résultat avant impôt						57,0

Selon la présentation des nouveaux secteurs opérationnels, les résultats de 2011 sont cumulés sous un même secteur.

	2011
	Canada
Produits	651,9
Moins : Sous-consultants et dépenses directes	122,9
Produits nets	529,0
BAIIA ajusté	98,9
Coûts administratifs globaux	(9,3)
Frais financiers	(4,3)
Amortissement	(25,3)
Résultat avant impôt	60,0

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action, sauf indication contraire)

(C) RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

Les produits suivants ont été attribués à une région géographique en se fondant sur le pays d'opération de la Société.

	2012 \$	2011 \$
Canada	710,8	623,8
Suède	182,4	-
Royaume-Uni	136,7	-
États-Unis	77,2	-
Afrique du Sud	39,9	-
Allemagne	21,4	-
Autres	89,1	28,1
	1 257,5	651,9

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont allouées dans les pays suivants:

	31 décembre 2012 \$	31 décembre 2011 \$
Canada	116,5	115,3
Suède	45,2	-
États-Unis	26,7	-
Royaume-Uni	33,1	-
Australie	12,5	-
Autres	11,2	-
	245,2	115,3

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Christopher Cole

Administrateur depuis 2012
Non indépendant

—
Président exécutif du Conseil d'administration

Richard Bélanger

Président de Groupe Toryvel inc.
Administrateur depuis 2007
Indépendant

—
Administrateur indépendant principal
Membre du Comité d'audit

Grant McCullagh

Président et chef de la direction, Global Integrated
Business Solutions, LLC
Administrateur depuis 2011
Indépendant

—
Membre du Comité de gouvernance et de rémunération

Pierre Seccareccia

Administrateur de sociétés
Administrateur depuis 2006
Indépendant

—
Président du Comité d'audit

Pierre Shoiry

Président et chef de la direction de GENIVAR inc.
Administrateur depuis 2006
Non indépendant

Pierre Simard

Président de Corporation financière Champlain (Canada)
Administrateur depuis 2007
Indépendant

—
Membre du Comité d'audit
Membre du Comité de gouvernance et de rémunération

Lawrence E. Smith, C.R.

Associé, Bennett Jones LLP
Administrateur depuis 2007
Indépendant

—
Président du Comité de gouvernance et de
rémunération

ÉQUIPE DE DIRECTION

Pierre Shoiry

Président et chef de la direction

Alexandre L'Heureux

Chef de la direction financière

Marc Rivard

Chef de l'exploitation, Canada et Caraïbes

Rikard Appelgren

Directeur général, Europe

Paul Dollin

Directeur général, R.-U., Moyen Orient,
Afrique du Sud et Inde

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

GENIVAR inc.

1600, boulevard René-Lévesque Ouest
16^e étage
Montréal (Québec)
H3H 1P9 Canada
514 340-0046

COTE BOURSIÈRE

Bourse de Toronto (TSX), sous le symbole GNV.

TITRES EN CIRCULATION

Le 15 mars 2013, il y avait 51 418 329 actions ordinaires en circulation.

POLITIQUE DE DIVIDENDE

La Société a déclaré, pour les exercices 2012 et 2011, des dividendes de 1,50 \$ par action. Le Conseil d'administration (« Conseil ») a déterminé que le niveau actuel du dividende trimestriel est approprié en fonction des résultats actuels de la Société et des exigences financières pour les opérations de la Société. Il est actuellement prévu que le dividende demeure au même niveau, mais est sujet à l'évaluation réalisée par le Conseil des exigences futures, de la performance financière, de la liquidité, des perspectives et d'autres facteurs jugés pertinents. Le paiement de chaque dividende trimestriel demeurera sujet à la déclaration de ce dividende par le Conseil. Le montant actuel de chaque dividende trimestriel, de même que chaque date de déclaration, date d'enregistrement et date de paiement est à la discrétion du Conseil.

VÉRIFICATEURS INDÉPENDANTS

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.,
comptables agréés

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

L'assemblée annuelle des actionnaires aura lieu à 10 heures, heure de l'Est, le 23 mai 2013, à l'adresse suivante:

Musée McCord

690, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec)
H3A 1E9 Canada

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DE DOCUMENTS AUX ACTIONNAIRES

Nous vous invitons à vous inscrire à la transmission électronique des documents d'information. Certains des avantages de la transmission électronique sont l'accès à d'importants documents sur la Société de manière facile, rapide et respectueuse de l'environnement; de plus, elle réduit les coûts d'impression et les frais de poste.

ACTIONNAIRES INSCRITS

Les actionnaires inscrits peuvent consulter les documents de la Société sur le site www.genivar.com ou en s'inscrivant en ligne à www.canstockta.com.

Si vous **NE VOULEZ PAS** recevoir le rapport annuel et les rapports trimestriels, vous pouvez:

- ▶ Téléphoner au 1 800 387-0825
- ▶ Vous rendre sur le site Web de CST, www.canstockta.com, télécharger et remplir le formulaire de demande de livraison électronique et l'envoyer au CST.

ACTIONNAIRES BÉNÉFICIAIRES

Les actionnaires qui détiennent leurs actions par l'intermédiaire d'un courtier en valeurs mobilières ou d'une institution financière doivent se rendre sur le site www.investordelivery.com ou communiquer avec leur conseiller en placements pour demander que les documents leur soient livrés par voie électronique.

POUR OBTENIR...

- ▶ Des renseignements financiers ou statistiques additionnels
- ▶ Des nouvelles sur les développements dans l'industrie ou sur la Société
- ▶ Les plus récents communiqués et présentations pour les investisseurs

Communiquez avec le service des Relations avec les investisseurs

Isabelle Adjahi

Directrice, Communications et relations avec les investisseurs
GENIVAR inc.

514 340-0046, poste 5648
isabelle.adjahi@genivar.com

POUR OBTENIR DE L'AIDE SUR CE QUI SUIT...

- ▶ Régime de réinvestissement des dividendes
- ▶ Changement d'adresse et transmission électronique de documents aux actionnaires
- ▶ Paiements de dividendes ou dépôt direct des dividendes
- ▶ Transfert ou perte de certificats d'actions et règlements de succession

Communiquez avec l'agent des transferts et registraire*

La Société canadienne de transfert d'actions inc.
2001, rue University
Bureau 1600
Montréal (Québec)
Canada H3A 2A6

1 800 387-0825
www.canstockta.com

DÉPÔTS

La Société dépose tous les rapports requis par les commissions canadiennes des valeurs mobilières. Ces renseignements sont disponibles sur le site Web de SEDAR à www.sedar.com ou sur le site Web de GENIVAR à www.genivar.com.

ATTESTATIONS

Les attestations du chef de la direction et du chef de la direction financière de la Société concernant la qualité de la divulgation financière de la Société selon les exigences réglementaires canadiennes sont déposées sur SEDAR www.sedar.com.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Les pratiques de la Société en matière de gouvernance d'entreprise sont énoncées dans la Circulaire de sollicitation des procurations de la Direction déposée auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, laquelle est affichée sur SEDAR et sur le site Web de GENIVAR à www.genivar.com.

LIGNE D'ÉTHIQUE

Dans le cadre de notre politique sur l'éthique, cette ligne directe permet aux membres de l'équipe et d'autres personnes, de manière anonyme et confidentielle, de soulever des questions en matière de gestion comptable, de contrôles internes et de comportement éthique ou de porter plainte.

1 866 512-8555
divulgationconfidentielleinterne@genivar.com

Ce rapport annuel peut aussi être téléchargé du site www.genivar.com.

GENIVAR inc.'s Annual Report is also available in English. Please contact the Investor Relations Department.

Ce rapport annuel contient des déclarations prospectives qui reflètent les attentes de la direction quant à la croissance, aux résultats d'exploitation, au rendement et aux perspectives d'affaire de la Société. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à divers risques et incertitudes. Les résultats réels de la Société peuvent différer considérablement des résultats prévus dans les déclarations prospectives et un certain nombre de facteurs, notamment mais sans limitation les facteurs mentionnés dans diverses parties de ce rapport et sous la rubrique « Facteurs de risque » dans la notice annuelle d'information de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012. La discussion de la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société dans le présent rapport annuel doivent être lus avec les états financiers de la Société et les notes afférentes publiées dans ce rapport.

© 2013 - Tous droits réservés
Imprimé au Canada

*Agent administratif pour Compagnie Trust CIBC Mellon

15 000

EMPLOYÉS

35

PAYS

300+

BUREAUX

TOUS

LES CONTINENTS

SOLIDE PRÉSENCE LOCALE / EXPERTISE MONDIALE
ORIENTATION-CLIENT / PRESTATION DE SERVICES MONDIAUX

COUVERTURE

Paul Lahaie
Technicien principal -
Surveillance, Transports

Agneta Tran-Haverinen
Ingénieure de projet

Ce rapport annuel est imprimé sur papier Rolland Enviro 100, fabriqué à partir d'énergie biogaz et contenant 100 % de fibres postconsommation. Ce papier est certifié Éco-Logo, procédé sans chlore et FSC Recyclé.

Rédaction et conception: Service des Communications
Impression: Quadriscan

